



Après la Marne

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CE VOLUME :

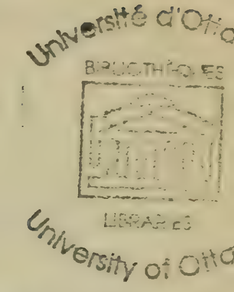
50 Exemplaires sur Japon, numérotés. . . 1 à 50

200 Exemplaires sur Hollande Van Gelder, numérotés . . . . 51 à 200



Gustave Hervé

GUSTAVE HERVÉ



Après la Marne

Recueil in extenso des articles
publiés par Gustave Hervé dans la Guerre Sociale
du 1er novembre 1914 au 1er février 1915

PARIS

BIBLIOTHÈQUE DES OUVRAGES DOCUMENTAIRES

16, RUE ALPHONSE-DAUDET, 16

Après la Marne

• • •

1er novembre 1914.

La fête des Morts.

C'est leur fête.

Ils étaient pleins de vie, de santé et de jeunesse, il y a trois mois.

Un fou, à qui son peuple avait eu l'imprudence de laisser en mains le droit de décréter la mort de plusieurs millions d'hommes, a fait le geste impie.

Et depuis trois mois toute l'Europe est en deuil.

C'est leur fête. à ceux qui glorieusement sont morts pour nous, qui ont préféré mourir plutôt que de subir la honte suprême de voir la civilisation entière à genoux devant une botte et un obusier de 420.

Tous, qu'ils fussent jadis nos ennemis, ou qu'ils aient été nos compagnons de lutte dans la grande bataille sociale pour plus de justice et de liberté, nous les enveloppons de la même tendresse et de la même reconnaissance.

C'est leur fête, et c'est la fête des ancêtres aussi, de ceux dont ils ont suivi les traces glo-

rieuses, de ceux qui avec Jeanne d'Arc, il y a des siècles, firent comme eux le sacrifice de leurs corps pour que la France vive; de ceux qui, à Valmy, se firent tuer aux cris de: Vive la Nation! de ceux qui, il y a quarante-quatre ans, ne pouvant forcer la victoire, sauvèrent du moins l'honneur.

Sans troubler la concorde nationale qui depuis trois mois a fait taire toutes les rancunes politiques, on me permettra sans doute, en ces jours de deuil, de pleurer celui qui, après avoir été durant vingt ans l'apôtre de la paix, fut la première victime de la guerre.

Qu'il nous manque aujourd'hui à tous!

Et comme ceux qui le haïrent, parce qu'ils ne le connaissaient pas, le béniraient aujourd'hui et seraient heureux et réconfortés d'entendre son verbe puissant.

Ce n'était pas seulement le génie de l'éloquence

C'était le plus puissant cerveau, l'intelligence la plus vaste, la plus encyclopédique de notre pays. Ceux qui ne l'ont vu qu'à la tribune n'ont rien vu. C'est dans les commissions de son Parti, ou dans les commissions du Parlement qu'il fallait le voir, l'œil aux aguets, l'oreille tendue, le cou et les pommettes congestionnés, vivant, bouillonnant, pendant que parlait le contradicteur; puis, avec une douceur et une urbanité exquises, les yeux pétillants d'esprit, le geste enveloppant, assénant l'argument. On se demandait où et quand il avait pu apprendre tout ce qu'il sortait alors. Sa prodigieuse faculté d'assimilation, sa merveilleuse mémoire n'au-

raient jamais fait de tels miracles, sans cesse renouvelés, sans sa formidable puissance de travail.

Ce profane avait deviné — si vous en doutez lisez plutôt son livre *L'Armée nouvelle* — à quelle gigantesque armée d'invasion nous aurions affaire. Non des centaines de milliers d'envahisseurs, mais deux à trois millions au moins.

Il était sûr — qui pouvait d'ailleurs en douter? — que nous serions envahis par la Belgique.

Et parce qu'il savait qu'il nous faudrait résister à une véritable trombe humaine, il s'évertuait à prêcher au pays que son salut n'était pas dans l'encasernement de 200.000 jeunes hommes de plus, mais dans la préparation d'un formidable matériel de guerre, dans l'organisation scientifique de tous les services, et dans l'éducation et l'entraînement méthodiques de toutes les forces vives de la nation : active, réserves, territoriaux, bien encadrés et bien amalgamés.

Son génie prophétique avait même prévu que ce ne serait qu'en nous concentrant en arrière, assez loin de la frontière, que nous serions de taille à repousser le premier flot de l'invasion par les masses innombrables de la nation armée.

Ah ! c'est lui qu'il nous faudrait à cette heure cruelle dans les conseils du gouvernement.

Non certes que les ministres actuels ne se soient rendu compte que seule la nation armée est de taille à résister au choc de la formidable machine militaire allemande.

Mais il le leur aurait fait comprendre plus vite.

Il eût été le boute-en-train de la défense nationale.

Ç'eût été notre Gambetta, le Gambetta de la revanche.

Il est des heures tragiques où le devoir de l'homme d'Etat n'est pas seulement de travailler et de doter son pays du machinisme militaire qui lui permettra de rejeter l'ennemi hors du territoire.

Il faut savoir parler à l'âme des foules.

Comme Danton, comme Gambetta, il aurait su parler au peuple français, il aurait su adoucir, par des mots qui partent du cœur, l'amertume du sacrifice comme il aurait su exalter les enthousiasmes.

Il me semble que s'il avait été là, la Fête des Morts eût été, cette année, une cérémonie grandiose.

Le peuple de Paris se serait réuni dans les vastes avenues qui bordent l'arc de triomphe de l'Etoile.

Un cortège se serait formé, encadré par l'armée du camp retranché de Paris.

En tête, devant les autorités officielles, on aurait rangé les familles françaises, belges et anglaises qui ont perdu quelqu'un de leurs membres.

Puis seraient venus, à la place d'honneur, les réfugiés belges, en deuil de leur patrie.

Et, derrière, l'immense peuple de Paris, toutes classes mêlées, hommes, femmes, enfants, aurait accompagné les familles éplorées, pour leur témoigner que leur deuil était le deuil de la nation tout entière.

Et les parents qui ont perdu des êtres chers, là-bas, ils ne savent où, sans pouvoir leur ren-

dre les derniers honneurs, auraient eu l'illusion d'assister aux funérailles de ceux qu'ils ont perdus.

Et la douloureuse procession serait allée déposer des fleurs au Panthéon, le tombeau commun de tous ceux qui ont mérité les hommages de la patrie reconnaissante.

Et sa grande voix eût trouvé de magnifiques accents pour nous consoler de la mort de tant de héros, et la nation en deuil aurait senti qu'ils n'avaient pas disparu dans le néant, mais qu'ils étaient entrés vivants dans l'immortalité.

Lundi 2 novembre.

Le suicide de la Turquie.

Ce n'est pas de la faute des pauvres paysans turcs, qui arrosent de leur sueur, en 1914, le sol infécond de l'Asie-Mineure, si leurs ancêtres venus du fond de l'Asie ont, au quinzième siècle, conquis à la pointe de l'épée les immenses territoires de la Turquie d'Asie et de la Turquie d'Europe

Ce n'est point de notre faute non plus, d'ailleurs.

C'est pourtant cette brillante équipée de leurs ancêtres d'il y a cinq siècles, que les pauvres paysans turcs du vingtième siècle vont payer.

Quand des gens viennent casqués, bottés, s'installer dans un pays un peu peuplé, il n'y a

qu'un moyen pour eux d'y rester jusqu'à la fin des siècles : c'est de s'y fondre avec les populations vaincues.

Vainqueurs et vaincus une fois bien fondus forment une nation.

Tous les conquérants qui ont séjourné un peu de temps en France s'y sont si bien fondus avec la population que nous serions bien embarrassés, ceux d'entre nous qui se vantent d'être du sang le plus pur, — en admettant que cette phrase veuille dire quelque chose, — pour dire si nous sommes Celtes, Germains ou Latins.

Ces pauvres Turcs ont eu le malheur de rester presque partout étrangers aux populations qu'ils assujettissaient.

Non pas qu'ils fussent plus bêtes que les conquérants qui honorèrent notre pays de leur passage.

Les malheureux avaient une tare rédhibitoire : ils étaient musulmans. Ils ne croyaient pas en la divinité de Notre Seigneur Jésus-Christ, en quoi ils avaient certainement tort.

Or, les populations au milieu desquelles ils vinrent camper y croyaient. Oh ! certes, Grecs d'Asie-Mineure et d'Europe, Roumains, Bulgares ou Serbes des Balkans, n'avaient point le bonheur de posséder la vérité chrétienne que détient, sans contredit, la religion catholique, apostolique et romaine, dont M. Paul Bourget est devenu sur ses vieux jours le plus illustre représentant. Ils étaient rattachés à l'Eglise orthodoxe de Constantinople, cousine germaine de l'Eglise orthodoxe russe dont le tsar, notre

àmi et allié, — la Censure ne m'en voudra pas de le proclamer, — est le chef suprême.

Ils avaient beau n'être pas de si bons chrétiens que vous et moi, ce n'en étaient pas moins des chrétiens.

Ils étaient pour les Turcs des chiens de chrétiens, des roumis, et les Turcs étaient pour eux des chiens d'infidèles.

Vous ne voudriez pas voir des chiens de chrétiens s'accoupler avec des chiennes d'infidèles, ou vice versa.

C'est de cela que la Turquie va mourir.

L'ogre turc avala donc les petites nations chrétiennes des Balkans et d'Asie-Mineure, mais il ne les digéra pas.

Une à une, il a dû les rendre toutes vivantes au cours du dix-neuvième siècle, et ces dernières années, lors de la dernière guerre turco-balkanique.

C'est ainsi qu'apparurent successivement, à une époque toute récente, les petites nations balkaniques : Grèce, Serbie, Roumanie, Bulgarie.

L'ogre turc n'a pas encore rendu tout ce qu'il a avalé.

Toute la côte d'Asie-Mineure est peuplée de Grecs.

Tous les hauts plateaux de l'Asie-Mineure sont occupés par des Arméniens, autre nation chrétienne.

Il y a encore des chrétiens en Syrie, autour de Jérusalem, le berceau de notre religion et de la religion d'Abraham par-dessus le marché.

Ce qui reste de la Turquie n'est pas une na-

tion : c'est une poignée de conquérants qui dominent, administrent et pressurent des vaincus.

Il y a quelques années, les Jeunes-Turcs firent une révolution à Constantinople. Leurs chefs, élevés en Europe, faisaient de loin l effet de libres penseurs ouverts à toutes les idées modernes. Nous avons vu d'assez bon œil leur révolution, nous, les libres penseurs de l'Europe occidentale, qui n'avons aucun préjugé de races, et qui avons — j'en demande pardon au néo-chrétien Paul Bourget — une tendance fâcheuse à considérer tous les hommes comme nos frères, sans distinction de races ou de couleurs. Vrai ! nous espérions qu'ils allaient doter la Turquie d'institutions modernes, se rapprocher des races vaincues, faire de leur pays un pays vraiment européen.

Or, ces imbéciles de Jeunes-Turcs n'eurent rien de plus pressé que de se mettre à la remorque de l'Allemagne.

Ces libéraux, ces libres penseurs, ce qu'ils virent de plus beau en Europe, ce qu'ils songèrent à introduire d'abord dans leur pays, c'est le militarisme à la prussienne.

Pauvres gens, ils crurent peut-être que c'était de ce côté-là qu'était le manche.

La Turquie va payer cher cette erreur grossière.

Dans un an, Constantinople sera un port franc, comme Tanger, si ce n'est pas une ville russe ; la côte de l'Asie-Mineure sera à la Grèce ; l'Arménie sera indépendante, à moins qu'elle ne soit russe ; le reste de l'intérieur,

c'est-à-dire tous les pays que traverse le chemin de fer de Bagdad, sera anglais ; la Syrie sera française, sauf la Palestine qui, si l'on m'en croyait, et si l'on en croyait les sionistes, serait un Etat juif neutre et indépendant, et nos arrière-neveux chercheront en vain sur leurs atlas le nom de Turquie.

Mardi 3 novembre.

La diversion turque.

Il ne faisait l'ombre d'un doute pour personne, je pense, depuis l'hospitalité scandaleuse accordée dans les eaux turques au *Gœben* et au *Breslau*, que cette pauvre Turquie allait faire la folie suprême.

Depuis trois mois, elle faisait ses préparatifs.

L'état-major allemand qui la dirige l'a jugée prête, ou il a senti que c'était le moment ou jamais d'obtenir d'elle une diversion pour essayer de tirer l'Allemagne du pétrin.

Nos Jeunes-Turcs, qui ne doivent sans doute connaître la vérité que par l'agence Wolff, se sont laissé persuader qu'en accourant à la rescousse de l'Allemagne ils allaient prendre leur revanche de leurs récentes défaites balkaniques, et, qui sait ? peut-être ressusciter la Turquie de ses cendres et en refaire la grande puissance d'antan.

Ceux des nôtres qui sont sur la ligne de feu ne vont pas se frapper, j'imagine, pour si peu.

Certes, la Turquie n'est pas une quantité négligeable; le soldat turc est un excellent soldat. Mais aujourd'hui la guerre ne se fait plus comme au temps de Mahomet II ou de Soliman. La guerre est autant une affaire de matériel qu'une affaire de courage. Et le matériel : cuirassés, artillerie lourde, artillerie légère, projectiles de tous calibres, coûte horriblement cher. Or, le gouvernement turc est atteint d'une impécuniosité incurable, maladie qui de nos jours enlève au combattant le plus décidé le meilleur de ses forces.

L'Allemagne et l'Autriche lui ont certainement fait des avances, mais on ne va pas loin, même avec quelques centaines de millions, par le temps qui court.

Quand les stocks de munitions seront épuisés, par où en faire venir, en admettant que l'Autriche et l'Allemagne en aient à lui prêter?

Où frapper un grand coup? Contre la Serbie? Elle est séparée de la Turquie par le territoire bulgare et il n'est guère probable que les Bulgares, malgré leurs ressentiments contre les Serbes et les Roumains, se laissent aveugler par la rancune au point de faire cause commune avec la Turquie contre la Russie, leur protectrice séculaire.

Contre la Russie d'Asie? C'est un point si peu vital de l'empire russe! C'est si loin de tous les centres nerveux du colosse! C'est à peu près comme si on attaquait la France par le sud de l'Algérie!

Contre le canal de Suez? Seulement, pour l'atteindre, il faut traverser un désert, et l'on

ne voit guère une armée un peu nombreuse, avec tout l'attirail de l'artillerie moderne, faisant ce tour de force. On peut être sûr que l'Angleterre ne sera d'ailleurs pas prise de court et que le canal de Suez est depuis longtemps gardé, et bien gardé.

Reste l'influence religieuse du sultan sur tout le monde musulman. La révolte de la partie musulmane de l'Inde anglaise, soit 70 millions de bons musulmans ? La révolte des musulmans de Tunisie, d'Algérie et du Maroc ? Pour faire révolter les gens, en admettant que ceux-ci en eussent le désir, il faut les armer. Pour leur procurer des armes, il faut être maître de la mer. Et ce n'est pas l'Allemagne qui règne sur les mers.

A supposer donc que l'intervention de la Turquie ne déclanche pas en sens inverse celle de la Grèce, on peut être bien sûr qu'elle ne changera rien au résultat de la guerre mondiale.

Il y a une telle disproportion de forces entre les camps, les alliés français, anglais, russes, serbes, belges, japonais — ouf ! — ont une telle supériorité numérique, militaire, navale, économique, financière, qu'il en faudrait des douzaines de Turquie pour faire pencher la balance du côté de l'Allemagne.

Ce qu'il faut souhaiter, c'est que ni la Russie ni l'Angleterre ne consacrent pas trop de forces contre ce nouvel adversaire.

Le canal de Suez protégé, qu'on néglige momentanément les Turcs et qu'on ne disperse pas ses efforts.

La clef du champ de bataille est ailleurs.

Elle est en Silésie et sur le Rhin, en Prusse Rhénane.

Quand on aura occupé ces deux grandes régions métallurgiques de l'Allemagne, qui pour son malheur sont à ses frontières, on verra ce que durera l'armée prussienne, lorsqu'elle n'aura plus les usines de Silésie et de la Prusse Rhénane pour la réapprovisionner en armes et en munitions.

Courage donc !

La guerre ne durera pas si longtemps qu'on se le figure !

Il s'agit seulement d'occuper la Silésie, dont l'armée russe déjà tient les approches, et d'arriver sur le Rhin, où l'on sera aux portes d'Essen, la ville de M. Krupp, qui est, comme chacun sait, la capitale du militarisme prussien.

Après, on aura le temps de régler le compte de la Turquie !

Mercredi 4 novembre.

Guerre de délivrance.

C'est entendu : les Musulmans de l'Inde comme ceux d'Egypte, ceux de Tunisie comme ceux de l'Algérie, ne répondront pas à l'appel du sultan de Constantinople.

Ils sentent tous, plus ou moins confusément, que si le sultan est avec l'Allemagne, Allah, lui, qui est l'Esprit de paix et de fraternité, est avec

la France, avec l'Angleterre et avec l'héroïque Belgique.

Mais ne croyez-vous pas qu'ils sentiraient davantage qu'Allah est de notre côté si les gouvernants anglais et français laissaient tomber de leurs lèvres quelques promesses de justice et de liberté pour les indigènes d'Asie et d'Afrique ?

Quelle force se donneraient les alliés s'ils savaient faire comprendre au monde entier qu'ils travaillent non seulement pour de simples intérêts nationaux, mais pour la libération du genre humain tout entier !

[(1) Comment le gouvernement anglais, si libéral, si profondément humain, si réaliste, peut-il décemment, dans une guerre comme la guerre actuelle, faire tuer des milliers d'Indiens sans annoncer solennellement que l'Angleterre reconnaissante saurait donner à son heure, à l'Hindoustan, les libertés nécessaires, et le self-government auquel ont droit tous les peuples arrivés à un certain degré de civilisation ?

Et nous, Français, n'avons-nous rien à dire aux musulmans de nos colonies d'Afrique, au moment où ils versent une fois de plus si généreusement leur sang pour nous? Personne ne trouvera donc, à cette heure tragique, la parole qui irait droit au cœur de l'élite intellectuelle de nos Arabes d'Algérie et de Tunisie, la parole qui leur dirait que les Droits de l'Homme ont été proclamés pour eux aussi, la parole émue, digne de la France républicaine, qu'aurait trouvée Gambetta, qu'aurait trouvée Jaurès !

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

Et le gouvernement russe, qui a fait une si belle proclamation au début de la guerre en faveur des Polonais, et qui a semblé avoir un certain moment des velléités libérales en faveur des juifs, est-ce qu'il ne voit pas qu'il a quelque chose à dire encore, lui aussi ?

Personne ne lui fera donc comprendre quel enthousiasme il soulèverait en faveur des alliés, de par le monde, — et surtout aux Etats-Unis d'Amérique, dont la neutralité bienveillante nous est si nécessaire à tous, — s'il disait clairement que même les Polonais d'Autriche n'auront rien à perdre quand ils feront partie de la Pologne russe, à qui le tsar a presque promis l'autonomie, et que les juifs russes seront à l'avenir traités sur le pied d'égalité avec tous les citoyens russes ?]

On dirait vraiment que les gouvernements alliés n'ont pas encore compris que leur principale force, c'est la force morale qu'ils représentent.

Si le cœur de l'humanité et de presque tous les neutres est avec eux, ce n'est pas seulement parce qu'ils font la guerre au militarisme prussien, symbole du militarisme dont l'humanité entière a « soupé », — que M. Bourget se le mette bien dans la tête ! — mais parce qu'ayant l'honneur d'avoir dans leur camp la Belgique, ils représentent la liberté des nations.

La liberté des nations, pour tous les hommes qui ne sont pas des hypocrites, ce n'est pas seulement la liberté de la Belgique, la restitution au Danemark, spolié parce qu'il était petit, de son ancienne province du Sleswig ; l'attribution

de Trente et de Trieste à l'Italie, de la Croatie à la Serbie, de la Transylvanie aux Roumains : c'est la résurrection, sous le sceptre du tsar, de la Pologne ; c'est la résurrection des libertés de la Finlande ; c'est l'affranchissement des juifs de Russie ; c'est l'émancipation progressive des populations indigènes de l'Inde, de l'Afrique du Nord.

Et si, sans être ridicule à mes propres yeux, j'ose reprendre à mon compte le rêve des sionistes de reconstituer en Palestine la patrie juive disloquée, jetée à tous les vents par le glaive d'un empereur romain, il y a près de deux mille ans, c'est pour affirmer avec plus de force l'éternité des nations et fonder sur des bases plus indestructibles la République internationale des Etats-Unis du monde.

Jeudi 5 novembre.

Pour nos hôtes turcs.

On serait bien reconnaissant au gouverneur militaire de Paris de ne pas laisser je ne sais quel rond-de-cuir ignare et inintelligent recommencer à l'égard de nos hôtes turcs les bêtises qui ont été commises au début de la guerre à l'égard de nos hôtes allemands et autrichiens.

Quand la guerre a éclaté, il y a trois mois, il était très naturel, par mesure de précaution, et pour donner satisfaction à ceux de nos concitoyens qui, atteints de la manie de la persé-

cution, voient des espions partout, qu'on évacuât vers des camps de concentration les résidents allemands et autrichiens.

Mais il y avait parmi nos hôtes allemands ou autrichiens de nombreuses catégories que la plus élémentaire pudeur devait nous obliger à traiter autrement que comme des suspects : c'étaient les originaires des provinces annexées par les Hohenzollern ou les Habsbourg : Polonais de Posnanie, Danois du Sleswig, Polonais ou juifs de Galicie, juifs de Bukovine ou de Vienne, Roumains de Transylvanie, Italiens de Trente ou de Trieste, tous étiquetés sujets allemands ou autrichiens, mais tous détestant cordialement l'Allemagne ou l'Autriche.

J'ose dire, même si ça déplaît à la Censure, que l'évacuation de tous ces amis de la France dans les camps de concentration n'est pas la page la plus glorieuse de notre histoire.

Je demande respectueusement au gouverneur militaire de Paris s'il va laisser traiter nos hôtes turcs en bloc, sans distinction, sans établir de catégories, comme on a traité nos hôtes allemands, et s'il va les mettre tous dans le même panier, dans le même panier à salade?

Parmi nos hôtes étiquetés Turcs, il y a des centaines et des milliers d'Arméniens ; la tendresse des vrais Turcs pour les Arméniens se traduit de temps à autre par de pogroms — la Censure me laissera-t-elle employer ce mot ? — ou, si elle préfère, par de massacres en masse. Pour fuir le poignard ou le sabre des Kurdes musulmans, beaucoup d'Arméniens se sont réfugiés à Paris, attirés par la

réputation de libéralisme et d'humanité de notre France républicaine. Allons-nous les entasser dans des wagons à bestiaux et les expédier dans un coin de province où on va les faire coucher sur de la paille et les traiter comme des suspects et des pestiférés ?

Toute la côte de l'empire turc est peuplée de Grecs qui considèrent les Turcs comme des oppresseurs et des barbares. Beaucoup de ces Grecs vivent à Paris. Suspects aussi ? Espions aussi ?

Et les juifs de nationalité turque qui sont chez nous ? Ces juifs, dont les frères vont être massacrés en masse là-bas, en Syrie, dès que la guerre sainte sera proclamée contre les infidèles. Quoi ! nous les évacuerions aussi ?

Jolie réclame que cela nous ferait en Arménie, en Grèce et chez tous les juifs de l'univers !

Mais je vais plus loin.

Même les Turcs, les vrais Turcs, qui résident parmi nous, je dis qu'il n'y a aucun inconvénient à les garder parmi nous, et qu'il y aurait une criante injustice à les traiter avec rigueur.

Est-ce qu'ils ont la moindre responsabilité, eux, dans le coup de folie de leur Enver pacha ?

Est-ce que la bande de Jeunes-Turcs qui s'est vendue au kaiser a consulté qui que ce soit de la masse du peuple turc pour lancer la Turquie dans cette aventure ?

Est-ce que beaucoup de Turcs de Paris ne sont pas des réfugiés politiques qui ont fui Constantinople pour éviter d'être assassinés par les Jeunes-Turcs ?

Quel danger y a-t-il à les laisser parmi nous, ici, à Paris ?

S'imagine-t-on par hasard que ces pauvres Turcs sont des espions allemands ?

Et même s'il se trouvait parmi eux une couple ou une douzaine d'espions — pour espionner qui, pour espionner quoi ? je me le demande, — est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux mille fois s'exposer à leur peu dangereux espionnage, que de nous déshonorer en traitant cruellement des milliers d'innocents ?

Au temps de la vague nationaliste qui déferla contre les boutiques Maggi et les brasseries alsaciennes, j'ai dû m'instituer d'autorité consul austro-allemand — sans exequatur du kaiser ni du vieux François-Joseph — pour plaider près de la préfecture de police la cause de nombreux Polonais, Tchèques, juifs, Italiens, ou même Alsaciens, que des policiers trop zélés ou une foule trop nerveuse s'obstinaient à traiter comme des « espions » allemands.

Vais-je être obligé maintenant de me bombarder consul de Turquie ?

Vendredi 6 novembre.

Pour nos sauveurs belges.

Parisiens, mes frères, Parisiennes, mes sœurs, écoutez-moi.

Qu'avez-vous fait pour les réfugiés belges qui sont parmi vous ?

Oui, qu'avez-vous fait pour ces milliers de citoyens belges de toutes classes qui, pour avoir mis leurs poitrines entre l'ennemi et vous, ont vu incendier leurs villes, ont dû fuir leur pays natal, souvent sans autre bien que le vêtement qu'ils avaient sur le dos, et qui sont maintenant sur le pavé de Paris, dans le dénuement le plus complet ?

Vous vous rendez sans doute compte que vous leur devez quelque chose, à ces Belges, qui furent vos sauveurs, sans lesquels Paris serait occupé depuis deux mois par les Prussiens, sans lesquels nos maisons auraient été pillées, nos femmes souillées, nos monuments peut-être traités comme ceux de Louvain.

Qu'avez-vous fait pour ces fugitifs à qui vous devez la vie et l'honneur ?

Ne répondez pas tous à la fois.

Vous n'avez rien fait, n'est-ce pas, si j'excepte le pauvre abri provisoire qu'au Cirque de Paris un conseiller municipal du Gros Caillou a réussi à édifier avec l'aide des familles les plus pauvres de son quartier, véritable asile de nuit?

Votre excuse, votre circonstance atténuante, c'est que vous croyiez, en bons Français que vous êtes, que les pouvoirs publics avaient eu du cœur et de l'initiative pour vous.

Il m'est pénible d'ébranler la confiance aveugle que vous avez en vos pouvoirs publics, c'est-à-dire en votre bureaucratie, mais vos pouvoirs publics n'ont pas plus fait que vous.

Eux aussi ont des circonstances atténuantes.

Le Conseil municipal de Paris, le Conseil général de la Seine sont en congé illimité ; il

paraît que le salut de la patrie veut que Paris n'ait ni Conseil municipal ni Conseil général en régime d'état de siège.

Vous êtes gouvernés — je ne critique pas, je constate — par le gouverneur militaire de Paris, assisté d'une commission composée du préfet de la Seine, du préfet de police, des présidents des Conseils général et municipal, si je ne m'abuse.

Et comme le général Galliéni, au moment de l'afflux des Belges à Paris, avait d'autres chats à fouetter, les Prussiens arrivant en trombe sur Paris, et comme il ne se souciait nullement d'engorger son camp retranché, il a expédié le plus possible de Belges en province, comme il expédia du reste les réfugiés de nos départements du Nord.

En Angleterre, les réfugiés belges ont été traités autrement.

Sitôt arrivés, ils furent choyés, dorlotés, conduits dans les meilleurs hôtels de Londres, et, de là, par les soins d'un comité, répartis dans des familles qui par milliers s'étaient inscrites pour les recevoir.

Les Belges sont trop raisonnables pour ne pas se rendre compte que l'Angleterre n'étant pas envahie pouvait les recevoir plus dignement que nous qui avions à ce moment sur les bras toute l'émigration de nos départements du Nord, qui de plus avions les Prussiens aux portes de notre capitale.

Et ils savent que nous n'avons malheureusement pas l'esprit d'organisation de nos amis anglais.

Suis-je assez raisonnable à mon tour de faire valoir ainsi les circonstances atténuantes en notre faveur ?

Oui, mais ces circonstances atténuantes, nous les avions à ce moment, nous ne les avons plus aujourd'hui.

La panique est finie.

Les Prussiens ne s'avancent plus en trombe sur Paris ; ils sont même plutôt en train de déguerpir de notre territoire.

Nous n'avons plus aucune excuse, aucune, pas même l'excuse de l'ignorance, pour nous comporter à l'égard des milliers de Belges qui sont sur le pavé de Paris comme le paysan dont je vous entretenais l'autre jour se comporta avec les trois jeunes Belges à qui il refusa ignoblement de payer ce qu'il leur devait.

Il y a des milliers de Belges à Paris qui n'ont ni linge, ni vêtements. Qu'attendez-vous pour aller apporter le meilleur de votre linge et de votre garde-robe au Cirque de Paris, où on en a le placement ? Votre linge, vos vêtements, vous les leur devez, aux réfugiés belges. Sans eux, les Allemands vous les auraient pris, et vous courriez errants, tendant la main, sur les grandes routes.

Vous êtes des milliers qui pouvez recevoir une famille belge chez vous, la loger, la nourrir. Qu'attendez-vous pour aller au Cirque de Paris solliciter l'honneur d'accueillir chez vous une des familles de vos sauveurs, sans lesquels vous n'auriez peut-être plus de maison ?

Vos présidents du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine doi-

vent bien avoir un moyen légal ou illégal — en état de siège, il faut savoir s'asseoir sur la légalité quand c'est nécessaire — pour trouver 10 millions, 50 millions, 100 millions pour empêcher les réfugiés belges de tendre la main, et pour les loger confortablement aux frais de la ville dans tous nos hôtels. Ce chiffre vous paraît gros ? Vous trouvez que je jongle facilement avec les millions ? Or çà, est-ce que vous n'avez pas encore compris que sans le peuple belge les Allemands seraient à Paris et vous auraient infligé en entrant une contribution de guerre d'un milliard ?

Parisiens mes frères, Parisiennes mes sœurs, quand vous aurez donné le meilleur de votre garde-robe aux réfugiés belges, quand vous leur aurez ouvert à deux battants les portes de votre home, quand ce qui nous sert de pouvoirs publics leur aura d'urgence réparti un premier secours de plusieurs millions ou de plusieurs dizaines de millions, n'oubliez pas de dire à nos hôtes belges que vous êtes encore leurs obligés.

Samedi 7 novembre.

Que faire pour nos sauveurs belges ?

Pluie de lettres qui me disent toutes : « Mais dites-nous donc que faire pour nos frères belges ? »

Que faire ? Que faire ?

Si j'étais l'autorité constituée, en l'espèce le président du Conseil municipal de Paris, je convoquerais d'urgence tous les conseillers municipaux de Paris, et, par-dessus le marché, tous les conseillers généraux de la Seine.

Je me ferais autoriser par le préfet de la Seine et le gouverneur militaire de Paris, vu l'urgence, même si c'était illégal, — à la guerre comme à la guerre ! — à voter un crédit de tous les millions qu'il faudrait pour permettre à la ville de Paris de traiter décemment ses hôtes belges.

Par une affiche placardée sur tous les murs de Paris, et que je demanderais à la presse de reproduire en bonne place — si la Censure ne la trouvait pas contraire ni à la sécurité de l'État, ni aux bonnes mœurs, ni au respect que nous devons au tsar de Russie, notre allié, — je ferais savoir à tous nos hôtes belges que, sur présentation de leurs papiers, ou, à défaut de papiers, sur l'attestation de deux témoins munis de papiers, il leur serait alloué une indemnité de séjour à Paris et un bon de logement dans un hôtel de Paris.

Je leur ferais savoir qu'ils seraient reçus dans la mairie de l'arrondissement où ils résident par le maire lui-même ceint de son écharpe, par ses adjoints et ses chefs de service répartis en de nombreux bureaux pour éviter les longues queues et les pénibles stationnements. Je veillerais à ce que chaque mairie fût pavoisée aux couleurs nationales belges, et à ce qu'on reçût nos hôtes dans les salles d'honneur ou dans les salles les plus somptueuses de chaque

maison commune. Et je demanderais à tous ceux qui auraient l'honneur de recevoir nos hôtes belges de leur dire à chacun deux mots de remerciements pour le service inoubliable que leur peuple héroïque a rendu à la France.

Cela fait, je demanderais à toutes les familles qui ont les moyens de recevoir une famille belge de venir s'inscrire dans leurs mairies, de déclarer combien de personnes elles peuvent recevoir, et j'aurais soin que les citoyens qui viendraient remplir ce devoir sacré de l'hospitalité ne fussent pas reçus par les ronds-de-cuir comme des chiens dans un jeu de quilles.

Après quoi, je tâcherais pour le mieux de caser dans les familles nos hôtes envoyés provisoirement à l'hôtel.

— Oui, mais si les autorités constituées étaient trop muffles ou trop empotées pour faire ce que vous dites?

— Ce serait triste pour elles, ce serait triste pour Paris.

Je crois, d'ailleurs, savoir que le gouvernement militaire de Paris, le préfet de la Seine et le président du Conseil municipal, depuis que leur attention a été attirée sur la situation des réfugiés belges à Paris, sont bien décidés à mettre fin à ce scandale.

Si, par impossible, les pouvoirs publics manquaient à leur devoir, eh bien! la presse se substituerait à eux.

Je demanderais, dans les quarante-huit heures, à l'un de nos grands confrères, au *Journal*, par exemple, qui a déjà mis sa plus belle salle à la disposition des réfugiés belges,

de réunir tous les directeurs de quotidiens, de constituer un comité de la presse qui ouvrirait une souscription publique et qui essaierait de faire ce que les pouvoirs publics auraient été incapables de réaliser.

— Et si la souscription publique ne rendait pas ?

— Alors j'irais, tête basse, trouver mon ami Boulanger, conseiller municipal de Bruxelles, qui m'a mis en mouvement en me signalant la situation de ses compatriotes réfugiés à Paris, et je lui dirais, le rouge au front : « Mon cher ami ! Vous avez eu tort de ne pas laisser les Prussiens passer tranquillement sur votre territoire. Nous n'étions pas dignes que vous vous sacrifiiez pour nous ! »

Dimanche 8 novembre.

Encore nos sauveurs belges.

Ça ne vous ennuie pas que je vous parle encore de nos amis belges ?

Sujet important entre tous.

A quoi nous servirait-il de gagner des batailles, si nous perdions l'honneur ?

Et ne serait-ce pas nous déshonorer à nos propres yeux et aux yeux du monde civilisé que de ne pas remplir notre devoir, tout notre devoir envers le peuple héroïque qui, pour nous sauver, a accepté le plus douloureux des martyres ?

Oui, je le sais, quelques bons patriotes n'ont pas attendu mon cri d'alarme.

Tel industriel, qui n'est pas richissime pourtant, a recueilli spontanément une dizaine de familles belges ; pendant dix jours, il garnit pieusement leurs chambres de fleurs ; et quand, par peur de l'investissement de Paris, ses hôtes voulurent aller en province, c'est dans deux villas qu'il a dans l'Ouest qu'il les fit partir.

Tel autre, un hôtelier de la rue de l'Echelle, le bon patriote qui tient l'hôtel Montona, pour ne pas le nommer, — c'est l'un de ceux qu'il abrita qui m'a rapporté le fait, — a mis gratuitement vingt chambres à la disposition de réfugiés belges, et comme certains de ses hôtes ont du travail et doivent aller à l'ouvrage de bonne heure, il met son honneur à aller les réveiller lui-même, comme un ami aime à réveiller des amis chers qu'il abrite sous son toit.

Et qui donc a jamais douté du bon cœur de Paris ?

Paris a bon cœur, mais il est insouciant.

Qu'on le secoue un peu, et aussitôt, comme un homme qu'on réveille et qui se frotte les yeux, il avoue gaiement : « C'est vrai, je n'y songeais pas. Je ne suis qu'un muffle ! »

Et il répare.

Parmi tous ceux qui sont venus s'inscrire hier dans nos bureaux : bourgeois et bourgeoises, employés, ouvriers, pour revendiquer l'honneur de loger une famille belge, celui qui m'a le plus touché est un chauffeur d'auto-taxi.

Il a un petit appartement propret ; sa ménagère, il l'a expédiée en province, avec ses gosses, au temps où les Prussiens approchaient de Paris ; il demande une famille avec enfants ; il y a un berceau pour un marmot : il a mis la maison bien en état ; lui-même ira loger à l'hôtel.

Si toutes les familles bourgeoises qui peuvent loger une famille belge faisaient autant que ce simple chauffeur de taxi, quels souvenirs emporteraient de leur séjour à Paris nos frères belges, et quels liens indissolubles les uniraient à jamais à la France !

Merci à tous ceux qui nous ont apporté des vêtements et du linge. Attention ! Prière de ne pas oublier que nos Belges sont presque tous de belle taille ; mon capitaine d'habillement se plaint qu'il n'a rien trouvé d'assez grand hier pour des grenadiers de la garde blessés et réformés qui nous avaient fait le grand honneur de venir chercher des vêtements civils dans notre maison amie.

Même si les autorités constituées finissent par trouver un moyen légal ou illégal de voter la forte somme, pourquoi le Comité de la Presse, dont j'ai parlé hier, ne ferait-il pas, pour recueillir vivement de fortes sommes, ce qu'on fait en Russie ?

Car on fait quelquefois de bonnes choses, en Russie.

Messieurs les censeurs, laissez vos ciseaux tranquilles ; je ne parlerai pas aujourd'hui des juifs de Russie, puisque vous ne voulez pas que j'en parle, et que, chaque fois que j'essaie

d'en parler, vous me coupez avec une ardeur à laquelle je rendrai hommage dès que la liberté de la presse sera rétablie.

La société russe, à Moscou, veut-elle faire un bel envoi de tabac aux soldats, ou de linge?

Elle institue une journée.

Un beau dimanche, annoncé à grand orchestre par toute la presse, des groupes de jeunes gens font la quête dans les rues.

En quelques heures, des milliers et des milliers de roubles tombent dans leur escarcelle.

Ou bien des montagnes de linge et de vêtements s'accumulent dans des entrepôts indiqués au préalable, ou sur les voitures des frères quêteurs.

Pourquoi le Comité de la Presse, ou tout autre Comité, n'instituerait-il pas, au profit de nos hôtes belges, quelques journées ?

Incessamment, ils vont apprendre que le Reichstag a voté l'annexion de leur patrie.

Tout de même, à la sinistre bouffonnerie qui se prépare au Reichstag de Berlin, Paris ne va-t-il pas répondre en serrant plus fortement sur son cœur les réfugiés du peuple martyr... en attendant que l'armée française y réponde en rejetant l'armée allemande dans le Rhin ?

Lundi 9 novembre.

La victoire russe.

Souffrez que je me souvienne que je fus jadis professeur d'histoire, et que je revête ma robe d'universitaire.

Je voudrais bien expliquer aux mères, aux femmes, aux sœurs et aux filles de nos mobilisés ce qui s'est passé là-bas, sur la frontière russo-allemande, depuis trois mois, et la grande victoire que nos alliés russes viennent de remporter.

Quand on sort d'Allemagne pour entrer en Russie, on entre dans une vaste plaine presque aussi plate que notre Beauce, et que traversent, en y décrivant de grandes courbes, la Vistule et son affluent le Bug, et aussi la Wartha, un affluent du fleuve prussien qui s'appelle l'Oder, des fleuves auprès desquels notre Seine n'est qu'une petite rivière.

Le pays où l'on entre ainsi, c'est la Pologne russe, dont le cœur est Varsovie.

Cette Pologne russe se prolonge en Allemagne, à l'ouest, par la Pologne prussienne, le pays de Posen, et au sud par la Pologne autrichienne, le pays de Cracovie.

La malheureuse Pologne fut dépecée, écartelée vivante, vers le temps de notre grande Révolution française, par ses deux voisins prussien et autrichien, auxquels j'ajouterai, si la Censure veut bien me le permettre, son voisin russe.

A vrai dire, les Polonais n'ont pas encore

digéré, après un siècle et quart, le dépeçage de leur pays, et ils ne portent dans leur cœur ni les Prussiens, ni les Autrichiens, ni même les Russes, bien que ces derniers soient des Slaves comme eux et leurs cousins-germains.

Pour les amadouer, l'Autriche avait donné à ses Polonais de Galicie de grandes libertés politiques, et, en cas de guerre austro-russe, on comptait à Vienne que la Pologne russe se révolterait contre le tsar pour jouir, une fois incorporée à l'Autriche, du sort des Polonais de Galicie.

Peut-être en eût-il été ainsi si la guerre avait eu lieu entre la Russie et l'Autriche seulement. Mais quand les Polonais russes virent qu'il s'agissait d'une guerre européenne et qu'à côté de la Russie [(1) tsariste qu'ils abhorrent] se trouvait la France qu'ils aiment comme elle les aime, toute velléité de révolte de leur part disparut. La Pologne russe se leva même comme un seul homme quand très habilement le gouvernement de Pétrograd eut laissé entendre que la Pologne russe n'aurait pas à se repentir de sa fidélité [(2). C'est grâce en partie à la fidélité polonaise que] l'armée russe, à la fin d'août, malgré la lenteur de sa mobilisation, menaça Kœnigsberg au nord, Posen au centre, écrasa l'armée autrichienne à Lemberg et vint assiéger Przemysl. Certain grand journal de Paris poussa l'enthousiasme jusqu'à annoncer aux gobe-mouches de France que la cavalerie russe était à cinq jours de Berlin.

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.
(2) Id.

Les Russes avaient remporté des victoires faciles, surtout du côté des Allemands, car toute l'armée allemande était sur notre dos. Le plan avoué de l'état-major allemand était en effet de nous écraser en un mois, comme en 1870, et de voler ensuite au secours des Autrichiens pour écraser les Russes.

L'héroïsme de la petite Belgique et la glorieuse retraite de l'armée française déjouèrent cette combinaison un peu simpliste.

L'arrivée des Russes en Prusse orientale, non loin de Kœnigsberg, et l'écrasement des armées autrichiennes, jetèrent une telle panique en Allemagne que l'état-major allemand fut obligé de rappeler de France et de Belgique quelques bons corps d'armée pour les jeter à la hâte contre les Russes.

Ces renforts permirent aux Allemands, dans la première quinzaine de septembre, de rejeter les Russes, qui avaient envahi le pays de Kœnigsberg, jusque sur le Niémen, en territoire russe, et aidèrent les Autrichiens à contenir les Russes en Galicie ; mais le départ de ces corps d'armée allemands pour la frontière russe permit au général Joffre de remporter sa victoire de la Marne.

Le centre de l'armée russe était un peu découvert par la retraite de sa droite dans le pays de Kœnigsberg; il se replia sur la Vistule, à 200 kilomètres de la frontière allemande; la gauche russe, à son tour, découverte par cette retraite du centre, se replia derrière le San, l'affluent de la Vistule qui passe à Przemysl.

Quand l'armée russe eut assez attiré l'armée

ennemie au cœur de la Russie, quand elle y eut complété sa mobilisation, elle fit ce que fit l'armée française sur la Marne : elle s'arrêta net et reprit l'offensive.

Dans la première quinzaine d'octobre, la droite russe, repartant des bords du Niémen, rejeta les Allemands en Prusse, sur la route de Kœnigsberg : ce fut la victoire d'Augustowo.

Puis, dans la deuxième quinzaine d'octobre, ce fut le centre russe qui, victorieux à Varsovie et à Ivangorod, refoula jusqu'à la frontière prussienne l'armée de ce pauvre kronprinz.

Enfin, dans la première semaine de novembre, la gauche russe balaya devant elle les Autrichiens et les rejeta sur les Karpathes, les montagnes du sud de la Galicie, en leur faisant subir des pertes plus cruelles encore peut-être que celles de Lemberg.

Cette triple victoire russe est le digne pendant de nos victoires de la Marne et de l'Yser [(1).

Mardi 10 novembre.

Ainsi parla notre Premier.

« Pour nous, notre tâche quotidienne est d'organiser, d'administrer la défense nationale. »

Ainsi parla notre Premier, à Reims, en décorant le maire de la ville martyre.

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

Administrez, mon cher Viviani : c'est tout ce que nous vous demandons.

Hélas ! avec toutes nos qualités, et la crise présente a montré au monde que nous ne sommes pas encore un peuple vidé, quels fichus administrateurs nous sommes !

Entre nous, celui qui a administré notre service de santé, n'est pas un aigle, hein ?

Et le grand maître du service de la remonte ? Cet homme, il n'a pas prévu que les chevaux avaient besoin de soins comme les hommes ; que sans chevaux il n'y a ni artillerie, ni cavalerie ; je parie qu'il ne lui est pas venu à l'idée de garder la moitié des vétérinaires civils pour en faire des vétérinaires militaires, et que les vétérinaires civils doivent pour les trois quarts servir quelque part dans l'infanterie, à moins que ce ne soit dans l'aviation.

Quel génie encore que le bonhomme, civil ou militaire, qui a présidé depuis le début de la guerre à l'inorganisation du service des postes ?

Quel est l'idiot qui dirige la navigation fluviale en France ? Quand on pense que nous avons, de Paris à la Meuse et au Rhin, un superbe réseau de fleuves navigables et de canaux, que nous avons des milliers et des milliers de péniches, et que depuis trois mois que dure la guerre il n'a pas daigné employer ces péniches ni pour le transport des blessés, ni pour le transport des vivres et des munitions... alors que des projets fort pratiques existent depuis des années dans les cartons-oubliettes du ministère de la guerre !

Depuis trois mois, malgré le peu de loisirs que me laisse le journal, j'accompagne chez toutes les puissances de la terre un homme qui a eu une idée ingénieuse pour l'emploi et le déplacement de l'artillerie de siège. N'ayant aucune compétence technique, j'ai d'abord demandé l'avis d'ingénieurs et d'officiers d'artillerie qui ne sont pas les premiers venus. Tous m'ont répondu : « L'idée nous semble ingénieuse ; l'homme que vous nous présentez est un spécialiste qui parle de choses qu'il connaît; en ce temps où nous ne sommes pas à un milliard près de dépenses, on peut bien risquer une expérience qui ne coûtera pas plus de 50.000 francs et qui, si elle réussit, peut nous éviter des milliers de victimes et précipiter l'évacuation du territoire. Quel malheur que Gambetta soit mort! »

Si vous croyez que le projet de mon homme sera expérimenté, pris le moindrement en considération, c'est que vous ne connaissez pas la routine et la lenteur des culs de plomb qui sont l'ornement de notre bureaucratie.

Quand lord Kitchener devint ministre de la guerre en Angleterre, il y a quelques semaines, il faillit se heurter à la bureaucratie ancienne, qui sévit dans certaines administrations d'outre-Manche.

Lord Kitchener, en entrant au ministère, inspecta son bureau et les bureaux voisins, et il dit : « Apportez-moi un lit de camp! Je couche ici. Et à ma portée il me faut vingt télégraphistes. » Le grand maître des Postes répondit par une note de service expliquant qu'il n'avait pas

sous la main les télégraphistes disponibles, et qu'il allait aviser. Lord Kitchener bondit : « Si je n'ai pas mes vingt télégraphistes dans une heure, je vais les chercher moi-même ! » Une heure après il avait ses vingt télégraphistes.

Lord Kitchener n'a pas une âme de rond-de-cuir.

Oh ! oui, mon cher Viviani, administrez ! administrez ! administrez !

Pour nos sauveurs belges.

Qui-de-Droit s'est enfin décidé à annoncer que tous les réfugiés belges — et aussi ceux des départements envahis — auraient droit à l'indemnité de 1 fr. 25 par jour par chef de famille, et de 0 fr. 50 par enfant ou personne à sa charge. Mieux vaut tard que jamais !

Un Comité composé des plus hautes sommités de la grande presse et du haut commerce s'est enfin constitué pour organiser la solidarité franco-belge ; très bien, à condition que ce Comité ne s'endorme pas.

Puisque tout le monde reconnaît maintenant qu'il faut faire quelque chose pour les réfugiés de l'héroïque nation à qui nous devons de ne pas avoir les Prussiens à Paris, — personne n'en doute, n'est-pas ? — notre bureaucratie voudrait-elle sortir pour une fois de son sommeil léthargique pour aller vite, très vite ?

Le préfet de police voudrait-il tenir la main, par exemple, à ce que les Belges qui sollicitent

d'entrer à la Compagnie du Métro, s'ils sont acceptés par la Compagnie ne soient pas arrêtés par des formalités interminables?

Le ministre de l'instruction publique saura-t-il exiger de ses bureaux que les professeurs et instituteurs belges soient casés dans l'enseignement secondaire ou primaire de France avant la fin de la guerre ?

Le ministre de l'intérieur ne pourrait-il, comme lui demande la section de la Ligue des Droits de l'Homme, utiliser les hôtels allemands et appartements privés abandonnés par des Allemands qui marchent contre nous, et y loger nos amis belges? Les Allemands leur ont pris leurs maisons : c'est bien le moins qu'ils occupent les maisons vides des Allemands de Paris. Au temps de la Convention, ça n'aurait pas traîné !

Syndicats ouvriers, groupes socialistes, des Droits de l'Homme, de la franc-maçonnerie, — pour ne parler que des groupements qui nous touchent de près, — ne pourraient-ils se grouiller un peu, pour aider les pouvoirs publics ?

Il va de soi que tout ce que nos lecteurs et lectrices voudront bien nous offrir pour nos amis belges : logis, vêtements, fonds, sera reçu avec reconnaissance. Nous en avons le placement.

Ce n'est pas quand nos troupes auront reconquis la Belgique qu'il faudra aider les réfugiés belges.

C'est maintenant, tout de suite !

Mercredi 11 novembre.

Jusqu'au bout.

Un grand journal anglais disait hier que le symptôme le plus grave à ses yeux de l'inquiétude qui gagnait l'Allemagne, c'était l'attitude des journaux allemands qui, hier insolents et abondants, devenaient depuis quelque temps presque muets sur les opérations militaires.

Il y a un symptôme plus significatif encore du revirement qui commence à se produire dans l'opinion publique d'outre-Rhin : c'est la nature des prospectus que les maisons de commerce allemandes commencent à envoyer à l'étranger.

Hier, les circulaires étaient belliqueuses jusqu'à la barbarie.

Aujourd'hui, elles se font douces, insinuantes et pacifiques.

Telle est la circulaire qu'un grand journal norvégien vient de recevoir de la maison d'édition Darz frères, d'Altona.

Ils parlent d'or, les frères Darz.

Ecoutez-les : « Cette guerre est une insulte envers Dieu, une révolte contre le bon sens, la religion et l'humanité ; les hommes sont retombés dans la barbarie et tout le bonheur de l'humanité s'écroule en ruines par suite de cette guerre.

« Les nations qui s'entre-tuent ne tirent de cette guerre aucun avantage mais seulement un tort considérable. Elles haïssent toutes la guerre. Chaque soldat qui se bat doit détruire ou dété-

riorer à contre-cœur des valeurs immenses dans l'intérêt de quelques particuliers.

« Chez tous les hommes civilisés, un seul cri s'échappe de millions de lèvres : Assez de cette guerre! Nous ne devons plus ni assassiner, ni dévaster! »

Ah! vraiment, la guerre est un plongeon dans la barbarie?

Ils ont mis du temps à s'en apercevoir!

La guerre ne nous réussissant pas, vive la paix!

Ce serait trop commode vraiment.

On se prépare sournoisement à tomber sur ses voisins; on fabrique dans le plus grand secret des obusiers de 420. Puis, on se jette sur ses voisins au chant de *Deutschland über alles*, l'Allemagne par-dessus tout.

On déchire les chiffons de papiers sur lesquels on a mis sa signature.

On jette trois millions d'hommes sur le Luxembourg et la Belgique pour arriver plus vite à Paris, car on a calculé qu'il faut y être en trois semaines.

On incendie Louvain; on bombarde la cathédrale de Reims; on massacre des femmes, des enfants et des milliers d'hommes.

Et quand on s'aperçoit que le coup a raté, grâce à l'héroïsme des nôtres, et à nos 75, grâce à la flotte anglaise maîtresse de la mer, grâce à la formidable vague russe, à la rage nationale des Serbes, et au précieux concours des Japonais, tout à coup il suffirait de pousser quelques bêlements pacifistes pour que nous leur sautions au cou.

Non! non!

Le vin est tiré; il faut le boire!

Nous tenons le militarisme prussien, c'est-à-dire le symbole le plus brutal, le plus odieux de ce militarisme sous lequel l'Europe civilisée étouffe depuis quarante-trois ans, nous ne le lâcherons pas.

Le lâcher, avant de lui avoir infligé une bonne leçon, ce serait recommencer à vivre dans une Europe où la moitié des budgets continuera à être dévorée par les œuvres de mort, quand il faudrait consacrer tant de milliards aux œuvres de vie et de solidarité pour rendre l'existence à peu près supportable à la majorité de nos contemporains.

Le lâcher, ce serait pour dans quinze ou vingt ans recommencer les ignobles et grotesques tueries qui déshonorent l'Europe et l'humanité en ce moment.

Que tous les peuples veuillent la paix en ce moment, rayez cela de vos papiers.

Nous ne voulons pas de la paix.

Plus nous avons été pacifistes hier, plus nous voulons de la guerre aujourd'hui pour guérir à tout jamais l'Europe du militarisme, de ses pompes et de ses œuvres.

La guerre est une injure à l'humanité, à tout ce que vous voudrez.

C'est justement pour cela qu'à l'heure actuelle, la paix avec les gens qui ont déchaîné sur le monde cette horreur, serait une injure à la raison humaine.

Jeudi 12 novembre.

La fin d'un corsaire.

L'*Emden* est coulé dans l'Océan Indien.

Le *Kœnigsberg* est embouteillé dans le même Océan, à quelques milliers de kilomètres de là, quelque part sur la côte d'Afrique, du côté de Zanzibar.

Cela consolera les Anglais, et nous leurs alliés, avec eux, du malheur arrivé il y a quelques jours dans le Pacifique, au large de la côte du Chili, à deux ou trois de leurs croiseurs.

Ni l'*Emden*, ni le *Kœnigsberg*, ni la demi-douzaine d'autres corsaires allemands qui tiennent la mer, ne sont bien dangereux ; mais on était agacé de leur impunité ; on était un peu humilié de n'en saisir aucun ; on était un peu mortifié, comme le gendarme qui sait que force restera à la loi subséquemment, mais qui n'arrive pas à mettre la main au collet des braconniers qui, à sa barbe, violent les règlements les plus respectables.

Les corsaires sont comme les braconniers et les contrebandiers : quand ils font quelque bon coup, quand leur tour est bien joué, on est prêt à leur donner l'absolution, même si ce sont des ennemis. Ne sommes-nous pas du pays de Jean Bart ?

Les corsaires de tous les temps et de tous les pays sont de braves gens de belle humeur, enclins à la gaieté.

Comment n'être pas gai ? On est le roi des mers. Le premier navire de commerce ennemi

qu'on rencontre, on lui tire poliment un coup de canon à blanc pour le sommer de s'arrêter ; il s'arrête ; belle aubaine. D'après les règlements maritimes, on partage une partie des dépouilles entre les officiers et l'équipage, après avoir amené la prise au premier port ami ou allié. En 1870, les quelques navires que nous avions laissés armés firent de belles captures. Dans ma famille, qui eut des corsaires, au bon vieux temps, comme toutes les familles bretonnes qui se respectent, mes frères et moi, quand nous étions bambins, avons entendu de notre grand-père, un vieux loup de mer, des histoires auprès desquelles les prouesses de l'*Emden* ne sont que de la petite bière.

Les corsaires allemands de nos jours n'ayant point de ports où amener leurs prises, sont réduits — dure nécessité ! — à les couler, non sans les avoir au préalable soulagés de leur charbon, de leurs belles pièces de vin et de leurs meilleures victuailles. Sur un navire corsaire, on fait ripaille. Comment n'être pas poli et gracieux pour le marin marchand dont on coule le navire ? Comment ne pas lui offrir quelque bon cigare avant de le débarquer sur la terre ferme?

Pour l'*Emden*, le *Kœnigsberg* et autres rois de la mer, c'était la noce.

Quand le chat n'est pas là, les souris dansent.

Le chat était occupé ailleurs.

Depuis trois mois, il surveille la formidable flotte allemande qui se cache comme un gros rat au fond de son égout, dans un port de la mer du Nord ; ou le rat autrichien qui reste

blotti au fond de je ne sais quel port de l'Adriatique.

Et puis, le chat escorte ses petits dans les traversées dangereuses ; la flotte anglaise a convoyé la « méprisable » armée anglaise qui actuellement donne du fil à retordre du còté de la Lys aux troupes de Sa Majesté Royale et Impériale le Kaiser de toutes les Allemagnes. La flotte française avait dû veiller avec sollicitude sur les nombreux paquebots qui débarquèrent en France nos corps d'Afrique ; la flotte japonaise escortait les transports chargés de troupes indiennes ou australiennes. Il faut d'autres croiseurs alliés pour convoyer les troupes de l'Afrique du Sud et celles du Canada ; d'autres encore pour se passer de main en main les navires de commerce alliés qui suivent les grandes routes commerciales.

La triste fin de l'*Emden*, brûlé et coulé; l'embouteillage du *Kœnigsberg*, sur la côte d'Afrique ; le quasi embouteillage du *Gœben* et du *Breslau* dans les détroits qui avoisinent Constantinople, nous annoncent que le chat est en chasse.

Les trois ou quatre corsaires allemands qui circulent actuellement encore en mer libre, et notamment ceux qui ont remporté une victoire sans lendemain non loin de la côte chilienne, ont à leurs trousses maintenant quelques bons croiseurs japonais, anglais ou français.

Si vaste que soit l'Océan, on finira bien par les y dénicher, et ils auront le sort de l'*Emden* et du *Kœnigsberg*.

C'est la grâce que je leur souhaite.

Ainsi soit-il !

Vendredi 13 novembre.

La Nation armée.

La Ligue des Droits de l'Homme vient de publier un manifeste où son président Ferdinand Buisson explique que la France, aujourd'hui comme hier, entend rester le soldat du Droit.

Un grand journal du soir en prend prétexte pour souligner l'erreur « commise de bonne foi par des pacifistes et des apôtres du droit, convaincus qu'il suffisait à une grande nation comme la France de déposer les armes et de proclamer sa foi ardente dans la fraternité humaine pour éveiller les mêmes aspirations et inspirer les mêmes résolutions chez toutes les nations ».

Et le grand journal daigne nous donner l'absolution, en considération de notre bonne foi d'antan et de notre repentir d'aujourd'hui.

Puisque la concorde nationale nous permet de discuter aujourd'hui sans nous injurier, et que les uns et les autres nous avons laissé de côté les considérations de parti pour ne chercher que l'utilité du pays, je voudrais bien arriver à dissiper, pour tous nos adversaires d'hier, le déplorable malentendu qui nous séparait.

Il ne s'agissait nullement, pour les pacifistes et les apôtres du droit, dans l'état inquiétant de l'Europe de 1913 et 1914, d'inviter la France à déposer les armes.

Aucun de nous n'a nourri une minute une pareille chimère.

Le désaccord entre nous portait uniquement sur les moyens de donner au pays la plus forte organisation militaire possible.

Nos adversaires d'alors, devenus aujourd'hui nos amis, nous disaient : « Il nous faut une formidable armée active, sur le qui-vive, encasernée, pour parer le coup d'une attaque brusquée. » Et ils sous-entendaient : « Les pères de famille chargés d'enfants ne se font pas tuer aussi facilement que les jeunes hommes. C'est l'active et les jeunes classes de réserve qui seront le salut du pays. »

A quoi nous répondions, sur un ton qui aurait gagné à être parfois aussi placide que celui que je prends aujourd'hui pour désarmer jusqu'à la Censure elle-même : « Vous vous mettez le doigt dans l'œil jusqu'au coude.

« Nous connaissons l'Allemagne.

« C'est elle qui a créé la première la nation armée.

« Ce n'est pas par l'attaque brusquée de quelques pauvres corps d'armée qu'elle est redoutable : c'est par le flot innombrable qu'elle va, trois semaines après la déclaration de guerre, déverser sur nous.

« Tous ces cadres nouveaux qu'elle crée, c'est pour constituer de nouveaux corps d'armée où elle fourrera ses réservistes ; c'est avec cinquante corps d'armée qu'elle va se jeter sur nos vingt corps, et avec un matériel de premier ordre.

« Au lieu d'encaserner une troisième année

à grands frais nos jeunes gens, consacrez donc nos millions à payer et à entretenir des cadres nombreux d'officiers et de sous-officiers; occupez-vous davantage de nos réserves et de nos territoriaux; préparez-leur des équipements, des fusils, des canons, des munitions.

« Et si la catastrophe survient, ce n'est pas un million et demi d'hommes que vous dresserez en face des trois millions d'Allemands qui vous inonderont, mais trois à quatre millions de soldats d'active, de réserve et de territoriale, bien amalgamés, qui feront reculer le flot de l'invasion. »

Toute notre conception militaire est exposée avec une puissante éloquence dans *l'Armée nouvelle*, le livre prophétique que Jaurès a écrit un an avant la guerre, avec la collaboration du capitaine Gérard, du 102e de ligne, dont nous annoncions ici l'autre jour la nomination au grade de chef de bataillon pour faits de guerre.

L'amalgame que nous préconisions en pleine paix, la dure nécessité et les leçons de la guerre actuelle obligent aujourd'hui l'administration militaire à y recourir.

Avec cet admirable esprit d'improvisation qui rachète si souvent chez notre race l'insouciance et l'imprévoyance, notre état-major procède depuis deux mois à l'amalgame de toutes les forces de la nation armée.

Active, réserve, territoriaux, se fondent en une masse homogène, qu'anime le même esprit civique, la même horreur de la guerre et du militarisme, le même désir de tuer la guerre à jamais en réduisant en miettes la plus

formidable machine militaire qu'on ait jamais vue sur la terre.

Et c'est au moment où, pour refouler l'invasion, les esprits les plus prévenus contre la nation armée sont obligés d'y avoir recours et mettent en ligne tout ce qu'ils peuvent armer et organiser de réservistes et de territoriaux ; c'est au moment où l'Angleterre elle-même, si rebelle au principe du service obligatoire, y songe sérieusement pour la première fois, qu'on veut bien nous accorder l'absolution pour nos erreurs d'antan — à la minute précise où nos prétendues erreurs apparaissent comme des vérités éblouissantes !

En vérité, de qui se moque-t-on ?

Samedi 14 novembre.

La Muraille.

Oui, je sais : vous vous impatientez !

Vous voudriez que nous soyons déjà à Berlin !

Moi aussi.

Mais avez-vous cru, par hasard, que vous n'alliez faire qu'une bouchée du militarisme allemand ?

C'est un gros morceau, allez !

Songez que l'Allemagne a 68 millions d'habitants, c'est-à-dire qu'elle représente comme population une fois trois quarts la France.

Ajoutez-y l'Autriche-Hongrie, qui en a 51 ou 52 millions, qui représente par conséquent numériquement une fois et quart la France.

Veuillez remarquer que les Autrichiens et les Hongrois sont d'aussi bons soldats que les Allemands ; qu'ils ont une organisation militaire à la prussienne ; et que le militarisme prussien est l'instrument de meurtre le plus perfectionné et le plus formidable qu'il y ait jamais eu sous la calotte des cieux, à qui il ne manque que nos 75 pour être la perfection du genre.

Observez que l'Allemagne, avec tous les grands défauts que nous lui connaissons et que nous lui connaissions avant la guerre, a un génie d'organisation qui dépasse peut-être celui de l'Angleterre elle-même, et qui contraste si merveilleusement avec le débraillé de notre génie latin si prodigieux pourtant à d'autres égards : et ce génie d'organisation depuis quarante-trois ans préparait la guerre méthodiquement, alors que nous, les civilisés de l'Occident, tout en nous y préparant, nous nous y préparions en amateurs, en artistes, en latins. Pouvions-nous croire sérieusement qu'une pareille horreur, si grotesque malgré sa monstruosité, était encore possible au vingtième siècle ?

Et leur orgueil ! Cet orgueil monstrueux qui donne de l'audace ! Cet orgueil qui décuple les forces !

Voilà à quelle puissance formidable nous avons affaire.

Sans doute, il y a la Russie, aux profondeurs insondables ; mais elle est loin ; elle se mobilise lentement ; l'armée autrichienne augmentée de quelques corps d'armée allemands, pendant trois mois, devait suffire à la contenir.

C'est sur nous, pauvre petit peuple de 39 millions d'habitants, que le colosse allemand est tombé de tout son poids.

La Belgique, pygmée héroïque, a voulu lui barrer la route : d'une chiquenaude, il l'a jetée à terre.

Et quinze jours après la déclaration de guerre nous l'avons eu sur les bras ; Goliath s'est dressé devant David ; le nègre Jackson, immense, formidable, devant le frêle Carpentier, la force brutale, la masse écrasante devant l'adresse, l'agilité et la souplesse, la tactique Joffre et le 75.

L'état-major allemand a jeté sur la Belgique une cinquantaine de corps d'armée, quelque chose comme trois millions d'hommes.

Pour arrêter une pareille inondation, il nous aurait fallu les quatre millions de citoyens français que notre grand Jaurès voulait opposer comme une digue géante à cette invasion torrentielle.

Ces quatre millions, nous ne les avions pas.

Je ne cherche pas de la faute à qui : prenons, si vous voulez, la faute sur notre compte à tous ; mettons que les partis de droite et les partis de gauche s'en partagent par parties égales la responsabilité.

Notre pauvre muraille de poitrines françaises fut trop courte pour couvrir toute la frontière.

Elle n'allait que de Belfort à Mons et Charleroi.

Entre Mons et la mer, pas une forteresse en état ; pas d'armée.

Trahison ! crièrent les gens pris de panique

et ils insultèrent Percin, à qui ils devraient embrasser les genoux, pour leur avoir donné la méthode du 75.

Non : aucune trahison.

La muraille de poitrines était trop courte ; elle ne barrait pas toute la route de Belfort à Dunkerque.

De Mons à Dunkerque, la frontière était ouverte.

Et les trois millions d'Allemands firent reculer la muraille de douze cent mille poitrines françaises, auxquelles s'étaient jointes, du côté de Mons, quelques milliers de vaillantes poitrines anglaises.

La muraille vivante plia, mais ne rompit pas.

Quand, dans son mouvement de recul, elle arriva à la hauteur Paris-Verdun, tout à coup le général Galliéni fit un signe ; et un nouveau pan de mur vint s'ajouter à l'héroïque muraille.

Du coup, la muraille, arcboutée d'un côté à la place forte de Verdun, de l'autre au camp retranché de Paris, cessa de reculer.

Et l'armée prusienne vint s'y casser la tête ; ce fut la bataille de la Marne.

Alors la muraille qui depuis un mois reculait, se mit à avancer.

Quand elle fut à la hauteur de l'Aisne, il y avait encore un grand trou entre l'Aisne et la mer.

Heureusement, territoriaux, réservistes accoururent et la muraille s'allongea vers le Nord, d'abord jusqu'à Amiens, puis jusqu'à Arras, puis jusqu'à Dunkerque, renforcée à son extrémité par les glorieux débris de l'armée belge et de « la méprisable armée anglaise ».

Aujourd'hui, trois mois après la déclaration de guerre, la muraille qui n'était pas achevée en août, puisqu'elle n'allait que de Belfort à Mons et Charleroi, va jusqu'à Dunkerque.

Elle barre la frontière de la mer à la Suisse, et chaque jour on la renforce.

Depuis trois semaines, les trois millions d'Allemands cognent dessus à grands coups de tête, sans arriver à l'ébranler.

Quand ils seront suffisamment épuisés à ce jeu, le généralissime français fera un nouveau signe, comme sur la Marne, et la muraille se remettra en marche dans la direction du Rhin.

Dimanche 15 novembre.

Au Grand-Rabbin de France.

Monsieur, vous savez peut-être que la France est en guerre avec l'Allemagne, et que la guerre est devenne une guerre européenne,

Ce que vous ignorez sans doute, c'est que la Turquie s'est mise récemment du côté des Allemands et que nous sommes, par conséquent, en guerre avec elle.

Cette complication n'aurait aucun intérêt pour vous si la Turquie n'était un pays où, à côté de nombreux chrétiens de toutes sectes, il y a un nombre très considérable de juifs, vos coreligionnaires, monsieur le grand-rabbin.

Quand cette complication turque est survenue, j'ai vu tout de suite la gaffe que notre bureaucratie allait commettre.

Je connais notre bureaucratie française, monsieur le grand-rabbin, [(1) c'est la plus stupide de la terre. N'essayez pas de me dire le contraire ; personne ne vous croira.]

La gaffe à faire, pour elle, c'était de déporter en masse, dans les camps de concentration, tous les Turcs de France, sans distinction de race et de religion.

Pour lui éviter cette gaffe, j'ai pris la peine de lui expliquer que les Arméniens d'Asie-Mineure, les chrétiens de Syrie ou les juifs de Constantinople et de Palestine étaient des amis de la France, qu'ils n'étaient pour rien dans la déclaration de guerre, qu'ils détestaient les Turcs, qu'ils aimaient la France, et que leur déportation dans les camps de concentration serait une faute grossière et un crime ignominieux de notre part.

J'aurais pu ajouter que les juifs turcs notamment sont en Palestine le meilleur rempart de l'influence française contre l'influence pangermanique, et que la moitié des volontaires qui se sont engagés depuis trois mois dans notre légion étrangère sont des juifs de Syrie ou de Constantinople, qui ont un véritable culte pour la France.

Peine perdue, du moins en ce qui concerne vos coreligionnaires juifs, monsieur le grand-rabbin.

Car voici ce que m'a appris le lamentable défilé dans mes bureaux d'une longue théorie de juifs de Turquie.

On les a appelés au commissariat de leur

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

quartier ; on leur a expliqué que les Turcs chrétiens, arméniens, orthodoxes ou catholiques seraient tolérés à Paris, mais que tous les autres devaient préparer leurs bagages pour le 20 de ce mois [(1). Donc, le 20 de ce mois, monsieur le grand-rabbin, dix mille juifs de Turquie seront entassés comme du bétail dans des trains ; on séparera les hommes de leurs femmes et de leurs enfants ; on les répartira dans des camps de concentration où ils [coucheront sur de la paille dans une dégoûtante promiscuité.]

Vous dites : ce n'est pas possible.

Pardon !

Vos coreligionnaires ont bien compris ce qu'on leur a dit dans leurs commissariats ; ils connaissent le français, ils le parlent aussi bien que vous et moi.

Les uns sont établis à Paris depuis vingt-cinq ou trente ans.

D'autres sont des jeunes femmes qui ont été élevées dans les écoles françaises de l'Alliance israélite, et sont pourvues de tous les diplômes français. [(2) Je connais l'imbécillité de notre bureaucratie,]monsieur le grand-rabbin; si vous n'intervenez pas, si vous ne faites pas agir immédiatement tout ce qu'il y a d'influent parmi les juifs français, leurs coreligionnaires de Turquie seront, le 20, sans rémission, traités comme du bétail et parqués dans quelque coin de province, pendant que leurs biens seront mis sous séquestre, leurs affaires ruinées, pour la plus grande joie de quelques con-

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.
(2) *Id.*

currents français plus ou moins antisémites!

Il ne m'échappe point, monsieur le grand-rabbin, que beaucoup de juifs français, par peur de faire de la peine à M. Edouard Drumont, ont comme honte d'afficher leur origine israélite. Parce qu'ils sont à l'abri des persécutions et des pogroms, eux, ils raillent les juifs qui voudraient constituer en Palestine une patrie juive où ils seraient à l'abri des vexations et des massacres. Ils craignent de paraître mauvais Français en se solidarisant avec ceux de leurs frères de race qui, après deux mille ans d'épreuves, n'ont pas encore réussi à se créer un foyer national.

Sûr que vos hautes fonctions et votre ministère vous mettent à l'abri d'une pareille pusillanimité, je me suis permis de vous adresser aujourd'hui cette vieille femme juive qui est venue à mon journal implorer ma protection, triste image d'une race martyre qui croyait ɐʌoir trouvé en France un asile inviolable.

J'aurais cru vous faire injure, monsieur le grand-rabbin, en ne vous l'adressant pas, en ne lui disant pas que c'était vous son protecteur naturel [(1): Que si, par hasard, vous n'avez pas pitié de vos coreligionnaires, ayez au moins pitié de la France!

En intervenant énergiquement pour vos coreligionnaires, empêchez-la de se déshonorer aux yeux du monde civilisé!]

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

Lundi 16 novembre.

Vive la légion italienne!

La légion italienne, forte d'un régiment à quatre bataillons, part au feu cette semaine, sous le commandement du colonel Peppino Garibaldi.

Les volontaires italiens qui vont risquer leur peau pour la France ne se doutent pas quelle joie immense ils font à tous les Français, et plus particulièrement quel baume ils mettent dans le cœur de tous les républicains et de tous les socialistes de notre pays.

Quel enthousiasme aurait provoqué la France républicaine, de par le monde entier, si elle n'avait pas semblé douter d'elle-même ces dernières années, et de sa mission ; quel fanatisme il y aurait eu dans toute l'Europe démocratique pour la défendre, puisque, même après toutes nos fautes contre l'idéal républicain, la France républicaine est encore capable d'inspirer de tels dévouements!

Nos anciens adversaires catholiques et nationalistes — devenus aujourd'hui nos amis depuis la grande réconciliation nationale — ne se doutent pas à quelles épreuves ils ont mis pendant cinquante ans l'amitié de l'Italie pour nous, l'amitié de l'Italie démocratique.

Quand, en 1859, l'Italie s'unifia ; quand Victor-Emmanuel et Garibaldi rassemblèrent la demi-douzaine d'Etats qui constituaient l'Italie en une nation unique ; quand toute la démocratie

italienne, le libéral Victor-Emmanuel et le républicain Garibaldi à sa tête, chassa les Autrichiens qui tenaient sous leurs bottes Milan et Venise, le parti catholique français, sous Napoléon III, ne s'obstina-t-il pas à interdire l'entrée de Rome aux Italiens! Est-ce que, par amour du pape, il ne s'obstina pas à maintenir à Rome une garnison française, à priver l'Italie, naissant à la vie nationale, de sa capitale naturelle! Jugez quelle haine la démocratie italienne nourrit contre notre France impériale, et avec quelle joie elle la vit écrasée en 1870! Songez que jusqu'à ce que la République fût bien assise en France, vers 1881, le programme de notre parti catholique fut de restituer Rome au pape en l'enlevant à la nation italienne!

La République définitivement fondée en France, nouvelle mortification pour l'orgueil national italien : nous mettons la main sur la Tunisie, qui était peuplée de nombreux colons italiens, la Tunisie sur laquelle l'Italie avait jeté son dévolu.

De dépit, l'Italie se jeta dans les bras de l'Allemagne et de l'Autriche.

Heureusement, les Garibaldiens étaient là.

A mesure que la France se laïcisa, ils firent comprendre à la démocratie italienne que la question « romaine » était réglée et bien réglée.

Quand l'armée italienne conquit la Tripolitaine, ils lui firent comprendre que l'Italie maintenant avait sa part de terres africaines et que son orgueil national pouvait se considérer comme satisfait.

La France laïque et républicaine restait, au

fond, l'idéal de cette démocratie italienne que Mazzini, vers 1848, à l'aube de la résurrection nationale, avait bercée de la belle chanson de la République des États-Unis d'Europe.

Au cœur de toute la démocratie italienne, si voisine de la nôtre par ses qualités et par ses défauts, la France des Droits de l'Homme était restée la grande lumière de l'Europe et de la civilisation.

Et parce que le militarisme austro-allemand répugnait à son génie latin, l'Autriche, qui si longtemps avait opprimé la Lombardie et la Vénétie au nom des principes de la Sainte-Alliance de 1815, était restée l'ennemie héréditaire, celle qui continue à tenir sous le joug Trente et Trieste, ces terres italiennes.

C'est la crème de cette Italie démocratique, républicaine et socialiste, qui est réunie autour de Peppino Garibaldi aujourd'hui, comme elle était réunie autour de l'ancêtre, en 1870, à Dijon.

Nous la suivrons sur les champs de bataille où elle va se couvrir de gloire, cette légion italienne, avec la même tendresse que nous suivons le régiment « étranger » où sont groupés tant de révolutionnaires russes qui sont l'orgueil de notre Internationale socialiste.

Ils ne se sont pas trompés, les uns et les autres, en venant offrir leur sang généreux à la France républicaine.

Si la mort vient les frôler de son aile avant l'heure de la victoire finale, nous leur jurons, nous, les républicains et les socialistes français, que, sans nous laisser griser par les vaines fumées de la gloire militaire, nous re-

prendrons, sitôt la guerre finie, sans haine et sans rancune contre la nation allemande, l'œuvre ébauchée par tous les républicains de la démocratie européenne, la grande œuvre de la République des États-Unis d'Europe !

Mardi 17 novembre.

Le don de soi-même.

Dans quatre jours part de Paris pour le front un régiment « étranger ».

« Etranger » ! Sont-ils vraiment des étrangers pour nous des hommes qui, sans y être forcés, parce qu'ils nous aiment, parce qu'ils ont compris le génie profondément humain de la France des Droits de l'Homme, offrent leur vie pour nous ?

Ce ne sont pas des Italiens comme le régiment garibaldien que je saluais hier.

Dans le régiment « étranger » dont je parle, il y a de tout : des Russes, des Espagnols, des Italiens, des Turcs musulmans, des juifs turcs, des Arméniens.

Or, imaginez-vous que la plupart de ces volontaires qui vont mourir pour nous n'ont pas de sous-vêtements d'hiver !

Je ne comprends pas — que la Censure excuse mon peu d'intelligence ! — qu'en ce mois de novembre pluvieux, auquel succédera dans quinze jours l'hiver glacial, un seul régiment s'en aille geler dans les tranchées sans qu'il

soit chaudement couvert des pieds à la tête.

Notez que je ne cherche pas de mauvaise querelle à l'intendance.

C'est ce qu'il y a de mieux dans notre armée, avec le 75 et la vaillance de nos troupes.

Vrai ! cette pauvre intendance, qui avait été si piteuse en 70, s'est réhabilitée en 1914 ; personne ne se plaint d'elle.

Mais pourquoi diable, quand il lui manque quelque chose pour nos hommes, n'arrache-t-elle pas au gouvernement le droit de faire des réquisitions ?

Cette timidité me dépasse.

En 1792-93, — la Censure me permettra-t-elle d'évoquer cette époque glorieuse ? — quand les commissaires aux armées constataient qu'il manquait des souliers et des bottes pour les soldats, ils réquisitionnaient tout bonnement les souliers et les bottes des civils.

N'était-ce pas justice ?

Ne serait-ce pas juste que l'intendance réquisitionnât, pour ceux des nôtres qui partent au front, tous les sous-vêtements qu'il leur faut ? Est-ce qu'il en manque dans les magasins de Paris et chez les particuliers ? Si les Allemands étaient à Paris, ils sauraient bien en trouver, des sous-vêtements pour couvrir chaudement leurs hommes. Et notre intendance n'en trouverait pas pour couvrir les nôtres ?

Et, à défaut de l'intendance, les Parisiens et les Parisiennes ne sauraient pas trouver dans leurs armoires les chaussettes de laine, les passe-montagnes, les ceintures de flanelle, les tricots et chandails qu'il me faut dans les quarante-huit

heures pour le régiment étranger qui va partir ?

Les lecteurs et lectrices de la *Guerre Sociale* ne seraient pas capables de m'apporter ici, dans nos bureaux, tout ce qu'ils ont de sous-vêtements, même si ce sont des sous-vêtements déjà portés ?

Est-ce que tout ce qu'il y a de bon chez nous ne devrait pas être pour ceux qui vont mourir pour la défense du pays ?

Il faut que chacun donne un peu de son cœur, donne tout son cœur à ceux qui vont se faire tuer pour nous.

Est-ce qu'ils ne nous font pas, eux, l'abandon entier d'eux-mêmes ?

Quand là-bas, dans la tranchée où ils ont passé des heures et des heures sous la pluie, dans le brouillard, fouettés par le vent de la mer du Nord, les obus pleuvent sur eux ; quand, sur un signe de leurs chefs, ils quittent leur abri pour affronter la mort, est-ce que vous croyez qu'ils ne tiennent pas à la vie, tous ces jeunes hommes qui ont laissé au foyer une femme, une mère ou des enfants ?

Ils savent que, s'ils ont une défaillance, les 38 millions d'hommes, de femmes et d'enfants à qui ils forment un rempart de leur corps peuvent subir le sort des habitants de Liége, de Louvain ou de Soissons.

Ils le savent.

Alors, sans hésiter, au commandement, ils sortent de leur abri.

En une minute, ils ont tout sacrifié à la cause commune : leurs biens, leurs plus chères affections, et la vie, la vie à laquelle les plus misé-

rables tiennent, en temps ordinaire, plus qu'à l'honneur.

Ils consentent, pour que la France vive, à disparaître dans le néant.

Et vous laisseriez partir, dans quatre jours, ce régiment « étranger », cette légion de héros, sans m'avoir apporté pour eux tous les trésors de vos armoires ?

Mercredi 18 novembre.

Cocher de corbillard.

L'autre jour, je suis tombé à la renverse en lisant, dans un grand journal du matin, que la façon dont est organisé aujourd'hui le service de santé approche de la perfection.

C'était dit le plus sérieusement du monde, sans la moindre ironie !

Qu'il y ait eu quelques progrès accomplis depuis trois mois, personne ne le nie.

Les blessés ne voyagent plus dans de la paille et du crottin, à même les planches de wagons de marchandises : ils sont tous mis dans des lits de sangle, et les wagons dans lesquels ils sont déposés commencent à être désinfectés.

On a même poussé la gentillesse jusqu'à mettre au moins un médecin dans chaque train sanitaire.

Mais, en dehors de ces deux améliorations, dont on doit être redevable à la presse, qui, malgré la Censure, a réussi à faire entendre le

cri de l'indignation et de la pitié générales, j'ai beau chercher les progrès réalisés par le service de santé depuis trois mois, je ne vois rien, rien, rien.

On a fait des trains sanitaires superbes, dont tous les journaux ont donné des descriptions enthousiastes : seulement, on ne s'en sert pas.

On a frété une péniche-ambulance qui est un chef-d'œuvre de confortable, un véritable hôpital ambulant : on l'emploira à Pâques ou à la Trinité.

Le service de santé militaire du camp retranché de Paris vient de créer trois services des blessures de la face et du maxillaire inférieur, confiés à trois maîtres des hôpitaux : les professeurs Tuffier, Sebilleau et Morestin. On devine combien de blessures de guerre qui intéressent la mâchoire inférieure peuvent laisser à leur suite des difformités pénibles lorsqu'elles ne sont pas soignées dès le début par un spécialiste. Or, la chinoiserie administrative refuse d'admettre à Paris les blessés de province qui, faute de soins intelligents, risquent d'être défigurés pour le reste de leurs jours !

On met des médecins dans les trains de blessés, mais on oublie d'en mettre dans les bateaux qui actuellement transportent nos blessés de la mer du Nord à Cherbourg. Je tiens d'une haute sommité médicale que, pas plus tard que la semaine dernière, un navire a déposé à Cherbourg quelques centaines de blessés des batailles de l'Yser ; le voyage dura cinq jours ; on n'avait oublié qu'une chose : d'y embarquer un médecin. Etonnez-vous après

cela qu'il y ait eu, à l'arrivée à Cherbourg, de nombreux cas de gangrène et de tétanos.

On semble manquer de chirurgiens. Parbleu ! on laisse inoccupés, inutilisés les plus grands chirurgiens quand ils ont plus de quarante-huit ans, sous prétexte qu'à quarante-huit ans on ne doit plus le service militaire ! Si on ne veut pas les utiliser dans des hôpitaux militaires et leur donner des galons qu'ils ne réclament d'ailleurs pas, que ne leur donne-t-on des blessés en plus grand nombre dans les ambulances privées ou dans les hôpitaux civils ?

J'ai un de mes camarades de classe qui fut réformé comme artilleur, pour myopie, à vingt et un ans; il était trop myope pour faire un artilleur, mais il a vu assez clair pour devenir le chirurgien en chef d'un hôpital de province. Il a aujourd'hui quarante-trois ans. Croyez-vous qu'il ait soigné jusqu'ici un seul blessé militaire ?

Est-il donc au-dessus de l'intelligence de notre bureaucratie de demander aux chirurgiens civils réformés ou âgés de plus de quarante-huit ans de soigner nos blessés, et d'envoyer au front, ou aux ambulances de l'arrière, les médecins militaires ? [(1)..................]

Jeudi 19 novembre.

La réponse de nos lectrices.

Si le régiment de marche du 1er étranger se plaint, c'est qu'il sera difficile !

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

Depuis quarante-huit heures, quel défilé dans les pauvres bureaux de la *Guerre Sociale !*

Si ça continue, je serai obligé de demander à la préfecture de police de nous organiser un service d'ordre. Une administration qui m'a offert gratuitement pendant quatre ans le gîte et le couvert dans les hôtels meublés de la République n'a rien à me refuser.

Ceux qui ne savent pas à quel point la réconciliation nationale est faite, n'ont qu'à venir dans nos bureaux le jour où chacun apporte les trésors de son armoire.

Riches, pauvres, patronnes, ouvrières, chrétiennes, juives, réactionnaires, socialistes, tout le monde accourt avec son ballot.

Et les chandails, les mitaines, les ceintures de flanelle, les couvertures, les passe-montagnes — jusqu'aux bonnets de nuit ! horreur ! — s'entassent, s'entassent, sans compter les paquets de tabac et les tablettes de chocolat.

C'est par voitures entières — des voitures régimentaires de belle taille — que les précieux objets sitôt inventoriés sont expédiés à la caserne.

Et comme c'est donné gentiment !

Bourgeoises ou femmes du peuple, vraiment nos femmes ont la manière de donner.

— Madame, disais-je à l'une d'elles, qui m'avait l'air d'être plutôt une affreuse réactionnaire, savez-vous que dans ce régiment d'étrangers il y a une foule de misérables révolutionnaires ! Savez-vous que dans une seule demi-compagnie d'un régiment étranger, qui est au front, où il y a les révolutionnaires

russes, j'ai compté qu'il avait un total de 600 années de bagne, et 13 condamnés à mort pour crimes politiques.

— Oh ! monsieur ! ce qu'ils doivent être braves !

Je l'aurais embrassée, cette affreuse réactionnaire, pour cette bonne parole !

Le Bon Dieu, la République, la franc-maçonnerie, le socialisme, tout ça, c'est la même chose au fond.

Ce sont les mots différents par lesquels les uns et les autres, les braves gens de tous les partis et de toutes les classes sociales nous exprimons notre soif de justice, de vérité, de beauté et d'amour.

C'est la grande leçon que pour moi je tire du réconfortant spectacle que la France se donne à elle-même depuis le début de cette horrible guerre.

Nous nous battions pour des mots.

Toutes ces âmes d'élite qui communient depuis trois mois et demi dans l'amour de la France et dans l'adoration de ses enfants sous les armes, ont au fond le même idéal de justice sociale et de paix internationale.

Il faut que, la guerre finie, elles continuent à se comprendre et à s'aimer.

C'est parce que la France est aux yeux de l'univers le symbole de cette justice sociale et de cette paix internationale — quoi qu'en pensent Junius et Paul Bourget, — que les « étrangers » entrent en masse dans ses légions pour défendre en sa personne la civilisation menacée.

Une amie qui venait m'apporter un beau lot

de sous-vêtements pour nos soldats, me disait, rayonnante et attendrie :

— Quel chic pays tout de même que le nôtre !

Oh ! oui ! quel chic pays ! et comme on comprend que pour qu'il vive, tant de milliers de héros consentent à mourir !

Vendredi 20 novembre.

Les beautés du séquestre.

Savez-vous ce que c'est que le séquestre ?

Permettez que je revête aujourd'hui ma robe d'avocat, dont je fus dépouillé comme indigne, et que je vous l'explique à la bonne franquette.

Le séquestre est une mesure essentiellement conservatoire et provisoire destinée à protéger, à garder les biens de personnes absentes ou empêchées, par la loi ou par toute cause, d'administrer leurs biens.

Prière de ne pas confondre séquestre avec confiscation.

La guerre éclate.

Un certain nombre d'Allemands qui faisaient du commerce à Paris, et qui étaient d'ailleurs pour la plupart au plus mal avec l'ambassade d'Allemagne, dont la morgue aristocratique leur répugnait, ont pris le train pour obéir à leur ordre de mobilisation. Leur cas n'est pas pendable, je pense. Les commerçants français qui étaient à Berlin et qui ont pu rejoindre leur corps en France vous semblent-ils de malhonnêtes gens ?

D'autres sujets allemands de Paris n'ont pas répondu à l'ordre de mobilisation ; la plupart, pour la bonne raison que c'étaient des « Allemands par force », qui aimaient beaucoup plus la France que l'Allemagne ou l'Autriche.

De ce nombre étaient les Polonais d'Allemagne ou d'Autriche, les Juifs de Galicie, de Bukowine, et des autres provinces autrichiennes.

La première sottise fut d'évacuer dans des camps de concentration, au petit bonheur, ces Polonais et ces Juifs: sottise d'autant plus inexcusable que beaucoup d'entre eux sont mariés à des Françaises, — qu'on a eu l'imbécillité souvent d'évacuer aussi. Oui, parfaitement! des femmes françaises, évacuées dans des camps de concentration! des femmes françaises, qui ont des légions de frères, de cousins sous nos drapeaux !

Cette première sottise une fois commise, on pense bien qu'on ne s'est pas arrêtés en si beau chemin.

Après avoir évacué ces amis de la France dans des camps de concentration, où souvent ils couchent sur de la paille, — pour les punir des crimes du gouvernement allemand et du gouvernement autrichien qu'ils détestent, — on a placé leurs biens sous séquestre, non sans que tous les journaux aient publié leurs noms et leur adresse, sans doute pour leur faire de la réclame.

Cela veut dire qu'on a nommé un administrateur — un beau ver rongeur! — pour garder leurs biens en mettant les scellés au bon endroit.

Qu'on mette sous séquestre provisoirement les biens des Allemands qui servent dans l'ar-

mée allemande, ou même des Allemands authentiques non mobilisés restés parmi nous, passe encore ! mais qu'on séquestre les biens d'amis de la France qui n'ont d'allemand que l'étiquette, c'est vraiment une mesure dont la France pouvait bien se passer.

Si encore, sous la surveillance de l'administrateur fondé du séquestre, on laissait les commerçants et industriels polonais ou juifs étiquetés allemands ou autrichiens faire leurs affaires ! Mais non ! On ferme bêtement boutiques et ateliers, et tous leurs employés, ouvrières ou ouvriers, se trouvent sur le pavé.

Je connais une maison de confection dont le patron est un juif d'Autriche ignominieusement relégué dans un camp de concentration, dont la femme est une Française qui a vingt parents, dont plusieurs officiers, dans les rangs de notre armée, et qui serait évacuée sans notre intervention; mais toutes nos interventions, secondées par la bonne volonté de la préfecture de police, n'ont pas réussi à empêcher le séquestre de la maison, et, ce qui est plus grave, sa fermeture.

Résultat: les quarante femmes de mobilisés qu'elle employait ont été jetées à la rue, avec leurs gosses !

Singulière façon d'encourager la reprise du travail !

Que faire ?

Trois choses.

Rapporter rapidement la mesure qui a frappé de relégation dans des camps de concentration les Polonais et les Juifs étiquetés allemands ou autrichiens.

Les autoriser, eux ou leurs femmes, s'ils ont un commerce ou une industrie, à travailler sous le contrôle de l'administrateur du séquestre, si on ne lève pas le séquestre.

Interdire aux journaux de publier les listes des maisons séquestrées, de déshonorer et de ruiner ainsi d'honnêtes maisons de commerce dont les patrons, même s'ils sont allemands, ne sont pas hors du droit des gens, ni eux ni leurs biens.

Nous sommes en ce pays bon nombre d'idéalistes impénitents qui pensions que nous pouvions casser les reins au militarisme allemand sans renier tous les principes d'humanité et d'équité qui sont l'honneur de la France des Droits de l'Homme.

Nous constatons avec douleur et avec honte qu'à certaines heures, nous nous ravalons piteusement au niveau des pires brutes du pangermanisme.

Samedi 21 novembre.

Appel au Midi.

Les départements qui ne connaissent pas l'invasion ont une belle occasion de témoigner leurs sentiments de fraternité à ceux qui la connaissent, à ceux qui la subissent en ce moment, après l'avoir subie en 1870, en 1814 et en 1815.

Car il y a cette chose tragique dans notre histoire nationale que ce sont presque toujours

les mèmes départements, ceux du Nord et de l'Est, qui supportent le choc et la botte des envahisseurs.

Oh ! certes, personne ne méconnaît les sacrifices que supportent, depuis lè début de la guerre, nos populations méridionales. Elles supportent le plus lourd de tous les sacrifices, puisque leurs enfants sont comme tous les autres sur le front et paient un large tribut à la mort.

Pourtant, elles sont loin de l'ennemi.

Elles n'ont pas vu la marche foudroyante de 2 millions d'Allemands se ruant sur Paris, écrasant tout sur leur passage.

Leurs cathédrales ni leurs hôtels de ville n'ont pas été bombardés.

Leurs villes et leurs villages n'ont pas été incendiés, rasés.

Elles n'ont pas été rançonnées.

Elles n'ont pas subi le sanglant outrage de l'occupation étrangère, que viennent de subir, comme la Belgique, notre Flandre, notre Picardie, notre Lorraine et notre Champagne !

Si la patrie n'est pas un vain mot; si le patriotisme, aux heures d'exaltation généreuse et de péril commun, transforme tous les hommes d'un même pays en une véritable famille, comment nos départements du Midi n'ont-ils pas réclamé à grands cris l'honneur de recevoir, sous leur ciel bleu, les réfugiés belges et les réfugiés du Nord qui, pour la cause commune, sont depuis plusieurs semaines sans feu ni lieu ?

Si vous êtes à l'abri de l'invasion, là-bas, c'est parce que Belges et Français du Nord

ont, à côté de vos fils, barré la route à l'envahisseur!

Si vos maisons ne sont pas saccagées, c'est parce qu'ils ont mieux aimé laisser saccager les leurs plutôt que de s'aplatir devant le vainqueur.

Vous votez chichement quelques milliers de francs par département pour les populations envahies ; vous leur envoyez quelques vivres.

Vous croyez-vous quittes, par cette misérable aumône, surtout envers les Belges, sans qui nous étions probablement obligés de reculer jusqu'à la Loire, tant était formidable la première vague allemande dont ils ont brisé l'élan ?

Ce n'est pas une aumône que vous devez à vos sauveurs : c'est votre maisou, c'est votre table, c'est votre cœur.

Oh ! je sais que vous leur sauteriez au cou, aux réfugiés de Belgique et du Nord ; je sais avec quelle chaleur, à Bayonne et dans d'autres villes, vous avez accueilli les quelques centaines de réfugiés belges qu'on vous a adressés.

Mais il ne faut pas attendre qu'on vous les adresse, nos réfugiés.

Vous connaissez notre gouvernement.

Il est plein de bonne volonté ; il travaille d'arrache-pied à la défense nationale ; mais il ne sait pas parler au cœur de la nation.

Gambetta est mort, et Jaurès !

Mais puisque vous savez que le gouvernement ou l'Administration ne réussit pas à organiser l'exode parmi vous des réfugiés de la Belgique et du Nord, qu'attendez-vous pour former partout des comités qui appelleraient les victimes de la guerre, qui les répartiraient entre les fa-

milles les plus aisées de vos départements, ou les plus fraternelles ?

Qu'attendez-vous aussi pour donner mandat à vos élus, sans distinction de parti politique, lorsqu'ils se réuniront dans une quinzaine au Parlement, de profiter du malheur qui frappe les départements du Nord pour leur offrir spontanément l'abandon de ce privilège des bouilleurs de cru grâce auquel vous réussissez — ainsi d'ailleurs que les paysans normands et bourguignons — à rejeter sur les épaules des gens du Nord la plus grosse part des lourds impôts sur l'alcool, et grâce auquel vous nous empêchez, depuis un quart de siècle, de lutter efficacement contre l'alcoolisme ?

Vous savez que cette triste question du privilège des bouilleurs de cru met périodiquement en conflit vos élus avec ceux des départements du Nord ; vous savez que votre obstination à défendre votre privilège paralyse toute notre bataille contre l'alcoolisme, et aucun de vous n'a l'idée de profiter de la grande catastrophe qui s'abat sur les pays du Nord, et du grand souffle de réconciliation nationale, pour immoler généreusement, sur l'autel de la patrie et de la solidarité nationale, un privilège aussi néfaste pour le pays et pour vous-mêmes !

Vous avez une occasion unique à la fois de témoigner votre sympathie aux départements du Nord en renonçant à un privilège fiscal qui les lèse, et de rendre possible la lutte à outrance contre l'alcoolisme, et vous la laissez échapper !

Que sont donc devenus cette vivacité d'esprit, cette chaleur de cœur et ces magnifiques élans

qui ont fait de vos populations méridionales la brillante parure de notre race latine ?

Dimanche 22 novembre.

Le procès des majors allemands.

Un soir, il y a quelques semaines de cela, un bruit sinistre courut les salles de rédaction des journaux parisiens. On avait arrêté toute une ambulance allemande : des majors, des infirmiers. La preuve que c'était vrai c'est que, dans le coup de filet, il y avait un curé et des bonnes sœurs. Rien d'étonnant d'ailleurs que, dans une ambulance allemande, on prît un curé et des bonnes sœurs, puisque la moitié de l'Allemagne est catholique, apostolique et romaine, comme vous et moi.

On avait joliment bien fait de les arrêter, s'ils avaient fait ce qu'on disait.

Car voici ce qu'on leur attribuait : il paraît qu'on les avait surpris tous, les majors, les infirmiers, le curé et les bonnes sœurs, — oh! les misérables! — mettant un narcotique sous le nez de nos blessés, déplorable application de la science allemande, et les soulageant de leurs alliances, de leurs porte-monnaie et de leurs portefeuilles.

Je suis assez candide de ma nature.

Pourtant, quand on me fit ce récit qui sentait Zigomar à plein nez, je ne pus retenir un grand éclat de rire.

Et je jurai que, sous la calotte des cieux, on ne trouverait ni un curé, ni une bonne sœur, ni encore moins un médecin — je prie respectueusement la Censure d'observer que cet « encore moins » n'est pas une insulte à la religion de mes pères, mais un hommage au corps médical — pour commettre le forfait qu'on reprochait à cette ambulance, surtout pour le commettre en corps.

L'ambulance allemande est aujourd'hui sur la sellette.

Elle comparaît devant le conseil de guerre.

Aucun curé, aucune bonne sœur, parmi ces misérables; les lectrices catholiques de la *Guerre Sociale* vont pousser un ouf! de soulagement en apprenant cette heureuse nouvelle — car depuis que la *Guerre Sociale* est devenue un journal bien pensant elle compte des catholiques dans sa clientèle.

Mais tout n'était pas faux dans l'histoire de Zigomar qui fit frissonner toutes les salles de rédaction parisiennes : il n'y avait point de curé ni de bonnes sœurs, mais il y avait des infirmiers et des médecins.

De bonnes têtes, ma foi, tous ces gens-là. Vous leur auriez donné le bon Dieu sans confession. L'un d'eux est, paraît-il, un grand médecin de Berlin. La voilà bien, la science allemande!

Écoutons respectueusement l'acte d'accusation.

C'est toujours en tremblant que j'écoute les actes d'accusation depuis l'affrire Crainquebille, et depuis que je me suis vu administrer en plusieurs fois onze ans et trois mois de prison

parce que j'étais vendu à l'empereur d'Allemagne.

« ... S'être rendus coupables de complicité par recel, en ayant recelé dans leur ambulance, dans un village des bords de la Marne, au moment où nous avons repris l'offensive sur les Vandales, des bouteilles de liqueurs, des bouteilles de champagne, deux barriques de vin, sans compter une bicyclette et une vache, laquelle était dans le jardin de l'ambulance! »

Quoi, c'est tout?

Et le narcotique? et les bagues arrachées avec les doigts? et les poches retournées des blessés?

— La bicyclette, fait le grand médecin de Berlin, pas vu; pas plus que la vache.

— Elle n'avait d'ailleurs pas de lait, fait le président. (Rires prolongés de l'auditoire.)

Avez-vous remarqué combien le public de la cour d'assises, du conseil de guerre et des exécutions capitales a peu changé depuis le temps où il accueillait de ricanements et de quolibets Jésus de Nazareth, au moment où, du haut de sa croix, celui-ci demandait de l'eau pour étancher sa soif?

— Le vin de champagne, nous n'en avons pas bu; mais j'ai fait réquisitionner des liqueurs pour servir de cordial à mes blessés, parmi lesquels j'avais des blessés français que je soignais comme les miens. Nous avons soigné ou opéré un millier de blessés sous les balles et les obus. Croyez-vous vraiment que nous ayons eu le temps de faire bombance, ou de nous occuper de ce qui se passait autour de nous, et

de remarquer s'il y avait une bicyclette ou une vache dans les dépendances de notre ambulance?

Ainsi parla le major allemand.

Voulez-vous toute ma pensée, sous une forme assez atténuée pour ne pas offusquer la Censure?

Pour le bon renom de la France, j'aurais préféré que ce procès n'eût pas lieu!

Lundi 23 novembre.

Les vieux de la vieille.

— Monsieur, je suis trésorier des « anciens du 21e de ligne », une des nombreuses sociétés régimentaires groupant les anciens soldats. Caporal Gagnepain, au 21e de ligne, au temps de ma verte jeunesse, monsieur, pour vous servir.

« Nous sommes en France des tas de sociétés régimentaires ; nous sommes des tas d'anciens soldats, bons à rien aujourd'hui, à cause de notre âge, qui adorons notre régiment.

« Je suis vexé, moi et pas mal d'autres, d'être ici, inutile, ne manquant de rien, pendant que nos cadets sont là-bas, dans les tranchées, en train de geler.

« Ça ne peut pas durer !

« Qu'est-ce qui nous empêche de nous réunir, les anciens d'un même régiment, les membres non mobilisés de nos sociétés régimentaires ; de recueillir des fonds, pour acheter des sous-vêtements, du tabac, des pipes, du chocolat et toutes sortes de gâteries à nos bleus?

« Croyez-vous que ça ne ferait pas plaisir à nos bleus de recevoir cela de leurs anciens?

« Par le général Michel, sous-gouverneur de Paris, qui est président de la Fédération de nos sociétés régimentaires d'anciens soldats, on réussirait à leur faire porter cela au front, pour Noël, par exemple.

« Je viens vous demander à vous, oui à vous, de battre le rappel des vieux de la vieille ! »

Pendant qu'il me parlait, le caporal Gagnepain, du 21e, battait, sans s'en douter, le rappel de mes souvenirs d'ancien du 19e.

Je revoyais les casemates de Brest où, il y a une vingtaine d'années, on m'incorpora quelques semaines, bien qu'outrageusement myope.

Je me revois faisant mon entrée dans la grande pièce voûtée, creusée dans les fortifications à la Vauban qui encerclent ma ville natale, et le sergent, qui par hasard était un de mes camarades de classe, me recommandant à mes voisins de chambrée, des anciens : « Vous savez ! tâchez de ne pas vous dé...brouiller sur celui-là ! Il n'a pas une tête à se laisser faire ! » Je crois bien qu'il employa même une expression plus énergique et plus militaire que se « débrouiller ». J'allai reconduire mon sergent à la porte de la chambrée. De retour à mon lit, je ne pus m'empêcher de rire en constatant comment mes anciens avaient tenu compte des recommandations de mon protecteur. A la place de la fourchette et de la cuiller toutes neuves que la munificence de la patrie m'avait octroyées le matin même, il n'y avait plus dans mon sac à malices qu'une vieille cuiller rouillée et une four-

chette à qui il manquait deux dents; quant à la brosse d'ordonnance, elle ne figurait plus dans mon fourniment que sous l'espèce d'un morceau de bois où quelques rares crins témoignaient que ce morceau de bois avait dû, au temps de sa splendeur, être le dos d'une brosse d'ordonnance. Heureusement que j'avais été recommandé par mon sergent!

A la porte de ma chambrée, en plein air, il y avait une cuve, ayant vaguement la forme d'un demi-tonneau; à Brest, on appelle cette sorte de récipient « une baille ». C'est dans cette « baille », dont l'eau n'était renouvelée qu'une fois par jour, que les quarante hommes de ma chambrée devaient faire leurs ablutions. Le premier arrivé se lavait et se savonnait consciencieusement sous les regards envieux de ses camarades; le deuxième se lavait dans l'eau de savon du premier; le quarantième se lavait dans la crasse des trente-neuf autres. Faites pas les dégoûtés, les bleus du 19e ! Dans vos tranchées, vous voudriez bien avoir une « baille » pareille!

Le souvenir le plus cocasse de ma carrière militaire, je crois bien que c'est mon séjour à l'hôpital. En ce temps-là, le service de santé militaire avait un certain nombre de manies. Je me hâte d'ajouter, pour ne pas être coupé par la Censure, qu'aujourd'hui le service de santé militaire fait l'admiration de la France entière.

Il y a une vingtaine d'années, il n'était pas encore arrivé au point de perfection où nous le voyons aujourd'hui.

Aussi, jugez de mon ahurissement quand, arrivé à l'hôpital militaire pour faire examiner mes yeux en vue du conseil de réforme, — — cinq minutes d'examen, huit jours d'hôpital ! ! — je me vis mettre à la diète ! oui, à la diète, comme un fiévreux, parce que j'étais atteint de myopie. Je crois bien que je serais mort de faim, si mon excellente mère ne m'avait apporté tous les jours, subrepticement, en fraude, sous son manteau, un ou deux sandwichs. Et je me vois encore dans la cour de l'hôpital, la figure insolente de santé, vêtu de la longue houppelande grise des malades, coiffé du ridicule casque à mèche, engouffrant gloutonnement, en cachette, avec la voracité de mes vingt ans, les sandwichs maternels, pendant que les pauvres coloniaux, des convalescents relevant de dysenterie ou de fièvre jaune, me regardaient avec des yeux chargés de concupiscence.

Vingt ans après, j'ai plaisir à évoquer ces souvenirs.

Vous l'avouerai-je, bien que ce soit stupide : moi qui ai passé un mois à peine au 19e, je suis des yeux, à travers les correspondances particulières qui paraissent de temps à autre dans la presse ou à travers les listes des blessés, la marche de mon ancien régiment sur la ligne de feu.

S'il accomplit quelque prouesse un de ces quatre matins, je suis capable de m'imaginer que quelque chose de sa gloire rejaillit sur moi.

Comment m'étonnerai-je que des « anciens », de vrais anciens, qui ont fait trois ou cinq ans,

ou quelquefois dix ou quinze ans de caserne, parlent de leur ancien régiment, vingt, trente et quarante ans après, quand leurs tempes blanchissent, avec une tendresse où perce le regret de leurs vingt ans?

Qui m'eût dit, il y a six mois, que cet honnête journal, qui eut quelques démêlés avec la justice pour avoir parlé du militarisme — du militarisme à la prussienne — avec quelque irrévérence, en arriverait aujourd'hui à se faire le porte-parole des sociétés régimentaires d'anciens soldats?

Chers amis du Parti socialiste qui êtes dans les tranchées, ne trouvez-vous pas que je deviens un peu réactionnaire?

Mardi 24 novembre.

L'embuscomanie.

Pourquoi ne vous occupez-vous pas davantage des embusqués? me demande encore ce matin un de mes lecteurs, après mille autres.

Pourquoi?

Parce que je crains de développer la maladie, trop répandue déjà, qui fait voir à pas mal de nos contemporains des embusqués partout.

Des embusqués, eh! oui, il y en a. Si, dans un pays de 38 millions d'habitants, il n'y avait pas quelques milliers d'eunuques et de pleutres, ce serait trop beau! Et, vraiment, cette en-

geance-là, j'aime mieux la voir parmi nous qu'au front. Le moral de nos troupes est trop bon : ces pleutres-là seraient capables d'y semer la panique !

Seulement, ce n'est pas une raison parce qu'il y a par-ci par-là, dans le civil et dans le militaire, de vrais embusqués, pour s'imaginer que tout le pays en est farci.

Prenez-vous pour des embusqués tous les hommes jeunes que vous voyez en civil dans la rue ? Savez-vous que 40 pour cent de chaque classe sont réformés pour des tares plus ou moins visibles, ce qui fait déjà un contingent de 80.000 réformés par an ? A raison de 30 classes, voyez le total ! Tel gaillard superbe d'apparence que vous voyez dans le Métro à côté de vous, savez-vous que c'est un cardiaque, que tel autre fait de la tuberculose, que tel autre est atteint d'entérite chronique, tel autre de maladie nerveuse ? Nous ne sommes pas pour rien le pays de l'Europe où on boit le plus d'alcool. Tout se paie. Huit jours de marches forcées, ou de séjour dans la tranchée, ils seraient nettoyés. Quel avantage y a-t-il pour la nation à les voir encombrer nos ambulances et nos hôpitaux ? Trouvez-vous qu'on y soit déjà si bien soigné, et que nos médecins, nos chirurgiens et nos infirmiers n'ont pas déjà assez à faire à soigner les gens robustes que la mitraille ou la maladie a couchés sur le flanc ?

Mais même ces ouvriers jeunes, bien portants, que vous voyez là, costauds, pleins de vie, ne vous hâtez pas de conclure que ce sont des embusqués. Qui vous dit que ce ne sont

pas de ces ouvriers métallurgistes, mécaniciens, ajusteurs, qu'on avait fait la bêtise de mobiliser et d'envoyer au front, et qu'on dut rappeler pour leur faire fabriquer des obus? Ils en consomment, nos 75! Pour que nos obus continuent à être de la bonne marchandise, il faut qu'ils soient confectionnés par de bons ajusteurs! Des embusqués, les ajusteurs que, très judicieusement, le ministre de la guerre s'est décidé, un peu tard, à rappeler du front ?

Et ces cheminots qui firent si bien leur office pendant la mobilisation et qui continuent à assurer si bien le ravitaillement de l'armée, vous voudriez les voir dans les tranchées et faire conduire les trains par des pâtissiers en retraite ?

N'aurait-il pas mieux valu, dites-moi, mobiliser un peu moins de postiers et nous conserver un service des postes un peu décent?

Ne commettez pas davantage l'injustice de prendre pour des embusqués tous ces militaires, soldats ou officiers, que vous frôlez chaque jour sur le trottoir.

Ce jeune infirmier-là, qui est solide, et qui vous semble tout désigné pour porter le sac, vous le voudriez dans la tranchée? Et si c'est un étudiant en médecine de première ou de deuxième année, ou un pharmacien, ou un infirmier de profession? Préféreriez-vous, dans le corps des infirmiers militaires, des terrassiers ou des vidangeurs? Notre service de santé est déjà lamentable; croyez-vous qu'il irait mieux si les infirmiers dressés depuis trois mois et demi étaient versés dans l'infanterie?

Notre service de l'intendance, tout le monde s'accorde à le reconnaître, est merveilleusement fait. Vous vous doutez bien que ce n'est pas une petite affaire de ravitailler en vivres et en munitions l'armée colossale que nous avons en ligne en ce moment, et dont beaucoup d'unités se déplacent sans cesse d'un point à un autre du front. Je présume que si ce service fonctionne bien, c'est qu'il y a des officiers et des sous-officiers appartenant à l'intendance et à l'administration militaire qui travaillent ferme. Des embusqués, eux ? Pour le plaisir d'envoyer au front un sous-officier d'administration connaissant son métier à fond, allez-vous saboter notre service d'intendance ?

Et les jeunes officiers de l'état-major qui, autour de Galliéni à Paris, autour du ministre de la guerre à Bordeaux, passent des nuits au travail, sans plus se coucher que ceux qui sont dans les tranchées, les prenez-vous par hasard pour des embusqués, eux aussi ?

Avec cette embuscomanie, savez-vous à quoi vous aboutirez ?

A semer la méfiance et le dégoût dans la nation et jusque dans l'armée combattante, alors que l'enthousiasme est si nécessaire ! Vous serez plus avancés, après !

Sous prétexte d'égalité républicaine, il ne faudrait pourtant pas verser dans le crétinisme, ni sombrer dans la manie de la persécution !

Mercredi 25 novembre.

La puce à l'oreille.

Depuis quelques jours, on a la vague sensation que les Allemands, battus sur l'Yser, pourraient bien faire un effort désespéré pour lancer leurs masses contre notre centre ; c'est cette sensation qui aura donné lieu aux bruits alarmistes qui ont circulé hier à Paris, et dont le gouverneur de Paris nous assure — on peut l'en croire ! — qu'ils ne reposent sur aucun fondement.

Après tout, peut-être n'est-il pas mauvais que la nation et son gouvernement aient un peu la puce à l'oreille.

Avec les Allemands, il ne faut pas s'endormir.

Battus par notre gauche, entre Nieuport et Arras ; sentant notre droite inabordable, puisque depuis le début de la guerre aucun des quatre camps retranchés : Belfort, Epinal, Toul, Verdun, qui la couvrent, n'a même été assailli, l'idée d'attaquer notre centre pourrait bien tenter leur état-major.

Notre centre, c'est la partie de nos lignes qui va d'Arras, de Roye et de Lassigny à Verdun, en passant au nord de Reims.

S'il est vrai, comme le remarque incidemment le dernier *Bulletin des Armées*, organe officiel, que les Allemands ont en ligne, en face de [(1). . . . .] pourquoi ne tenteraient-ils pas l'opération ?

Le renouveau de leur activité contre Sois-

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

sons, Reims et l'Argonne n'est-il pas un indice ?

Il est peu probable qu'une telle manœuvre réussisse.

D'abord, nos tranchées ne sont pas plus faciles à forcer au centre qu'elles ne l'ont été sur notre gauche.

Ensuite, sitôt qu'une offensive allemande se dessinerait contre notre centre, les avions en avertiraient le généralissime, qui saurait probablement accumuler à l'endroit menacé tout ce qu'il pourrait enlever à ses deux ailes.

Enfin, le général Galliéni veille et, grâce à lui, Paris est autrement en défense qu'en août dernier.

Pourtant, si la muraille crevait ?

Avons-nous sous Paris une armée volante comme celle que nous avions au temps de la bataille de la Marne ?

Car enfin, si la bataille de la Marne a été gagnée, c'est bien un peu par suite de l'entrée en ligne de l'armée volante du camp retranché de Paris. [(1). . . . .]

N'y a-t-il pas dans nos ports, sur nos côtes, dans les villes du Centre, du Midi et de l'Ouest, de quoi constituer une nouvelle armée volante de Paris ?

Il doit bien y avoir, dans les camps retranchés de Belfort, d'Epinal et de Toul, qui ne paraissent pas directement menacés en ce moment, et qui ne semblent avoir devant eux que des réservistes et des territoriaux allemands, de bonnes troupes d'active et de réserve ? Ne pourrait-on pas les y remplacer par des territo-

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

riaux exercés depuis trois mois et demi qu'on prendrait dans l'Ouest, et avec les troupes d'élite qu'on prélèverait sur les garnisons de Belfort, de Toul et d'Epinal, constituer une armée volante de Paris qui pourrait, à l'occasion, soit couvrir Paris et boucher la crevasse faite dans nos lignes, ou bondir de Paris à l'improviste sur un point bien choisi de la ligne allemande ?

Ce n'est d'ailleurs pas seulement pour la sécurité de Paris que la formation d'une telle armée s'impose, mais pour prendre l'offensive, le jour où notre généralissime la déciderait.

Il n'y a pas besoin d'être un grand stratège pour comprendre que, pour prendre l'offensive, il faut pouvoir avoir sous la main, sur un point, une grosse supériorité numérique et des troupes fraîches.

Si, pour des raisons que j'ignore, on ne peut pas retirer de Belfort, d'Epinal ou de Toul des troupes d'élite qu'on y remplacerait par des territoriaux, pour constituer avec elles sous Paris une nouvelle armée volante d'offensive, ne pourrait-on pas accumuler devant Paris, dans les tranchées devant Paris, les régiments territoriaux qui paraissent les plus solides ?

Si les cadres de nos régiments de territoriaux semblent un peu insuffisants, ne pourrait-on prélever dans les régiments qui sont depuis trois mois et demi au feu, des officiers d'élite qu'on remplacerait sur-le-champ, au front, en faisant des promotions sur place ?

A la fin d'août, quand l'ennemi dévalait en trombe sur Paris, j'ai été de ceux qui ont ré-

clamé avec le plus de force la constitution sous Paris d'une armée volante.

Aujourd'hui, sans que la menace soit aussi sérieuse — il s'en faut de beaucoup ! — la constitution urgente, hâtive, fébrile d'une nouvelle armée volante ne serait pas une mauvaise précaution.

Ça n'empêcherait pas les dépôts des divers régiments de continuer à envoyer au général Joffre tous les hommes qu'il lui faut pour boucher les trous faits dans ses corps d'armée du front par la mitraille ennemie !

J'ai rendu hommage plus d'une fois au ministre de la guerre et au gouvernement de la défense nationale, qui siège à Bordeaux, pour la brillante façon dont ils ont réparé, depuis le 1er septembre, certaines négligences commises pendant le premier mois de la guerre.

Mais, sans faire la leçon à qui que ce soit, on me permettra de penser que si Carnot, Gambetta ou Jaurès était là, il y aurait sous les murs de Paris, avant huit jours, une nouvelle armée volante de [(1) . . . .]

Jeudi 26 novembre.

La victoire certaine.

Oh ! les animaux impressionnables que nos contemporains !

Est-ce que plusieurs de nos lecteurs ne se

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

sont pas mis martel en tête parce que, hier, j'émettais le souhait que, tout en continuant de boucher les trous des régiments sur le front avec les dépôts, on formât une nouvelle armée sous Paris, pour parer à l'imprévu et, au besoin, frapper au bon moment et au bon endroit, à l'improviste, un coup pareil à celui que l'armée volante de Paris frappa sur la Marne, au début de septembre !

Depuis hier matin, tous les amis qui me rencontrent me disent, avec un air soucieux : « Alors, quoi ! il y a quelque chose de cassé ? Les bruits qu'on a répandus hier, sur l'évacuation de telle et telle ville du front, étaient donc exacts ? »

Exacts ? Pas le moins du monde. Des canards, gros comme ceux que l'agence Wolff lâche tous les jours sur l'Europe.

Quelque chose de cassé ? Rien, absolument rien, si ce n'est les ailes du vautour impérial allemand.

Nous lui avons cassé une aile sur la Marne, en septembre.

Nous lui en avons cassé une autre sur l'Yser, ces dernières six semaines.

Comment peut-on, après ces deux victoires, être assez gobe-mouche pour ajouter foi à tous les racontars sinistres qu'il plaira au premier neurasthénique venu de lancer dans la circulation ?

Qu'il y ait eu dans le public quelque panique en août, c'était assez naturel.

Les Allemands nous tombaient dessus à deux contre un en Belgique — oui, parfaitement,

deux contre un, et peut-être davantage ; — nos alliés anglais n'étaient pas encore arrivés : ils n'étaient qu'une poignée à Mons et à Charleroi.

On nous tombait dessus avec une artillerie lourde énorme qui, à 15 kilomètres, faisait pleuvoir ses projectiles sur nos lignes [(1) . . .]

Les Allemands avaient un outillage merveilleux, une préparation supérieure.

Ils arrivèrent en trombe de Charleroi à Compiègne en dix jours.

Leurs uhlans vinrent jusqu'à la lisière du camp retranché de Paris.

Qu'à ce moment-là les neurasthéniques, les pessimistes et les trembleurs aient un peu perdu le nord, passe encore.

Mais, après la râclée que les Allemands reçurent sur la Marne, on est inexcusable de s'abandonner à la panique au premier accroc qui survient.

L'Allemagne n'avait qu'une chance de s'en tirer, une seule : c'était, en profitant de son écrasante supériorité numériqne au début de la guerre, et de sa préparation plus intensive, de nous écraser en août avant que la mobilisation russe fût faite.

Pour s'en tirer, il lui fallait nous écraser, nous réduire en miettes, c'est-à-dire disloquer nos armées, les capturer, recommencer sur une vaste échelle Metz et Sedan, pousser des divisions de cavalerie avec des mitrailleuses automobiles jusqu'au Creusot, jusqu'à Saint-Etienne, jusqu'à tous nos arsenaux ; nous écraser si

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

complètement que nous en fussions démoralisés, annihilés.

Et encore, je ne suis même pas sûr qu'avec les forces alliées qui leur seraient restées sur le dos ils s'en seraient tirés.

La cérémonie ne s'est pas tout à fait déroulée conformément à ce programme.

Après leur victoire de Charleroi, ils furent obligés de s'affaiblir de quatre ou cinq corps d'armée qu'ils envoyèrent par chemin de fer en Prusse orientale où une armée russe, pour nous dégager par une diversion, avait envahi leur territoire.

Pendant que leur armée d'invasion en France était ainsi affaiblie, le général Joffre, réparant rapidement une erreur du début de notre concentration, rappelait d'Alsace et de Lorraine les troupes qu'il y avait concentrées en trop grand nombre, et avec elles renforçait la muraille des poitrines françaises en face de l'armée d'invasion qui nous dégringolait de la Belgique.

Sur la Marne, les Allemands n'étaient plus à deux contre un.

On sait ce qui leur advint, et la mésaventure qu'ils viennent d'éprouver sur l'Yser, où ils ont eu au bas mot 150 à 200.000 hommes hors de combat.

Nous les avons arrêtés net quand nous étions seuls contre eux, quand nous avions sur les bras les quatre cinquièmes de leurs forces.

Et maintenant que les Anglais commencent à arriver sérieusement à la rescousse, maintenant que la mobilisation russe est achevée et

que le flot russe commence à atteindre la frontière allemande, ils nous feraient encore trembler ?

En vérité, aucun miracle actuellement ne peut les sauver de l'écrasement.

C'est parce que c'est pour moi une vérité démontrée, qui ne souffre plus aucune contestation, — quels que soient les accrocs passagers et locaux qui peuvent nous arriver, — que je voudrais bien voir cesser au plus vite l'occupation de sept de nos départements et de la Belgique.

Or, nous ne pouvons mettre fin un peu rapidement à cette mauvaise plaisanterie qu'en appelant de nouvelles troupes à la rescousse, nous comme les Anglais.

La libération rapide de nos sept départements du Nord et de la Belgique vaut bien un effort supplémentaire, que diable !

Si l'on ne peut pas réclamer cet effort supplémentaire et, pour commencer, la formation d'une nouvelle armée sous Paris, sans alarmer les populations, c'est à donner sa démission d'écrivain public !

Vendredi 27 novembre.

Toujours à mieux.

Ils ont cent corps d'armée ! Cent !

C'est-à-dire que si nous avions su organiser la nation armée aussi bien qu'eux, en tenant

compte de l'infériorité de notre population, qui est les trois cinquièmes de celle de l'Allemagne, nous devrions avoir soixante corps d'armée, soixante !

Si vous nous aviez compris à temps, chers adversaires troisannistes d'hier, si vous aviez consacré à fabriquer des fusils, des canons, des capotes, les centaines de millions que vous avez consacrés à bâtir de nouvelles casernes et à encaserner une troisième classe sous les drapeaux, — quand nos soldats de neuf mois, de deux ans, montrent qu'ils sont égaux à n'importe quels soldats de caserne ! — c'est soixante corps, de 40.000 hommes chacun, que nous pouvions avoir et entretenir sans cesse à effectifs pleins sur la ligne de feu !

Mais il ne s'agit pas de récriminer.

Encore une fois nous voulons bien prendre sur nous, nous, les anciens deuxannistes, la moitié des fautes commises dans le passé.

Il s'agit de réparer les bévues commises avant la guerre.

Jusqu'ici, pour les réparer, voici comment on a procédé.

Comme il n'y avait guère de munitions, de canons, de lebels, de vêtements, de cadres solides que pour les corps d'armée actuellement sur le front, on s'est borné à boucher les trous, au fur et à mesure que la mitraille ennemie nous décimait, par les envois des dépôts.

Les dépôts de chaque régiment d'active ou de réserve sont devenus des creusets où on a versé pêle-mêle jeunes recrues, réservistes, territoriaux. Quand l'amalgame est au point, suffi-

samment entraîné, on bouche les trous des armées de Joffre.

Etant donnée notre pauvreté en vêtements, en armes, en munitions et en cadres instruits, c'était, en somme, ce qu'il y avait de mieux à faire.

N'importe qui, à la place du général Joffre, aurait préféré comme lui avoir une armée moins nombreuse, ne manquant de rien et bien trempée, qu'une armée plus nombreuse de 500.000 ou d'un million d'hommes, mais moins bien encadrée et moins bien pourvue de munitions.

Cependant, le moment n'est-il pas venu d'essayer de faire plus?

Sans prétendre arriver à mettre en ligne les soixante corps d'armée que nous devions avoir si nous avions le génie organisateur de l'Allemagne, ne pourrait-on pas, tout en continuant à ne rien refuser au généralissime des troupes dont il a besoin pour combler ses vides, organiser quelque part, par exemple sous les murs de Paris, une armée de 400 à 500.000 hommes?

Des hommes, nous n'en manquons pas; bien que nous n'ayons pas encore appelé les réservistes de la territoriale, nous regorgeons d'hommes valides, ayant presque tous fait deux ou trois ans de service, et dont les plus vieux n'ont pas quarante-trois ans. Dès qu'ils se sentent bien commandés, les hommes de la territoriale — de trente-quatre à quarante-deux ans — font d'aussi bons soldats que les réservistes, surtout dans une guerre de tranchées.

Des officiers pour les commander? Nul n'ignore que c'est là l'objection capitale. Ce

n'est pas offenser les officiers de notre territoriale que de leur dire qu'à part de très brillantes exceptions, ils ne valaient pas, surtout au début de la guerre, où ils manquaient d'entraînement, l'admirable corps de nos officiers d'active.

Est-il donc impossible de donner aux nouveaux corps d'armée qu'on formerait, comme officiers, les nombreux officiers blessés légèrement, qui seraient de rudes chefs, connaissant la guerre, et de les remplacer au front en faisant, sans traîner, après chaque bataille, des promotions d'officiers ? Croit-on que la plupart des sous-officiers de notre active qui se battent depuis quatre mois ne soient pas actuellement capables de faire des sous-lieutenants, les sous-lieutenants des capitaines, les capitaines des commandants, et ainsi de suite ? Croit-on que, dans les nouvelles formations, si on voulait s'en donner la peine et ne pas les laisser moisir comme simples soldats, on ne trouverait pas des conducteurs des ponts et chaussées, des ingénieurs des arts et manufactures ou des arts et métiers capables de faire en très peu de temps de très passables officiers d'artillerie ou du génie ?

Et les médecins, et les aviateurs, croit-on qu'on en manquerait pour les nouvelles formations, si l'on voulait seulement se méfier un peu moins des médecins et des aviateurs civils?

Reste la question des vêtements, des armes et des munitions. J'ai beau savoir que l'ennemi occupe sept de nos départements les plus industriels, on ne me fera jamais croire qu'avec

le grand nombre de chômeurs français et belges qui encombrent toutes nos rues, avec la maîtrise de la mer qui nous permet de nous approvisionner au dehors, avec l'or et le crédit dont nous disposons, nous ne soyons pas arrivés, depuis quatre mois que dure la guerre, à fabriquer ou à acheter tout ce qui nous manquait en chevaux, en drap, en vêtements, en canons, en fusils — dussions-nous doter nos nouvelles formations d'autres fusils que nos lebels et compliquer d'autant le ravitaillement en munitions.

Jamais on ne me fera croire que l'Angleterre, qui est tout de même encore une nation industrielle presque aussi puissante que l'Allemagne, ne serait pas parvenue, malgré les efforts qu'elle a à faire elle-même pour préparer les approvisionnements de ses futures armées, à grossir nos stocks de munitions.

Les Allemands ont montré, dans leur organisation de la levée en masse et dans l'admirable parti qu'ils ont su tirer de toutes les forces vives de leur nation, les merveilleuses qualités de méthode, de décision qui leur ont valu leur prodigieux succès sur le terrain de la lutte commerciale et industrielle.

Sans méconnaître l'effort considérable du ministère actuel de la guerre, ne trouvez-vous pas que, dans l'utilisation de nos forces matérielles, nous apportons, en temps de guerre comme nous l'avons fait en temps de paix, une âme timorée de petits boutiquiers ?

Samedi 28 novembre.

Pour les Bulgares.

Un petit peuple, le peuple bulgare, mais une grosse question en ce moment la question bulgare !

Je voudrais bien l'expliquer très simplement aux femmes de nos mobilisés, et à nos soldats qui, dans leurs tranchées, ont le temps de lire.

Les Bulgares sont un des petits peuples chrétiens des Balkans, la grande presqu'île montagneuse qui, là-bas, au fond de la Méditerranée — prenez la peine de jeter les yeux sur une carte — fait pendant à l'Espagne et à l'Italie. Comme les Serbes, les Roumains et les Grecs, ce sont des chrétiens se rattachant à l'Eglise grecque ou orthodoxe.

Ils furent assaillis au quinzième siècle par l'ogre turc qui les avala, comme leurs voisins serbes, roumains et grecs.

J'ai déjà expliqué que l'ogre turc avala ces petits peuples chrétiens, mais qu'il ne les digéra pas.

Il les rendit morceau par morceau pendant tout le cours du dix-neuvième siècle, non sans que la Russie l'aidât en lui administrant un énergique vomitif.

La sainte Russie s'intéressait à eux, en qualité de coreligionnaire, et aussi parce que les puissants aiment assez à se faire une clientèle parmi les petites gens ou les petits peuples de leur voisinage.

En 1912, l'ogre turc n'avait pas encore tout rendu ce qu'il avait avalé.

Il lui restait encore dans le ventre quelques morceaux de territoires européens, plus ou moins chrétiens.

C'étaient : l'Albanie, sur la côte de l'Adriatique ; l'Epire et la Thessalie, au nord de la Grèce ; la Macédoine, c'est-à-dire le pays d'Uskub, de Monastir et d'Istip, dont le port sur la côte de la mer Egée est Salonique ; enfin, plus près de Constantinople, la Thrace, dont la grande ville est Andrinople.

Grecs, Serbes, Bulgares s'entendirent, vous vous en souvenez, en octobre 1912, pour faire rendre à l'ogre ces trois morceaux de terres chrétiennes.

Les trois alliés se partagèrent à l'avance les dépouilles de l'homme malade.

Les Serbes auraient l'Albanie, ce qui leur permettrait d'avoir un port sur l'Adriatique et, par ce port, d'exporter leurs cochons — sauf votre respect — sans être obligés de subir les tracasseries et les taxes des douaniers austro-hongrois, leurs désagréables voisins du Nord.

Les Grecs auraient l'Epire et la Thessalie, avec en plus Salonique, qui est le grand port de Macédoine, une ville mi-grecque, mi-juive.

Les Bulgares auraient un bon morceau de la Macédoine et la Thrace.

De Constantinople, on ne parlait pas : morceau de roi, part du lion, réservé de toute éternité au Seigneur Tzar, Empereur de toutes les Russies ; défense d'y toucher.

On sait ce qui arriva.

Les Bulgares rossèrent les Turcs magistralement, prirent Andrinople et menacèrent Constantinople.

La Turquie dut céder tous ses territoires européens, à l'exception de Constantinople et des Détroits.

Mais, à ce moment, l'Autriche refusa de laisser les Serbes occuper l'Albanie, dont on fit un royaume indépendant, ce qui empêcha nos Serbes d'avoir leur fenêtre sur la mer.

Privés, par le veto de l'Autriche, de leur part de dépouilles, ils voulurent reviser leurs conventions d'avant la guerre, et garder comme compensation le morceau de Macédoine qui était promis aux Bulgares, et qui, en fait, est peuplé en majorité de Bulgares.

La Bulgarie la trouva mauvaise.

Les Serbes et les Grecs lièrent partie : les premiers gardèrent la Macédoine, les Grecs Salonique, et ils appelèrent les Roumains à la rescousse, qui, une fois les Bulgares défaits, leur enlevèrent, du côté de Silistrie, un territoire peuplé de 300.000 Bulgares.

Je vous laisse à penser si les Bulgares conservent une dent contre les Roumains, contre les Serbes et contre les Grecs, leurs alliés d'hier.

Mettez-vous à leur place, pour un instant !

S'ils n'écoutaient que leur ressentiment, ils profiteraient du grand cataclysme européen pour réaliser « leur idée nationale » : « leur idée nationale », c'est non seulement de reprendre aux Roumains les 300.000 Bulgares arrachés il y a deux ans, — cela va de soi, — mais sur-

tout de mettre la main sur la Macédoine, qui est leur Alsace-Lorraine.

Oui, mais ils ne seraient pas très flattés de se voir dans le même camp que le Turc, leur ennemi héréditaire, et dans le camp opposé à la Russie, leur protectrice séculaire.

Et il ne leur échappe point que la Triple-Entente, c'est le côté du manche, et que, le jour du règlement des comptes, il vaudra mieux se trouver de ce côté-là que de l'autre.

Aussi hésitent-ils.

Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de les réconcilier avec leurs voisins roumains, serbes et grecs et de refaire l'Entente balkanique ?

Voyons ! Les Roumains ne seront-ils pas assez raisonnables pour leur rendre les 300.000 Bulgares qu'ils leur ont pris en 1912, eux qui vont recevoir des alliés le pays roumain qui s'appelle la Transylvanie, quand les Hongrois seront vaincus ?

Les Serbes qui, après la victoire commune à laquelle ils auront pris une si belle part, vont recevoir des alliés la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, l'Albanie, et qui auront un large accès sur l'Adriatique, ne pourraient-ils lâcher le morceau de Macédoine bulgare qu'ils détiennent?

Les Grecs enfin qui vont, lors du dépeçage de la Turquie, occuper toutes les îles turques, et peut-être toute la côte de la Turquie d'Asie peuplée de Grecs, ne pourraient-ils consentir à ce que Salonique fût un port franc, ou tout au moins rendre le port de Cavalla aux Bulgares, de façon qu'ils aient un bon port sur la Méditerranée, eux aussi ?

La Russie, l'Angleterre et la France ont assez fait dans le passé pour la Grèce, la Serbie et la Roumanie, et elles sont assez bien disposées pour elles dans le présent pour leur demander les sacrifices qui ramèneraient la Bulgarie dans le camp de la Triple-Entente et referaient l'Entente balkanique.

La Confédération balkanique reconstituée, en entrant en ligne, ne changerait rien à l'issue de la guerre, qui n'est pas douteuse, qui n'a jamais été douteuse, mais en précipitant l'écrasement de la Turquie, de l'Autriche et de la Hongrie, elle abrégerait de trois mois au moins la longueur de la guerre et les horreurs de la grande boucherie européenne.

En outre, reconstituée conformément à l'équité et sur les bases du respect des nationalités, elle mettrait fin définitivement à l'irritante question d'Orient, dont nous avons tous assez.

N'est-ce pas que nous sommes tous d'avis en Europe que la question des Balkans, depuis un siècle, nous a assez em...poisonnés ?

Dimanche 29 novembre.

La médaille de Joffre.

C'est une bonne idée qu'a eue le gouvernement de donner la médaille militaire au général Joffre. Au fond, c'est tous nos généraux, tous nos officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers

et soldats qui la méritent, la médaille militaire ou la Légion d'honneur. A propos, savez-vous pourquoi en République on donne la Légion d'honneur aux officiers qui font une action d'éclat, et qu'on ne donne que la médaille militaire — qui est la Légion d'honneur des pauvres — aux soldats qui accomplissent les mêmes prouesses?

Ne pouvant pas flanquer la médaille militaire à tout le monde, le président de la République l'a mise sur la poitrine du généralissime.

En lui donnant l'accolade, j'espère qu'il lui a dit qu'il embrassait en sa personne toute l'armée, de notre part à tous, de la part de la nation.

Ce que j'aime tout d'abord en Joffre, c'est que c'est un républicain. Eh! malgré le désarmement des haines et la réconciliation nationale, vous n'allez tout de même pas m'empêcher de me sentir agréablement chatouillé en pensant que le chef suprême de notre armée est un affreux républicain? Que voulez-vous? On nous a dit et répété, au temps où la concorde nationale n'existait pas encore, que les généraux républicains c'étaient tous des traîtres, des gâteux, des politiciens, que ça vous fait tout de même plaisir de découvrir à la tête de nos armées des généraux républicains comme Joffre, Sarrail, Dubail ou Gérard, qui nous font songer à tous les grands hommes de guerre de notre première République. Ceci soit dit sans rien enlever au grand mérite des Foch et des Castelnau, que nous appelions des généraux réactionnaires au temps où nous faisions de ces

distinctions, et que nous ne séparons pas aujourd'hui dans notre reconnaissance des généraux républicains.

Autre chose qui me va chez Joffre : c'est que, quand il se trompe — il n'y a que notre Saint Père de Rome qui soit infaillible ! — il ne s'entête pas dans son erreur, par vanité personnelle.

Entre nous, je crois qu'il s'était mis le doigt dans l'œil, au début de notre concentration, en envoyant une trop grosse partie de l'armée en Alsace et en Lorraine; oui, mais voyez comment, en bon officier du génie qui sait se servir de ses chemins de fer, il a su ramener à temps sur la Marne une partie de ses corps d'armée d'Alsace et des Vosges pour arrêter le flot de l'invasion.

Pas forte, au début, notre infanterie, pour faire les tranchées ! Gaffe, gaffe énorme, chèrement payée. Ça n'a pas traîné : un mois après Charleroi, nous étions devenus des artistes dans l'art des retranchements.

Croyez-vous qu'il n'erra pas, lui aussi, avec notre état-major, et même avec notre grand artilleur le général Percin, quand, jadis, il négligea l'artillerie lourde sous prétexte que le 75, si léger, si mobile, si peu encombrant, devait suffire à une armée taillée pour l'offensive? Erreur regrettable : mais allez donc voir maintenant du côté de l'Aisne et de l'Yser si notre homme méprise aujourd'hui les Rimailhos!

Et comme il erra aussi dans la loi de trois ans ! Comme il jugea au-dessous de leur valeur

nos réserves ! N'empêche qu'aujourd'hui il verse dans le creuset de ses dépôts jeunes recrues, réservistes, territoriaux; qu'il gagna la bataille de la Marne, lui, le troisanniste, avec une infanterie dont les plus vieux soldats avaient vingt-deux mois de caserne et les autres avaient neuf mois! Sans compter qu'il a attendu comme le Messie les bleus de 1914, qui avaient deux mois de service!

Un officier allemand prisonnier disait à un de nos colonels d'infanterie coloniale : « Ce qui nous a perdus, c'est, avec la supériorité de votre 75, que vos généraux ont du génie! »

Du génie, je veux bien; ce qu'ils appellent du génie, c'est probablement ce don merveilleux d'improvisation que Joffre possède à un si haut degré.

Notre Joffre a un troisième mérite, plus rare encore : il est inaccessible à la camaraderie; il est incapable, par camaraderie, de saboter son armée en laissant à la tête de ses corps des généraux fatigués, fussent-ils ses meilleurs camarades. La première République coupait la tête à ses généraux malheureux; la troisième République se borne à leur fendre l'oreille. Savez-vous que, pour oser fendre l'oreille à un camarade — soit dans le militaire, soit dans le civil — il en faut, de la vertu!

Mais, de toutes les vertus de Joffre, ce que j'aime le plus, une vertu rare chez les hommes de guerre, c'est son humanité, son souci de ménager la vie de ses soldats. En sacrifiant 100.000 ou 200.000 hommes, avec les troupes admirables qu'il a en mains, il aurait délogé les

Allemands de France, n'en doutez pas, depuis un mois, bien qu'ils aient encore la supériorité numérique sur nous. Mais il sait que les hommes ce n'est pas de la vulgaire chair à canon. Il sait que ses hommes, c'est ce que la nation a de plus cher, c'est l'élite physique et morale du pays. Et il les ménage, préférant laisser pour le moment aux Allemands les pertes effrayantes de l'offensive. Et, par ce respect de la vie humaine, il nous rappelle ces deux maréchaux de notre vieille monarchie qui s'appelaient Turenne et Catinat, — deux parpaillots, deux républicains avant la lettre, que le Grand Roi daigna conserver à la tête de ses armées.

Je vous vois venir.

Pourquoi, s'il a tant de vertus, au lieu de la médaille militaire, ne lui a-t-on pas apporté le bâton de maréchal ?

Pourquoi ?

Mais comment ne savez-vous pas qu'il est convenu tacitement entre tous les Français, depuis quarante-quatre ans, qu'il n'y aurait plus que des généraux à la tête de nos armées tant qu'elles ne seraient pas allées pêcher un bâton de maréchal de France dans les eaux du Rhin ?

Lundi 30 novembre.

Deux chiens dans un jeu de quilles.

Les cheminots sont de braves gens.

Après avoir donné un beau coup de collier

pour la mobilisation et la concentration, ceux d'entre eux qui doivent rester à leur poste pour assurer le service public des chemins de fer et le service militaire si important du ravitaillement, décidèrent de fonder une Union nationale des cheminots pour venir en aide aux victimes de la guerre.

Cheminots rouges, jaunes, verts, devenus tous tricolores avec la guerre, oublièrent instantanément toutes les querelles qui jadis divisaient leur corporation ; ce fut à qui verserait le plus à la caisse de l'Union nationale.

L'Union a réuni 500.000 francs de souscriptions depuis le début de la guerre.

L'autre jour, ayant 20.000 francs en caisse, elle songea à envoyer 20.000 francs de chandails, de sacs de couchage, de caleçons et de chaussettes à nos soldats sur le front.

Deux membres de l'Union furent chargés d'aller demander à l'intendance, au sujet de cet envoi, des conseils et s'enquérir notamment de ce qui était le plus utile à expédier.

Nos deux ambassadeurs — deux parfaits gentlemen, comme diraient nos amis anglais — se rendent aux Invalides, à la recherche du service de l'Intendance.

Après une longue pérégrination à travers cours et couloirs, après avoir été renvoyés de bureau en bureau, on les renvoie au [(1) 51 *bis* de la rue de Latour-Maubourg].

Nouvelle ballade à travers les couloirs et les bureaux.

Sauvés, mon Dieu! Voici, sous les combles,

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

un brave garçon qui a pitié des deux ambassadeurs et qui daigne les écouter avec intérêt. Même il pousse l'amabilité jusqu'à daigner les conduire au bout d'une galerie, au fond de laquelle se trouve le bureau du colonel chargé de la sous-intendance.

Les visiteurs passent leur carte.

Un sous-officier vient à eux et, solennel, maussade, cassant, ennuyé, leur dit : « Le colonel ne vous recevra pas ! » — « Pourquoi donc ? » — « Les offres des fournisseurs sont reçues jusqu'à onze heures seulement ! » — « Mais nous ne sommes pas des fournisseurs. » — « Si vous savez lire, lisez l'avis ! » — « Si vous savez lire vous-même, lisez notre carte. Nous ne demandons rien. Nous venons vous faire un cadeau de 20.000 francs ! »

Cinq minutes d'attente. L'honorable sous-officier revient. Le colon daigne les recevoir : « Mon colonel, je suis le président de l'Union nationale de... »

Un mot bref lui coupe la « *chique* » : « C'est bon ! c'est bon ! Vos histoires ne m'intéressent pas ! Je n'ai pas le temps ! » Et, [(1) ce disant, le guerrier plonge la main à différentes reprises dans un sac de bonbons].

Les bonbons adoucissent les mœurs.

Les visiteurs, un moment décontenancés, peuvent enfin expliquer l'objet de leur démarche. Le colonel, devenu subitement aimable, laisse tomber de ses lèvres augustes ces simples mots : « Pour le renseignement, adressez-vous à Billancourt ! »

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

Les deux ambassadeurs, au lieu d'aller à Billancourt, allèrent au [(1) gouvernement militaire].

Après une demi-heure d'attente, un jeune homme fort distingué vint et s'enquit de l'objet de la visite : « Je ne suis pas au courant ; veuillez attendre un peu ! »

Une demi-heure s'écoule. Le jeune homme distingué revient : « J'ai un collègue qui pourra peut-être vous renseigner. Il sera ici dans dix minutes ! »

Le collègue ne vint pas. C'est le jeune homme distingué qui reparut :

« Monsieur, depuis trois heures — montre en main — nous sommes renvoyés de bureau en bureau sans pouvoir obtenir un simple renseignement. Nous n'insistons plus. » — « Messieurs, fit le bon jeune homme, il est certes bien regrettable que vous ayez tant attendu sans pouvoir obtenir un renseignement. Mais estimez-vous heureux qu'on ne vous en ait pas donné un mauvais ! »

Pendant qu'on reçoit ainsi des gens de cœur qui veulent expédier aux soldats 20.000 francs de tricots et de chaussettes, il y a des régiments au front où les hommes n'ont sur le corps que les vêtements qu'ils avaient en août.

[(2) Il y a en Normandie de jeunes recrues belges — huit mille dans le Calvados — qui grelottent de froid faute de sous-vêtements et on a ramené à Versailles deux soldats que l'on va être obligé d'amputer parce qu'on les a ramenés de l'Est les pieds complètement gelés].

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.
(2) *Id.*

Mardi 1er décembre.

Travail et Patrie.

Serait-ce trop demander à certains patrons que de les prier de ne pas profiter des malheurs publics pour rançonner l'Etat qui n'est autre chose que la nation, en lui écoulant leurs marchandises à des prix majorés ?

Serait-ce trop leur demander aussi que de les inviter poliment à ne pas spéculer sur la misère de beaucoup de chômeurs et de femmes sans travail pour les faire travailler à des salaires de famine ?

Le secrétaire général de la C. G. T., l'autre jour, au nom de la grande organisation ouvrière qu'il représente, demandait au ministre du travail de faciliter la création de commissions mixtes, mi-patronales, mi-ouvrières, qui auraient pour mission, non seulement de pousser à la reprise du travail, mais encore de protéger la nation et la classe ouvrière contre la rapacité de certains patrons qui déshonorent la classe patronale.

Comment espérer que cette réconciliation nationale, dont nous sommes tous partisans, se continuera après la guerre si des coquins, parce qu'ils ont des capitaux, profitent des malheurs de la patrie pour édifier, aux dépens de la nation et aux dépens des femmes de mobilisés, des fortunes scandaleuses ?

Il y a des patrons qui manquent de scrupules ; il y a des ouvriers qui ne semblent malheureusement pas beaucoup plus consciencieux.

S'il est un devoir impérieux pour tout homme sachant tenir un outil, c'est de travailler de tout son cœur, d'arrache-pied, pour sortir le corps social du marasme où le grand cataclysme l'a plongé.

Or, depuis quatre mois, depuis que le secours de chômage est institué, de tous côtés on nous signale de nombreux exemples de gens, parfaitement capables de travailler, qui préfèrent palper leurs 25 sous à ne rien faire, que de gagner de bons salaires à travailler ferme.

Je ne parle point des femmes qui hésitent à travailler douze heures pour un salaire dérisoire de 1 fr. 50 par jour, sachant que, si elles travaillent, des bureaucrates trop zélés s'empresseront de leur supprimer leur indemnité de chômage de 1 fr. 25.

Je parle de ceux qui pourraient, en travaillant, se faire de bonnes semaines.

C'est parmi les réfugiés du Nord et de Belgique — nos amis belges me permettent-ils de le dire, sans vouloir les offenser ? — que sévit, dans une partie de la classe ouvrière, cette crise de fainéantise.

Tout récemment, la préfecture de Paris convoque individuellement deux cents mineurs réfugiés à Paris, deux cents mineurs qu'elle est sûre d'avoir touchés : il s'en présente, devinez combien ? Trente-deux, pas un de plus !

Le délégué d'une compagnie minière vient au refuge de Saint-Sulpice, à l'heure du déjeuner des réfugiés. Tout le monde, pour l'esquiver, se sauve du réfectoire. C'est à qui fuira l'embauchage.

Un maire d'une commune du Sud-Ouest, pour peindre cet état d'esprit de certains ouvriers réfugiés accueillis dans sa commune, dit : « Il faut faire leur lit ! »

On s'explique trop bien cette mentalité déplorable.

Dépaysés, déracinés, comme frappés de stupeur par la soudaineté du cyclone qui les a balayés de leurs communes, beaucoup de pauvres gens sont désemparés, démoralisés, à l'état de loques humaines.

Ils sentent que d'un jour à l'autre leurs communes seront purgées de tout envahisseur, que les Vandales seront chassés, et ils hésitent à s'embaucher ailleurs.

Un peu de cœur au ventre ! morbleu !

Pourquoi s'abandonner ainsi ?

Vous avez hâte de revoir votre mine, mineurs du Nord, du Pas-de-Calais et de Belgique ?

Mais savez-vous que le meilleur moyen de revoir votre pays, c'est d'aller travailler dans les mines françaises où on a besoin de vos bras ?

Quand vous boudez à la besogne, ce sont des mineurs sous les drapeaux qu'il faut ramener du front, comme on a ramené des tourneurs, des ajusteurs, des mécaniciens !

Savez-vous à quoi vous aboutirez infailliblement ? A ceci : que, pour mettre fin à un abus scandaleux, on supprimera les indemnités de chômage et les secours toutes les fois qu'une offre sérieuse de travail aura été déclinée !

On a tort de s'imaginer que le patriotisme

consiste uniquement à se faire casser la figure au front.

Certes, c'est la forme la plus glorieuse, la plus dangereuse, la plus héroïque, du patriotisme.

Mais il y a d'autres façons, à l'heure actuelle, de prouver qu'on aime son pays.

Pour les patrons le patriotisme consiste à ne pas s'enrichir démesurément aux dépens de la patrie ou des compatriotes malheureux; pour les fonctionnaires, à donner sans compter leur temps, leur pensée, leur intelligence et leur cœur à la nation ; pour les ouvriers qui ne sont pas capables ou qui ne sont plus en âge de tenir un fusil, à donner un bon coup de collier pour que la collectivité nationale tout entière puisse sortir victorieuse de la rude épreuve à laquelle elle est soumise ; et, pour les journalistes... à dire quelques vérités à leurs meilleurs amis !

Mercredi 2 décembre.

Et les Japonais ?

Que font nos alliés japonais ?

Sans doute, ils ont pris Tsing-Tao, le port du Chantoung allemand.

Sans doute encore leurs croiseurs ont convoyé les transports qui amenaient les troupes anglaises d'Australie et de l'Inde, et l'on soupçonne qu'en ce moment ils pourchassent les

quatre ou cinq croiseurs allemands qui tiennent le Pacifique et l'Océan Indien.

Oui, mais leur armée de terre?

Leur armée de terre, qui a accompli en Mandchourie les prouesses qu'on sait, et qui est l'égale, en armement, en bravoure, en science militaire, des meilleures troupes européennes? Pourquoi, alors que nous en sommes au cinquième mois de la guerre, et que les troupes anglaises n'arriveront en nombre qu'au printemps, pourquoi l'armée japonaise ne nous a-t-elle pas encore donné signe de vie en Europe?

Craint-on de froisser les Etats-Unis en appelant les Japonais? Encore qu'on ne voie pas bien en quoi l'entrée en ligne des Japonais pourrait froisser nos amis d'Amérique, depuis quand, dans une question vitale, attache-t-on tant d'importance aux opinions des neutres? S'imagine-t-on que si les Américains croyaient devoir entrer un jour au Mexique, ils se préoccuperaient beaucoup des sentiments de l'Europe?

A-t-on peur du péril jaune? A-t-on peur d'avancer le jour où la race jaune sera un péril pour la vieille Europe, en fournissant aux Japonais une occasion d'intervenir intimement dans nos affaires? Nous avons le temps de songer au péril jaune, péril lointain, péril en grande partie imaginaire. Pour le moment, je ne connais qu'un seul péril : le péril allemand, qui menace la civilisation humaine tout entière. Si le péril jaune était si menaçant, il ne fallait pas s'allier avec les Japonais. Du moment qu'ils

sont nos alliés, pourquoi ne sont-ils pas à nos côtés ?

Ça vous répugne de faire intervenir des jaunes aux yeux bridés dans nos querelles entre Européens? Mais puisqu'ils sont nos alliés? Mais puisque vous employez déjà des Hindous — qui sont des blancs, il est vrai — et des nègres! Et puis, qu'est-ce que c'est que ces préjugés de races et de couleurs? Est-ce que, depuis que la vapeur et l'électricité ont rapetissé la terre, supprimé les distances, uniformisé la civilisation d'un bout à l'autre de notre petite planète, introduit le capitalisme et le militarisme en Extrême-Orient, nous ne considérons pas le peuple japonais comme l'égal des grands peuples d'Europe ? Dans la République des États-Unis du monde, qui est, j'imagine, le rêve de tous les gens intelligents d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie, la race jaune n'aura-t-elle pas sa place ? Sera-t-elle traitée en bâtarde? Le peuple japonais souffre comme nous du militarisme universel que le militarisme prussien a imposé à l'univers entier. Il a intérêt à détruire le monstre. Allons-nous lui refuser ses quartiers de noblesse dans la famille des grandes nations en le privant de la gloire de combattre à côté de toutes les nations qui luttent pour l'établissement de la paix dans le monde ?

Même s'il fallait payer cher l'intervention d'une armée japonaise, même s'il fallait que la France et l'Angleterre paient en bonnes espèces, ou d'une concession coloniale, les frais de transport et de mise sur pied de guerre de l'ar-

mée japonaise, est-ce que nous ne devrions pas être prêts à payer ce qu'il faudra la délivrance de la Belgique, que l'arrivée d'une armée japonaise hâterait de plusieurs mois peut-être ?

Car ce n'est pas par point d'honneur stupide, pour pouvoir dire que nous sommes venus à nous seuls, entre alliés européens, à bout de l'Allemagne et de l'Autriche, que nous nous obstinons, depuis quatre mois, à nous priver du concours actif de notre allié japonais? Nous sommes guéris, je pense, de cette vanité imbécile.

Notre seul point d'honneur, en ce moment, ça doit être de démolir, par tous les moyens et au plus vite, les gouvernements de bandits qui ont déchaîné la catastrophe sur l'humanité. Plus nous serons à balayer cette ordure, plus vite l'humanité respirera en paix.

Non, vraiment, dans l'inutilisation de l'armée de terre de nos alliés japonais, on ne reconnaît pas le sens si pratique, si réaliste de nos amis d'Angleterre.

Soyez tranquilles !

Si l'Allemagne avait été à notre place, c'est-à-dire si elle avait eu les Japonais dans son camp, et si elle avait été maîtresse de la mer comme nous le sommes, il y a un mois déjà qu'elle aurait trouvé le moyen de nous jeter sur le dos 100.000 à 200.000 Japonais !

Jeudi 3 décembre.

Le Noël des Belges.

N'est-ce pas que je ne vous ennuie pas à vous parler souvent de nos sauveurs belges?

[(1) N'est-ce pas que vous ne m'en voulez pas de les appeler « nos sauveurs » et que vous comprenez tous que sans leur héroïque sacrifice, notre retraite, au lieu de s'arrêter sur la Marne, se serait arrêtée à peine sur la Loire et que nous aurions été broyés par les cinquante corps d'armée qui se sont jetés sur nous ?]

N'est-ce pas que vous souscrivez à tout ce qu'a dit Maeterlinck, le grand romancier belge, sur la grandeur morale du sacrifice de son peuple, dans son émouvant appel à la nation italienne ?

N'est-ce pas que, pour hâter de quelques semaines la délivrance de ce peuple martyr, vous auriez consenti à payer de n'importe quel prix le concours d'une forte armée japonaise ?

N'est-ce pas que, pour remercier ce peuple de ce qu'il a fait, vous donneriez votre dernière chemise ?

Je ne vous demande pas votre dernière chemise.

Depuis mon dernier appel ici, pour les réfugiés belges, mon capitaine d'habillement a habillé des pieds à la tête plus d'un millier de nos amis belges ; il y en avait qui, il y a quatre mois, étaient riches ; d'autres qui avaient une

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

petite aisance ; les plus pauvres, un travail assuré. Tous arrivaient avec des chaussures éculées, des vêtements d'été ; vous pensez bien que ce n'est pas avec les vingt-cinq sous d'allocation qu'on s'est enfin décidé à leur accorder depuis trois semaines, seulement, au lendemain de mes premiers cris de putois, qu'ils ont réussi tous à renouveler leurs garde-robes. Tant que nous avons eu, nous avons donné. Aujourd'hui, nous n'avons plus rien.

Voyons ! vos fils, vos maris, vos frères qui sont au front, ils avaient des vêtements de civils ? Ils avaient notamment des pardessus ? quand ils sont partis en août, ils n'ont pas emporté leurs pardessus ? Vous les avez donc dans vos armoires, les pardessus qu'ils portaient l'an dernier ? Qu'attendez-vous pour me les apporter, et leurs autres vêtements, et leurs souliers ? Pas besoin que ce soit neuf. A la guerre comme à la guerre. Dans une famille, le cadet met facilement le vêtement de l'aîné. Du moment que c'est offert de bon cœur, ça sera accepté de même, sans cérémonie ; mon capitaine d'habillement a la manière, et la façon de donner vaut mieux que ce qu'on donne.

Bien, merci d'avance ; mais, et les jeunes recrues belges qui font « portez armes » dans toutes nos casernes de l'Ouest, est-ce que vous allez les laisser partir au front, en plein hiver, sans leur donner des sous-vêtements ? Car ils n'ont encore ni chandails, ni chaussettes de laine, ni passe-montagnes, les pauvres gosses.

[(1) Entre nous, je ne comprends pas comment

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

notre intendance ne leur a pas déjà envoyé d'office tout ce qu'il faut.

Nous ne sommes pas à un million ou deux près, voyons !]

Mais, en attendant, n'avez-vous pas des sous-vêtements pour nos recrues belges, comme vous en avez eu pour notre 3e régiment de marche étranger ?

Ah ! l'Union nationale des cheminots, qui avait 20.000 francs de chandails à offrir à l'intendance, et qui fut si joliment reçue par quelques ronds-de-cuir, qu'elle vienne donc me voir, avec ses 20.000 francs de chandails ! Elle verra si je la recevrai mal !

Ce n'est pas tout.

Partout on s'organise pour envoyer à nos soldats de quoi faire réveillon dans la tranchée. C'est à qui enverra aux siens un jambon, un saucisson, une boîte de conserve, des gâteaux, du chocolat, des bonbons. Et les soldats belges qui se battent à l'extrême gauche de notre ligne, près de la mer, seront-ils les seuls à ne rien recevoir ? Les soldats anglais recevront tous des puddings et des cakes ; les nôtres trouveront dans leurs souliers tout ce que la tendresse de leurs mères ou de leurs femmes aura pu leur envoyer ; seuls, les soldats belges seraient traités comme des parias, comme des sans-famille ?

Non ! cela ne sera pas.

Leurs familles, c'est nous.

Leurs mères et leurs sœurs, ce sont les lectrices de la *Guerre Sociale*.

Apportez-moi le Noël des soldats belges. Je saurai le faire parvenir à destination.

Cher et héroïque peuple belge, j'espère bien que dans son sabot de Noël le général Joffre lui mettra quelque chose de mieux, par exemple les clefs de sa bonne ville de Bruxelles !

Vendredi 4 décembre.

L'Italie et la guerre.

C'est aujourd'hui que rouvre le Parlement italien, pour la première fois depuis la grande conflagration européenne.

Devant lui, va se poser inéluctablement la question de l'attitude de la nation italienne devant la guerre.

Quand la guerre éclata comme un coup de foudre, à la fin de juillet, il faut rendre justice à la nation italienne que l'idée ne l'effleura même pas qu'elle pouvait se battre contre la France.

Oh ! il y avait eu des froissements avec la grande sœur latine : l'affaire de Tunisie surtout, que l'Italie moderne avait convoitée et qui brusquement lui avait été ravie par la France.

Mais un gouvernement qui aurait marché avec l'Autriche, l'ennemie héréditaire, contre la France républicaine et l'Angleterre libérale, aurait été balayé comme un fétu de paille.

Le gouvernement italien le comprit.

Si désagréable qu'il fût au roi de paraître manquer à la parole donnée — à la parole qu'il n'avait d'ailleurs donnée qu'au cas où la Triple-Alliance aurait été attaquée, — il re-

fusa de marcher avec les agresseurs de la Serbie.

D'un bout à l'autre, ce ne fut qu'un cri : « Vive la neutralité ! »

L'Italie neutre, c'était la possibilité pour nous de transporter tranquillement les troupes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.

C'était la possibilité de ramener contre l'Allemagne les 200.000 ou 300.000 hommes que l'hostilité de l'Italie nous aurait obligés à garder sur les Alpes.

C'était 200.000 à 300.000 Autrichiens immobilisés sur la frontière italienne, du côté de Trieste et de Trente.

Bientôt, une neutralité bienveillante ne suffit plus à nos amis d'Italie.

Quand la neutralité belge fut violée, quand la France à son tour fut envahie, alors une grande vague de fond souleva la démocratie italienne, et, des Alpes à la Sicile, tous les partis politiques déclarèrent qu'ils en avaient assez de la neutralité, d'une neutralité passive, et qu'ils ne laisseraient pas écraser la civilisation latine par les hordes pangermaniques.

Les plus pressés, les plus combatifs s'engagèrent dans la légion garibaldienne, et il fallut que le gouvernement prît des mesures pour que des milliers de jeunes hommes ne quittassent pas la péninsule pour venir s'enrôler sous les plis du drapeau français.

Depuis, chaque défaite de l'armée autrichienne en Galicie est saluée par des cris d'enthousiasme.

Chaque succès des alliés est célébré comme une victoire de la civilisation.

Un à un, les socialistes les plus doctrinaires quittent eux-mêmes la tour d'ivoire du haut de laquelle ils bêlaient depuis quatre mois leur amour de la paix.

On sait avec quel éclat le meilleur journaliste socialiste, Mussolini, le directeur de l'*Avanti*, quitta la direction du journal officiel du Parti, en criant son écœurement contre un dogmatisme qui, sous prétexte d'amour de la paix, faisait stupidement le jeu du militarisme allemand.

Si elle n'écoutait que son cœur, dès demain l'Italie serait à nos côtés dans la lutte contre les perturbateurs de la paix publique en Europe.

Mais, pour se lancer dans une grande guerre européenne, il faut autre chose que du cœur : il faut une bonne préparation.

C'est l'honneur de l'Italie, même quand elle était engagée dans les liens de la Triple-Alliance, de n'avoir jamais nourri aucune idée de guerre offensive contre qui que ce soit, et de n'avoir fait aucun préparatif pour se jeter sur ses voisins.

Comme la France, comme l'Angleterre, elle était profondément pacifique, et c'est parce qu'elle était profondément pacifique qu'elle n'a pas eu sous la main, dès les premiers jours, l'armée qui lui aurait permis de faire son devoir de grande nation civilisée, quand la neutralité de la Belgique a été ignominieusement violée.

Depuis quatre mois, on travaille fiévreusement dans tous ses arsenaux ; on vote centaines de millions sur centaines de millions pour

mettre au point l'armement, les munitions, l'équipement.

L'armée italienne sera bientôt prête à entrer en campagne.

Quand elle sera prête, aucune force au monde ne l'empêchera de se jeter sur Trieste et Trente, et d'y arborer le drapeau italien.

On va s'apercevoir, chez les pangermanistes, que cette pauvre race latine n'est pas encore tout à fait finie et qu'elle est encore de taille à tenir sa place sous le soleil.

Mazzini et Garibaldi, les grands idéalistes italiens de la glorieuse génération de 1848, dont ricanent les socialistes allemands, doivent commencer, au fond de leur tombeau, à rire dans leurs vieilles barbes !

Samedi 5 décembre.

Les socialistes du Kaiser.

Un seul député socialiste allemand, mon camarade Karl Liebknecht, député de Potsdam, le Versailles allemand, a voté publiquement contre les crédits militaires, pour protester à sa manière contre la guerre.

Un seul sur cent dix !

Sont-ils assez piteux, assez miteux, mes pauvres ex-camarades du socialisme allemand ?

Ils ne peuvent pas dire que nous n'avons pas essayé de les prendre par tous les bouts.

En 1905, quand la conclusion de l'Entente cordiale franco-anglaise me fit craindre la guerre contre l'Allemagne, si celle-ci continuait à troubler la paix européenne, je me retournai vers les socialistes allemands. Ceux-ci, groupés au nombre de près de quatre millions déjà, professaient cette opinion qu'il n'y a dans le monde que deux patries : celle des riches et celle des pauvres. Cette vérité, ils la tenaient d'un des leurs, saint Karl Marx, un des grands saints de notre Eglise socialiste.

Fort de l'autorité de ce Père de notre Eglise, à notre Congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907, je leur tins à peu près ce langage · « Frères et amis, il a été écrit dans nos livres saints que la seule guerre qui nous intéresse, c'est la lutte de classe (Evangile selon saint Karl Marx, I, VIII, 17). Il a été écrit que les prolétaires n'ont pas de patrie (saint Karl Marx, II, V, 429). Il a été écrit que tous les ouvriers sont frères, quelle que soit la langue qu'ils parlent, et que les gouvernements bourgeois sont leurs ennemis (saint Karl Marx, III, VI, 144).

S'il en est ainsi, et puisque vos Evangiles socialistes le disent il n'en peut être autrement, voulez-vous convenir de ceci : si nos gouvernements bourgeois veulent nous faire nous entr'égorger, eh bien ! nous les menacerons de leur sauter à la gorge ?

Si un de nos gouvernements veut déchaîner injustement une guerre européenne, nous lui flanquerons entre les pattes, à titre d'avertissement, une bonne grève générale ! »

Ces propos m'avaient mis en désaccord plusieurs fois avec les honorables magistrats de la République française.

Mais je pensais qu'ils chatouilleraient agréablement l'oreille de mes frères d'outre-Rhin, mes frères en socialisme.

Imaginez ma stupeur quand, à notre Congrès de Stuttgart, ils me regardèrent avec l'ahurissement d'un troupeau de bœufs qui voit passer un rapide.

Ce n'était pas si bête, pourtant, cette idée !

Car, enfin, si ces pauvres socialistes autrichiens et ces pauvres socialistes allemands avaient, lors de l'ultimatum de leurs gouvernements à la Serbie, esquissé une grève générale, savez-vous qu'ils auraient probablement empêché la guerre, en intimidant leurs gouvernements !

Hélas ! il leur a manqué ce qui, selon Danton, manquait à Robespierre : un peu... d'estomac !

M'étant aperçu depuis longtemps — depuis 1911 au moins — qu'il était impossible de prendre ces pauvres socialistes allemands par ce bout-là, j'essayai de les prendre par un autre bout.

Et, il y a un an et demi, je leur tins ce langage insinuant, plus à portée de leur courage : « Je vous avertis que nous allons à la guerre. Ici, en France, on n'a plus peur de vous. L'entente franco-anglo-russe est faite ; la première fois que votre kaiser fera la bête, au lieu de lui céder, on lui cassera les reins, et ceux du peuple allemand avec. Si vous voulez éviter cet accident, il faut que vous réconciliiez votre peuple

avec le nôtre. Pas de réconciliation sans un arrangement honnête, amiable, au sujet de l'Alsace-Lorraine. Ça montrera que vous ne voulez pas de la guerre. Voici deux ou trois arrangements que le public français accepterait. En voulez-vous ? Je vous préviens que si vous nous refusez, les affaires de Serbie, avant peu, amèneront une conflagration générale en Europe, et que vous serez happés dans l'engrenage de l'alliance autrichienne comme nous serons happés, nous, dans l'engrenage de notre alliance russe ! »

A ces propos, qui dénotaient un beau flair d'historien, savez-vous comment ils répondirent ?

Par des ricanements imbéciles.

Et je compris qu'Andler avait raison, Andler, notre ami Andler, le socialiste modéré qui enseigne l'allemand et la littérature allemande à la Sorbonne, et qu'au fond de chaque cœur de socialiste allemand il y a un pangermaniste qui sommeille.

Comment, à l'heure du règlement des comptes, pourrons-nous, nous, socialistes français, qui savons que le peuple allemand vaut tout de même mieux que son kaiser, ses pangermanistes, et que les mauvais bergers qui conduisent son parti socialiste, comment pourrons-nous plaider les circonstances atténuantes en faveur de ce malheureux peuple ?

Nous aurions voulu, ce jour-là, pouvoir dire à notre peuple : « Pitié pour le peuple allemand ! Voyez avec quelle énergie les cent dix députés qui représentaient son prolétariat ont

protesté contre la déclaration de la guerre et contre l'invasion de la Belgique ? »

Et nous serons réduits, hélas ! à dire seulement: « Le Seigneur, avant de détruire Sodome, dit : *Montrez-moi un seul juste dans cette ville ?* Il n'en trouva pas un seul. Et il la détruisit. A Potsdam, au moins, il y a un juste. Il s'appelle Karl Liebknecht ! »

Dimanche 6 décembre.

La chasse aux maisons « boches ».

La chasse aux maisons boches, commencée par le glorieux pillage des brasseries alsaciennes et des boutiques Maggi, — qui sont suisses, — se continue âprement.

Nos chasseurs, pour mieux rabattre et descendre le gibier, se sont même constitués en ligues antiallemandes.

Tout leur est bon : Allemands authentiques qui ont abandonné leur commerce en France pour répondre à leur ordre de mobilisation, comme l'ont fait les commerçants français établis en Allemagne ; Polonais d'Autriche et d'Allemagne, Juifs de Galicie, de Bukowine ou de Vienne, étiquetés Autrichiens, qui détestent les pangermanistes et que notre Sûreté générale a eu l'intelligence d'évacuer en masse dans les camps de concentration, comme des ennemis de la France ; Alsaciens dont le nom sonne allemand à leurs oreilles.

Les voilà qui s'en prennent maintenant aux Allemands ou Autrichiens naturalisés.

J'ai reçu la visite de l'un de ces naturalisés que nos chasseurs dénoncent à cor et à cri comme un « boche », presque comme un espion ou un suspect.

C'est le directeur de la Société de la lampe Osram, M. Heller.

Le crime de M. Heller est d'être né en Bohême, d'une mère tchèque. Il n'y a que nos chasseurs de « boches » qui ignorent que les Tchèques, cousins germains des Polonais, détestent les pangermanistes de tout leur cœur. Il a d'ailleurs épousé une Française pur sang, dont le grand-père fut décoré sur le champ de bataille en 70.

Cet Autrichien « fraîchement naturalisé », qui a aujourd'hui quarante-cinq ans, a quitté la Bohême à vingt-deux ans, en 1891, et dès qu'il eut les dix ans requis pour se faire naturaliser — il est devenu Français en 1901 — a fait toutes ses périodes de réserve dans l'armée française.

Ingénieur électricien, il s'est mis d'abord à vendre à Paris des appareils électriques, comme la lampe Osram, qu'on ne trouvait guère qu'en Allemagne, qui est, comme chacun sait, le premier pays du monde pour les industries électriques. Ce n'était pas défendu, je pense, en temps de paix, d'écouler en France des produits allemands. L'Allemagne en importait chez nous pour 900 millions de francs par an avant la guerre : nous lui écoulions d'ailleurs pour 860 millions de nos marchandises. Le

commerce entre la France et l'Allemagne n'était point prohibé, que je sache, avant la guerre.

Voyant que la lampe « Osram » — une des belles inventions de l'autrichien Auer — était de bonne vente, en homme avisé et débrouillard, M. Heller s'avisa qu'au lieu d'être simplement un marchand de lampes Osram, il aurait intérêt à les fabriquer en France.

Il n'y a là rien que de très naturel : aucun patriote, si chatouilleux qu'il soit, — pourvu qu'il ait une lueur d'intelligence, — ne saurait s'offusquer de voir fonder en France une société française qui achètera une invention autrichienne, mais qui occupera des immeubles français, fera travailler des ouvriers et des ouvrières de chez nous.

Trouver des capitaux en France pour une industrie !

C'est là que l'on voit bien que M. Heller est un naturalisé.

Un Français de France aurait su que, depuis longtemps, on ne trouve plus en France d'argent pour faire marcher une industrie.

En France, tout l'argent est drainé pour l'étranger par nos grands établissements de crédit, qui, chacun sait cela, le prêtaient avant la guerre, moyennant de fortes commissions, aux Etats de l'Amérique du Sud, ou à la Russie, ou aux banques allemandes, lesquelles, avec cet argent, commanditent l'industrie d'outre-Rhin.

M. Heller ne put constituer sa société Osram qu'avec des capitaux allemands..., qui n'étaient d'ailleurs probablement que des capitaux français passés par les banques allemandes.

Naturellement, le groupe allemand était représenté par un administrateur : mais, à côté, il y avait deux administrateurs français, dont l'un sert actuellement comme capitaine d'artillerie.

Il va de soi qu'au début, il a fallu faire venir quelques ouvriers et ouvrières d'Allemagne pour apprendre aux ouvrières françaises la fabrication de ces lampes.

Quoi de plus normal ?

Pour dresser d'ailleurs plus vite son personnel, il envoyait en même temps une certaine quantité d'ouvrières françaises aux usines d'Allemagne : des pangermanistes sans doute doivent croire là-bas que c'étaient des espionnes françaises !

Il y avait également un chef de fabrication et un chimiste allemands : mais quoi d'étrange, puisque les spécialistes en France faisaient défaut ?

Mais si, au début, la Société Osram avait quinze Allemands dans son personnel, grâce à l'habileté de la main-d'œuvre française, ce nombre s'était réduit en un an à cinq, cinq sur un personnel de plus de mille personnes !

Comme on comprend, quand on a eu les pièces à conviction en mains, que le maire de Puteaux réclame en ce moment la réouverture de cette prétendue « maison boche », dont la fermeture a privé de travail un millier de femmes, de sœurs ou de filles de mobilisés !

Mais je tirerai demain ou un autre jour la morale de cette histoire, sans aucun espoir d'ailleurs de persuader la meute déchaînée des

chasseurs, dont les ventres affamés n'ont point d'oreilles.

Lundi 7 décembre.

Pangermanistes retournés.

Nos chasseurs de maisons « boches » ne seraient-ils que des pangermanistes retournés ?

Encouragés par l'impunité dont ils ont joui, lors du sac des brasseries alsaciennes et des laiteries Maggi, et par la facilité avec laquelle la police ou la Sûreté générale accueille les dénonciations, ils en sont arrivés à faire des menaces à ceux de leurs concurrents qui, ayant acheté et payé avant la guerre des marchandises allemandes, émettent la prétention très naturelle de les écouler.

Ainsi en pleine paix, vous avez payé de vos deniers des articles allemands que votre clientèle vous réclamait, et qui parfois n'avaient pas leurs similaires ici ; vous vous êtes juré à vous-même de donner votre pratique à l'avenir à des Anglais, à des Américains, à des Italiens, si vous ne trouvez pas ce que vous voulez dans des maisons françaises ; vous êtes de bons patriotes, au sens profond où l'on entendait ce mot vers 1792, et où nous recommençons à l'entendre aujourd'hui ; peut-être avez-vous un ou deux fils tués pour la défense de notre sol et de nos libertés. Subitement, des gens, par lettres anonymes, ou par menaces verbales,

vous intiment l'ordre de ne plus vendre les articles « Made in Germany ». Que si vous avez un nom alsacien, polonais ou juif, dont la consonnance étrangère choque le patriotisme délicat de ces Iroquois, ils vous dénonceront à la Sûreté qui vous enverra goûter les délices des camps de concentration !

Nos chasseurs eurent un moment de jubilation.

Le garde des sceaux venait de décider de mettre sous séquestre les biens des Austro-Allemands absents ou évacués.

Eux de se pourlécher les babines à la pensée d'une pareille curée.

Le garde des sceaux avait dit : séquestre ; ils traduisirent : liquidation et confiscation.

Et déjà sans doute quelque robins fort honnêtes se promettaient de « liquider » les étrangers comme Duez liquida les Congrégations.

Il fallut que le garde des sceaux, dans une circulaire qui lui fait honneur, à lui et à la République, leur fît énergiquement : « Bas les pattes ! » Il fallut qu'il leur expliquât que les Allemands qui avaient en France fait leurs affaires honnêtement, sous la garantie des lois françaises, et contre qui on ne pouvait relever aucun acte d'espionnage, n'étaient point hors du droit des gens ; que leurs biens meubles et immeubles étaient sacrés pour le peuple français ; que le séquestre était institué pour leur conserver leurs biens, tout en vendant à leur profit les matières périssables qu'ils pouvaient détenir, et non pour les dévaliser.

Car c'est là l'esprit de la circulaire Briand.

Comme des chiens à qui on arrache un os,

nos gens ne cessent depuis de faire entendre des grognements.

Dans une circulaire qu'elle adresse au public, une de leurs ligues antiallemandes essaie de faire marcher les gogos en leur rappelant les forfaits commis par les armées allemandes en France.

Qui donc parle de ne pas faire payer chèrement les crimes commis par l'armée allemande en Belgique et en France ?

Oui, il faudra que le peuple allemand paie les pots cassés, et un bon prix ; s'il en casse pour 50 milliards, c'est 50 milliards qu'il paiera.

Mais c'est le peuple allemand collectivement qui les paiera par une formidable indemnité de guerre, et non pas individuellement, sur leurs biens particuliers, les Allemands qui étaient nos hôtes, et qui, sous la garantie de la loi française, ont pu faire du commerce ou acquérir, en France, au milieu de nous.

Nos chasseurs de maisons « boches » ont le toupet, dans leur circulaire, de se vanter, en préconisant cette confiscation, de préconiser un acte « révolutionnaire ».

Un acte révolutionnaire, cela ?

Allons donc !

C'est l'acte le plus bassement réactionnaire qu'un homme moderne, qu'un homme civilisé puisse concevoir.

Ce qui serait révolutionnaire, pour les commerçants français, ce serait, la guerre finie, de s'inspirer de l'esprit d'initiative, des méthodes allemandes en matière industrielle et commerciale.

Ce serait de contrôler sérieusement la haute banque, d'obliger les grands établissements de crédit à ne pas drainer à l'étranger tous les capitaux français et à en réserver la meilleure part à notre industrie nationale, à notre commerce national.

C'est cela qui serait révolutionnaire, et non pas de détrousser, à la manière d'un Bonnot, les honnêtes commerçants allemands venus s'installer chez nous sous la protection du droit des gens et de nos lois françaises.

Les droits de propriété ou la naturalisation acquis en France par des Allemands contre qui on n'a relevé aucun acte d'espionnage ou de trahison, sont garantis par des actes qui portent au bas la signature du peuple français.

Est-ce que le peuple français, par hasard, emboîtant le pas au kaiser, à son chancelier et à sa bande de pangermanistes, se rallierait à la théorie du chiffon de papier?

Mardi 8 décembre.

Le pot aux roses autrichien

Si vous aviez le moindre doute au sujet des auteurs responsables de l'épouvantable guerre actuelle, que votre conscience se rassure.

La preuve est faite maintenant, faite pour les plus bouchés des socialistes allemands, que les deux gouvernements autrichien et allemand font bel et bien une guerre d'agression voulue et préméditée.

L'ex-président du conseil italien, M. Giolitti, a porté un coup terrible à ses deux anciens alliés allemand et autrichien en mangeant publiquement le morceau.

M. Giolitti, qui est le parlementaire le plus influent d'Italie, avait, comme ses prédécesseurs, accepté le maintien de l'Italie dans la Triple-Alliance.

Il avait trouvé la Triple-Alliance debout en arrivant au pouvoir : il l'avait continuée.

Mais, comme la démocratie italienne est pacifique autant que la démocratie française, ses gouvernants avaient eu bien soin de préciser que la Triple-Alliance était pour eux purement défensive.

En bon français — ou en bon italien — cela signifiait que si l'un des Etats de la Triple-Alliance était attaqué, les deux autres devaient le défendre ; mais que, au contraire, s'il attaquait, il attaquerait à ses risques et périls et n'aurait aucunement le droit d'exiger la collaboration de ses alliés.

Quand la guerre éclata, en août dernier, dès le premier jour le gouvernement italien déclara tout net qu'il ne marchait pas, la guerre faite par l'Autriche et l'Allemagne étant à ses yeux une guerre offensive, une guerre d'agression contre la Serbie.

« Vous en doutez ? », fit doucement M. Giolitti à la dernière séance du Parlement italien.

Et il tira de sa poche, sans avoir l'air d'y toucher, un document écrasant pour l'Autriche.

C'est la dépêche que lui communiqua, en 1913, au moment de la guerre balkanique, son ministre

des affaires étrangères, M. San Giuliano, pour l'aviser que l'Autriche voulait se jeter sur la Serbie, et que, lui, San Giuliano, avertissait le gouvernement autrichien que, dans une pareille guerre offensive, il ne le suivrait pas.

Ainsi, ce n'est pas parce qu'un nationaliste de race serbe, désavoué d'ailleurs par le gouvernement serbe, a occis un archiduc autrichien, que l'Autriche s'est jetée sur la Serbie : ce drame ne fut qu'un prétexte puisque, six mois avant, l'Autriche avait déjà voulu se jeter sur son petit voisin.

Il est bon que cette preuve éclatante de la culpabilité du vieux sacripant de Vienne soit administrée en ce moment, à la face du monde civilisé.

Dans quelque temps, en effet, ce forban couronné qui a sur la conscience la mort de plusieurs centaines de milliers d'hommes, sera aux abois.

L'armée russe occupe déjà toute la Galicie; elle tient la Bukowine au sud, et de là elle a envahi la Hongrie. L'armée austro-hongroise est démoralisée.

Le misérable est capable de vouloir lâcher son complice de Berlin pour tâcher de sauver sa couronne.

Ah! non, alors! Pas de paix avec cet assassin couronné.

Ou du moins pas de paix boiteuse, pas de replâtrage de la vieille baraque vermoulue qui s'appelle la monarchie dualiste austro-hongroise.

Plus d'empire austro-hongrois!

Que les Hongrois reprennent leur indépendance et qu'ils forment, entre Hongrois, la République hongroise que Kossuth rêvait pour eux en 1848!

Que la Bohême forme, à côté, une République tchèque indépendante!

Que les Polonais de Galicie aillent rejoindre dans la Pologne ressuscitée et autonome — autonome sous la suzeraineté de la Russie libérale — qu'ils aillent rejoindre tous leurs frères polonais, et que la Pologne ressuscitée soit l'avant-garde de la Russie contre l'Allemagne, comme la Belgique est, de l'autre côté des Germains, la sentinelle qui veille sur la France et la civilisation latine!

Que les Roumains de Bukowine et de Transylvanie aillent retrouver leurs frères de Roumanie!

Que les Serbes de Bosnie et de Croatie aillent constituer avec leurs frères de Serbie la grande Serbie qui ira jusqu'à l'Adriatique!

Que les Italiens de Trieste et de Trente soient rendus à la grande famille italienne qui les attend depuis cinquante ans!

La paix avec le vieux bandit de Vienne, oui, s'il accepte la libération des 40 millions de sujets non allemands que ses ancêtres ont opprimés depuis des siècles; s'il accepte de ne régner désormais que sur les 10 millions d'Allemands de ses Etats autrichiens proprement dits, et de devenir un simple roitelet comme les autres souverains de l'Allemagne du Sud, ses cousins de Bavière ou de Wurtemberg.

Surtout, que par impatience de conclure la

paix et de mettre fin aux horreurs de la grande boucherie européenne, on ne fasse pas de sentiment avec ce triste sire!

Si on ne va pas jusqu'au bout dans l'opération chirurgicale que nous sommes en train de faire subir à l'Europe, pour la débarrasser de son chancre militariste austro-allemand, il faudra la recommencer dans dix ans!

Par pitié pour l'Europe, par pitié pour l'humanité entière, par pitié pour les générations qui nous remplaceront, puisque nous y sommes, extirpons le mal jusqu'à sa racine!

Mercredi 9 décembre,

Éloge de Gambetta.

On entend dire : « Mais pourquoi n'avance-t-on pas? Pourquoi cet arrêt depuis la bataille de la Marne? Pourquoi Joffre ne profite-t-il pas du moment où les Allemands ont dégarni leur front français, afin de renforcer leur front russe, pour prendre l'offensive énergiquement?»

Hé! mes braves gens! vous en parlez bien à votre aise!

Savez-vous que, pour prendre l'offensive, avec quelques chances de succès, il faut avoir sur quelque point une supériorité numérique écrasante, et qu'il n'est pas du tout sûr que nous l'ayons, cette supériorité numérique-là, même après les prélèvements faits par les Allemands sur leur front ouest?

Savez-vous qu'un homme bien abrité dans la tranchée en vaut dix qui avancent à découvert? Voyez les pertes que nous avons éprouvées à Charleroi en allant nous buter contre des Allemands bien retranchés! Voyez les pertes plus épouvantables encore que viennent de faire les Allemands en voulant forcer nos tranchées de l'Yser!

Et enfin, savez-vous qu'il n'est pas du tout sûr que les Allemands aient beaucoup dégarni les lignes qu'ils nous opposent, et que les nouveaux corps d'armée qui leur ont permis d'arrêter net les Russes viennent probablement — du moins le communiqué officiel russe nous le fait pressentir — de nouvelles formations tirées de l'intérieur de l'Allemagne?

Ce qu'on ne veut pas voir, c'est que les Allemands ont très probablement fait le tour de force d'organiser le chiffre colossal de cent corps d'armée (active, réserves, territoriaux et réservistes de la territoriale compris), alors que nons ne devons pas avoir sur pied beaucoup [(1)]

Je ne voudrais pas faire de peine à nos anciens adversaires troisannistes, aujourd'hui devenus nos amis.

Mais tant qu'ils n'auront pas compris l'erreur énorme dans laquelle ils sont tombés, nous ne sortirons pas de la situation où cette erreur nous a jetés.

Leur erreur, il faut qu'ils la comprennent et qu'ils la réparent.

Leur erreur, c'est de n'avoir pas cru à la na-

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

tion armée dont, à la suite de Jaurès et des généraux républicains [(1)

] toute la gauche républicaine et l'extrême gauche socialiste étaient partisans.

La nation armée, ça ne consiste pas à proclamer sur le papier qu'en temps de guerre tous les Français de vingt à quarante-huit ans seront soldats.

Ça consiste à préparer à l'avance des équipements d'été et d'hiver, des fusils, des canons, des munitions, des cadres non pas seulement pour les plus jeunes classes, mais pour tout le monde, de façon à pouvoir jeter sur l'ennemi non pas 1.500.000 à 2 millions d'hommes dans un pays de 40 millions d'habitants comme la France, mais 4 à 5 millions! [(2)]

L'erreur de nos anciens adversaires troisannistes a été de vouloir consacrer des milliards à garder une troisième classe dans les casernes, et à faire une multitude de casernes nouvelles, alors qu'il fallait consacrer ces milliards à préparer des équipements, des armes, des munitions et des cadres pour les deux autres millions d'hommes mobilisables qui, depuis le 1er août, ont moisi dans nos dépôts d'active et de réserve, et dans nos formations territoriales.

Si les Allemands réussissent à tenir tête à la coalition depuis quatre mois, c'est grâce à la centaine de corps d'armée qu'ils ont équipés, c'est parce qu'ils sont les seuls, vous entendez bien, les seuls à avoir réalisé la nation armée, alors que, nous, nous ne l'avions que sur le papier.

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.
(2) *Id.*

Rien n'est perdu, puisque, à la longue, quand l'Angleterre pourra entrer en ligne avec de grandes armées, quand d'autres alliés seront venus à la rescousse, nous écraserons sûrement le militarisme allemand.

Rien n'est perdu ni même compromis puisque avec notre argent, notre crédit, notre maîtrise de la mer, nous pouvons nous procurer à l'étranger les équipements, les chevaux, les fusils, les canons, les munitions [(1)

] pour constituer de nouvelles armées, et que, dans les armées qui se battent depuis quatre mois, nous pouvons trouver une partie des cadres des nouvelles armées — et quels cadres jeunes et entraînés!

Mais, pour cela, il faut qu'au ministère de la guerre, à l'état-major et dans le pays, on ne s'entête pas dans une erreur qui nous coûte l'occupation depuis quatre mois de sept des départements les plus industriels de France.

Il faut, à la tête du ministère de la guerre, un homme qui croie à la nation armée.

Dans des conditions autrement plus difficiles, alors que nous étions sans un allié en Europe, le grand Carnot et Gambetta ont su faire sortir du sol de la République envahie des armées nouvelles.

Vous voulez l'offensive?

Vous voulez rejeter les Allemands au delà du Rhin?

Qu'attendez-vous pour forger de nouvelles armées?

(1) Ce passage a été supprimé par la censure.

Jeudi 10 décembre.

Faut-il soigner nos typhiques ?

Si je vous disais qu'il n'y a pas de cas de typhoïde dans l'énorme armée que nous avons sur le front, et qui vit dans les conditions d'hygiène que vous devinez, vous ne me croiriez pas.

Il y a donc des typhiques.

Ce n'est pas encore l'épidémie, mais ce sera l'épidémie si on n'y prend garde.

Or, on fait tout ce qu'il faut pour la propager.

La première sottise à commettre, c'était d'essayer de cacher l'apparition de la typhoïde pour ne pas alarmer l'opinion publique : comme si nous ne savions pas que la typhoïde était inévitable dans les conditions où vivent nos fils et nos frères ! Comme si le pays n'avait pas une tenue morale assez belle pour qu'on ne le traite pas éternellement comme une petite fille.

Fermer les yeux, se mettre la tête sous l'aisselle, pour ne pas voir le mal, oh ! la belle façon de le prévenir.

S'il est impossible de désinfecter les tranchées et de donner de l'eau bouillie aux soldats, il ne serait peut-être pas au-dessus des forces du service de santé de désinfecter l'eau de nos troupes — comme mesure préventive — avec quelques gouttes d'eau de Javel ou de permanganate de potasse, moins désagréable.

Au lieu de se laisser arrêter par la crainte d'affoler l'opinion publique, ne serait-il pas plus sage d'organiser, à 100 ou 150 kilomètres des armées, de grandes installations où l'on aurait tout ce qu'il faut pour soigner intelligemment nos typhiques et les isoler pour éviter de contaminer la population civile ?

Serait-il donc impossible d'organiser des trains sanitaires où les typhiques seraient au chaud, bien couchés, — pour ménager leur pauvre intestin, siège du mal, — ou des péniches-ambulances où ils ne seraient pas secoués, et de les transporter une fois pour toutes dans l'hôpital où on les guérira ?

Or, savez-vous comment on procède ?

Pour ne pas effrayer les gens, on baptise embarras gastrique des cas non douteux de typhoïde.

Toujours pour ne pas effrayer, on garde les typhiques dans la zone même des armées, dans des endroits souvent où on ne peut pas leur donner les soins que nécessite leur état.

Ce qu'il faut aux typhiques, tous les profanes le savent : c'est la chaleur alternant avec des bains froids.

Or, on est réduit, en les maintenant dans la zone des armées, à les entasser dans des baraquements ou dans des tentes insuffisamment chauffées ou sans bains ; dans de vieux hôpitaux où il y a deux ou trois baignoires en tout pour des centaines de contagieux ; ou dans des casernes vieilles ou neuves, qui valent, au point de vue du chauffage et des baignoires, tout juste les baraquements.

Heureux encore, les malades, s'ils tombent

entre les mains d'un médecin compétent : car il n'est pas rare que les typhiques soient soignés par un chirurgien, sans doute pour faire compensation aux blessés amputés par un médecin accoucheur ou un spécialiste des maladies de peau.

On a beau soigner nos pauvres typhiques dans la zone des armées, ça n'empêche pas de les trimballer de ville en ville, d'hôpital en hôpital, comme on procédait naguère pour nos blessés : un major me signale que, dans son hôpital, il en est de ces malheureux qui en sont à leur troisième, quatrième et cinquième étape !

Inutile de dire qu'au cours de ces voyages et trimballements inhumains, les pauvres diables voyagent souvent assis, au risque des plus terribles complications.

Depuis le début de la guerre, sur cent de nos soldats morts de leurs blessures, cinquante auraient dû guérir.

Sur cent de nos mutilés par amputation, vingt-cinq ou trente eussent dû garder tous leurs membres.

Est-ce que bientôt nous serons aussi réduits à écrire que cinquante pour cent des soldats morts de maladie sont morts victimes du manque d'esprit d'organisation de notre direction du service de santé ?

Vendredi 11 décembre.

Victoire navale.

Laissez-moi vous avouer ingénument que la victoire de la flotte anglaise près du cap Horn m'a comblé d'aise.

Vrai, j'étais un peu ennuyé pour nos alliés anglais. Je connais leur orgueil. Je sais avec quelle fierté ils parlent de leur flotte. Ils ont été tellement « gentlemen » de marcher au secours de la Belgique et de ne pas hésiter à marcher la main dans la main avec nous contre le militarisme allemand, que nous souffrions pour eux de l'effacement de leur flotte.

Un jour, c'étaient le *Gœben* et le *Breslau* qui, à Messine, — le 5 août, — usant d'un subterfuge, télégraphiaient par sans fil, à la flotte anglaise de la Méditerranée qui les bloquait, l'ordre d'aller à Malte, et qui profitaient de son éloignement pour déguerpir vers Constantinople.

Puis ce furent les bons tours de l'*Emden* dans l'Océan Indien.

Puis leurs croiseurs coulés dans la mer du Nord par des torpilles, un de leurs cuirassés explosant en plein port anglais, sans compter leur charbonniers coulés en pleine Manche par des sous-marins.

Pour couronner le tout, la déconfiture de deux de leurs croiseurs, il y a un mois, non loin de la côte chilienne.

On ne voyait pas la formidable besogne

qu'accomplissait la flotte anglaise : la puissante flotte allemande bloquée, obligée de se terrer ; les transports de troupes anglaises en France et en Belgique opérés sans anicroche ; la participation des vaisseaux britanniques à la victoire des Flandres ; la chasse aux navires de commerce allemands sur toutes les mers, et 500.000 réservistes allemands — une belle armée ! — empêchés de s'embarquer en Amérique pour répondre à leur ordre de mobilisation, tandis que nos réservistes accouraient sans risques de tous les points du monde.

On oubliait et la victoire navale d'Héligoland et les trois contre-torpilleurs allemands mis à mal près de la côte hollandaise.

Autour de soi, on entendait des gens vous dire : « Qu'est-ce qu'elle fabrique donc, la flotte anglaise ? Est-ce que la flotte allemande, qui se prépare en silence quelque part, à l'estuaire de l'Elbe ou dans le canal de Kiel, ne va pas la démolir en bloc, un de ces quatre matins, après l'avoir démolie en détail par ses sous-marins ? »

Avouons-le : une légère inquiétude commençait à envahir une partie du public français.

On ressentait ici ce qu'on ressentit à notre égard, en Angleterre au début de la guerre quand, après Charleroi, on nous vit battre en retraite assez précipitamment de la Sambre à l'Aisne et de l'Aisne vers la Marne et la Seine. A ce moment-là, on peut le dire maintenant, nos amis anglais se demandèrent pendant quelques jours s'ils ne s'étaient pas fourvoyés, et si

l'armée française était bien ce qu'ils avaient cru. Jusqu'à la victoire de la Marne, ils furent tenaillés par ce doute.

La victoire de la Marne les a rassurés ; elle les a soulagés d'un grand poids.

Leur victoire des îles Falkland produira sur notre opinion publique le même réconfort et le même soulagement.

Le *Sharnhorst* et le *Gneisenau*, les deux grands croiseurs cuirassés qui formaient le noyau de la flotte allemande dans les mers lointaines ; qui, par leur vitesse, leur armement, étaient les seuls navires vraiment redoutables en ces parages, gisent maintenant au fond de l'Atlantique, avec leurs équipages.

Les trois ou quatre autres petits croiseurs qui restent à l'Allemagne en mer libre n'iront pas loin.

Encore quelques semaines, et le pavillon allemand aura cessé de flotter sur les mers lointaines et les navires de commerce alliés y circuleront avec autant de sécurité qu'en temps de paix.

La supériorité dont la marine anglaise vient de faire la preuve éclatante est une indication très rassurante pour l'avenir.

Quand la flotte cuirassée allemande sortira de son trou, j'ose dire maintenant que son affaire me paraît claire !

Samedi 12 décembre.

Encore l'éloge de Gambetta.

J'ai bien entendu notre ami André Lichtenberger, dont les articles sont le charme de ce journal où il représente ce qu'on appelait autrefois, au temps de nos discordes civiles, les modérés et les troisannistes de la République me gourmander amicalement parce que j'ai repris la vieille antienne de la nation armée et sorti quelques-uns des arguments des deuxannistes d'avant la guerre.

Quoi, notre réconciliation nationale est-elle si précaire que nous ne pouvons même pas exposer sans acrimonie, sans amertume, sans attaque personnelle, nos conceptions de la défense nationale ?

Il y a dans le pays beaucoup de braves gens qui s'en vont répétant : « Sans doute, les radicaux aujourd'hui font leur devoir, et les socialistes aussi. Mais il est bien temps ! S'ils n'avaient pas voulu saboter la défense nationale, nous serions déjà sur le Rhin ! » Et, pour un peu, ils feraient porter la responsabilité de l'invasion actuelle à la République, et plus particulièrement à la gauche et à l'extrême-gauche républicaines !

N'est-il pas dangereux, dans l'intérêt de la réconciliation nationale elle-même, de laisser accréditer des légendes pareilles ?

N'est-ce pas un devoir pour nous de profiter du moment où les passions politiques sont un

peu éteintes et où nous pouvons nous faire entendre de ceux qui jadis se bouchaient les oreilles, pour leur faire toucher du doigt à la lumière des faits la grosse part de vérité qu'il y avait dans notre thèse ?

Qu'y a-t-il d'offensant, pour nos contradicteurs de la veille, à ce que nous leur disions : « Eh bien ! avions-nous tort de vous prévenir que vous auriez contre vous non pas seulement l'armée active et les jeunes classes de réserve de l'Allemagne, mais tous ses hommes valides de dix-sept à cinquante ans ? Avions-nous tort de vous dire que nous ne pourrions leur tenir tête et les vaincre qu'en organisant nous aussi la nation armée ? »

Pouvons-nous de même laisser dire, même par notre ami Lichtenberger, que nous ne croyions pas à la guerre, que nous nous faisions des illusions sur les intentions conciliantes de l'Allemagne, alors que, depuis treize ans, mon Parti et la C. G. T., au prix de combien de centaines d'années de prison, ne cessaient de répéter que nous allions à la guerre, et, pour la prévenir, pour l'empêcher, essayaient de souffler un peu d'esprit républicain, d'esprit révolutionnaire dans les méninges des socialistes allemands ?

Quelle autorité morale et intellectuelle aurions-nous aujourd'hui pour parler au pays au nom de ceux des nôtres qui — ne l'oublions pas — étaient la majorité républicaine lors de la dernière consultation électorale, si nous étions les bécasses qui n'avaient ni rien observé, ni rien prévu ?

S'il s'agissait uniquement de dissiper quelques malentendus et quelques préventions qui empêchent l'union nationale de se faire complètement, sans réserve et sans arrière-pensée, dans certains milieux, ou de défendre l'autorité morale de nos amis politiques, peut-être pourrions-nous garder le silence.

Nous sommes tellement sûrs que cette guerre se terminera, non seulement en France, mais dans toute l'Europe, par la plus belle poussée républicaine qu'on ait jamais vue depuis 1848, que nous aurions la patience d'attendre quelques mois encore pour triompher.

Mais il ne s'agit pas de cela, ni de discuter rétrospectivement les deux thèses deuxanniste et troisanniste.

J'ai commencé par dire, pour être bon prince, que s'il y a eu des torts, dans le passé, dans l'œuvre de préparation de la défense nationale, j'en prenais généreusement la moitié pour mes anciens amis ou alliés politiques.

Il s'agit de savoir si, pour délivrer les départements français que l'envahisseur tient sous sa botte depuis quatre mois ; si, pour hâter la délivrance de la Belgique qui ne souffre son martyre que pour nous, nous allons essayer de renouveler les tours de force qu'ont faits, dans des conditions infiniment plus mauvaises, Carnot et Gambetta.

Il s'agit de savoir si, quand les Allemands, coupés de la mer, assaillis sur leurs deux fronts, mettent sur pied, par un colossal effort d'organisation, non loin d'une centaine de corps d'armée, nous, qui sommes maîtres de la mer et

qui sommes les alliés de la première nation métallurgique du monde, nous n'allons réussir à mettre en ligne, faute de munitions ou d'armes, que la moitié des hommes qui, d'après la loi, sont mobilisables ?

Gambetta, lui, avait tout à improviser : les soldats, les cadres. Ses « moblots » n'avaient pour la plupart jamais tenu un fusil; tous nos cadres étaient prisonniers en Allemagne.

Aujourd'hui, ceux de nos soldats qu'on n'envoie pas au front ont tous fait de deux à trois ans de service militaire; depuis quatre mois on a pu les entraîner, leur apprendre à faire des trous ; si les cadres d'officiers des régiments territoriaux ont besoin d'être renforcés ou rajeunis, nous avons sur le front, parmi nos officiers et sous-officiers aguerris par quatre mois de guerre, électrisés par leur victoire de la Marne et leur victorieuse résistance de l'Aisne, de l'Yser, de l'Argonne et des Vosges, de quoi encadrer un million d'hommes.

Gambetta avait tout à improviser.

Nous n'avons, nous, qu'à organiser des armées nouvelles dont les éléments, soldats et officiers, existent, et à qui, par un puissant effort d'organisation industrielle et avec le concours des usines britanniques, on peut procurer les armes et les munitions qui nous manqueraient.

Après l'exemple que nous donne l'Allemagne impériale qui, elle, a su organiser vraiment la levée en masse de tous ses citoyens, ne peut-on pas, sans offusquer nos amis troisannistes, encourager Millerand et ses bureaux dans la voie glorieuse que leur ont tracée Carnot et Gambetta ?

Dimanche 13 décembre.

Le geste de Liebknecht.

Enfin!

Il s'en est trouvé un, un sur quatre millions de socialistes allemands, pour faire le geste nécessaire : pour dire son fait au bandit couronné qui a déchaîné la catastrophe sur le monde.

Vous avez lu, n'est-ce pas, la belle protestation de Karl Liebknecht?

Ne dites pas : « C'est l'exception qui confirme la règle : tous les autres socialistes allemands sont des porcs! »

Non! non! Il a dit tout haut ce que pensent confusément des millions, vous entendez bien, des millions de socialistes allemands.

Ne dites pas non plus : « Parbleu! il sent que les affaires se gâtent. Il voudrait bien arranger les choses, maintenant qu'il sent que ça tourne mal pour son pays. C'est le kaiser qui le lance pour essayer de nous amadouer. »

N'en croyez rien.

Il hait le kaiser, plus que vous ne le haïssez.

Il est le fils de ce Wilhem Liebknecht qui, en plein triomphe de Bismarck, il y a quarante-quatre ans, protesta si violemment contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine que, pour le faire taire, on dut le coffrer, lui et Bebel, dix-huit mois, dans une forteresse.

Tel père, tel fils.

Dans le parti socialiste allemand, il représente un peu ce que représente votre serviteur

dans le parti socialiste français : celui qui met les pieds dans le plat, celui qui se fout des autorités, même socialistes ; celui qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas ; un vrai Français, s'il était plus gai, plus insolent, plus vif, et s'il n'avait pas cette difformité bien allemande qu'on appelle la bosse du respect et qui le fait s'incliner un peu trop respectueusement devant certains dogmes socialistes : au demeurant, le plus honnête homme d'Allemagne, à preuve qu'il faillit être chassé du barreau de Berlin pour manque de patriotisme, et qu'il fut emprisonné dix-huit mois pour avoir mal parlé du militarisme allemand.

Puisque Liebknecht dit cela tout haut, c'est que toute l'Allemagne populaire, démocratique le pense, à l'exception de quelques vieilles croûtes de l'état-major du Parti socialiste.

Qu'est-ce qu'il dit, Liebknecht ?

Que la guerre n'est pas une guerre défensive pour l'Allemagne, mais une guerre offensive déchaînée par un orgueil napoléonien de la classe dirigeante allemande, « une entreprise bonapartiste pour démoraliser et anéantir le mouvement ouvrier grandissant ». Bravo, Liebknecht ! Bravo pour cette bonne parole ! surtout si, à la première défaite, vous traitez votre régime bonapartiste comme nous avons traité le nôtre.

Que dit-il encore ?

Que l'Allemagne impériale, qui fut toujours le soutien des réacteurs tsaristes, n'a pas qualité pour jouer le rôle de libératrice des nations, ce qui est la pure vérité.

Que dit-il enfin ?

Qu'il proteste contre la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, et qu'il est pour la liberté des nations. Ce qui veut dire, sans doute, mon cher Liebknecht, — appelons un chat, un chat, — que les Français d'Alsace-Lorraine seront rendus à la France, les Danois du Sleswig au Danemark, les Polonais de Posnanie et de Galicie à la Pologne autonome, les Roumains de Transylvanie à la Roumanie, les Serbes de Bosnie et de Croatie à la Serbie, les Bulgares de Macédoine à la Bulgarie, les Italiens de Trente et de Trieste à l'Italie ?

Car c'est là, sans doute, mon cher Liebknecht, ce que vous appelez « la paix sans conquête ni annexion », la paix fondée « sur la liberté de toutes les nations », une paix « humiliante pour personne » ?

Et vous n'allez pas trouver humiliant non plus pour la nation allemande qu'elle paie les pots qu'elle aura cassés, qu'elle paie avec ses milliards les dégâts qu'elle aura faits en Belgique, en France et en Pologne ?

Ah ! mon cher Liebknecht, quelle peine nous aurons eue à fonder la République des Etats-Unis d'Europe !

Quelles ruines et quelles hontes vous auriez évitées à l'Europe, et à l'Allemagne, si les pontifes de votre Parti, mon cher Liebknecht, avaient voulu nous en croire, et si le sang que votre social-démocratie prodigue si bravement sur les champs de bataille contre nous, elle en avait dépensé la millième partie à faire une

bonne révolution à Berlin et à fonder, les armes à la main, la République allemande !

Lundi 14 décembre.

Les « poilus » de la classe 17.

La classe 14 part au feu en ce moment.

La classe 15 est appelée cette semaine.

La classe 16 sera appelée en janvier probablement.

Comme je suis sûr que si la guerre dure, — et elle peut durer, — on appellera en février ou en mars la classe de 1917, j'ai émis l'idée qu'on ne ferait pas mal d'appeler d'un seul coup les deux classes, 16 et 17, les « poilus » qui auront dix-neuf et dix-huit ans au cours de l'année prochaine.

Comme je m'y attendais, sitôt l'idée lancée, nos « poilus » de la classe 17 — ceux qui sont nés en 1897 — ont sauté dessus, et les voilà qui, de tous les coins de la France, m'écrivent, collégiens, normaliens, futurs maîtres de notre laïque, ouvriers, employés, pour me supplier d'insister, de revenir à la charge, de plaider leur cause auprès du ministre de la guerre.

Je veux bien, mes enfants.

Mais j'ai un peu peur de vos mères.

Est-ce qu'elles ne vont pas m'arracher les yeux ?

Les fils veulent partir ; mais si j'en juge par mon courrier, leurs mères ne sont pas toutes disposées à les laisser faire.

Pas toutes très aimables, les lettres des mamans.

On dirait des chattes à qui on veut enlever leurs petits.

L'une me dit : « On voit bien que vous êtes célibataire. Vous ne parleriez pas ainsi si vous aviez des enfants ! » Que voulez-vous que je réponde à cela? Je n'ai jamais mieux senti qu'en recevant ce coup de griffe combien nous sommes nombreux en ce pays de célibataires qu'est la France, qui avons manqué, par égoïsme, par goût de nos aises, au devoir primordial de perpétuer une race comme la nôtre, dont l'admirable ressort depuis quatre mois émerveille le monde. Je n'ai jamais été aussi humilié de n'avoir que ma peau à offrir au pays, et de n'avoir pas trois ou quatre gars à lui offrir pour sa défense.

Une autre me dit : « Faites donc d'abord marcher la légion d'embusqués solides qui fourmillent partout, au lieu de nous prendre des enfants de dix-sept ans ! Quand les hommes solides seront tous partis, nous donnerons nos gamins ! » A-t-elle tort, cette maman ? Et le ministre de la guerre comprendra-t-il la nécessité non seulement de faire de belles circulaires contre les embusqués, mais de tenir la main à ce qu'elles soient appliquées?

Comment ne serais-je pas attendri par cette autre : « Mon mari est au front comme territorial ; mon aîné est au front, il a vingt et un ans ; laissez-moi mon dernier au moins ! »

Comment ne comprendrais-je pas ce cri de révolte de la nature, moi qui ai caressé un

temps l'idée — un beau rêve écroulé ! — d'ameuter au jour de la déclaration de guerre contre l'abominable crime de lèse-humanité tous les hommes et toutes les femmes de tous les pays ?

Non, je n'ai pas le courage de les raisonner, ces mères éplorées.

Me laisseront-elles toutefois leur dire que si elles sont belles dans leur douleur, leurs fils sont beaux dans le magnifique élan de leur patriotisme?

Quoi ! il y a une muraille de deux millions de poitrines et plus qui, là-bas, à quelques heures de chez eux, barre la route à une inondation de vandales, et vous voudriez qu'ils restent ici, les bras croisés ?

Vos maris et vos fils aînés sont aux prises avec des gens qui ont violé des femmes, assassiné des enfants, incendié des villes, et qui feraient subir, si on les laissait faire, à la France entière le sort de la Belgique, et vous ne voulez pas que vos cadets brûlent du désir d'aller leur donner un coup de main ?

Il s'agit de savoir si, pendant cinquante ans encore, toute l'Europe continuera à être hérissée de baïonnettes, à vivre sous la menace de la guerre européenne, à râler sous le poids de la lourde cuirasse de la paix armée, ou si, en démolissant le militarisme allemand, nous allons enfin fonder la paix européenne ! Voilà la partie qui se joue : c'est l'avenir de toutes les jeunes générations qui se joue ; et vous ne voudriez pas qu'eux, les gars de dix-sept ans, aillent à la rescousse des défenseurs de la paix et de la civilisation ?

Quel réconfort pour les « poilus » qui sont dans les tranchées que ces lettres de leurs benjamins, les poilus de la classe 17, demandant à partir au feu !

Ces jeunes voix qui, dans le lointain, chantent, comme au temps héroïque de la Révolution :

De Bara, de Viala,
Le sort nous fait envie !

leur rappellent la grandeur et l'immortalité de leur race, et rendent pour eux moins amer le sacrifice de leur propre vie.

Les mères françaises sont injustes qui s'en prennent à moi.

C'est à elles-mêmes qu'elles devraient s'en prendre.

Pourquoi ont-elles engendré des gens de cœur ? Pourquoi ont-elles donné à leurs fils des âmes d'hommes libres, au lieu de leur donner des âmes d'esclaves ? Pourquoi ont-elles enfanté des lions, au lieu d'enfanter des lièvres ?

Mardi 15 décembre.

Le départ de la classe 15.

Nos bleus de la classe 15 partent cette semaine ; j'en sais quelque chose : deux de nos jeunes camarades des services de la *Guerre Sociale* — deux garçons doux et gentils comme deux grandes filles — ont reçu aujourd'hui leur feuille de route.

Au moment où nos familles donnent 150.000

ou 200.000 de leurs gars à la patrie, serait-ce trop demander à l'autorité militaire que de se montrer un peu paternelle avec toute cette jeunesse ?

Pour commencer, serait-il possible d'obtenir que les majors examinent de près, à l'arrivée au corps, tous les nouveaux venus ? Les conseils de revision qui les ont examinés ont travaillé un peu vite ; un deuxième examen, à l'entrée à la caserne, ne serait pas superflu. Il n'y a aucun intérêt à encombrer nos casernes et nos hôpitaux de non valeurs. Plus les recrues sont jeunes, plus les majors doivent se montrer exigeants.

Ou n'est pas mécontent en général de l'intendance, surtout de la façon dont elle ravitaille le front ; on voudrait qu'elle veillât de près à la nourriture, à l'habillement, au couchage de nos bleus. Je connais un régiment d'artillerie, dans le dépôt duquel ont été versés des réformés reconnus bons pour le service par un récent conseil de revision — des réformés qu'on a naturellement oublié de revisiter à leur entrée au corps, en violation de toutes les prescriptions ministérielles. Dans ce dépôt on manque de tout [(1)] tout est sale [(2)].

Et le dépôt dont je parle n'est point le seul de ce genre. Quelle impression de dégoût éprouvent des jeunes gens qui constatent une pareille saleté et une pareille insuffisance de tout ! L'intendance voudra-t-elle épargner cette nausée à nos bleus ?

Serait-ce aussi trop compter sur l'intelli-

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.
(2) *id.*

gence et l'esprit d'initiative des chefs de corps que d'espérer qu'ils signaleront à qui de droit les jeunes gens qui sont désignés par leurs professions pour faire autre chose que des fantassins ; je crois qu'on a surtout besoin de fantassins; mais, vraiment, quand je vois un de mes jeunes amis, un tourneur mécanicien, qui travaille dans l'aviation depuis deux ans, et qui a sollicité son admission dans cette cinquième arme, versé dans un régiment d'infanterie quand on verse des cordonniers dans l'aviation, je ne puis me défendre d'un mouvement d'humeur.

Je vais solliciter de la bienveillance de l'autorité militaire quelque chose encore, quelque chose de plus difficile à obtenir.

Je voudrais qu'on ne les abrutisse pas par des exercices de chiens savants, par des alignements tirés au cordeau, par des pas de parade à la prussienne, qui étaient peut-être tolérables au bon vieux temps des soldats de neuf ans et de sept ans, mais qui étaient déjà une survivance lamentable dans nos armées de trois ans et de deux ans, et qui n'ont plus rien à faire avec les exigences de la guerre actuelle. Que, dès le deuxième ou le troisième jour de leur entrée à la caserne, on ne craigne pas de leur faire faire des marches, des exercices en campagne, des tranchées, du tir ; qu'on les traite un peu comme des boyscouts.

On s'apercevra qu'il n'y a pas besoin ni de trois ans, ni de deux ans, ni d'un an, pour faire des fantassins, mais que deux mois bien employés y suffiront amplement.

Mais, pour que nos jeunes gens soient entraî-

nés par des méthodes modernes, croit-on qu'il serait malséant de leur donner pour chefs, non de vieux officiers de réserve et de territoriale fort respectables, mais blanchis sous le harnais et forcément un peu routiniers ; non des gradés qui sont dans les dépôts depuis le début des hostilités et qui, quoi qu'on fasse, font un peu figure d'embusqués et manquent d'expérience de la guerre, de prestige et d'autorité morale: mais des jeunes officiers et sous-officiers blessés au feu, remis de leurs blessures, qui apporteront aux bleus, en plus de leur expérience et de leur exemple, quelque chose de l'air vivifiant des tranchées et de l'esprit de fraternité qui y règne entre les simples soldats et les gradés?

Qu'est-ce que je demande, en somme ?

Que l'on considère les enfants qui entrent à la caserne cette semaine, non pas comme des numéros de matricule, mais comme ce que chaque famille française a de plus cher, comme la fleur de la nation, comme des héros en herbe qui, dans deux mois, lorsque le jour de gloire sera arrivé, seront à leur tour de rudes « poilus » !

Mercredi 16 décembre.

[(1) Est-ce la grande offensive?]

Des journaux anglais d'ordinaire bien informés annoncent, pour ceux qui savent lire, que nous commençons l'offensive.

(1) Le titre de cet article avait été supprimé par la censure.

Je ne sais si c'est vrai, ni sur quel point nous prendrons cette offensive.

Mais il est certain qu'un jour ou l'autre nous la prendrons, et que nous n'allons pas nous éterniser dans nos tranchées.

Ce qu'on peut dire, c'est que nous la prendrons, dans des conditions cent fois meilleures qu'en août.

En août, nous combattions à un contre deux, souvent à un contre trois, parfois à un contre cinq. Plus on en tuait, plus il en venait. Des fourmis, des sauterelles. Aujourd'hui, les casques à pointe vont déchanter : il leur faudra se battre à égalité, un contre un. Ils s'apercevront que ce n'est pas du tout la même chose.

En août, nous sommes allés donner tête baissée contre des tranchées profondes, protégées par des fils barbelés, que nous soupçonnions à peine; on chargeait à la baïonnette à des distances folles, tellement folles que le généralissime dut fendre l'oreille à quelques généraux coupables de ces folies. Aujourd'hui, nous connaissons leurs tranchées : nous en sommes souvent à 200 et 300 mètres, souvent à 50. Quand nous leur sauterons dessus, après les avoir préalablement arrosés de shrapnells, nous n'aurons pas un kilomètre à faire au pas de course.

En août, nous n'avions pas d'artillerie lourde; nous en sommes abondamment pourvus aujourd'hui, et nos rimailhos, dans leur genre, valent nos 75. A leur tour, dans la grande bataille, ils connaîtront les joies des marmites qui vous tombent du ciel à 15 kilomètres.

Disons-le carrément, sans faire de reproche à personne : en août nous n'étions pas prêts. Nous commençons à l'être aujourd'hui, juste au moment où eux, qui étaient archiprêts en août, commencent à être rudement essoufflés, physiquement et moralement.

Quand la muraille se remettra en marche, quelle qu'en soit l'heure, je vous le prédis, elle fera reculer les flots des envahisseurs.

Après Valmy, ce sera Jemmapes.

Car ne vous y trompez pas, ô poilus qui étiez à la bataille de la Marne : votre victoire de la Marne, c'était un nouveau Valmy. C'était l'invasion arrêtée, brisée. Un grand historien de l'Italie moderne, Ferrero, me disait, il n'y a pas huit jours : « Là-bas, en Italie, où il y avait pas mal de préventions contre la France avant la guerre, quarante-huit heures après la déclaration de guerre, quelqu'un qui aurait osé s'avouer germanophile aurait été écharpé. Nous avons tremblé après Charleroi, tremblé jusqu'à la Marne, tremblé pour vous, tremblé pour la civilisation. On nous avait tant ressassé, surtout dans vos journaux réactionnaires, que la République avait pourri la France ! On nous avait tellement fait croire que la France était en décadence, que l'armée allemande était invincible ! Non ! nous n'étions pas rassurés. La nouvelle de la victoire de la Marne nous est arrivée. Alors on a compris. On a compris que le colosse germanique n'était pas invincible ; on a compris que le militarisme était vaincu par le génie de la liberté. On trépignait de joie ; on pleurait d'allégresse ; on s'embrassait comme si nous

avions repris nous-mêmes Trente et Trieste. C'était Valmy, on le sentait, mais un Valmy où vos soldats n'avaient pas seulement sauvé la France : un Valmy où vous aviez sauvé l'Europe et la civilisation ! »

Valmy est du 21 septembre 1792.

Jemmapes, si je ne m'abuse, est du 6 novembre de la même année.

Valmy était surtout une victoire morale : comme la victoire de la Marne.

L'armée des impériaux était intacte, comme l'armée allemande après la Marne.

Elle était formidablement postée sur les hauteurs de Jemmapes, en Belgique : c'étaient leurs tranchées, de ce temps-là. Ils se défendirent bien : car ils ne manquaient pas de bravoure, comme leurs descendants, d'ailleurs. Leur chef, le von Kluck d'alors, avait dit : « Si les Français me délogent d'ici, je me fais républicain ! » Il fut délogé, et comment !

Quand la muraille des poitrines françaises se remettra en marche, ce sera de nouveau Jemmapes.

Alors, alors seulement, l'Allemagne militariste commencera à comprendre que l'heure de l'expiation a sonné pour elle ; alors alors seulement, les peuples verront poindre à l'horizon l'aube de la paix européenne !

Jeudi 17 décembre.

Le Service de santé est-il prêt ?

Je disais hier que je ne savais pas quand la grande bataille recommencera.

Mais que ce soit demain, dans quinze jours ou dans un mois, nous savons qu'elle recommencera.

Nous savons qu'un jour ou une nuit, sur un point ou sur un autre, peut-être sur dix points, les nôtres recevront l'ordre de sortir de la tranchée qui les abrite tant bien que mal, et de déloger l'ennemi coûte que coûte.

Ce jour-là, il y aura de la casse ! Oh ! moins qu'en août dernier, moins peut-être qu'en septembre dernier, où l'armée allemande avait un meilleur moral, mais il y en aura.

Nous espérons que le service de santé y a songé, et qu'il a pris ses mesures en conséquence.

En août, il avait une excuse : il avait été surpris.

En septembre, il en avait une autre : il avait été re-surpris.

Une troisième surprise serait inexcusable.

Le chef du service de santé, qui assiste le généralissime et qui doit savoir où et quand cela chauffera, a-t-il songé à concentrer des brancardiers, des voitures d'ambulance dans les zones les plus exposées ?

A-t-il bien prescrit aux chirurgiens de la zone de l'arrière, qui n'auraient pas de blessés dans leur ambulance, de ne pas hésiter à aller

avec leurs équipes d'aides et d'infirmiers donner un coup de main aux chirurgiens des ambulances voisines où il y aurait encombrement de grands blessés ?

A-t-il bien inculqué à ses majors que ce qui importe, ce n'est pas de laisser mourir les blessés en se conformant aux règlements prescrits par la paperasserie administrative, mais de les sauver, même s'il faut donner çà et là une entorse aux sacro-saints principes de la bureaucratie ? Leur a-t-il fait savoir qu'il ne leur en voudrait pas si, en cas d'urgence, ils sortaient même de leur région militaire pour aller donner leurs soins aux blessés de la région militaire voisine ?

S'est-il convaincu lui-même et a-t-il convaincu lui-même les chefs de ces ambulances que les blessés aiment mieux être opérés ou amputés par un chirurgien, même si ce chirurgien n'a qu'un galon, plutôt que par un spécialiste des maladies de peau ou des maladies de nerfs, même si celui-ci a cinq galons ? Et, en conséquence, a-t-il envoyé dans les zones dangereuses des renforts de chirurgiens ?

A-t-il songé à concentrer aux points indiqués par le plan général d'opérations, des trains sanitaires bien chauffés, bien désinfectés, bien pourvus d'infirmiers et de médecins, pour l'évacuation rapide des blessés.

Les chefs de ces trains ont-ils reçu l'ordre formel d'aviser, par le téléphone ou le télégraphe, toutes les gares où ils stationneront, pour que les villes desservies par ces gares envoient leurs Croix-Rouges, leurs voitures

d'ambulances, leurs chirurgiens et médecins disponibles, pour cueillir les blessés incapables de continuer leur route, et pour remonter et nettoyer les autres ?

Va-t-on utiliser cette fois les péniches-ambulances où nos blessés seraient transportés sans cahots ?

Paris enfin va-t-il être rendu à sa véritable destination et devenir pour toutes nos armées ce qu'il aurait dû être depuis le commencement de la guerre : la grande ambulance de l'arrière ?

Quoi ! nous avons à quelques heures du front, en un point central, à un carrefour unique de voies ferrées, la ville de France qui offre le plus de ressources au point de vue médical, celle qui a le plus d'hôpitaux, le plus d'ambulances, le plus de chirurgiens et les plus grands, le plus merveilleux personnel d'infirmiers et d'infirmières, et nous continuerions à laisser tout ce matériel et tout ce personnel, inoccupés ou presque, sous prétexte que les blessés des armées du front ne sont pas de la « zone » militaire de Paris ! Ah ! zut pour la zone ! zut pour les cloisons étanches ! zut pour les foormes ! zut pour Brid'oison !

Ce n'est vraiment pas être trop exigeant que d'exiger qu'un service de santé soit autre chose qu'un service de pompes funèbres !

Vendredi 18 décembre.

Notre flotte.

Les badauds ont dû se dire une fois de plus, en apprenant le bombardement de deux ports anglais de la mer du Nord par une flotte allemande : « Mais que fait donc la flotte anglaise ? Que fait donc la flotte alliée ? Elle ne peut donc pas empêcher ces histoires-là ? »

Non, elle ne peut pas les empêcher.

La mer est si grande ! Par un temps de brume, allez donc empêcher quelques navires rapides de franchir un petit espace, de venir rapidement lancer quelques projectiles sur un port ouvert, et de se sauver ensuite comme des voleurs, à toute vitesse. Pas vu, pas pris. On fait des coups pareils une fois, deux fois, trois fois. Puis, un beau jour, on se fait pincer. Alors, il vous arrive ce qui est arrivé à l'*Emdem*, au *Dresden*, au *Gneisenau*.

Que fait la flotte alliée ?

Je vais vous le dire, gens de peu de foi.

Elle bloque l'Allemagne et l'Autriche, tout simplement, c'est-à-dire qu'elle les empêche de recevoir tout ce qui est contrebande de guerre.

Il y a actuellement quatre portes d'entrée pour l'Allemagne et l'Autriche, pas une de plus, pas une de moins.

Il y a l'Adriatique, où se trouvent les ports hongrois et autrichiens de Fiume et de Trieste.

Il y a Gênes et les autres ports italiens, par où, en prenant la voie suisse du Saint-Gothard,

la contrebande de guerre pourrait passer en mauvaises mains.

Il y a le pas de Calais, par où on accède à la Hollande, au Danemark, à la Suède et à la Norvège.

Il y a enfin le passage situé au nord de l'Ecosse, entre les îles Shetland et l'Islande, qui conduit pareillement aux pays Scandinaves.

Supposez que vous vouliez être agréable au dernier des empereurs d'Allemagne, ou au dernier des empereurs d'Autriche, et que vous vouliez, moyennant finance et une honnête commission, leur envoyer du cuivre, du plomb, de l'étain, du manganèse, de l'antimoine, ou des composés du fer avec du silicium, du chrome, ou tout autre minerai nécessaire, indispensable pour fabriquer des canons, des cartouches, des obus, des zeppelins.

Ah ! que votre camelote serait la bienvenue !

Vous donneriez les moyens à l'Allemagne et à l'Autriche de prolonger leur résistance six mois ou un an de plus.

Le malheur, pour vous et pour vos clients, c'est que ce n'est pas commode de leur faire passer votre marchandise.

Ah ! vous avez acheté deux ou trois cargaisons de cuivre ou de nitrate au Chili, ce bienfaisant Chili autour duquel croisaient — pour le bon motif — les vaisseaux allemands du Pacifique, coulés récemment aux îles Falkland ?

Par où voulez-vous passer ?

Par le cap Horn, au sud de l'Amérique ? Prenez garde, il y là des croiseurs anglais. S'ils vous trouvent, ils visitent vos bateaux et ils confisquent

votre marchandise, même si vous avez pris la précaution de la mettre sur un navire neutre. Contrebande de guerre!

Avez-vous réussi à passer cet endroit dangereux? Vous voguez en plein Atlantique. Gare aux corsaires alliés ou français! A chaque instant vous pouvez être invité, par un coup de canon tiré à blanc, à stopper immédiatement.

Bon! vous avez de la chance : vous n'avez pas fait de mauvaise rencontre. Vous arrivez à la hauteur de la Méditerranée. Vous voulez passer par là? Permettez! On ne passe pas. Mais, là, absolument pas. Ou, si l'on passe, ce n'est qu'avec l'autorisation du concierge anglais qui a sa loge à Gibraltar.

Vous renoncez à atteindre Gênes? Vous faites bien.

Vous allez débarquer votre marchandise en Hollande?

Malheureux! Vous comptez passer par le pas de Calais? On ne passe pas, à moins d'être en sous-marin.

Vous voudriez faire le grand tour, entre l'Ecosse et l'Islande? Je vous avertis qu'il y a quelques lignes de gabelous de la mer, munis de télégraphie sans fil, qui vous mettront la main au collet.

Consolez-vous. Si vous aviez pris l'autre route, celle qui, par le Pacifique et par l'Océan Indien, mène dans la Méditerranée par l'autre porte, vous auriez été aussi heureux : car, à Suez, il y a encore l'impitoyable concierge qui ne laisse passer que si on montre patte blanche.

Ah! la flotte allemande voudrait bien aller

déloger le concierge qui garde le Pas de Calais : seulement, la flotte anglaise est par là, quelque part, on ne sait pas où, qui lui sautera dessus et qui très probablement l'enverra au fond de l eau.

Il y a bien la flotte autrichienne qui ne demanderait pas mieux que d'aller faire un tour du côté du canal de Suez ou de Gibraltar : mais la flotte française est embusquée dans l'Adriatique, prête à la donner à manger aux poissons.

Commencez-vous à comprendre pourquoi il ne faut pas vous frapper si quelques croiseurs allemands ont cassé quelques carreaux et démoli quelques crânes dans un port anglais de la mer du Nord, comme firent les taubes à Paris?

Samedi 19 décembre.

Les douleurs de l'enfantement.

Nos femmes disaient : « Que c'est long, cette guerre de tranchées ! »

Et aujourd'hui qu'elles sentent que nos soldats sortent des tranchées pour essayer de délivrer les départements occupés par l'ennemi, et la Belgique martyre, elles appréhendent, malgré leur vaillance, les pires malheurs.

Pour se donner du courage, qu'elles se disent bien que cette guerre maudite, la France ne l'a pas voulue. Pour avoir essayé de l'empêcher, tous les chefs de la gauche républicaine et de l'extrême-gauche socialiste ont été tour

à tour suspectés de faiblesse et de manque de patriotisme.

Le ministre Caillaux, pour avoir évité la catastrophe en 1911, a passé pour un vendu et a été traîné dans la boue ; des centaines de militants ouvriers ou socialistes, pour avoir voulu l'empêcher, ont passé de longues années dans les geôles, et Jaurès, pour avoir tenté un dernier effort pour arrêter le char de la guerre, a été broyé par lui.

Non ! la France n'a pas voulu cette horrible boucherie.

Seulement, il y avait à côté de nous une de ces monarchies militaires qui s'est arrogé le droit de penser et de décider pour un peuple de près de 70 millions d'habitants. Il y avait, à côté de nous, un peuple de 70 millions d'habitants qui, malgré sa bravoure à la guerre, n'a jamais eu assez d'énergie révolutionnaire pour devenir son propre maître, pour imposer à son kaiser, à défaut de la République, au moins le contrôle d'un Parlement libre et responsable.

Sentant monter quand même contre son trône et contre les privilèges de ses hobereaux le flot des revendications populaires, le bandit couronné, pour rehausser son prestige, a déchaîné la catastrophe en lançant son vieux complice de Vienne contre le petit peuple serbe.

Il savait qu'au bout de ce crapuleux brigandage il y avait la guerre européenne, à moins que l'Europe entière, en acceptant un pareil attentat, n'acceptât de lécher la botte allemande, de devenir une colonie germanique.

Les deux gouvernements français et anglais — c'est établi maintenant par tous les livres blancs, jaunes, verts — se sont, pendant quinze jours, démenés pour empêcher le crime des crimes.

Rien n'y a fait.

Et le Bonnot impérial s'est jeté sur la Belgique et sur la France.

C'est une consolation pour nos femmes de savoir que nous avons tout fait pour éviter cette abomination.

C'en doit être une autre que de pouvoir se dire que cette guerre, nous la faisons tous, des plus révolutionnaires aux plus réactionnaires de jadis, avec l'espoir, avec la volonté que ce soit la dernière des guerres.

Vainqueurs, nous sommes décidés à régler toutes les questions qui, depuis un siècle et plus, troublaient l'organisme européen ; nous sommes décidés à vider tous les abcès qui avaient compromis, depuis un siècle, la bonne santé de l'Europe.

Froidement, comme des chirurgiens qui ne se laissent pas arrêter par les pleurs de la famille, nous ferons les amputations nécessaires.

Nous accoucherons la vieille Europe monarchique et militaire, de l'Europe démocratique et pacifique qu'on sent depuis longtemps tressaillir en ses flancs.

Nous ferons une Europe où toutes les nationalités, qu'elles soient grandes ou petites, auront toute liberté pour poursuivre leurs destinées, à condition de ne pas opprimer le voi-

sin, et nous établirons une gendarmerie internationale permanente pour mettre à la raison les gouvernements qui refuseraient de soumettre leurs conflits avec leurs voisins aux juges de paix des tribunaux internationaux.

C'est pour fonder cette Europe nouvelle, où la guerre sera aussi inconnue que l'est aujourd'hui la peste, que nos fils et nos frères versent leur sang généreux.

C'est dans cette pensée consolante qu'ils trouvent le courage surhumain de sortir de leurs tranchées et d'affronter en face la mort.

Puisse cette pensée aussi adoucir pour toutes nos femmes l'amertume de ces heures atroces !

Dimanche 20 décembre.

Vive le Parlement !

J'aime à croire que ce n'est pas sérieusement que certains discutent la question de savoir si le Parlement de la Nation doit, en janvier, après sa réunion en session extraordinaire le 22 décembre, tenir sa session ordinaire.

J'aime à croire surtout qu'il ne se trouvera personne au gouvernement pour envisager un seul instant l'idée inconstitutionnelle, antirépublicaine au premier chef, de se passer du Parlement de la Nation pendant toute la durée de la guerre.

C'est du coup que je commencerais à croire que la République est malade, si elle était

capable de se donner à elle-même un tel soufflet.

Que nos parlementaires, s'ils abordent des sujets scabreux, discutent à huis clos, soit. Que le gros travail se fasse non à la tribune, mais dans les commissions, d'accord. C'est d'ailleurs ainsi en temps de paix, où ce sont les commissions qui font les 99 centièmes de la besogne parlementaire. Que les députés qui sont au front passent leurs boîtes de bulletins à leurs amis politiques : ce n'est pas la première fois que la Chambre ne sera pas au complet.

Mais qu'on ne compte pas qu'il se trouvera un seul républicain clairvoyant pour admettre qu'aux heures tragiques que nous vivons, nous puissions nous passer du contrôle des élus de la nation.

Que de gaffes — pour ne pas dire plus — nous auraient été épargnées si le Parlement n'avait commis l'imprudence ou la légèreté de se séparer le 4 août.

Croit-on qu'avec le Parlement la Censure aurait osé commettre toutes ses usurpations ? Quand on pense que l'on ne peut pas, depuis quatre mois et demi, écrire, même en termes mesurés, ce que tout le monde sait sur le service de santé, sans se voir châtrer par des ciseaux qu'on dirait souvent maniés par un adjudant du service sanitaire ! Quand on pense que, moi qui ai osé ouvrir les colonnes d'un journal révolutionnaire au révolutionnaire russe Bourtzeff pour y prêcher la concorde nationale en Russie, je n'ai pu une seule fois

dire, en termes mesurés, ce que je pense, ce que tous les républicains français pensent et de la Finlande, et de la Pologne, et de la situation des juifs russes, et du maintien de nos amis révolutionnaires dans les prisons russes, et de l'arrestation de Bourtzeff à son entrée sur le territoire russe ! [(1)]

Et le scandale de ces camps de concentration où nous avons entassé pêle-mêle, dans une dégoûtante promiscuité, dans la crasse et dans la vermine, des milliers et des milliers d'amis de la France : Alsaciens-Lorrains, Polonais d'Allemagne et d'Autriche, juifs de Bukowine, de Galicie et de Vienne, Italiens de Trente et de Trieste, croyez-vous qu'avec un Parlement il aurait pu se produire, ou du moins se prolonger trois mois après la victoire de la Marne ? [(2)]

Possible que la présence du Parlement ait des inconvénients.

Il y a longtemps qu'en France nous avons fait la balance entre les inconvénients et les avantages du parlementarisme : et c'est parce que nous avons trouvé que les avantages dépassaient considérablement les inconvénients que nous avons fait un certain nombre de révolutions.

Le mépris de la nation armée nous a coûté déjà assez cher, puisqu'il nous a valu l'invasion de quinze de nos départements, que seule la nation armée, avec tous ses réservistes et territoriaux équipés, armés dès le début de la

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.
(2) *Id.*

guerre, aurait pu protéger de la botte de l'envahisseur.

Qu'on y prenne garde!

Le mépris de la nation délibérante et de la souveraineté nationale pourrait nous coûter encore plus cher!

Lundi 21 décembre.

Les points sur les i.

Ce n'est point le moment de polémiquer.

Mais, vraiment, il est impossible de laisser des journalistes plus ou moins académiciens cracher sur l'idéal qui est celui de tous les républicains radicaux et de tous les socialistes qui sont au front, sans faire entendre une protestation indignée.

Hier, c'était Paul Adam qui, avec les meilleures intentions du monde, nous parlait de l'erreur pacifiste de Jaurès.

Aujourd'hui, c'est Paul Bourget qui parle de notre internationalisme comme un aveugle des couleurs.

Une erreur de Jaurès, — une erreur qu'il partagea d'ailleurs avec toute la démocratie française, — l'idée d'avoir lutté pour la paix jusqu'à son dernier souffle? Mais malheureux, si tous les partis de gauche et d'extrême-gauche n'étaient allés dans les conférences interparlementaires franco-allemandes tendre la main aux députés allemands, si la République radicale et

socialisante n'avait donné l'impression à l'Angleterre que la France voulait la paix, croyez-vous que nous aurions eu l'Angleterre avec nous?

Une erreur d'avoir voulu jusqu'au bout empêcher le spectacle à la fois ignoble et grotesque que donne l'humanité en ce moment!

Allons donc! Cette prétendue erreur est le plus beau titre de gloire de Jaurès, le plus beau titre de gloire de la République, elle est la cause de la sympathie universelle dont jouit la France, depuis le début de la grande épreuve, dans l'univers entier; c'est notre consolation et notre réconfort à nous et à nos femmes en ces heures cruelles de pouvoir nous dire que nous avons tout fait pour empêcher cette abomination.

Certes, Jaurès et nous tous, les républicains de gauche et d'extrême-gauche, nous aurions été des aveugles et des malfaiteurs publics si nous avions été des pacifistes bêlants. Mais tout en agitant le rameau d'olivier, nous songions à la catastrophe possible. En prévision de l'agression que nous redoutions, nous voulions doter la France de la seule organisation militaire capable, avec sa faible population, d'arrêter à nos frontières mêmes le flot de l'invasion. Nous suppliions nos adversaires politiques d'alors d'organiser autrement que sur le papier la nation armée qui, dès le début de la guerre, nous aurait permis d'opposer une muraille non de 1.200.000, mais de 3 millions de poitrines au flot des envahisseurs.

Nous les avertissions que c'est par la Bel-

gique que viendrait l'inondation : Jaurès prenait même la peine de demander la construction de lignes stratégiques permettant de concentrer rapidement la nation armée à la frontière belge.

Des erreurs, cela ?

Notre internationalisme, une erreur ? Une erreur d'avoir voulu extirper le chauvinisme et les haines internationales du cœur de tous les ouvriers de toutes les nations pour tâcher d'empêcher des guerres pareilles à celles qui avaient ensanglanté le XIXe siècle ? Une erreur d'avoir prêché aux ouvriers de toute l'Europe la fraternité, pour essayer d'orienter les différentes nations vers la fédération des Etats-Unis d'Europe ?

Que nos illustres académiciens ne s'imaginent pas que nous allons renoncer à cette erreur-là, pas plus qu'à nos autres erreurs.

Pacifistes et internationalistes hier, nous serons pacifistes et internationalistes demain, quand nous aurons arraché les griffes au militarisme et au nationalisme allemands.

C'est parce qu'ils sont des pacifistes acharnés que nos amis socialistes qui sont au front sont les plus enragés à combattre le militarisme austro-allemand, qui est la clef de voûte du militarisme européen.

C'est parce qu'ils sont des internationalistes fanatiques qu'ils seront les derniers à consentir qu'on fasse quartier au pangermanisme, qui est la forme la plus odieuse et la plus répugnante des nationalismes européens.

Cette guerre, une condamnation de nos « erreurs » ?

Allons donc ! C'est la justification la plus éclatante de toute notre propagande dans le pays depuis vingt ans !

Tous les Français, demain, à commencer par les généraux, les officiers et les soldats, qui auront vu de près les horreurs de la grande boucherie, seront plus pacifistes et plus internationalistes que nous ne l'étions avant la guerre.

S'il en était autrement, ce serait à vous dégoûter de l'espèce humaine !

Mardi 22 décembre.

Le Service de Santé devant le Parlement.

M. le directeur du service de santé a été entendu par la Commission parlementaire de l'hygiène, ou plutôt il a entendu la Commission de l'hygiène, qui avait pas mal de choses à lui conter.

Lui a-t-elle tout dit ?

Lui a-t-elle demandé par exemple s'il se payait notre tête avec la dernière statistique triomphale qu'il a fait passer dans les journaux, et que la plupart de ceux-ci ont publiée sans sourciller ? Ou, plus bonasse, lui a-t-elle simplement demandé comment ses bureaucrates avaient établi la mirifique statistique d'où il résulte que le service de santé a fonctionné d'une façon vraiment admirable ?

Lui a-t-elle demandé s'il allait, oui ou non,

se décider à avoir sur le front, aux bons endroits, des milliers d'autos aménagées pour répartir nos blessés rapidement dans les ambulances de la zone des armées, pour que nous n'assistions pas, s'il se livre encore de grandes batailles, à une réédition de ce qui s'est passé sur les champs de bataille de la Marne ?

L'a-t-elle invité formellement à utiliser les péniches-ambulances pour le transport des blessés et des malades ?

L'a-t-elle averti qu'il y aurait fatalement un jour ou l'autre, s'il n'y en a pas déjà, de la rougeole, de la scarlatine, de la diphtérie et de la typhoïde, et que, s'il ne réservait pas certaines péniches-ambulances, certains trains sanitaires pour le transport des contagieux, qu'il est impossible de soigner convenablement dans la zone des armées, il infecterait tous les hôpitaux ?

Lui a-t-elle fait comprendre qu'il y aurait intérêt à dresser une liste des chirurgiens de carrière et des médecins de ville et de campagne habitués à faire de la grande chirurgie ; à réserver la chirurgie aux chirurgiens, la médecine aux médecins, la dentisterie aux dentistes, et à grouper sous la main du directeur de santé, qui assiste le généralissime, des chirurgiens qui se transporteraient en auto aux endroits où l'on pourrait prévoir qu'il y aurait besoin de leurs services ?

L'a-t-elle supplié d'utiliser dans ses ambulances et ses trains sanitaires des infirmiers et des infirmières professionnels, et de considérer

qu'il n'y a rien de contraire aux principes de l'hygiène à faire soigner des blessés militaires par des infirmiers ou des infirmières civils ?

Lui a-t-elle signalé qu'il ne serait pas au-dessus de l'intelligence de notre bureaucratie d'avoir dans les gares têtes d'étapes d'où partent les trains, et dans les gares régulatrices où on leur donne leur direction définitive, l'état journalier des lits vacants pour malades et blessés dans les hôpitaux des différentes villes des zones du territoire, et qu'il existe des moyens de communication rapides, connus dans les pays civilisés sous les noms de télégraphe et de téléphone, qui permettraient d'aviser les stations-haltes des besoins des trains sanitaires ?

Lui a-t-elle appris que les anciens réformés admis en tas, sans examen, par de récents conseils de revision, n'étaient généralement pas soumis à une nouvelle visite à leur arrivée au corps, malgré tous les ordres ministériels, et que tous nos dépôts s'encombraient de non-valeurs, de déchets humains, de bronchiteux et de rachitiques dont la seule présence dans les casernes était un danger pour la santé des jeunes recrues ?

Lui a-t-elle prédit que s'il ne fait pas désinfecter sérieusement toutes les casernes, à l'occasion de l'arrivée de nos bleus de la classe 15, il y aura dans quelques semaines de ces épidémies auprès desquelles celles de l'an dernier, lors de l'incorporation de la troisième classe, n'auront été que de la Saint-Jean ?

Lui a-t-elle dit enfin tout ce que la Censure

nous empêche d'écrire depuis quatre mois et demi ?

Un communiqué de la Commission d'hygiène nous assure que le directeur du service de santé a dit qu'il tiendrait le plus grand compte de toutes les observations que les élus de la Nation avaient bien voulu lui faire.

Ah ! monsieur le directeur du service de santé, vous êtes vraiment trop bon!

Mercredi 23 décembre.

Soldats du Droit.

Le gouvernement a fait hier une déclaration digne de la France, digne de la République, digne de l'armée nationale que commande un chef qui est à la fois « un grand soldat et un noble citoyen ».

J'ai plus particulièrement goûté le couplet sur le Parlement, « expression et garantie de nos libertés », sur la « déférence » que le gouvernement déclare avoir « pour son contrôle nécessaire » et sur « sa souveraineté qui sera toujours obéie ». C'est l'assurance que la session ordinaire ne sera pas écourtée, ni sabotée, et que les élus de la nation exerceront sur toute la bureaucratie — la bureaucratie civile et militaire, le service de santé comme la Sûreté générale — un contrôle qui commençait à devenir une question de salut public et, en certains cas, d'honneur national.

Pas mal non plus la tirade pleine de modestie où le gouvernement avoue « qu'il ne fut certes pas exempt d'erreur » — voir les hontes des camps de concentration, les arrestations arbitraires maintenues sans jugement, et le service de santé déjà nommé — « et qu'il a profité quelquefois des suggestions et des critiques qui lui sont advenues, comme il convient dans une démocratie où chaque citoyen, même le plus humble, est le collaborateur des pouvoirs publics ». Pas mal, surtout si le président du Conseil veut bien ordonner à la Censure de s'occuper de ce qui la regarde, c'est-à-dire d'empêcher les indiscrétions sur les mouvements de troupes, et de nous ficher la paix pour le reste.

Toute la France sera heureuse d'apprendre que « l'État proclame le droit à la réparation au profit de ceux qui ont été victimes dans leurs biens des faits de guerre » : mais combien ceux qui sont sur le front, affrontant la mort à chaque minute, auraient été plus heureux d'entendre le chef du gouvernement les assurer que la nation saurait prendre à sa charge et traiter comme ses enfants de prédilection, les veuves et les orphelins de ceux qui mourront pour elle.

Mais, vous l'avouerai-je, ce qui m'a le plus remué, ce qui m'a semblé le plus consolant à l'heure cruelle que nous vivons, dans les discours réconfortants du président du Conseil et du président de la Chambre, c'est l'affirmation répétée, comme a dit le président du Conseil, que nous étions en train de « reconstruire

l'Europe sur la justice », non pas seulement l'Europe, mais le monde entier, puisque M. Deschanel a parlé du Japon « réparant les injustices commises envers les peuples d'Extrême-Orient », le Japon « qui nous envoie l'heureux présage des délivrances nécessaires » ?

Vrai ?

Alors, non seulement l'Alsace-Lorraine va redevenir française, le Sleswig-Holstein va redevenir danois, mais la Pologne va sortir de son tombeau et ressusciter comme nation autonome ? La Finlande va recouvrer ses libertés perdues ? Les juifs de Russie vont recevoir l'égalité civile et politique ? Les Roumains de Transylvanie, de Bukowine et de Bessarabie vont être rendus à la Roumanie ? La Bohême aux Tchèques ? Les Serbes de Croatie et de Bosnie à la vaillante nation serbe ? Les Grecs d'Epire, d'Albanie et d'Asie-Mineure à leur mère la Grèce ? Les Bulgares de Silistrie et, surtout, ceux de Macédoine, à leurs frères de Bulgarie ?

Mieux : les juifs dispersés par le glaive, il y a deux mille ans, vont donc pouvoir, sur la terre de leurs ancêtres, reconstituer leur nation tant de siècles opprimée et persécutée ?

Et les peuples d'Asie, — comme ceux d'Afrique, du reste, — ceux qui versent leur sang sur nos champs de bataille, vont enfin être traités comme les frères des Européens ?

La Chambre a voté l'affichage.

On a raison d'afficher sur tous nos murs ces promesses grandioses.

Ce n'est pas assez.

Il faut les afficher dans nos tranchées. Il faut que nos soldats les connaissent. Il faut qu'ils sachent tous, du plus illustre au plus humble, pour quelle grande cause ils souffrent, pour quelle grande cause ils meurent.

Heureux, disait déjà, il y a deux mille ans, le juif de Galilée, qui était un grand socialiste et un grand internationaliste, heureux ceux qui souffrent pour la justice!

Heureux, qu'ils soient chrétiens ou socialistes, qu'ils soient Français, Anglais, Russes, Serbes ou Japonais, ceux qui mourront pour fonder la paix et la justice internationales sur la terre!

Jeudi 24 décembre.

Contrôle parlementaire.

Nos grands ancêtres de 1792 et de 1793 avaient une singulière conception de la République.

Ils croyaient que la République c'était le gouvernement du peuple par le peuple.

Toute la partie jeune et virile de la nation étant dans les camps, les élus de la nation entendaient voir comment elle s'y comportait, si elle ne manquait de rien, si tout allait droit.

Aux heures d'épreuve, ils étaient à la tête des colonnes républicaines, l'écharpe à la ceinture, la plume au vent, et ils savaient trouver le mot qui électrise.

Quelquefois même, quand les généraux paraissaient aller de travers, les représentants en mission leur trouvaient sur-le-champ des successeurs.

Personne ne demande aujourd'hui que l'on nomme des représentants aux armées.

Les temps sont moins tragiques : au lieu d'avoir toute l'Europe contre nous, nous l'avons avec nous.

Les généraux n'ont pas besoin qu'on les surveille; la République est assise, et bien assise, et quand elle aura réparé les fautes de la monarchie impériale, rendu à la France l'Alsace-Lorraine et le prestige militaire que l'Empire lui avait fait perdre, elle sera fondée sur le roc.

Le généralissime, bon général et bon citoyen, fend l'oreille aux généraux insuffisants ou fatigués, sans s'occuper de leurs opinions politiques : il suffit à cette tâche.

Nous avons d'ailleurs, les uns et les autres, tellement bien discrédité les parlementaires — ce n'est pas la moindre des sottises et des injustices de ces dernières années — qu'ils manqueraient un peu de prestige et de panache pour aller sur le front électriser les troupes.

Tels quels, avec leurs qualités et leurs défauts, ils n'en sont pas moins les hommes de confiance de la nation, ses représentants les plus qualifiés.

Autant il serait détestable de les voir s'ingérer dans les questions de stratégie et de tactique, autant il serait dangereux de les voir, à cette heure critique, abdiquer la besogne de

contrôle dont nous, la nation, nous les avons chargés.

Est-il admissible, par exemple, que la Commission parlementaire d'hygiène, qui a examiné la situation de notre service de santé, se borne à de vaines critiques et n'envoie pas des commissions dans les ambulances et les hôpitaux pour voir si Qui de droit daigne en tenir compte ?

En août et septembre, on a coffré en prison, ou évacué dans des camps de concentration, tous les sujets autrichiens et allemands résidant en France ; quand on sait de quelle espionnite aiguë fut atteint le pays, et en particulier cette pauvre Sûreté générale, on devine quelles gaffes et quelles injustices ont été commises : Alsaciens, Polonais allemands ou autrichiens, Italiens du Trentin ou de Trieste, juifs de Galicie, de Bukowine ou de Vienne, tous des amis passionnés de la France, ont été empoignés avec une brutalité qui fera rougir notre peuple quand il la connaîtra. Trois mois se sont écoulés depuis la victoire de la Marne, trois mois pendant lesquels le ministre de l'intérieur s'est montré incapable de faire faire un tri entre les Allemands et Autrichiens suspects ou dangereux, et la multitude d'amis de la France confondus avec eux. Le Parlement va-t-il tolérer cette honte ? Ne va-t-il pas obliger le ministre de l'intérieur et son directeur de la Sûreté générale à ne pas déshonorer plus longtemps la France et la République aux yeux du monde civilisé ?

Le Parlement ne ferait pas mal non plus

d'envoyer des commissions d'enquête prises dans son sein pour voir ce qui se passe dans nos dépôts.

Dans certains dépôts de régiments de la légion étrangère, notamment à Orléans, ils en découvriraient de belles sur la façon dont sont traités, par des cadres dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils manquent trop souvent de tact, des hommes qui sont venus offrir volontairement leur vie pour la défense du grand idéal de liberté et de fraternité qu'était à leurs yeux la France républicaine.

Dans les dépôts des régiments français, et dans certains bureaux, à condition qu'ils viennent sans se faire annoncer, je consens à me faire naturaliser prussien s'ils ne dénichent pas assez d'embusqués pour constituer tout un corps d'armée.

Ça vous gêne de voir les parlementaires fourrer leur nez un peu partout?

Mais c'est cela, la République.

L'autre jour, quelqu'un disait : « Le généralissime, qui est le maître absolu dans la zone des armées, n'a pas le temps de s'occuper des détails d'exécution de toutes les décisions qu'il prend. Ce sont ses officiers qu'il charge de les rédiger. Les officiers, qui ont d'autres chats à fouetter, doivent, dans bien des cas, s'en remettre à un sous-officier, de sorte que, pour bien des choses, la France est gouvernée par un adjudant. »

Hors de la zone des armées, l'adjudant est souvent un inspecteur de la Sûreté.

J'ai beaucoup de respect pour les adjudants,

et encore plus pour les inspecteurs de la Sûreté.

Mais, en paix comme en guerre, laissez-moi vous confier, au risque de vous paraître aussi naïf que les républicains de 1792, que je suis plus tranquille quand je sais que leur toute-puissance est tempérée par le contrôle du Parlement national.

Vendredi 25 décembre.

Noël !

C'est Noël! La place des absents sera plus vide en ces jours qui auraient dû être jours d'allégresse. Où sont-ils ? Morts? ou simplement blessés? ou prisonniers sur la terre étrangère? ou au fond d'une tranchée, guettés par la mitraille ennemie, les pieds dans l'eau?

Triste Noël! Triste comme une Toussaint!

Maudits soient les bandits qui ont déchaîné ces deuils et ces hontes sur la terre!

Et pourtant, non, ce n'est pas la Toussaint, ce n'est pas le Jour des Morts, c'est bien Noël, c'est bien le renouveau c'est bien l'aube d'une nouvelle ère qui luit.

Quelle différence, en tout cas, avec le Noël de l'Année Terrible!

Souvenez-vous comme c'était plus triste, plus morne, plus désespérant, à pareille date, il y a quarante-quatre ans : Paris assiégé, — assiégé depuis trois mois, — bombardé, affamé, agoni-

sant, et les pauvres armées de la Défense nationale sans cadres, sans équipements, écrasées une à une.

Aujourd'hui, après cinq mois de guerre, non seulement Paris est inviolé, mais Belfort, mais Toul, mais Epinal, mais Verdun. Les Vandales tiennent encore sous leurs bottes un bout de la France et presque toute la Belgique : mais le coup de balai est commencé. De la Marne à l'Aisne et à l'Yser, plus un ennemi.

Noël! Ce n'est pas seulement nos départements du Nord qui attendent leur délivrance, et l'héroïque Belgique, et l'Alsace-Lorraine : c'est la Pologne martyre, dépecée toute vivante il y a cent vingt-cinq ans, et qui a soulevé la pierre de son tombeau ; ce sont les Danois du Sleswig ; ce sont les Roumains de Transylvanie, les Serbes de Croatie et de Bosnie, les Italiens de Trieste et de Trente, les Bulgares de Macédoine, les Grecs d'Epire et d'Asie-Mineure, les juifs opprimés par toute la terre.

Qui sait, c'est peut-être le peuple allemand lui-même qui demain chantera sa délivrance !

Depuis quarante-quatre ans, l'Europe entière étouffait, et l'Allemagne avec elle, sous la cuirasse écrasante et ruineuse que la caste militaire allemande lui imposait.

Depuis quarante-quatre ans, tous les peuples suaient chaque année des milliards et des milliards pour bâtir des casernes, pour forger des canons, pour fabriquer des fusils, pour construire des cuirassés et toutes sortes d'engins de mort et de destruction.

Depuis quarante-quatre ans, toutes les œuvres

de vie et de solidarité étaient paralysées par ce chancre dévorant.

Noël! Voici la délivrance.

Demain, le monstre sera abattu.

Demain, tous les foyers de haines internationales seront éteints.

Demain, l'Europe, qui jusqu'ici n'était fondée que sur la Force, sera fondée sur le Droit, sur le droit qu'ont tous les peuples, les plus petits comme les plus grands, de se gouverner eux-mêmes.

Demain, tout malfaiteur, qu'il soit roi, qu'il soit empereur, saura ce qu'il en coûte de troubler la paix publique, et par l'exécution retentissante du dernier empire militaire, il saura le sort qui attend ceux qui à l'avenir refuseraient de régler leurs différends avec leurs voisins devant le tribunal international de l'Europe.

Noël! Dans cette Europe nouvelle qui sort des entrailles de la vieille Europe, c'est une France nouvelle qu'on voit poindre.

Disparues, ou du moins dépouillées de leur venin, les vieilles passions politiques, religieuses et sociales d'avant la guerre!

Lequel des riches osera, à l'avenir, refuser sa part des bienfaits et des richesses de la patrie à cette classe ouvrière qui a su si bien prendre sa part des dangers et des souffrances ?

Lequel des plus pauvres osera nier qu'il y avait une belle flamme d'idéalisme dans cette bourgeoisie dont les fils, abandonnant gaiement leur bien-être et leur luxe, acceptèrent joyeusement la vie des tranchées et affrontèrent la mort si gaillardement ?

Où est le libre penseur ou le franc-maçon qui niera que, dans les heures les plus affreuses de la grande guerre, certaines âmes aient trouvé dans les vieilles croyances religieuses du réconfort et du courage ?

Où est le curé assez aveugle, où est le croyant assez fanatique qui, ayant vu comment meurent pour leur idéal des légions de mécréants dégagés de toutes attaches confessionnelles, osera colporter certains propos venimeux contre la République et ses écoles sans Dieu et sans idéal !

Noël ! Le monde entier, au milieu de ses douleurs, tressaille d'espérance.

L'enfantement est douloureux et sanglant, mais l'humanité sourit à l'avenir radieux qui tressaille en ses flancs, comme la jeune mère supporte les souffrances de la maternité en songeant au nouveau-né qui va paraître.

Noël ! Si les pères meurent aujourd'hui, leurs enfants du moins seront à jamais à l'abri de pareilles horreurs. C'est pour les leur épargner qu'ils consentent à mourir.

Noël ! Quand leurs enfants ce matin ont découvert dans leurs souliers la manne divine de l'amour maternel, les mères les plus éprouvées ont souri à travers leurs larmes.

Samedi 26 décembre.

Encore les Japonais.

Plus l'on va, plus l'opinion publique française se demande pourquoi les Japonais ne se battent pas à nos côtés, en Europe. [(1)

Le pays a beau accepter la guerre avec un courage stoïque, il ne comprendrait pas qu'on ne fasse pas l'impossible pour écraser rapidement le militarisme allemand.

Or, tout le monde se rend compte que ça menace de s'éterniser.

L'Allemagne, qui n'est pas encore à bout de souffle, qui est le premier pays du monde — reconnaissons-lui cela — comme audace industrielle et comme esprit méthodique en un siècle où la guerre est en partie une question de matériel, de puissance industrielle, de méthode et d'organisation, l'Allemagne n'est-elle pas capable de prolonger sa résistance un an de plus qu'on ne s'y attend ?

Un an ! Que de ruines, de deuils supplémentaires représentent ces deux petits mots !

Que de souffrances pour nos malheureux frères de Lille, de Saint-Quentin, de Mézières, de Sedan, de Longwy, et pour l'héroïque Belgique, écrasée sous la botte allemande ?

Alors, le recours aux Japonais obsède les esprits des plus fermes, des plus résolus à ne traiter avec l'Allemagne qu'à Berlin.

Les Japonais seraient sans doute très flattés,

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

comme on le leur dit, d'être admis dans le concert des grandes nations ; mais, outre que leur victoire de Mandchourie leur a donné voix au chapitre dans toutes les grandes affaires mondiales, ils seraient bien naïfs de marcher uniquement pour la gloire.

Pour faire marcher leur gouvernement dans une affaire aussi sanglante, — mettez-vous dans sa peau, pour une seconde, — il faut évidemment leur offrir quelque chose de palpable.

Quoi ?

Allons ! ne tournons pas autour du pot ! [(1) l'Indo-Chine Française par exemple, ou un morceau du Tonkin.

Les députés et sénateurs de nos colonies viennent de se réunir, et ils nous déclarent en termes voilés : « Ah ! ça non, par exemple ! jamais ! pas une pierre, pas un pouce de notre empire colonial ! »

Nos honorables donneraient plus volontiers l'Indo-Chine Anglaise.

Je les comprends et je ne verrais aucun inconvénient pour nous assurer le concours, des Japonais que les Anglais paient ce concours tout comme nous, d'un morceau de leur empire indo-chinois.

Il serait juste, en effet, que nos amis Anglais, qui doivent profiter au moins autant que nous de l'abaissement de l'Allemagne, et qui n'auront point connu comme nous les maux de l'invasion, fassent de leur côté les concessions qu'il faut.

Mais pour ce qui concerne l'Indo-Chine Francaise, les députés de nos colonies se

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

trompent s'ils s'imaginent que la nation y tient autant qu'eux.

Pour l'immense majorité des Français, l'Indo-Chine est une colonie destinée à être dévorée un jour ou l'autre par les Japonais.

Il n'y a pas un Etat européen, d'ailleurs — pas même l'Angleterre — capable de tenir tête au Japon en Extrême-Orient si jamais une brouille survenait avec lui. C'est peut-être fâcheux pour les Européens qu'il en soit ainsi, mais les choses sont telles. Je ne suis d'ailleurs pas très sûr que les Annamites y perdraient quelque chose.

Je veux faire un pari avec nos sénateurs des colonies.]

Ramassons dans une rue de Paris ou de n'importe quelle ville, ou sur les routes de n'importe quel canton rural de France, cent citoyens français pris au hasard, quelles que soient leurs opinions politiques, et posons-leur la question suivante :

« Que préférez-vous ?

« Ou bien faire de grosses concessions économiques, ou même quelques grosses cessions territoriales en [(1) Asie] aux Japonais pour avoir leur concours immédiatement et raccourcir de six mois la durée de la guerre, ou bien garder toutes vos possessions [(2) indo-chinoises] mais vous passer des Japonais, et ainsi prolonger de six mois la grande boucherie internationale ? »

Je parie tout ce qu'on voudra que, sur cent citoyens français, quatre-vingt-dix-neuf au

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

(2) *Id.*

moins vous répondront : « Appelez les Japonais ! »

Mieux [(1).

Dimanche 27 décembre.

Tête de Pipe !

Je me suis fait une pinte de bon sang en lisant le message que le kronprinz a adressé à ses troupes à l'occasion de la Noël, en leur envoyant, comme souvenir, une pipe portant son sympathique portrait.

« De même que mon grand-père, dit l'impériale tête de pipe, alors prince héritier Frédéric-Guillaume, le fit, à la Noël de 1870, à son armée, formée de vos pères et grands-pères, j'envoie à mes camarades de l'armée un petit souvenir pour ce Noël, qui est la plus grande époque de l'histoire de l'armée allemande. »

Avez-vous jamais vu un gaffeur pareil ?

Cette évocation de son grand-père, le prince royal de Prusse, le vainqueur de Sedan, à cette heure, à cet endroit, oh ! mon kronprinz, quelle plaisanterie macabre pour les pauvres soldats allemands !

Quelles tristes réflexions ils ont dû se faire, les pauvres, en comparant ces deux Noëls.

Noël 1870. La guerre a éclaté fin juillet. Quelle marche foudroyante ! Le 4 août, écrasement à Reischoffen de l'armée de Mac-Mahon,

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

qui s'échappa à grand'peine jusqu'à Châlons. Du 14 au 18 août, victoires éclatantes de Mars-la-Tour, Borny, Saint-Privat, Gravelotte, sur l'armée de Bazaine, enfermée à Metz. Le 2 septembre, l'armée de Mac-Mahon, qui essaie de venir délivrer Bazaine à Metz, enfoncée à Sedan : près de 100.000 hommes obligés de capituler. En septembre, Paris assiégé. En octobre, Metz capitule avec 180.000 hommes. Il ne reste plus, en face des armées prussiennes triomphantes, que les armées improvisées de la Défense nationale, qui, dès la fin de décembre, gravissent leur douloureux Calvaire.

A Noël 1870, ton grand-père était sous Paris depuis trois mois, et Paris bombarbé, affamé, commençait à râler, et la France avec lui.

Et toi, kronprinz de mon cœur, tu n'as même pas encore réussi à bombarder Verdun, ni Belfort, ni Toul, ni Epinal, ni Dunkerque, et du Paris vers lequel tu marchais, il y a trois mois que tu as été ramené presque à notre frontière, et deux millions de poilus t'empêchent d'avancer d'un pas, en attendant qu'ils te rejettent sur le Rhin et même un peu plus loin.

A Noël 1870, ton grand-père nous tenait sous sa botte, et l'Europe le laissait faire, indifférente ou souriante.

Aujourd'hui, l'Europe est presque tout entière à tes chausses. Tu as déjà sur les bras et la formidable Russie, et la rageuse Serbie, et la vaillante et héroïque Belgique, et l'Angleterre avec un monde d'alliés. Plus un navire ne s'approche de l'Allemagne sans être visité,

fouillé jusqu'à sa coque. Et le jour pourrait bien venir où, faute de cuivre, faute de nitrate, faute de tout ce qui t'est nécessaire pour la fabrication de tes obus et de tes explosifs, tu verras s'effondrer sous tes pas l'Empire que ton grand-père avait réussi à édifier par le fer et par le feu.

Tu as de la chance dans ton malheur.

Tu as de la chance, toi qui as été un des instigateurs de cette abominable boucherie, toi qui as été dans ton pays le chef du parti de la guerre, tu as de la chance de n'avoir dans ton armée que des gens de si bonne composition, et si bien dressés.

Tu as de la chance que les socialistes de ton armée, si braves quand il s'agit de donner leur peau, sur un ordre de toi, ont été trop couards pour te mettre depuis longtemps hors d'état de nuire, toi et ta caste militaire, par une bonne révolution démocratique.

Il aurait été bien reçu, le kronprinz de chez nous, si, après nous avoir mis dans le pétrin en 1870, il avait eu l'effronterie de nous offrir sa tête de pipe.

Qu'ont-ils donc dans le ventre, les socialistes de ton armée, s'ils n'ont pas accueilli ton insolent boniment par un énergique : « Ta bouche ! eh ! kronprinz ! », ou par un sourd grognement de : « Vive la République allemande ! »

Lundi 28 décembre.

A un neurasthénique.

Hé ! oui, c'est entendu, c'est long, long ! Non, mais avez-vous cru par hasard que vous n'alliez faire qu'une bouchée de l'armée allemande ?

Vous croyez qu'on démolit comme cela un peuple de près de 70 millions d'habitants, doublé d'un allié qui en a 52 millions, surtout quand cet ennemi a préparé pendant quarante ans sa petite affaire, qu'il a une industrie métallurgique si puissamment outillée, — n'oubliez pas que les guerre modernes sont en partie des guerres de matériel, — qu'il est brave, fanatisé par l'orgueil national, et qu'il est doué du plus bel esprit méthodique, du plus beau génie organisateur de l'Europe entière ?

Vous n'êtes pas content des Russes ?

Et pourquoi donc ? Avez-vous coupé dans les histoires du rouleau russe arrivant à toute vitesse sur Berlin, et dans les 12 millions d'hommes que la Russie pouvait mettre en ligne ?

Douze millions d'hommes ! Elle est bien capable, certes, de les appeler, mais comment les approvisionner régulièrement et abondamment de munitions de guerre, avec le développement industriel relativement si faible de l'immense empire ? Comment, surtout, faire parvenir au front russe les munitions nécessaires à une masse de douze millions d'hommes, avec les voies ferrées si rudimentaires de la Russie, surtout en Pologne ?

Regardez la carte des chemins de fer de Pologne : de Varsovie il part dans la direction de l'Allemagne, en tout et pour tout, quatre voies ferrées : l'une par Mlawa, l'autre vers Thorn, deux autres par la région de Lodz. Elles s'écartent en éventail en s'éloignant de Varsovie.

Que voulez-vous ? Quand les Allemands, qui ont en Silésie et en Posnanie un réseau serré de voies ferrées, concentrant leurs troupes sur un point, avancent par une voie vers Varsovie, les troupes russes, qui se sont avancées trop loin, sont bien obligées de se replier en toute hâte, de peur que, près de Varsovie, les chemins de fer, qui sont leur cordon ombilical, ne soient coupés.

La difficulté pour les Allemands ce n'est pas de faire replier les Russes vers Varsovie : c'est, arrivés près de Varsovie, de forcer les lignes russes.

Il est probable qu'il va leur arriver du côté de Varsovie ce qui leur est arrivé en octobre : ils vont y perdre des centaines de milliers d'hommes, du matériel, puis ils rebrousseront chemin, poursuivis par la cavalerie russe.

Supposez même qu'ils prennent Varsovie : plus ils s'avanceraient vers l'est, plus les difficultés augmenteraient pour eux.

L'armée russe n'est pas une armée d'offensive : c'est surtout une armée défensive.

Ce n'est pas un rouleau capable d'avancer à toute vapeur.

C'est un énorme concasseur, un formidable marteau-pilon pas facile à déplacer, mais qui est capable d'écraser n'importe quelle masse qui vient se mettre à sa portée.

Le concasseur fonctionne en ce moment devant Varsovie : on sera épouvanté quand on apprendra combien de crânes allemands il aura broyés.

Vous n'êtes pas content non plus des Anglais, cher ami, parce qu'ils vous semblent lents à nous envoyer de gros renforts?

Ah ! çà, est-ce que vous croyez qu'un pays sans armée permanente peut fabriquer des armées d'un million d'hommes comme ça, en trois ou quatre mois, toutes équipées, armées jusqu'aux dents et bien approvisionnées ?

Patience ! patience ! Attendez février et mars, et vous m'en donnerez des nouvelles.

Leur flotte vous cause une déception? Vous êtes joliment difficile si vous trouvez que ce n'est pas un beau travail, un travail gigantesque qu'elle fait en silence, en infligeant à l'Allemagne un blocus qui avancera sa déconfiture de six mois!

La guerre de tranchées du père Joffre n'a pas non plus l'heur de vous plaire ? Vous dites que si les Allemands font des tranchées à mesure qu'ils reculent, et s'ils reculent mètre par mètre, la guerre durera des années ?

Mais non ! mais non ! cher ami.

Quand le concasseur russe aura fait encore quelque temps sa besogne, quand les Anglais, ou nous, nous aurons pu grouper sur un point 300.000 à 400.000 hommes de troupes fraîches, bien approvisionnées, de façon à donner aux Allemands un grand coup de poing dans l'estomac, ce n'est pas mètre par mètre qu'ils reculeront, c'est au galop qu'ils déguerpiront, qu'ils feront un

bond de 30 ou 40 kilomètres en arrière, comme après la Marne, et quand la muraille crèvera sur un point, c'est toute leur ligne de tranchées qui devra reculer pour faire « en arrière! alignement ! »

Cher ami, vous faites de la neurasthénie.

Soignez-vous.

Pour vous remonter, causez un peu plus souvent aux blessés qui reviennent du front, ou, à défaut, lisez un peu plus la *Guerre Sociale*, le meilleur reconstituant du système nerveux, excellent tonique recommandé par la Faculté et garanti par le gouvernement.

Mardi 29 décembre.

Pénibles incidents.

Me sera-t-il permis de transmettre au gouvernement et au Parlement, gardien suprême de l'honneur de la nation, les doléances des familles des volontaires étrangers qui se battent en ce moment pour la France, et de faire entendre ici, à ces familles inquiètes, quelques paroles d'apaisement?

A la fin d'août, quand on a cru Paris menacé, quand la marche foudroyante de l'armée prussienne jeta quelque émoi dans le pays, des milliers et des milliers de volontaires étrangers s'engagèrent sous nos drapeanx et on constitua pour eux des régiments de légion étrangère.

Sans doute, les uns et les autres avaient

chacun au fond du cœur quelque arrière-pensée nationale.

Les Polonais marchaient pour la résurrection de la Pologne, les Tchèques pour affranchir leur Bohême du joug allemand, les Italiens pour rendre Trieste et Trente à la patrie italienne, les Russes pour démolir le militarisme prussien qui leur semble être la clef de voûte de la réaction européenne; je ne suis pas sûr que bon nombre de juifs — de beaucoup les plus nombreux parmi nos volontaires — ne caressaient pas l'espoir, en affirmant la vitalité et la vaillance de leur race sur les champs de bataille, de mériter eux aussi la résurrection de leur vieille patrie disparue il y a deux mille ans.

Mais, quel que fût leur rêve national particulier, tous accouraient sous notre drapeau parce qu'à leurs yeux c'était celui qui symbolisait le mieux leur idéal de liberté et de fraternité humaine.

Il faut connaître les milieux étrangers de Paris, un peu névrosés peut-être, dans certains de leurs éléments, mais généreux, idéalistes, enthousiastes, pour comprendre les richesses morales que représentent ces milliers d'étrangers, bercés dès leur jeunesse dans l'adoration de la France de la Révolution et des Droits de l'Homme.

A ces hommes frémissants d'enthousiasme, il aurait fallu des cadres triés sur le volet parmi les gradés passionnément républicains.

On leur donna comme cadres, surtout dans les grades inférieurs, des gradés de la légion

étrangère venus d'Afrique, et même des gradés sortant des compagnies de discipline.

Je n'incrimine personne : les bureaux de la guerre, depuis quatre mois, ont fourni un travail si écrasant qu'ils sont bien excusables de n'avoir pas songé à cette question un peu spéciale.

Et je ne veux pas du tout jeter la pierre aux gradés de notre légion, venus d'Afrique ou des compagnies spéciales, pour n'avoir pas fait la différence entre les légionnaires ou les mauvaises têtes qu'ils étaient habitués à conduire, et cette élite morale venue se battre pour une idée.

Mais on devine les incidents pénibles qui inévitablement devaient se produire entre ces sensitives qu'étaient les volontaires et ces soldats de métier de l'armée d'Afrique.

Quand on sort de l'armée allemande et qu'on s'engage dans la légion étrangère en Afrique, on accepte sans sourciller les épithètes malsonnantes par lesquelles les gradés, sans y entendre malice, ont coutume d'exhaler leur mauvaise humeur : pour un volontaire peu habitué, dans la vie civile, à certain langage des camps, certaines épithètes injurieuses sont autant de soufflets.

C'est une habitude dans l'armée française, en temps de paix, d'accueillir par toutes sortes de lazzis l'engagé volontaire : « Il n'y a donc plus de pain chez toi ? » est un cliché que connaissent tous ceux qui ont passé seulement quinze jours dans une chambrée. Plaisanterie de corps de garde qui ne tire pas à consé-

quence. Seulement, quand un gradé les sort, en temps de guerre, sur un certain ton, à des « volontaires » qui ne connaissent pas les finesses de notre langue — si j'ose dire, — on s'expose à voir un des volontaires sur les rangs tirer de sa poche une liasse de billets de banque et les offrir d'un air narquois au gradé qui « en a un coin de bouché », pour parler le noble langage des camps.

En Algérie, où fleurit l'antisémitisme, un gradé de la légion n'étonne personne en traitant un juif de « sale youpin » : dans un régiment de volontaires, où il y a 70 pour cent de « ces sales youpins », venus mourir pour la France, la plaisanterie paraît un peu saumâtre.

Résultats : quelques protestations nullement graves, dont aucune n'a pris la proportion d'une mutinerie, protestations à la suite desquelles des volontaires qui se sont bien battus sont retirés du front et menacés d'être envoyés au Maroc.

Je me demande si nous avons le droit de prendre des volontaires qui se sont engagés pour se battre contre les Prussiens, et de les envoyer combattre contre les Marocains.

Puisqu'il n'y a eu aucun acte d'indiscipline — je n'élèverais pas la voix en leur faveur s'il y avait eu quoi que ce soit qui ressemblât à une rébellion, — la porte est ouverte heureusement à une autre solution plus intelligente, plus équitable et plus républicaine : leur donner d'autres cadres et les renvoyer au feu... à moins qu'on ne préfère les renvoyer simplement dans leurs foyers.

Quelle humiliation ce serait pour la France d'être obligée d'avoir recours, à une heure pareille, à des moyens de coercition envers des hommes qui étaient venus joyeux, il y a quelques mois, lui offrir leur vie pour sa défense !

Cette humiliation, le gouvernement n'aura-t-il pas à cœur de l'épargner à la France et à la République ?

Mercredi 30 décembre.

Critiques sans aigreur.

Puisque la Censure, qui décidément s'humanise et se civilise, m'a laissé hier transmettre au gouvernement et au Parlement les doléances des familles des volontaires étrangers, je m'enhardis jusqu'à transmettre au ministre de la guerre celles des familles françaises qui ont de leurs membres au front.

Il ne se passe guère de jour sans que des mères, des femmes ou des sœurs de soldats ou d'officiers ne viennent nous voir ou ne nous écrivent pour nous supplier de signaler au ministre de la guerre des abus qui, s'il faut en croire les lettres qu'elles nous communiquent, se commettraient soit sur le front, soit dans les dépôts.

Au front d'abord. Quand on éloigne les hommes de la ligne de feu, après un séjour prolongé dans les tranchées, ils n'ont qu'un désir : se reposer, se décrasser, se détendre les nerfs.

Or, il paraît que certains officiers profiteraient de ces heures de répit pour les abrutir et les énerver par des exercices de parade et des revues de détail qui leur semblent, dans des circonstances pareilles, cent fois plus odieux encore qu'à la caserne; si le fait est exact, serait-il indiscret de demander à qui de droit de mettre bon ordre à ces pratiques [(1).

Dans les dépôts, autres critiques.

La plus générale, c'est que les commandants de dépôt semblent envoyer arbitrairement au front, pour combler les vides, qui leur plaît, ou qui leur déplaît, sans aucun souci d'âge ou d'ancienneté. On fait partir des hommes de quarante-deux ans quand on a sous la main depuis le début de la guerre des gaillards solides de trente-cinq ans, ou de trente ans, ou de vingt-cinq ans. Personne ne rechigne à faire son devoir. Mais pourquoi donner l'impression qu'on fait des passe-droit ? Pourquoi ne pas faire partir les hommes du dépôt en commençant par les plus jeunes classes ? Que veut-on que pense un blessé qui vient à son dépôt et qui est renvoyé au feu, alors qu'il voit qu'on y garde des camarades de son âge, nullement inaptes, qui n'en sont pas sortis depuis le jour de la mobilisation ?

Le plus fort, c'est que tel qui n'a pas bougé du dépôt, se voit bombarder au grade supérieur comme sous-officier ou comme officier, pendant que les camarades qui sont dans la tranchée voient l'avancement leur passer sous le nez ?

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

Plusieurs officiers blessés de l'active, quand ils arrivèrent à leur dépôt, traînant encore la jambe, ou ayant encore le bras en écharpe, auraient eu l'impression d'être des intrus et des gêneurs pour les officiers instructeurs — le plus souvent de réserve — qui n'étaient jamais allés au feu. Ceux-ci semblaient avoir peur que le nouveau venu leur prît leur place. Le blessé, agacé, demandait à repartir au front, avant même d'être guéri. Et pourtant, qui pourrait faire un meilleur instructeur, qui aurait plus d'autorité morale et d'expérience pour dresser des recrues à la guerre moderne que les officiers qui l'ont déjà pratiquée?

Par contre, quelle autorité morale sur des bleus veut-on que possèdent des officiers dont toute la caserne sait qu'ils sont là depuis le 1er août?

Le moral de l'armée est excellent, malgré les dures épreuves auxquelles elle est soumise depuis cinq mois.

Raison de plus pour que la vigilante sollicitude du ministre de la guerre fasse disparaître, au fur et à mesure qu'on les lui signale, les abus qu'on lui dénonce sans aigreur ni passion et dont la persistance finirait par entamer ce moral merveilleux qui est la principale supériorité de notre armée sur l'armée allemande et le gage le plus sûr de notre victoire finale.

Jeudi 31 décembre.

Oraison funèbre de 1914.

Encore une de passée !

Elle sera célèbre dans les fastes de l'humanité.

Pendant des siècles et des siècles, les hommes s'en souviendront, de celle-là !

Qui nous aurait dit cela, il y a un an ?

Oui, on savait bien la guerre menaçante. Mais il y avait si longtemps que la menace planait sur nous qu'on se disait : « Bah ! l'orage passera à côté de nous, une fois de plus ! » Et chacun, insouciant, de se remettre au travail, de vaquer à ses affaires et à ses plaisirs.

Oui, même ceux qui s'étaient fait une spécialité de la prédire et de vouloir la détourner de nous par la menace d'une insurrection de tous les peuples si on la déchaînait, oui, même ceux-là n'y croyaient pas trop.

Crac ! la foudre est tombée. La poudrière qu'était l'Europe depuis quarante-quatre ans a sauté.

Est-ce que je ne rêve pas ? Est-ce que je n'ai pas le délire ?

En ce moment, 31 décembre 1914, au siècle de la vapeur, de l'électricité, de l'aéro, de la science, dix-neuf siècles après le triomphe de Jésus-Christ, plus d'un siècle après la Révolution française, tous les hommes valides de France, de Belgique, de Russie, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche sont dans des trous, ici de Dunkerque à Belfort, là-bas de Kœnigs-

berg à Cracovie ; ils se bombardent ; ils se fusillent, ils s'éventrent à la baïonnette !

De gros mastodontes cuirassés rôdent sur toutes les mers, guettant d'autres mastodontes remplis d'hommes, guettés eux-mêmes par des sous-marins qui, d'un seul coup, peuvent engloutir 60 à 80 millions de francs de travail humain, et un millier de vies humaines !

Jaurès est mort assassiné !

Non, je ne rêve pas, et je ne suis pas fou.

C'est l'humanité qui est folle à lier, folle à enfermer dans un immense cabanon. La terre n'est qu'un vaste cabanon.

Pourtant, nous sommes nombreux en ce pays qui avons fait ce que nous avons pu pour empêcher cette chose grotesque et horrible ; même qu'on nous collait en prison, entre quatre murs, des années et des années, pour nous faire taire, quand nous disions trop violemment qu'il fallait casser la figure aux gouvernants qui déchaîneraient ces horreurs-là.

Nous sommes-nous assez décarcassés en ce pays pour tendre le rameau d'olivier à ces idiots d'outre-Rhin, qui ne comprenaient pas, qui venaient à nos conférences interparlementaires franco-allemandes de Berne et de je ne sais plus où, et qui, atteints de la folie des grandeurs, eux, nous regardaient du haut de leurs victoires d'il y a quarante-quatre ans, du haut de leur population de 70 millions d'habitants — car ils faisaient des enfants, eux, — du haut de leur industrie colossale !

Oui, nous étions un peuple fini, foutu, sans croyance, sans morale, livré à l'anarchie.

Ils nous l'avaient tellement dit, nous l'avions tellement chanté nous-mêmes, en vers et en prose, dans les feuilles bien pensantes et dans les feuilles mal pensantes, que nous avions fini par le croire.

Ahurissement universel : au premier coup de canon, réconciliation générale de Calais à Perpignan, de M. de Mun à Edouard Vaillant et au citoyen Jouhaux ; j'embrasse les militaires, les militaires m'embrassent; la Préfecture de police et la Sûreté générale me contemplent avec attendrissement et je fais des yeux doux au tsar.

Décadence ? Pourriture morale ? Ecole sans Dieu ? Ouais ! Deux millions de poilus sortent de terre et vous coupent net le sifflet de Guillaume, au moment où il croyait entrer à Paris.

Et les alliés nous pleuvent du ciel, comme si le Père Eternel était avec nous : des Belges, des Serbes, des Anglais, des Russes, jusqu'à des Japonais !

Nous en sommes encore ébaubis, de nous trouver des gens si bien, si vertueux, si parés de toutes les vertus civiques et militaires.

Et quand nous avons une minute de doute ou de dépression, en songeant aux souffrances des nôtres et à ceux qui sont morts pour nous, nous n'avons, pour nous remonter et pardonner à l'année qui s'en va, qu'à songer à celle qui se termina le 31 décembre 1870.

Nos pauvres anciens, ce qu'ils ont dû souffrir en 1870 !

Quelle belle fin d'année, pour eux, que cette fin de 1914, quand ils mettent en regard les deux

dates : 31 décembre 1870, 31 décembre 1914.

... Tout de même, quelle saloperie que la guerre !

Vendredi 1er janvier 1915.

Souhaits.

Que notre Joffre balaie au plus vite les ordures qui souillent nos départements du Nord et la Belgique !

Que l'armée russe en fasse autant pour celles qui empoisonnent la Pologne !

Que les poilus des armées de la troisième République continuent à surpasser en héroïsme, en endurance, les grognards de la première République et du premier Empire !

Que tous les alliés se rendent bien compte que tout serait à refaire dans dix ans, que tout le sang versé, toutes les souffrances endurées depuis six mois l'auraient été inutilement si, sous couleur d'humanité, dans un moment de dépression, ils accordaient la paix à l'Allemagne avant d'être à Berlin et d'avoir terrassé le militarisme austro-prussien !

Que l'héroïque peuple belge trouve dans l'affection de tous les Français, dans la reconnaissance du monde entier — et dans la certitude de larges indemnités à la fin de la guerre — la récompense de la belle leçon de morale qu'il a donnée à l'humanité !

Que nos amis anglais ne cherchent pas à

faire accomplir à leur flotte des actions d'éclat, et qu'ils continuent sans bruit à appliquer implacablement le blocus des côtes allemandes et autrichiennes !

Que nos amis serbes, pour prix de leur vaillance, puissent constituer la grande Serbie, par l'adjonction de toutes les populations serbes sans exception !

Que nos amis russes aient Constantinople, mais surtout que les éléments libéraux de leur classe dirigeante aident le tsar, dans l'intérêt de tous, à réaliser en Russie le régime parlementaire !

Que la Pologne ressuscite en pleine autonomie, et que la Finlande recouvre ses libertés séculaires, sous la suzeraineté du Parlement de Pétrograd !

Que les Japonais arrivent à la rescousse, et que les diplomaties anglaise, française et russe ne les chicanent pas au sujet des compensations à leur offrir en Asie !

Que le gouvernement grec se hâte, et les gouvernements roumain et serbe pareillement, de faire en Macédoine, aux Bulgares, les concessions nécessaires pour pouvoir avoir les mains libres et réaliser pleinement, aux dépens de l'homme malade de Constantinople et de l'homme malade de Vienne, leurs aspirations nationales !

Que l'Italie reste fidèle à la mémoire de Mazzini et de Garibaldi !

Que les juifs qui ne sont pas encore fondus dans les grandes nations démocratiques, où ils ont acquis tous les droits du citoyen et dont ils

sont souvent les plus dévoués enfants d'adoption, réalisent, à la faveur de la décomposition de l'Empire turc, le rêve sioniste, et que la nation juive, restée si vivace malgré vingt siècles de persécution, ressuscite sur la terre de ses aïeux !

Que la Bohême forme une république indépendante, et la Hongrie semblablement !

Que le bon Dieu allemand, avec le concours des socialistes d'outre-Rhin, donne au peuple allemand, lorsqu'il aura reçu la douche bienfaisante que les alliés lui préparent, assez d'intelligence et de sens politique pour proclamer la République !

Que cette guerre soit la dernière des guerres, et par conséquent qu'au grand Congrès de Bruxelles où, sous la présidence du roi des Belges, les diplomates referont la carte d'Europe, ils ne recommencent pas les bêtises de Napoléon et de Bismarck, ces deux idiots de génie !

Que la paix de Bruxelles, par l'établissement dans la capitale belge d'un tribunal d'arbitrage obligatoire, par la constitution d'une gendarmerie internationale, par la limitation imposée des armements, prépare sérieusement l'avènement des Etats-Unis d'Europe et du monde !

Que nos femmes, nos mères et nos sœurs, qui sont si courageuses, continuent à être vaillantes ; qu'elles puisent, dans l'espérance que c'est la dernière des guerres, la force de supporter jusqu'au bout leurs affreuses tortures !

A tous les Français, sans distinction de parti ou de croyance ; à tous les alliés, blancs, noirs

ou jaunes; à tous les neutres qui font des vœux pour le triomphe du Droit, — et pourquoi pas? à tous les Allemands et à toutes les Allemandes chez qui la passion guerrière et la folie des grandeurs n'ont pas tué tout esprit de justice, tout sens moral et tout sentiment d'humanité, — bonne année!

Samedi 2 janvier.

Les frères Bonneff.

Depuis cinq mois que dure l'atroce boucherie, j'étais un privilégié. La mort avait épargné tous mes proches, tous mes amis intimes. Je viens d'être touché cruellement. Léon Bonneff est mort, mort de deux balles au ventre, aux environs de Toul, et je crains bien qu'il me faille pleurer aussi son frère Maurice, disparu depuis plus de quatre mois.

C'étaient, je crois, les deux âmes les plus exquises de mon Parti. Deux âmes? Non! Ils n'étaient qu'une seule âme, en deux corps que la nature avait faits si ressemblants que longtemps je les ai pris pour deux jumeaux.

Ils travaillaient dans une collaboration si étroite, si fraternelle, que non seulement leurs livres, mais leurs articles eux-mêmes, portaient leurs deux signatures : Léon et Maurice Bonneff.

Ils symbolisaient si bien à mes yeux l'amour fraternel, ils avaient une telle adoration l'un pour l'autre, et cette adoration se lisait si bien

dans leurs yeux, quand ils se regardaient, que j'avais fini, quand je rencontrais l'un de ces inséparables une fois par hasard tout seul, par l'interpeller d'un jovial : « Bonjour, les frères Bonneff. »

Je crois bien que ce qui les a amenés au socialisme, c'est une immense pitié, une tendresse débordante pour la classe ouvrière.

Avez-vous lu leur *Vie tragique des travailleurs* et leur *Classe ouvrière* ?

Quand les historiens de l'avenir voudront connaître ce qu'était la vie des travailleurs français au début du vingtième siècle, c'est à ces tableaux, pris sur le vif, d'une touche si sobre, d'une couleur si discrète, qu'ils devront se reporter.

Et ils seront confondus, frappés d'admiration, quand ils sauront que ces travailleurs qui menaient, dans beaucoup de branches de la production, une vie de forçat et de galérien, et pour qui la société fut si souvent marâtre, répondirent comme un seul homme à l'appel de la patrie en danger, parce que la patrie républicaine incarnait à leurs yeux un grand idéal de justice sociale et de paix internationale.

Quelle indécence de la part de certains intellectuels français — qui ont l'air vraiment d'avoir une mentalité d'intellectuels pangermanistes — à venir, au moment où chaque jour nous apporte la nouvelle de la mort d'un des nôtres, nous parler, avec des airs doucereux, de « l'erreur pacifiste » !

Non, mes chers Bonneff, vous ne vous êtes pas trompés en luttant dans les rangs de notre

Parti e de notre C. G. T., pour préserver l'Europe du honteux spectacle qu'elle donne depuis cinq mois!

Si vous avez pu affronter la mort avec tant de sérénité, c'est que vous aviez conscience, vous et tous ceux des nôtres qui servent glorieusement dans les armées de la République, que vous aviez tout fait, tout accepté — même les plus sanglants outrages et l'accusation d'être des ennemis de la patrie — pour essayer de préserver le monde de ces horreurs.

Dormez en paix, chers frères Bonneff !

Tous les socialistes, tous les républicains qui survivront à ce cataclysme, sont bien décidés à ne rien renier de la prétendue « erreur pacifiste ».

S'ils sont aujourd'hui pour la guerre à outrance, c'est parce que cette guerre c'est la guerre à la guerre, c'est la guerre au militarisme sous sa forme la plus odieuse et la plus grotesque : le militarisme prussien.

Et quand nous aurons fondé sur le Droit des nations, des petites comme des grandes, l'Europe nouvelle et la paix internationale, en prenant des garanties contre tout retour offensif du militarisme, nous nous retournerons vers les puissants et les privilégiés, et nous leur demanderons, mes chers amis, un peu de justice sociale pour cette classe ouvrière que vous avez tant aimée ; nous demanderons en votre nom, à la patrie, — où vous serez plus que jamais vivants parmi nous, — de rendre moins tragique la vie des travailleurs.

Dimanche 3 janvier,

Le Blocus de l'Allemagne.

Le président de la République des États-Unis, qui est un grand idéaliste, n'avait fait aucune représentation à l'Allemagne au sujet de l'abominable attentat commis contre la Belgique.

Il en fait aujourd'hui à l'Angleterre, parce qu'elle met quelque entrave à l'introduction des blés et des cochons américains en Allemagne.

Ne nous frappons pas.

L'incident n'aura pas de suite grave, du moment que le président Wilson ne conteste nullement — il ne manquerait plus que cela! — aux Alliés le droit d'intercepter la contrebande de guerre « absolue », c'est-à-dire celle qui, de toute évidence, sert à alimenter l'armée allemande : chevaux et harnachements pour l'artillerie et la cavalerie, armes et munitions de guerre, minerais servant à la fabrication des explosifs et des projectiles.

Pour le reste, pour les produits et denrées destinés à la population civile d'Allemagne et d'Autriche, que les plus neurasthéniques se mettent bien dans la tête qu'on trouvera un arrangement amiable, et qu'en aucun cas les États-Unis, qui comptent 80 pour cent d'Anglais ou d'antiallemands, n'entreront en conflit avec l'Angleterre pour une question aussi controversée et aussi controversable.

Le blocus appliqué à la contrebande de guerre pourrait d'ailleurs, à la rigueur, suffire aux alliés.

Pauvres Allemands, eux si prévoyants, si

méthodiques, qui n'avaient pas oublié un seul bouton de guêtre pour leur immense armée, ils n'avaient oublié que ce détail sans importance : le blocus de l'Allemagne.

On n'est plus au temps de Napoléon Ier.

En ce temps-là, — où nous avions réussi, pour avoir voulu nous moucher un peu plus haut que notre nez, à réunir contre nous toute l'Europe, comme les Allemands aujourd'hui, — le blocus de la France par la flotte anglaise, c'était une comédie.

Pensez donc : il n'y avait pas de chemins de fer, pas de navires à vapeur; les marchandises de luxe seules se transportaient facilement à de grandes distances; les marchandises lourdes se consommaient sur place. Chaque grande nation vivait de son marché national, travaillait pour son marché national. A part la privation des denrées coloniales, personne en France ne s'est aperçu du blocus de nos côtes par les flottes à voiles de celle que nous appelions alors — comme les Allemands l'appellent aujourd'hui — la perfide Albion.

Aujourd'hui, avec la vapeur et l'électricité qui ont supprimé les distances et rapetissé la terre, le marché mondial est né.

Un pays industriel surtout, comme l'Allemagne contemporaine, malgré la richesse de son sous-sol en charbon et en minerai, ne peut alimenter son industrie qu'avec les produits de toute la terre.

On devine que si on bloque un tel pays, si on le coupe du reste du monde, il doit finir un jour ou l'autre par tirer la langue.

Or, c'est à cette plaisanterie sinistre que se livre depuis cinq mois la perfide Albion.

Les premiers mois, elle n'avait pas établi un blocus sérieux : ses navires de guerre et les navires de guerre français étaient occupés à convoyer les troupes qui passaient d'Algérie à Marseille, d'Angleterre à Calais; d'Australie, de l'Inde et du Canada en Angleterre.

C'était le beau temps pour la contrebande.

Les nitrates, les cuivres, l'aluminium, le manganèse, le pétrole, tout cela passait par la Hollande, la Suède, l'Italie ou la Suisse, sans compter les denrées alimentaires.

Même deux pays industriels qui ont des chutes d'eau, et qui, à la faveur de ces chutes d'eau, ont monté de puissantes usines électro-métallurgiques, la Suède et la Suisse, travaillaient certains des métaux les plus nécessaires à l'armée allemande.

L'Angleterre a fini par y mettre le holà.

Depuis le 27 novembre, la Suisse a interdit le passage en Allemagne de toute contrebande de guerre.

Les usines suédoises, dont presque tous les capitaux sont anglais ou français, auraient été fermées par les capitalistes des nations alliées si elles avaient continué à alimenter l'Allemagne.

J'ai expliqué qu'il n'y avait que quatre portes d'entrée pour amener par mer des marchandises aux Austro-Allemands : Suez, Gibraltar, pour les côtes méditerranéennes; le pas de Calais et le passage entre l'Islande et l'Ecosse pour les côtes de la mer du Nord.

Or, depuis quelque temps, toutes ces portes d'entrée sont fermées par les navires alliés.

Les contrebandiers américains crient.

Réjouissons-nous.

C'est bon signe.

C'est la preuve que le blocus est complet et que rien ne passe plus.

Entre nous, j'aime mieux être dans notre peau que dans celle du peuple allemand !

Lundi 4 janvier.

La mort de Bruno Garibaldi.

Le régiment italien commandé par le colonel Peppino Garibaldi, l'aîné des petits-fils du grand Garibaldi, vient de recevoir le baptême du feu, là-bas, du côté de l'Argonne.

Baptême de feu, baptême de sang.

Le lieutenant Bruno Garibaldi, qui servait sous les ordres de son frère, a été tué à quelques pas des tranchées allemandes, au moment où il entraînait sa compagnie dans une furieuse charge à la baïonnette.

Quoi, ce superbe garçon qui, il y a quelques semaines, était là, dans mon cabinet de travail, si plein de vie et d'enthousiasme, déjà couché sous la terre froide !

Quelle abomination que la guerre et quels bandits que ceux qui sont responsables de tant de deuils !

Il était venu me voir, avec un autre offi-

cier de la légion garibaldienne. Son frère le colonel avait la bonté de l'envoyer me remercier, au nom des garibaldiens, de ce que j'avais écrit sur la légion garibaldienne et sur l'Italie.

Je les remerciai, son compagnon et lui, avec émotion, de venir verser leur sang pour la France républicaine, et pour la libération de tous les peuples opprimés.

Je l'entends encore me répondre : « Nous sommes nombreux en Italie qui aimons la France et la République, et qui nous rappelons ce que vous avez fait pour notre unité nationale à Magenta et à Solférino!

— Votre grand-père et la légion garibaldienne nous ont déjà payé cette dette de reconnaissance en 1870, quand ils vinrent si généreusement, au jour de nos défaites, se battre à nos côtés!

— Non, non, la dette n'est pas payée. Elle ne sera payée que le jour où l'Italie se sera levée tout entière pour affirmer à côté de vous la fraternité latine, libérer toutes les nations opprimées et fonder les États-Unis d'Europe! »

Je regardai le jeune officier qui me parlait ainsi, dans le français le plus pur, sans le moindre accent, comme seuls des latins savent parler notre langue.

Fraternité latine!

Oh! oui! qu'il est bien, par le sang, par toutes ses manières, un frère des plus beaux de notre race, ce latin svelte, souple, élégant, idéaliste, enthousiaste!

Fraternité latine! Jamais je n'ai tant senti le sens profond de ces mots, jamais je n'ai mieux

entendu la voix du sang qu'en entendant ce latin si semblable, par tout son être physique et intellectuel, aux meilleurs de chez nous!

Et jamais je n'ai senti avec tant de force ce que signifient ces mots : « la culture latine », qu'en écoutant ce latin, en qui chantaient vingt siècles de civilisation et d'humanité.

Quels souvenirs va remuer au cœur de la nation italienne la mort du jeune héros!

Quelle secousse va ressentir l'âme italienne quand la dépouille mortelle du jeune héros va, la semaine prochaine, faire sa rentrée triomphale dans cette Italie frémissante!

Quel ciment entre les deux nations sœurs que le sang de Bruno Garibaldi!

Que peuvent, contre les passions que ce cercueil va réveiller, tous les discours, toutes les promesses de Bülow, l'ambassadeur des gens qui ont fait couler ce sang italien?

Mon collaborateur et ami Léoncavallo, le frère du grand musicien, qui depuis le début de la guerre représente dans notre rédaction cette Italie démocratique qui n'a jamais douté de la France républicaine, m'a dit le mot juste, ce soir : « C'est une corde qui casse au violon de Bülow! »

Hier, je n'étais pas sûr de l'intervention de l'Italie.

Après la mort de Bruno Garibaldi, je n'ai plus peur.

Et j'ai envie de crier à nos soldats, qui depuis trois mois, dans les tranchées, supportent héroïquement les souffrances les plus prolongées peut-être qu'aucune armée ait jamais

endurées : « Tenez bon. Les renforts se préparent : renforts anglais, renforts français. Ces garibaldiens, qui viennent d'entrer en ligne, ne sont que l'avant-garde de l'armée italienne ! »

Mardi 5 janvier.

Les hésitations du Japon.

« Continuez ! continuez à enfoncer le clou ! Il faut que nos alliés japonais viennent. Non pas que nous ne soyons pas capables à nous tous : Serbes, Belges, Anglais, Russes et Français de venir à bout des Allemands et de leurs deux alliés, mais l'intervention japonaise abrégerait la guerre, ses maux et ses ruines, de trois mois, peut-être de six. On ne saurait la payer trop cher ! »

C'est l'antienne que me chantent tous les jours les lettres que nous recevons ici.

Moi, je veux bien continuer. Mais à une condition : c'est qu'on ne s'emballe pas, et qu'on ne croie pas que c'est arrivé.

D'abord, sommes-nous sûrs que les Japonais soient « nos » alliés ? Et s'ils étaient seulement les alliés de l'Angleterre ?

Je vous entends : les alliés de nos alliés sont nos alliés.

Oui, mais si, comme c'est probable, le traité qui les lie à l'Anglelerre a nettement précisé qu'il s'agit exclusivement d'une garantie réciproque que l'Angleterre et le Japon se

donnent pour leurs possessions en Extrême-Orient ?

Sans doute, l'Angleterre peut représenter au Japon que si les Allemands sortaient vainqueurs de la lutte, ils ne manqueraient pas de leur chercher querelle en Extrême-Orient.

A quoi le Japon répondrait tranquillement : « Qu'ils y viennent donc! En Extrême-Orient, nous ne craignons personne ! »

Mettons-nous dans la peau des Japonais. Ils ont beau avoir la peau jaune, ils ne sont pas plus bêtes que nous, n'est-ce pas ? Qu'est-ce que nous leur demandons, en somme ? De prendre 400.000 à 500.000 de leurs jeunes gens et de leurs jeunes hommes, et de les envoyer se faire casser la figure pour nos beaux yeux, ici, en Europe, où ils n'ont rien à faire, où ils n'ont ni le moindre intérêt, ni le moindre pied-à-terre, ni la moindre colonie ?

Car notez qu'au Japon tout le monde, ou à peu près, est soldat comme chez nous, et que, pour nous expédier des effectifs sérieux, ce serait toute leur armée active qu'ils devraient nous envoyer.

Pour bien vous représenter la grimace que doivent faire les Japonais quand on leur parle de cette intervention, imaginez l'inverse.

Imaginez que ce soit le Japon qui nous demande d'envoyer 400.000 ou 500.000 soldats de notre armée en Extrême-Orient pour les défendre d'une invasion... mettons américaine.

Il faudrait nous payer cher, n'est-il pas vrai ?

On me dira : offrons-leur un bon prix, un morceau de l'Indo-Chine, par exemple, ou même

l'Indo-Chine — je supplie la Censure de laisser ses ciseaux tranquilles, puisque je ne fais aujourd'hui aucune proposition ferme, mais une simple supposition.

Je ne suis pas sûr du tout que les Japonais trouveraient que le jeu en vaille la chandelle.

Veuillez vous rappeler que les Japonais viennent tout récemment d'ingurgiter la Corée, puis la Mandchourie, deux énormes morceaux d'Asie qui étaient sous leurs fenêtres; qu'ils viennent de s'adjuger Kiao-Tchéou, arraché au kaiser, ce qui va leur permettre de considérer la grosse province chinoise du Chantoung comme sous leur influence commerciale. Avant qu'ils aient digéré toutes ces conquêtes, il leur faudra du temps. Pour le moment, je ne serais pas étonné qu'ils soient rassasiés, et que même notre Indo-Chine ne leur semble pas assez tentante pour les faire marcher.

Vous avez vu d'ailleurs la grimace qu'a faite le Parlement japonais, il y a huit jours, quand le gouvernement lui a proposé d'augmenter l'armée de deux divisions : il a refusé net; si bien que le gouvernement l'a dissous et convoque les électeurs pour mai prochain, ce qui, à tout le moins, risque de reculer l'intervention à Pâques ou à la Trinité.

Notez que je ne dis pas que les Japonais ne marcheront pas.

Par orgueil national — ils n'en manquent pas! — pour montrer qu'ils sont une grande nation, ils sont parfaitement capables de marcher gratuitement en faisant un geste de grands seigneurs; ou bien par intérêt, pour

obtenir de la France et de l'Angleterre, en plusieurs annuités, les milliards qu'il leur faudra pour exploiter la Corée, la Mandchourie et le Chantoung.

On peut être sûr que notre ministre des affaires étrangères aime l'Allemagne autant que nous l'aimons, et que tous les tours qu'il pourra lui jouer, il les lui jouera, y compris l'appel au Japon.

J'ai voulu simplement, moi qui ai été un des premiers à crier au gouvernement : « Et les Japonais ? », expliquer à l'opinion publique française que la question de l'intervention japonaise est plus complexe qu'on ne se l'imagine souvent.

Si le Japon marche, tant mieux!

Mais la prudence conseille de faire comme s'il ne devait pas marcher, c'est-à-dire de compter d'abord sur nous-mêmes, ensuite sur nous-mêmes, et toujours sur nous-mêmes, et de préparer pour le printemps prochain, ici-même, pour en finir au plus vite, de nouvelles armées.

Morale : Aide-toi, le Japon t'aidera!

Mercredi 6 janvier.

Jours d'hiver.

Janvier : de la pluie, du brouillard, de la boue, du froid, des journées courtes, des nuits interminables.

Un dur mois à passer pour une nation en guerre.

La nature vous imprègne de sa tristesse.

Il pleut dans les cœurs.

C'est le moment de réchauffer de notre tendresse les réfugiés du Nord et de Belgique, qui battent le pavé de nos villes, en quête d'une place, en quête d'un gîte.

C'est le moment pour chacun de soutenir et de remonter le moral des pauvres femmes dont les fils, les époux et les frères sont là-bas dans la tranchée glaciale, exposés à la mort.

C'est le moment surtout de maintenir par tous les moyens le beau moral de ceux qui sont au front.

Vous, le préfet de la Seine, les maires des vingt arrondissements de Paris, et les municipalités de partout, et les Comités de secours aux victimes de la guerre, veillez-vous à ne pas chicaner les réfugiés, les femmes de mobilisés, les chômeurs pour le paiement des indemnités auxquelles ils ont droit ? Veillez-vous à ce que tout le monde soit logé ? Avez-vous songé au moins à recenser les appartements vacants, à les réquisitionner, et à y loger les réfugiés belges ou du Nord ? Avez-vous réfléchi que, dans toute maison qui recevrait un réfugié, les autres locataires de l'immeuble, les voisins, auraient vite fait de meubler ces logements vides en apportant qui un lit, qui un matelas, qui une chaise ?

Messieurs les employés de mairie, de bureaux de bienfaisance, de bureaux de police, de bureaux de poste, mettez-vous dans vos rap-

ports avec le public, surtout avec les pauvres femmes nerveuses, qui ont affaire à vous, la douceur et la bonté auxquelles ont droit, en des crises pareilles, tous ceux qui souffrent ?

Messieurs du Secours national, de l'Œuvre du petit drapeau belge, songez-vous que les millions que vous avez en caisse, c'est maintenant qu'il faut les distribuer, et non pas dans six mois ?

Messieurs de l'intendance, gâtez-vous un peu nos soldats d'un sou en ce dur mois d'hiver ? Sont-ils chaudement vêtus ? Sont-ils bien approvisionnés ? Faites-vous diligence pour leur faire parvenir au front les milliers d'hectolitres de vin que les vignerons d'Anjou et du Midi mettent à leur disposition ? Le bon vin de France, c'est du soleil en bouteille.

Messieurs de l'état-major, messieurs les chefs de corps, tenez-vous la main à ce que, sur le front, les séjours dans les tranchées ne soient pas trop longs pour chaque unité ? Donnez-vous des ordres pour que chaque unité se repose à tour de rôle dans de bons cantonnements où chacun peut se nettoyer, se reposer, calmer ses nerfs ? Recommandez-vous, en ces heures si dures, à tous vos officiers, — à la plupart la recommandation est heureusement superflue, — de pratiquer avec leurs hommes cette camaraderie, cette fraternité qui distingue si heureusement le commandement à la française du commandement à la prussienne ?

Monsieur le ministre de la guerre, continuez-vous la chasse que vous nous avez promise contre les embusqués, non pas contre ceux qui,

dans les ambulances, sur les automobiles ou dans certains services publics font une besogne où ils sont indispensables, mais contre les vrais embusqués, les tireurs-au-flanc, qui se font pistonner pour ne pas aller au feu ? Vous représentez-vous l'état d'âme de territoriaux de quarante et quarante-deux ans qui sont dans les tranchées depuis des mois, quand leur femme leur écrit que les dépôts sont pleins de jeunes gens bien portants qui ont de vingt-cinq à trente ans ? Votre administration veille-t-elle avec soin que, dans tous les dépôts, on envoie au front les hommes par rang d'âge, en commençant par les plus jeunes ? S'arrange-t-elle pour réserver les hommes les plus vieux pour la garde des voies, des ponts et des prisonniers de guerre ? Permettez-vous à un journaliste, dont c'est la fonction, de tâter le pouls de l'opinion publique, de vous avertir que c'est par la plaie des embusqués — une plaie heureusement moins grave que beaucoup le colportent — que la démoralisation finirait, si on ne la guérissait radicalement, par gagner à la longue une partie de la nation et de l'armée ?

Ce n'est que par un redoublement de vigilance, de solidarité, de fraternité, que nous empêcherons, en ce triste mois de janvier, le moral de nos hommes et de nos femmes de s'abîmer.

Allons ! encore un effort de vaillance et d'endurance !

Nous sommes presque au bout de nos peines.

Le plus dur est passé.

Le printemps n'est plus loin, ni la victoire !

Jeudi 7 janvier.

Garibaldi.

Quand il apprit la mort glorieuse de son fils Bruno, Ricciotti Garibaldi, qui, en 70, au temps où il servait sous son père, le grand Garibaldi, prit le drapeau du 61e poméranien à la bataille de Dijon, eut ce mot de vieux Romain de la République : « J'avais donné mes cinq fils à la France et à la cause de la liberté : il m'en reste quatre. »

Il ne lui en reste plus que trois, puisque son benjamin, Constantin Garibaldi, vient de mourir à son tour, frappé d'une balle allemande.

Garibaldi !

Il était écrit que ce nom glorieux serait le drapeau vivant de la patrie italienne depuis le premier jour de la résurrection nationale en 1859, jusqu'à l'heure suprême où l'Italie va enfin achever son unité nationale par l'adjonction de Trieste et de Trente.

1859 : c'était hier. L'Italie était encore divisée en une demi-douzaine d'États. Au sud de l'Italie, le royaume de Naples et de Sicile. Le pape, souverain temporel, tenait tout le centre : les États de l'Église. Au nord, le roi de Sardaigne et de Piémont tenait Gênes, Turin, et débordait sur Nice, pays mi-français, mi-italien, et sur la Savoie, pays français. Dans la Toscane, un grand-duc autrichien. A Parme, un autre grand-duc autrichien ; un troisième à Modène. Quant au royaume lombard-vénitien,

le pays de Milan et de Venise, il était, depuis 1815, à l'empereur d'Autriche lui-même.

Depuis 1815, chaque fois que les libéraux et les démocrates bougeaient dans un des États italiens, le gendarme autrichien accourait au secours de l'autorité, et mettait tout le monde à la double boucle.

En 1859, la démocratie italienne en eut assez de ce régime, et elle prit les armes pour fonder la patrie italienne, une et indivisible.

L'âme du mouvement, ce fut le Niçois Garibaldi.

Emporté par le courant populaire libéral et démocratique, qui aurait balayé son trône et fondé la République s'il lui avait résisté, le roi Victor-Emmanuel osa risquer la guerre avec l'Autriche non sans s'être assuré le concours de Napoléon III.

Et le royaume d'Italie sortit de cette guerre de délivrance, agrandi des trois grands-duchés de Toscane, de Parme, de Modène et de la Lombardie.

1860 : Garibaldi, avec sa bande de chemises rouges, part pour la Sicile, la soulève, la conquiert, conquiert Naples, conquiert — signez-vous, bonnes âmes catholiques — conquiert, horreur! les États du pape, à l'exception de Rome, que Napoléon III prenait sous sa protection.

Puis, sacrifiant ses préférences républicaines sur l'autel de la patrie italienne, il laisse toutes ses conquêtes au roi d'Italie.

1862 : grand émoi dans toute l'Italie. Le grand patriote est sur les grandes routes, avec

ses chemises rouges. Et ce diable d'homme, — peut-être était-ce le Diable en personne, — marche sur Rome.

Il faut que le roi d'Italie lui-même, pour ne pas se brouiller avec Napoléon III, envoie des troupes contre lui et le fasse prisonnier.

1866 : le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche se battent pour savoir qui dominera l'Allemagne : vous ne voudriez pas que l'Italie garibaldienne se croisât les bras. L'Italie ne serait plus l'Italie si elle se croisait les bras quand son ennemie héréditaire, l'Autriche, est dans le pétrin. L'Italie accourt pour l'y enfoncer un peu plus : elle y gagne la Vénétie.

Pour que l'Italie soit faite, qu'est-ce qui lui manque ?

Sa capitale : Rome, que tient une garnison française pour le compte du pape; Trieste et Trente, que l'Autriche a gardés sous sa botte.

1867 : Garibaldi, avec sa petite troupe, tente un nouveau coup de main sur Rome ; les chassepots français l'arrêtent à Mentana.

1870 : les troupes françaises ont quitté Rome; le fruit est mûr : les troupes italiennes entrent à Rome.

Quant à Garibaldi, il accourt, avec la légion garibaldienne, se battre pour la France et la République.

Comprenez-vous maintenant les passions qu'éveille au delà des monts ce nom de Garibaldi ?

Comprenez-vous quel tressaillement s'empare de la nation italienne, de tous les démocrates, de tous les patriotes italiens lorsqu'ils

apprennent coup sur coup que deux des petits-fils de Garibaldi ont été tués, en France, de deux balles prussiennes?

Garibaldi, on le croyait mort; et voici que tout à coup on apprend qu'il vit, qu'il vit en son fils Ricciotti Garibaldi; qu'il vit en ses cinq petits-fils; qu'il vit en l'immortelle légion garibaldienne.

Et des Alpes à la Sicile, toute la nation italienne se pose cette question : « Garibaldi! pourquoi se bat-il dans l'Argonne? »

Et le grand ancêtre répond par la bouche de Ricciotti Garibaldi à tous les patriotes italiens: « La route ensanglantée de l'Argonne conduit à Trente et à Trieste! »

Vendredi 8 janvier.

Montéhus.

Mon ami et collaborateur Montéhus, après six mois de silence, débute aujourd'hui à l'Eldorado.

Les gens grincheux, moroses ou neurasthéniques, vont dire : « C'est bien le moment de chanter! »

La peste soit des gens qui prennent tout de travers et qui voient tout en noir!

Si on rouvre les concerts, si on nous rend le pain de fantaisie, si les portes de Paris se dépouillent une à une de l'appareil guerrier qui leur donnait un air si renfrogné, eh! bonnes

gens, ne vous lamentez pas : c'est que ça va mieux.

Montéhus !

Que de souvenirs ce nom évoque pour tous les ouvriers et tous les socialistes qui sont dans la tranchée, ou qui attendent leur tour d'y aller !

O salles de cafés-concerts, de quels spectacles fûtes-vous témoins, au temps de l'Affaire, quand il chantait, au milieu des applaudissements frénétiques des dreyfusards et sous les sifflets des autres, les couplets de son *Soldat républicain !*

Quelles passions il déchaîna, le grand artiste populaire, à Paris et dans toutes les grandes villes, quand, dans nos luttes politiques et sociales de ces dernières années, il flagellait les gouvernants et criait les colères populaires !

Combien de fois nous sommes-nous égosillés, aussi, à chanter dans nos manifestations son chant de guerre civile, *Gloire au 17*e, où l'animal avait trouvé moyen de glisser — ce qui choquait les plus purs des révolutionnaires — quelques mots attendris sur la Patrie !

Y a-t-il eu une seule grève depuis cinq ans, une seule manifestation dans la rue, où nous ne l'ayons chanté, son chant de révolte ?

Les soldats, les gardes municipaux et les sergents de ville, chargés du service d'ordre, l'avaient entendu, l'*Hymne au 17*e, tant de fois qu'ils le chantonnaient eux-mêmes dans leurs corps de garde.

Nous pouvons bien rappeler ces souvenirs-là, dont nous ne rougissons pas, du reste,

maintenant que la tempête qui s'est déchaînée sur la France a balayé toutes les haines fratricides.

Et je ne sais rien de plus symptomatique, de plus réconfortant que la réapparition sur les planches, sous les traits d'un barde patriote, du chansonnier antimilitariste qui déchaîna tant de passions.

Cabotin, diront les imbéciles. Non ! artiste, grand artiste qui a su traduire depuis dix ans les passions de la foule ouvrière et qui continue à les traduire aujourd'hui.

Hier, dans un admirable élan d'idéalisme, la classe ouvrière française, la plus émancipée de tout le prolétariat européen, rêvait de fonder sur la terre la cité de justice et d'égalité, et elle appelait tous les prolétaires d'Europe à bâtir avec elle un monde nouveau, d'où la misère et le despotisme seraient chassés. Montéhus chantait ses espoirs et ses colères.

La fatalité, servie par l'imbécillité des socialistes allemands, a jeté par terre provisoirement ce beau rêve de paix internationale. Comme un seul homme, la classe ouvrière a volé à la frontière défendre la France et la République : Montéhus, embouchant la trompette guerrière, sonna la charge contre les ennemis de la patrie et de la civilisation.

Ce n'est pas à l'Eldorado qu'il devrait dire les chansons dont la bonne humeur, l'air gavroche et la note émue, si profondément humaine, font tour à tour rire et pleurer les lecteurs de la *Guerre Sociale*, et dont beaucoup sont de frémissantes *Marseillaises* : c'est dans les can-

tonnements du front et les ambulances de l'arrière.

Pourquoi Botrel y est-il, et pas Montéhus ?

Nos officiers et nos soldats républicains et socialistes ont applaudi le barde breton, le chantre de la vieille France religieuse et mystique.

Aurait-on peur, par hasard, que les soldats et les officiers catholiques fassent grise mine au barde de la démocratie et de la République ?

Samedi 9 janvier.

Au bagne !

Je viens de lire le rapport officiel, si mesuré, de la commission d'enquête sur les atrocités allemandes en France.

C'est du propre !

Ça vous rappelle les exploits de la bande Bonnot, mais en plus colossal et, il faut le dire à la décharge de Bonnot, en plus crapuleux, car la bande Bonnot ne violait pas les petites filles ni les vieilles femmes, et ne fusillait pas les gosses ; en plus hypocrite aussi, car du moins la bande Bonnot ne nous la faisait pas à la vertu et ne se vantait pas de représenter un type élevé de civilisation ou de culture.

Si abominables que soient les atrocités allemandes perpétrées en France et en Belgique, je n'en ai pas été autrement surpris. [(1)

(1) Ce passage reste supprimé par la censure.

Et c'est parce que nous avons, au péril de notre liberté, flétri ces abominations quand c'est nous qui les commettions en Chine, à Madagascar, au Maroc et ailleurs que nous avons le droit de les flétrir aujourd'hui que c'est nous qui les subissons.

La seule innovation véritable de la bande du kaiser Bonnot, c'est que jusqu'ici les Européens observaient, dans leurs guerres entre eux, une tenue relative, un reste de pudeur, une certaine chevalerie : la gloire impérissable de la « kultur » allemande aura été d'avoir introduit ces mœurs de sauvages et d'orang-outangs en pleine Europe, et d'avoir ainsi réussi à arracher au monstre de la guerre l'auréole dont le paraient encore les imaginations de quelques potaches ou de quelques vieux sadiques.

A la conscience européenne il apparaît enfin en pleine clarté cette vérité qu'une minorité d'élite avait seule jusqu'ici entrevue : que la guerre est un crime de droit commun ; qu'il faut la prévenir à l'avenir par l'institution d'un tribunal d'arbitrage obligatoire entre les nations, par le désarmement général imposé à tous, et par l'établissement d'une gendarmerie internationale.

Seulement, pour que la leçon porte, pour que la guerre soit à jamais déshonorée dans l'esprit des foules, il faut faire quelques exemples.

On connaît les noms des chefs de corps qui ont commis tous ces actes de brigandage.

On connaît les chefs d'armée qui ont ordonné d'employer ces moyens de terreur.

On connaît le chef responsable de toutes ces

ignominies : il s'appelle Guillaume de Hohenzollern.

Si ces bandits ne sont pas traduits en cour d'assises et confiés aux bons soins du bourreau de Londres ou de Monsieur de Paris, ou si, à tout le moins, ils ne finissent pas leurs jours au bagne, — pas Sainte-Hélène : Nouméa ou la Guyane! — dans vingt-cinq ans, tout sera à recommencer!

Dimanche 10 janvier.

La question des loyers.

Dans la cité de mes rêves, il n'y aura plus de propriétaires d'immeubles, de propriétaires privés du moins ; les maisons d'habitation — et bien d'autres choses encore — seront propriétés communales. Les villes administreront leurs maisons d'habitation comme beaucoup d'entre elles administrent déjà, en divers pays leurs services des eaux, de l'éclairage, de voirie, des transports en commun.

Mais nous ne sommes pas dans la cité de mes rêves, et voilà pourquoi se pose, en des termes d'une complexité effrayante, le problème qui déjà se posa, en des termes angoissants, à nos aînés de 1870-71.

Lors de la dernière guerre, le gouvernement de la Défense nationale accorda délai sur délat — moratorium sur moratorium, pour parler la belle langue de nos jours ; — seulement, à la

paix, il eut l'idée folle de parler de faire payer les loyers en retard.

Nos pères de 1870-71, s'ils avaient été vainqueurs, auraient éclaté de rire au nez du gouvernement, et ils auraient sans doute fait le simulacre d'attacher à une lanterne le premier proprio ou le premier huissier qui aurait voulu faire saisir un mobilisé.

Mais nos pères étaient des vaincus.

La défaite est mauvaise conseillère.

Ils répondirent à la loufoquerie gouvernementale en proclamant la Commune ; car, n'en doutez pas, ce fut la question des loyers qui fut la principale cause de la Commune, et qui la rendit si populaire, au début, chez tous les petits commerçants.

Vous ne voulez pas de nouvelle Commune ?

Moi non plus.

Alors, ne recommençons pas les bêtises.

C'est recommencer les bêtises que de ne pas dire carrément, dès aujourd'hui, une fois pour toutes, et en termes clairs et nets, que les mobilisés sont exonérés définitivement, complètement, eux et leurs familles, de tout loyer, pendant la durée de la guerre.

Personne ne proteste, je pense.

Restent les non mobilisés.

Vous savez ce que dit, en ce qui les concerne, le dernier moratorium, celui d'avant-hier, car « la Loi et les Prophètes », en ces matières, changent tous les quinze jours.

Pour Paris et la douzaine de départements de la région du Nord-Est traités comme la Seine, un nouveau délai est accordé de plein

droit aux locataires non mobilisés payant des loyers inférieurs à 1.000 francs, que ces locataires soient patentés ou non, et aux patentés payant un loyer ne dépassant pas 2.500 francs; toutefois, en ce qui concerne ces locataires non mobilisés ayant un loyer supérieur à 600 francs, les propriétaires sont admis à justifier devant le juge de paix que leurs locataires sont en état de payer tout ou partie des termes échus.

Sur deux points, je serais plus « réactionnaire » que MM. Ribot, Thomson et Cie, et moins démagogue, et plus équitable.

J'autoriserais les patentés, quel que soit le chiffre de leur loyer, à prouver devant le juge de paix ou une commission arbitrale, composée mi-partie de propriétaires, mi-partie de locataires, qu'ils ne peuvent pas le payer : combien de commerçants ayant de formidables loyers, qui depuis la guerre ne font plus un sou d'affaires, surtout dans le commerce de luxe !

D'autre part, j'autoriserais les propriétaires à faire la preuve que leurs locataires peuvent les payer, même si ces locataires ont des loyers inférieurs à 600 francs. Combien connaissons-nous de petits fonctionnaires et d'ouvriers qui touchent leurs salaires complets, et quelquefois de plus hauts salaires qu'en temps de paix, et qui pourraient payer leur loyer comme auparavant, tout en étant moins à plaindre que les camarades qui sont dans l'eau jusqu'au genou dans les tranchées ?

Par ce système, tous ceux des non mobilisés qui peuvent payer paieraient leurs loyers — et ceux-là seulement, — et comme il est rare qu'un

propriétaire ait tous ses locataires mobilisés ou en chômage, le peu qu'il toucherait lui permettrait d'acquitter ses impôts, l'eau, le gaz, l'entretien de ses maisons, son entrepreneur et ses créanciers hypothécaires.

Par ma méthode, qui est conforme à l'élémentaire bon sens et à la plus évidente équité, la perturbation provenant de la guerre serait réduite à son minimum en matière de loyers et à condition de faire une caisse de prêts pour les quelques petits propriétaires malchanceux dont tous les locataires seraient mobilisés, personne n'aurait le droit de se plaindre.

Prière de ne pas m'objecter que les déclarations chez le juge de paix répugnent à notre délicatesse : d'abord, il n'y a pas de honte, en temps de guerre, à ne pas pouvoir payer son terme ; ensuite, ce sera une excellente gymnastique pour habituer les citoyens français à déclarer leur revenu, car j'imagine qu'après la guerre, notre premier soin sera de faire l'impôt sur le revenu, n'est-ce pas ?

Prière de ne pas verser de larmes sur le sort des propriétaires qui, par le fait de la guerre, perdront une partie de leurs termes : qu'on garde ses larmes pour des victimes plus intéressantes.

Il y a dans la tranchée des centaines de milliers d'hommes qui n'avaient que leurs seuls salaires d'ouvriers, d'employés, pour faire vivre leurs familles ; ils ont tout perdu, sauf les vingt-cinq sous qu'on donne à leur femme.

Puisque le Capital-Humain consent de pareils sacrifices à la patrie, — sans parler du sang

qu'il prodigue si généreusement, — on voudra bien, je pense, nous accorder que nous pouvons sans injustice demander quelques sacrifices au Capital-Moellon.

Lundi 11 janvier.

Un soufflet au Parlement.

Le Parlement se réunit demain en session ordinaire, pour cinq mois.

Il n'est pas trop tôt.

Oui, parfaitement, pas trop tôt.

Plus la presse est bâillonnée, plus le contrôle de la nation s'impose.

Et le contrôle de la nation, c'est le contrôle parlementaire.

Quel que soit le crédit que nous fassions aux ministres et aux bureaux qu'ils dirigent ou qu'ils sont censés diriger, nous entendons que nos élus s'assurent que toute la machine administrative, civile et militaire, fonctionne à peu près convenablement.

Car il est impossible qu'une fois réuni, le Parlement accepte le soufflet que vient de lui administrer le ministre de la guerre, sur les joues des membres du Comité d'hygiène.

On sait la mésaventure qui vient d'advenir à cette pauvre Commission d'hygiène de la Chambre.

Elle avait exprimé la volonté d'aller voir sur place comment est organisé — suis-je poli tout de même ! — notre service de santé.

S'il y a un service qui a consterné pendant des mois et des mois la nation entière, c'est bien ce service-là !

La réponse du ministre de la guerre est stupéfiante.

Le généralissime ne veut pas de la Commission d'enquête au front. Tout ce qu'il accepte, c'est une visite des ambulances du front par le président de la Commission et un seul de ses membres : un point, c'est tout.

Il a bon dos, le généralissime.

On sait ce que signifie la fin de non-recevoir qu'on lui met sur le dos.

Elle signifie que le directeur du service de santé, sur le front, ne veut pas être inspecté par les représentants de la nation.

Car à qui fera-t-on croire que le président de la Commission d'hygiène et le député qui l'accompagne auront le temps d'inspecter sérieusement les ambulances et l'état sanitaire d'un front de 400 à 500 kilomètres ?

Si le service de santé et le ministère de la guerre n'avaient pas craint l'inspection des commissaires aux armées, ils auraient laissé la quarantaine de membres de la Commission d'hygiène se diviser en une dizaine de groupes ; chaque groupe aurait visité son secteur, et, dans quinze jours, l'inspection eût été complète, une inspection qui eût offert des garanties.

Elle en aurait vu de belles, la Commission d'hygiène, si elle était allée visiter certaines ambulances où des contagieux sont soignés dans de telles conditions que des femmes charitables sont obligées de mendier un peu partout du

linge, des médicaments et le matériel le plus élémentaire, pour que nos typhiques ne crèvent pas comme des chiens !

Et puis, est-ce qu'il n'y a que le front à inspecter ? Et nos casernes, où la classe de 1915 — dans certaines du moins — est arrivée comme si on ne l'y attendait pas, car rien n'était préparé pour la recevoir.

Et moi qui, pour donner du cœur au ventre aux « poilus » qui sont dans la tranchée et leur montrer que nos gosses étaient prêts à aller les rejoindre, publiais ici des lettres de jeunes gens de la classe 17.

Merci ! Nous voulons bien, à la rigueur, consentir à ce que des gamins de dix-huit ans courent le risque, comme des hommes, de mourir d'une balle prussienne : mais si c'est pour les envoyer crever de pneumonie dans des casernes, je ne marche plus !

Le soufflet infligé à la Commission d'hygiène, et en sa personne au Parlement tout entier, est tel que, pour atténuer le déplorable effet produit, le ministre de la guerre a constitué à la hâte une commission nommée par lui, et qui n'a aucun pouvoir de faire l'enquête refusée à la Commission d'hygiène de la Chambre.

Si la Chambre encaisse le camouflet, c'est qu'elle est de bonne composition.

Je l'avertis que les électeurs sont de moins bonne composition.

Nous avons nommé des députés qui sont nos hommes de confiance. Ils sont les représentants de toutes les familles du pays et de tous les soldats qui se battent.

S'ils n'obligent pas le ministre, par tous les moyens, à les laisser faire leur métier qui est de contrôler les services publics, la nation saura les retrouver après la guerre.

Mardi 12 janvier.

Puisque le Parlement rentre...

Ils ont de la chance, nos parlementaires ; la guerre leur a fait du bien. Ils avaient été les dindons de nos discordes civiles, et nos boucs émissaires.

La guerre arrive ; voici que le pays, ravi, constate que tous les partis serrent les rangs, immolent leurs querelles intestines sur l'autel de la patrie en danger.

Il apprend que les parlementaires partis au feu ont fait leur devoir comme de simples électeurs ; que quelques-uns y ont laissé leur peau ; que d'autres ont fait des prouesses.

Il découvre avec étonnement qu'à part le service de santé, cette gueuse de République a su organiser ses services publics pas trop mal, ma foi ; qu'elle a une assez belle armée, un beau service d'intendance et un non moins beau service de chemins de fer ; qu'il lui pleut des amis et des alliés de partout, comme si ses diplomates n'étaient pas plus bêtes que d'autres.

Il compare la belle situation politique et militaire où cette gueuse de République a mis la

France, avec le pétrin où le pouvoir personnel a mis l'Allemagne.

Et malgré ses angoisses, ses tristesses, ses deuils et son horreur de la guerre, la France ouvre à son Parlement national et à la République le plus large crédit qu'elle leur ait jamais ouvert depuis quarante-quatre ans.

Qu'est-ce que le pays attend du Parlement ?

Il lui demande deux choses.

La première, c'est de continuer sa besogne législative, et de ne pas se laisser surprendre par la paix comme il s'est un peu laissé surprendre par la guerre.

L'éloignement momentané des affaires publiques de celui qui a été le défenseur le plus énergique et le plus compétent de l'impôt sur le revenu, ne doit pas empêcher nos élus de poursuivre la réforme fiscale qui était amorcée, et dont M. Ribot lui-même avait fini par accepter quelques-uns des principes essentiels; une nation qui se bat comme se bat la nôtre a droit à la justice fiscale. Nous espérons qu'il ne se trouvera plus un seul élu aujourd'hui pour nous la refuser, comme il ne s'en trouvera plus un seul, nous y comptons bien, pour s'opposer aux mesures énergiques et aux sacrifices nécessaires pour sauver le pays de l'alcoolisme : à quoi servirait-il de sauver la France de la botte pangermaniste si c'était pour la laisser se suicider par l'alcool ?

La Convention a fait dans ses commissions un travail législatif colossal, alors qu'elle avait sur les bras toute l'Europe coalisée : ce n'est

pas trop exiger de notre Parlement que de lui demander de s'atteler à la réforme fiscale et à la lutte contre l'alcoolisme.

Le deuxième travail que la nation attend de ses élus, c'est le contrôle sévère de tous les services publics.

Qu'ils les contrôlent d'autant plus sérieusement que la presse n'est plus assez libre pour faire ses enquêtes et dénoncer les abus.

Pour que ce contrôle s'exerce dans des conditions qui donnent satisfaction au pays, la première condition, c'est que tous les ministres, tous les fonctionnaires de l'Etat, depuis le président de la République et le généralissime jusqu'au dernier sergent de ville, l'acceptent sans impatience et sans mauvaise humeur.

Qu'il s'agisse d'achats de fournitures militaires, du service sanitaire, des camps d'évacuation ou de la Censure, il faut que les ministres et leurs chefs de service s'habituent à accepter le contrôle de la nation, sans croire qu'on en veuille à leurs portefeuilles ou à leur situation, sans se croire infaillibles, sans croire qu'ils sont d'essence supérieure au commun des mortels, et surtout, chaque fois qu'ils font une bêtise, — des bêtises, qui n'en fait pas? — sans se croire obligés d'y persévérer par orgueil et par vanité.

Vraiment, dans l'état d'esprit où l'on voit le Parlement, la presse et le pays, un ministre qui a des histoires est un ministre qui veut bien en avoir.

Car personne, dans le monde parlementaire ou extraparlementaire, n'a l'idée folle de vou-

loir renverser ni le ministère en son entier, ni tel ou tel ministre en particulier : le pays les a acceptés en bloc; il a fait confiance à tous, quelles que soient leurs origines, — centre gauche ou extrême gauche, deuxannistes ou troisannistes; — en les remplaçant, il ne voit guère qui de mieux il pourrait mettre à leur place et ce qu'il gagnerait au change.

Le pays continue à pratiquer « l'union sacrée » qui depuis le début de la guerre a fait l'émerveillement de ses alliés et la stupeur de ses ennemis.

Il ne pardonnerait pas aux ministres ou aux parlementaires qui, les uns par leur entêtement autoritaire, les autres par leurs critiques acrimonieuses, rompraient cette admirable concorde nationale qui continue à être, avec l'héroïsme de nos soldats, le gage le plus certain de notre victoire finale et notre plus grand réconfort à tous au milieu de nos épreuves et de nos deuils.

Mercredi 13 janvier.

Le Parlement et les camps d'évacuation.

Après la question du service de santé, la question la plus urgente à régler par le Parlement, c'est celle des camps d'évacuation.

L'histoire de ces camps d'évacuation n'est pas la page la plus glorieuse de notre histoire.

Au début d'août, des semeurs de panique, dont on ne sait s'ils sont plus bêtes que mé-

chants ou plus méchants que bêtes, ont fourré dans la tête de nos populations que le pays était empoisonné d'espions.

Des espions, il y en avait, évidemment. La panique aidant, on en vit partout : on alla jusqu'à prendre les numéros des cases de l'enregistrement inscrits sur les affiches Maggi pour des indications à l'état-major allemand.

Quand la trombe allemande dégringola sur la France, c'était trop simple d'expliquer notre défaite par notre insuffisante préparation, par notre infériorité numérique et notre absence d'artillerie lourde : dans un drame qui se respecte, il faut un traître. Ici, il y eut une nuée de traîtres et d'espions.

Alors, perdant la tête, le gouvernement lança l'ordre d'évacuer en tas tous les Allemands résidant en France, hommes, femmes comme enfants.

Il y avait à Paris et dans les départements des milliers d'Allemands qui étaient venus s'établir chez nous, commerçants, ouvriers, domestiques, garçons d'hôtel, sans plus penser à mal que les Français qui s'étaient établis en Allemagne pour leurs affaires ; beaucoup n'avaient pas jugé bon de répondre à l'ordre de mobilisation, ne se souciant pas de combattre le pays qui les avait hospitalisés ; quelques-uns étaient des socialistes allemands dégoûtés du kaiser. Tous, sans distinction, pêle-mêle, furent expédiés dans des camps.

Parmi eux se trouvaient des vieillards des deux sexes, impotents ou malades : évacués quand même !

Beaucoup de ces sujets allemands étaient des Tchèques de Bohême, de purs Slaves dont les parents, un de ces quatre matins, prendront les armes pour secouer le joug de l'Autriche : évacués !

D'autres étaient des Italiens des provinces italiennes de Trente et de Trieste, que les Autrichiens tiennent sous leurs bottes : évacués !

D'autres étaient des Polonais asservis à l'Allemagne ou à l'Autriche : évacués !

Evacués aussi, les juifs de Galicie, de Bukowine, venus en France pour fuir l'antisémitisme !

Evacués, des centaines d'Alsaciens-Lorrains qui, pour des raisons personnelles, n'avaient pas répudié la nationalité allemande !

Le comble, c'est que bon nombre de ces évacués, Juifs, Polonais ou Tchèques, avaient voulu s'enrôler comme volontaires dans nos armées ou avaient des frères ou des fils sous nos drapeaux : on eut le front de les évacuer, eux aussi.

Plus fort que cela : des femmes françaises, vous entendez bien, des femmes de notre sang, de notre race, n'ayant jamais su un mot d'allemand, qui avaient commis le crime d'épouser un de ces Allemands ou de ces pseudo-Allemands, furent évacuées malgré leurs supplications et leurs larmes !

Seuls, quelques privilégiés, quelques protégés, ayant des relations, échappèrent au coup de filet.

Tous ces malheureux furent embarqués

dans des trains, sous les huées de la foule ; empilés dans des wagons ; descendus dans les villes qui leur étaient assignées, entre deux haies de soldats, de gendarmes ou de policiers ; entassés dans des locaux où rien n'était préparé pour les recevoir, et où ils croupirent pêle-mêle, hommes, femmes, enfants, pendant de longues semaines, couchés sur de la paille ou sur le plancher, dans une répugnante promiscuité, traités comme des prisonniers ou comme des forçats.

On ne saura jamais le nombre de pauvres gosses qui moururent de misère et de privations, dans ces bagnes.

Belle réclame à l'étranger, monsieur le ministre des affaires étrangères, pour la France !

Belle réclame en particulier aux Etats-Unis, où il y a trois millions de juifs, quand tous les journaux publiés en jargon leur ont appris le sort infligé à leurs coreligionnaires !

Au bout de quelques semaines, on a daigné rapatrier par la Suisse les femmes, les enfants et les vieillards, non sans continuer à les traiter comme du bétail jusqu'à la dernière gare française.

On a poussé la condescendance jusqu'à faire des circulaires pour inviter les préfets à relâcher les prétendus Allemands qui ont des parents sous nos drapeaux, ou les prétendues Allemandes qui étaient de pures Françaises mariées à des Allemands ou pseudo-Allemands : mais, jusqu'à ces jours derniers, les préfets se sont assis sur les circulaires de

leur ministre, sans qu'on ait entendu dire qu'un seul de ces préfets ait été révoqué.

Au bout de quatre mois, on a songé — parce que je criais : à la chienlit ! — à opérer un tri entre les Alsaciens, et à remettre en liberté ceux d'entre eux qui sont des amis avérés de la France, des Alsaciens ou des fils d'Alsaciens d'avant l'annexion : mais des milliers de Tchèques, Polonais et Juifs, tous amis de la France, croupissent encore dans les geôles.

Que reste-t-il à faire pour liquider cette lamentable histoire des camps d'évacuation et réparer le mal qui n'est pas irréparable ?

Il semble qu'il y ait deux mesures urgentes à prendre.

La première, c'est de faire opérer immédiatement, — pas dans six mois, monsieur le ministre de l'intérieur ! — par des commissions composées d'hommes de confiance, le tri entre les Tchèques, les Polonais et les juifs relégués, et de donner à tous ceux qui sont des amis avérés de la France, des permis de séjour hors de la zone des armées.

La seconde, c'est de traiter les autres, et avec eux les Allemands authentiques qui sont restés volontairement en France au début de la guerre pour ne pas se battre contre elle, non comme des prisonniers, mais comme des hôtes que l'on astreint à résider loin du front, mais à qui on doit un traitement décent.

La République n'est pas pour nous une simple étiquette gouvernementale.

C'est un idéal, un idéal de noblesse morale,

de civilisation et d'humanité, auquel, même en temps de guerre, nous ne pouvons pas laisser porter atteinte.

Le Parlement aura bien mérité de la nation si, par une énergique intervention dans le scandale des camps d'évacuation, il sauve, pendant qu'il en est temps encore, le bon renom de la France et l'honneur de la République.

Jeudi 14 janvier.

La perfide Albion

Depuis le début de la guerre, les Allemands se donnent un mal énorme pour nous faire avaler que nous sommes de pauvres dupes de l'Angleterre, de pauvres pantins dont on tire les ficelles à Londres, et que c'est elle, la perfide Albion, qui a déchaîné la catastrophe.

A entendre quelques-uns de nos compatriotes, on dirait que ces insinuations venimeuses ont fini par trouver le chemin de quelques cœurs.

L'Angleterre est tellement l'auteur de la guerre actuelle qu'elle a failli ne pas marcher et nous laisser nous débrouiller tout seuls, la Russie et nous. Ce n'est un secret pour personne que, dans nos milieux diplomatiques et gouvernementaux, on a tremblé pendant quelques jours à la pensée que l'Angleterre pouvait nous fausser compagnie. C'était l'effroi de

Jaurès. Notre grand ami s'accrochait aux basques de tous nos ministres pour leur représenter que l'Angleterre était hésitante, incertaine, et que, dans ces conditions, c'était folie de ne pas mettre les pouces. Et ses angoisses étaient partagées par tous nos gouvernants.

C'est même pour prouver à l'Angleterre que nous étions comme elle pour la paix, que, le jour de la mobilisation, nous avons retiré tous nos avant-postes à 8 kilomètres de la frontière allemande.

C'est la violation de la neutralité belge qui a décidé le gouvernement anglais à se jeter dans la mêlée.

Sans doute, il existait entre l'Allemagne et l'Angleterre un antagonisme qui pouvait un jour ou l'autre précipiter une catastrophe.

Sans doute encore, si l'Allemagne et l'Autriche avaient écrasé la France et la Russie, l'Angleterre n'aurait pas pu rester neutre jusqu'à la fin de la guerre et assister impassible à l'établissement en Europe de l'hégémonie allemande.

Mais comme c'est un pays civilisé, où l'opinion publique est souveraine, et où l'opinion publique était *à fond* pour la paix, le gouvernement anglais a lutté désespérément pour empêcher le conflit.

Le seul reproche qu'on pourrait lui adresser, c'est de ne pas avoir dit carrément plus tôt à l'Allemagne que si l'Autriche ne se montrait pas plus conciliante à l'égard de la Serbie, ce serait la guerre avec l'Angleterre : cette menace seule eût pu arrêter l'Allemagne ; le gou-

vernement anglais ne l'a pas faite : mais un gouvernement anglais pouvait-il engager l'Angleterre si à fond pour la Serbie, qui n'intéressait que médiocrement l'opinion publique anglaise, sans être lâché par celle-ci ?

Il a fallu le coup du « chiffon de papier », la ruée sur la Belgique pour faire accepter la guerre par l'opinion publique anglaise et par le gouvernement anglais.

Il y a d'ailleurs une autre preuve que les dépêches diplomatiques de tous les livres verts, bleus, blancs et jaunes : la preuve que l'Angleterre n'est pas l'auteur responsable de cette guerre, la puissance diabolique qui a machiné tout le drame, c'est que ce drame l'a prise au dépourvu.

Il crève les yeux qu'elle n'était pas prête, sauf sur mer ; que son corps expéditionnaire seul et son armée des Indes étaient mobilisables.

Ceux qui reprochent à l'Angleterre de nous laisser supporter à nous tout seuls le poids de la guerre, ont l'air d'ignorer que le service militaire obligatoire n'existe pas en Angleterre, et qu'il a fallu créer de toutes pièces les six armées dont on nous annonce la formation en ce moment.

Six armées de trois corps chacune, s'imagine-t-on que ce n'est rien à mettre sur pied ?

Trouver les hommes n'est rien, ni même les entraîner : mais les encadrer, les équiper, leur fabriquer des fusils, des canons, des obus, tout en continuant à alimenter de projectiles

l'armée du général French, tout en travaillant pour l'armée belge qui a perdu tous ses arsenaux et tous ses centres de ravitaillement, pour l'armée française qui a perdu par l'invasion ses départements les plus industriels, c'est un travail de géant dont seule l'Angleterre était capable.

Qu'on cesse donc de maugréer sur la lenteur des renforts anglais.

Les renforts anglais viendront, ils viendront à temps, et, quand ils viendront, ce sera pour l'Allemagne le commencement de la fin.

Chacune des trois grandes puissances alliées joue admirablement sa partie.

Notre rôle, à nous, c'était de résister au grand coup de massue du début : trois millions d'hommes, toutes les forces vives de l'armée allemande, se sont jetés sur nous, à une heure où ni la Russie ni l'Angleterre n'étaient prêtes. Le coup a été rude. Il nous a refoulés jusqu'à la Marne. Mais, là, nos deux millions de poilus ont sauvé la coalition, grâce, il faut le reconnaître, en partie au bon coup de main de nos cousins belges. C'est sur la Marne que le colosse germanique a été arrêté. Ce sera notre gloire à nous et aux Belges.

Le rôle de la Russie, c'est de démolir l'Autriche-Hongrie, d'entraîner tout le monde slave derrière elle, après ses premières victoires, et de faire toucher la terre au brillant « second », tout en envoyant rouler dans le Bosphore l'homme malade de Constantinople.

Le rôle de l'Angleterre, c'est d'affamer la bête en lui coupant toutes communications

avec le monde extérieur, et de jeter sur le continent, au moment psychologique où elle commence à s'épuiser, assez de troupes fraîches pour la forcer à se sauver dans sa tanière.

Ce sera le troisième acte.

Que nos poilus tiennent bon!

Ce troisième acte ne se fera pas beaucoup attendre!

En somme, toute la perfidie de la « perfide Albion » à travers les siècles a consisté à démolir successivement tous les gouvernements et tous les peuples qui, dans un accès de mégalomanie, ont tenté de traiter le reste de l'Europe en pays conquis.

C'est ainsi qu'elle a rabaissé le caquet des Espagnols au seizième siècle, au temps de Philippe II.

Elle nous a rabaissé le nôtre au temps de Louis XIV, et, s'il faut en croire l'histoire, au temps de Napoléon Ier.

Elle va maintenant apprendre au peuple allemand — avec notre aide — ce qu'il en coûte à un peuple de vouloir faire le malin et le matamore, et de vouloir mener le reste de l'Europe à grands coups de schlague!

Vendredi 15 janvier.

L'agonie de l'Autriche.

Eh bien! quoi! ça ne va donc pas, en Autriche-Hongrie?

Si ça allait, Son Excellence le comte Berchtold n'aurait pas donné sa démission à ce vieux bandit de François-Joseph, son auguste souverain.

Ce bel idiot — c'est le comte Berchtold que je veux dire — était, de son métier, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

Avec deux liards d'intelligence, lui qui devait savoir de quelle salade de peuples était composé le royaume austro-hongrois, et par quel miracle d'équilibre ce monstre, ce phénomène tenait encore debout, il se serait tenu coi en juillet dernier, et il n'aurait pas lancé son pays dans cette folle aventure.

Jugez vous-même plutôt : en Autriche il y a 50 millions d'habitants ; là-dessus, 10 millions d'Allemands seulement, les Autrichiens proprement dits. Ils sont la race conquérante. Leurs ducs, archiducs et empereurs ont conquis, dans le cours des siècles, toutes sortes de peuples ou de morceaux de peuples qui se trouvaient à portée de leurs griffes.

Ils ont conquis la Bohême, où il y a surtout des Slaves ; la Galicie, où il n'y a que des Slaves (moitié de Polonais, moitié de Ruthènes) ; la Hongrie, peuplée de Mongols qui étaient restés par là depuis le bon vieux temps d'Attila ; la Transylvanie et la Bukowine, où il y a surtout des Roumains, qui sont un mélange de Slaves et de Latins parlant une langue cousine de la nôtre ; la Croatie et la Bosnie, où il n'y a que des Serbes ; le Trentin et Trieste, où il y a surtout des Italiens.

En 1866, profitant d'un moment où la monar-

chie était dans le pétrin, les Hongrois réclamèrent le droit d'être quelque chose dans l'Etat.

Les Autrichiens gardèrent tous les Slaves du Nord sous leur coupe : les Tchèques, les Polonais avec les Italiens de Trente et de Trieste ; ils passèrent les Slaves du Sud : Roumains, Serbo-Croates, à leurs associés hongrois, si bien que les 10 millions d'Autrichiens et les 10 millions de Hongrois — ou plutôt leur aristocratie — commandent à 30 millions d'hommes d'autres races.

Edifice fragile.

Pour le consolider, pour l'empêcher de crouler, qu'est-ce que le bon sens commandait de faire, le bon sens et la justice ?

Il commandait de former entre les différentes races de la monarchie austro-hongroise, entre toutes sans exception, et non pas seulement entre les deux races conquérantes, une fédération, une sorte d'Etats-Unis où toutes les races se seraient gouvernées elle-mêmes, avec un Parlement central à Vienne pour les affaires communes.

En Suisse, est-ce que cantons allemands, cantons français et le canton italien par-dessus le marché ne vivent pas côte à côte dans une même patrie ?

Seulement, il n'y a guère qu'une République qui puisse, en respectant le droit de chaque race à se gouverner elle-même, faire vivre côte à côte des peuples de langue et de race différentes.

Pour son malheur — et pour le malheur de toute l'Europe — l'Autriche-Hongrie était affligée d'une dynastie et de hobereaux allemands

et hongrois qui ne l'entendaient pas de cette oreille.

Son Excellence le comte Berchtold était l'homme de confiance de cet Etat fait de bric et de broc.

Le serpent tentateur, sous la forme de l'empereur d'Allemagne, ou de l'intelligent kronprinz que le bon Dieu allemand donna comme fils au kaiser, apparut au comte Berchtold et lui dit, en lui tendant la pomme serbe : « Croque cette pomme de Serbie. Quand tu l'auras croquée, ton empereur sera aussi grand que l'empereur d'Allemagne lui-même ! »

— Mais si la Russie me tombe dessus, et son alliée la France ?

— N'aie pas peur !

« La France est en état de pourriture ; elle n'a plus d'armée ; elle sera déchirée par la guerre civile.

« La Russie est lente à mobiliser.

« En trois semaines, l'armée allemande aura détruit l'armée française ; elle se retournera contre la Russie et enfoncera l'armée russe.

« Mange donc la pomme serbe en toute tranquillité ! »

L'imbécile la croqua.

Mais l'armée allemande ne détruisit pas l'armée française en trois semaines : on assure même qu'au bout de six mois elle n'a rien détruit du tout.

Elle n'a pas pu se retourner tout entière contre l'armée russe ; celle-ci n'a pas été détruite ; on assure même qu'elle occupe la Galicie, la Bukowine ; qu'elle entre en ce moment en Hongrie.

Et voici qu'en Hongrie même un fort parti s'agite, qui se souvient de Kossuth — une sorte de Garibaldi hongrois — et qui songe à proclamer la République hongroise !

Voici que les Tchèques de Bohême se souviennent qu'ils sont des Slaves, et ils sentent bouillonner au fond de leur cœur leurs vieilles haines contre leurs conquérants allemands !

Voici que le peuple roumain s'arme pour délivrer ses frères de Bukowine et de Transylvanie !

Voici que l'armée serbe victorieuse réclame énergiquement la libération des Serbes de Bosnie et de Croatie !

Voici que l'Italie, à la voix de Garibaldi, sort miraculeusement de son tombeau, s'arme pour délivrer les Italiens de Trieste et de Trente !

La pomme serbe était empoisonnée : et c'est pourquoi vous voyez s'effondrer le comte Berchtold, en attendant, ça ne tardera guère, que vous voyiez s'effondrer son collègue le chancelier allemand, M. Bethmann-Hollweg, l'homme « au chiffon de papier ».

La monarchie autrichienne est entrée en agonie !

De profundis !

Samedi 16 janvier.

L'avertissement de Crouy.

Il faut louer notre grand quartier général de l'habitude qu'il a prise depuis septembre de

nous dire la vérité toute nue, et de nous tenir au courant de nos revers comme de nos succès.

Il a raison de compter sur le calme, le sang-froid de la nation, sur son intelligence aussi. Aucun de nous n'a jamais cru qu'après la victoire de la Marne, nous n'aurions jamais que des victoires, et qu'une guerre aussi formidable pourrait se prolonger sans que nous n'éprouvions de temps à autre quelques mécomptes.

L'accroc qui nous arrive à Crouy, près Soissons, a fait courir un petit frisson dans tout le pays.

Pas mauvais sous certains rapports que de temps à autre une petite douche vienne rappeler à certaine partie de l'opinion publique que nous sommes en guerre !

Pas mauvais surtout que l'accroc se produise à 80 kilomètres de Paris, c'est-à-dire assez près de nous pour que le peuple français, — gouvernants et gouvernés, — se souvienne que l'ennemi, un ennemi formidable, est encore aux portes de sa capitale.

La certitude que nous avons tous de la victoire finale ; l'espérance de voir arriver prochainement de gros renforts anglais ; la probabilité de l'intervention prochaine de la Roumanie, de la Grèce et de l'Italie ; les bonnes raisons que nous avons de croire que l'Allemagne, petit à petit, sera paralysée dans ses moyens de défense par l'implacable blocus des flottes anglaises et françaises, ne doivent pas nous endormir dans une trompeuse quiétude.

Avec tous les atouts que nous avons en

mains, n'oublions pas que nos ennemis en ont un de premier ordre : leur génie organisateur, et leur puissance industrielle, si utile dans une guerre de matériel et de chemins de fer.

L'autre jour, tous les journaux ont annoncé que les chemins de fer allemands étaient immobilisés pendant cinq jours et interdits au commerce et aux particuliers : cela signifie qu'on fait de gros mouvements de troupes ; qui nous dit que, laissant un simple rideau en Pologne dans les tranchées, ils ne sont pas en train de transporter contre nous en ce moment quelques corps d'armée ?

Une telle hypothèse ne doit pas nous faire trembler : ce ne sera jamais l'avalanche d'hommes qui nous est tombée dessus en août : ce ne seront pas des troupes aussi solides, aussi bien encadrées, ayant autant de munitions à gaspiller. Nous savons faire la guerre de tranchées maintenant ; nous savons que dans des tranchées, des hommes de cœur peuvent démolir un ennemi trois et quatre fois supérieur en nombre ; les Allemands en ont fait la cruelle expérience sur l'Yser.

Mais tout de même, est-ce que notre état-major, et notre généralissime, en qui toute la nation a si grande confiance, ne se fient pas un peu trop à la qualité, pour leurs propres troupes, et ne négligent pas un peu trop la quantité ?

Il est évident qu'avec les hommes exercés dont dispose la France dans les garnisons de l'intérieur, avec la maîtrise des mers qui nous permet d acheter tout ce qu'il nous faut comme

équipement, comme chevaux, comme harnachement, comme armes et comme projectiles, un travailleur et un administrateur comme Millerand — ce sont des qualités qu'on lui reconnaît communément — aurait pu, depuis cinq mois qu'il est ministre, tout en alimentant le front, organiser, équiper, entraîner de nouvelles armées, si le généralissime lui réclamait de nouvelles armées.

Les nombreux sous-officiers et officiers blessés depuis le début de la guerre auraient pu renforcer les cadres de ces nouvelles formations ; au front, sans beaucoup chercher, on aurait trouvé dans la quantité de soldats, de sous-officiers et d'officiers aguerris par des mois de guerre, de quoi compléter les cadres des corps d'armée sur la ligne de feu.

Dans les armées de la Révolution et dans celles du premier Empire, où l'instruction n'était pas si répandue que de nos jours, on ne faisait pas tant de manières pour donner de l'avancement sur les champs de bataille et renouveler sans cesse les cadres.

L'Angleterre, en six mois, a forgé de toutes pièces six nouvelles armées, où tout était à faire, depuis l'instruction individuelle des hommes jusqu'à l'instruction des cadres.

L'Allemagne a pu, privée de la mer, bloquée du reste du monde, assiégée sur ses deux fronts, organiser près de cent corps d'armée, dont quelques-uns n'ont été médiocres, sur l'Yser, que parce qu'ils étaient composés de soldats d'un mois, n'ayant jamais fait de service militaire.

Et nous, dont tous les hommes valides jusqu'à 50 ans ont fait deux, trois ou cinq ans de service, nous ne serions capables que de boucher les trous de nos formations du mois d'août, sans oser constituer de nouveaux corps et de nouvelles armées ?

Et à défaut de génie organisateur, nous prétendons être une nation de débrouillards !

Et c'est dans une République, avec un généralissime qui est républicain, un ministre de la guerre sorti des entrailles de la démocratie, que nous semblons professer ce mépris de la nation armée !

Et cette République, c'est le pays de Carnot et de Gambetta!

Derrière la muraille de poitrines qui barre la route à l'invasion, derrière les lignes de tranchées qui arrêtent depuis quatre mois l'armée allemande, on rêve d'une ou de deux armées très mobiles, en réserve, composées de troupes d'élite que des troupes plus ordinaires auraient remplacées dans les tranchées.

Quand l'ennemi avancerait sur un point, menacerait nos lignes sur un point, ces armées en réserve accourraient par les voies ferrées, aux endroits menacés et, au besoin, essayeraient à l'improviste de crever la ligne ennemie.

Seulement, quand on a affaire à un ennemi qui a su organiser la nation armée, pour avoir de grosses réserves disponibles, capables de prendre des offensives et de manœuvrer, — tout en occupant solidement 400 ou 500 kilomètres de tranchées, — il faut avoir soi-même su organiser la nation armée.

Il faut non seulement avoir la qualité, mais la quantité.

Après l'avertissement que nous venons de recevoir à Crouy, le pays serait plus rassuré si le gouvernement et l'état-major pouvaient trouver un moyen de nous donner à la fois la qualité et la quantité.

Dimanche 17 janvier.

Le Tsar le sait-il ?

La censure la plus ombrageuse ne pourra croire que nous sommes ici des ennemis de l'alliance russe.

Dès les premiers jours de la guerre, nous n'avons pas hésité, au risque de nous faire regarder de travers par certains socialistes russes, à prêcher à tous nos amis de là-bas la réconciliation nationale autour de leur gouvernement.

C'est même dans notre journal que Bourtzeff, avec un patriotisme russe qui a été mal récompensé à sa rentrée dans son pays, avec un sens si réaliste des intérêts de la démocratie de son pays, a sonné le ralliement de toutes les forces nationales russes contre le militarisme austro-prussien, cette clef de voûte du militarisme européen.

Mais comment se taire, sans se déshonorer, en présence des faits que les socialistes juifs de Russie dénoncent au monde civilisé !

C'est en Pologne russe que les scènes d'horreur se passent.

En Pologne russe, près du cinquième de la population est juive. Si les juifs y sont si nombreux, c'est d'une part que les Polonais ont été jadis assez accueillants et assez tolérants pour les juifs dans des siècles où on les persécutait dans le reste de l'Europe ; c'est, d'autre part, que le gouvernement russe y a parqué des juifs russes, chassés par lui de la Russie proprement dite.

Beaucoup de ces juifs, surtout les juifs russes, parlent un idiome, le jargon, qui est un dialecte allemand farci de mots hébreux.

La guerre éclate.

La Pologne russe devient le champ de bataille des armées du tsar et des armées austro-allemandes.

A l'approche des Allemands, les juifs essaient de se sauver à l'intérieur de la Russie. Halte-là ! fait le gendarme russe. Et il les oblige à rester dans les villes désvastées par l'invasion, à la merci de la soldatesque allemande.

Les troupes russes chassent les Allemands : c'est maintenant au tour des cosaques de massacrer les juifs dans d'horribles pogroms.

Dans d'autres localités, autres horreurs ; brusquement, on donne l'ordre aux juifs de se rassembler, et par les grandes routes, le misérable troupeau, femmes, enfants, vieillards, — jusqu'à des femmes qui viennent d'accoucher, — est obligé d'avancer, loin, loin, sans pain, sans abri, sans repos, en butte aux violences des cosaques.

On lira plus loin le récit de ces horreurs, dont quelques-unes ont été, malgré l'existence de la

censure en Russie, dénoncées dans certains journaux de Pétrograd.

Nous avons beau savoir, par la façon dont nous avons procédé nous-mêmes aux évacuations d'étrangers dans les camps de concentration, nous, en France, en République, cent vingt-cinq ans après les Droit de l'Homme, à quelles brutalités révoltantes l'espionnite et l'affolement peuvent conduire un peuple civilisé, nous demeurons confondus devant les horreurs qui ont souillé la Russie.

Car ces juifs qui ont été expulsés, violentés, massacrés, ce ne sont pas des étrangers, légalement du moins, pour l'administration russe ; ce sont des sujets russes qui n'ont pas le droit de quitter la Russie sans un passeport, qui doivent le service militaire, qui ont 250.000 des leurs dans l'armée russe ; mieux que cela : qui ont donné des héros à l'armée du tsar. Ils en sont bien récompensés eux aussi !

Voyons ! A quoi songe la bureaucratie russe ?

Veut-elle décidément déshonorer la Russie aux yeux du monde civilisé, et éclabousser de cette boue et de ce sang tous les alliés ?

Comment pouvons-nous décemment prétendre que nous faisons une guerre de libération de tous les peuples opprimés, si l'un de nos alliés tolère chez lui de pareils actes de sauvagerie ?

Il y a trois millions de juifs en Amérique, dont quelques-uns riches et influents. Comment veut on qu'ils ne nous rient pas au nez quand nous disons que notre cause est la cause de la civilisation, alors qu'ils savent par tous leurs

journaux les atrocités commises contre leurs frères de Russie ?

De quel front pourrons-nous parler des atrocités commises par les Allemands contre les Français et les Belges, si la Russie commet des abominations pareilles sur ses propres sujets ?

Le tsar connaît-il ces horreurs ?

Sait-il le tort qu'elles peuvent faire aux Etats-Unis, en Italie, chez tous les neutres, à la cause commune ?

S'il ne le sait pas, qu'attendent les gouvernements anglais, français et belge pour le lui faire savoir, et pour faire appel à ses sentiments d'humanité et à l'intelligence politique de ses ministres ?

Quand on pense qu'il se trouve en France des Français d'origine juive, excellents Français, certes, parfaitement assimilés et fondus dans notre nation, dont on a l'air de troubler la digestion parce qu'en présence des persécutions que subissent les juifs de Pologne, de Russie, sans parler de ceux de Roumanie, nous demandons à l'Europe civilisée de profiter du remaniement de la carte d'Europe et d'Asie-Mineure pour rendre à ces déracinés, à ces fugitifs, à ces persécutés, cette Palestine où la nation martyre, après deux mille ans de tortures, trouverait enfin, sur la terre de ses ancêtres, la fin de son douloureux calvaire !

Lundi 18 janvier.

A quelques-uns du front.

Alors, vous croyez vraiment qu'à Paris et en province il y a partout des embusqués ?

Elles en font une jolie besogne, vos femmes et vos mères, quand elles vous écrivent des énormités pareilles dans leurs lettres !

Des embusqués, il y en a, certes. Vous ne voudriez pas que, dans un pays de 39 millions d'habitants, il n'y ait pas quelques milliers de poltrons et d'eunuques qui se défilent sous divers prétextes et envoient les autres se faire tuer pour eux ! Ces gaillards-là, que dans chaque ville on connaît, on les retrouvera après la guerre.

Mais de là à s'imaginer que les embusqués foisonnent, il y a loin !

Ce qui trompe vos femmes, outre leur tendresse fort naturelle pour vous, c'est leur ignorance, à presque toutes, des choses publiques en général et des choses militaires en particulier.

Elles côtoient à Paris, dans la rue, dans le métro, des jeunes gens et des jeunes hommes solides. Elles murmurent : « Pourquoi celui-là n'est-il pas dans les tranchées, alors que le mien y est ? » Les malheureuses ! Si elles interrogeaient « cet embusqué », elles apprendraient avec ahurissement qu'il est Américain du Nord, ou du Sud, ou Espagnol, ou Italien, ou Hollandais, ou Danois, ou Roumain, ou Suisse, ou

Grec. Vous ne voudriez pourtant pas leur interdire d'être des milliers et des milliers à Paris, les étrangers, sous prétexte que nous sommes en guerre !

Et les Belges, combien sont-ils d'hommes dans la force de l'âge, battant le pavé de Paris, en deuil de leur patrie momentanément perdue ? Vos femmes ignorent que le service militaire obligatoire n'existe pas en Belgique : apprenez-le leur donc, à vos femmes.

Voici des Français qui ont la quarantaine ; à cet âge-là, on est souvent encore assez bien planté ; en les voyant se promener paisiblement, vos femmes ronchonnent : « Embusqués ! » Mais non : ils attendent leur tour d'être appelés. Si la guerre avait éclaté il y a dix ans, ils seraient partis au premier jour de la mobilisation ; aujourd'hui, triste privilège de l'âge, ils partent les derniers ; ils attendent qu'on appelle la réserve de la territoriale, à laquelle ils appartiennent à partir de leur quarante-deuxième année, et qu'on n'a appelée quelque temps que dans les régions envahies. Expliquez donc à vos femmes que les gens de cette catégorie-là ne sont pas non plus des embusqués.

Et les ouvriers des arsenaux, les tourneurs qui travaillent à la fabrication des obus, est-ce que ce sont des embusqués ? Faites donc comprendre à vos femmes qu'ils sont aussi indispensables au pays à fabriquer des obus qu'à la tranchée.

Et combien de cardiaques, de sourds et de myopes, que l'on prend pour des embusqués, sur leur bonne mine, et qui sont en réalité aussi

incapables d'aller se battre que s'ils étaient culs-de-jatte, seulement, comme ça se voit moins que pour les culs-de-jatte, vos femmes les regardent de travers.

On voit de jeunes soldats se promener le soir ou le dimanche dans toutes les villes de garnison : embusqués ? Non : des poilus de 1914 et de 1915 qui achèvent leurs classes, ou d'anciens auxiliaires ou réformés que l'on dresse dans les dépôts.

Un automobiliste qui fait le va-et-vient de Paris au front passe sur le boulevard : embusqué !

Un artilleur d'une section de ravitaillement fait une escapade à Paris, entre deux convois : embusqué !

Un blessé bien rétabli vient en permission : embusqué !

Vos femmes exagèrent : elles exagèrent toujours, les femmes, d'ailleurs, vous le savez.

Ce qui a pu vous faire ajouter foi à leurs propos, c'est la constatation qu'ont pu faire certains d'entre vous, territoriaux frisant la quarantaine, qu'on les envoyait au front alors que dans d'autres dépôts il y avait encore des hommes plus jeunes de l'active et de la réserve de l'active.

Il s'est produit là quelque chose de regrettable, certes, mais ici encore il ne faudrait pas crier trop tôt à l'injustice et au favoritisme.

La vérité, c'est que certains régiments d'active ou de réserve ayant été plus éprouvés que d'autres, pour combler les vides on y a versé des territoriaux des régiments de la même ré-

gion ; pendant ce temps, au contraire, d'autres régiments d'active ayant été moins éprouvés, avaient encore dans leurs dépôts des réservistes assez jeunes.

On peut compter sur la presse pour demander à l'administration militaire d'éviter à l'avenir de pareils errements, et de réparer pour le passé toutes les bévues qui ont pu sembler une injustice ou une inégalité de traitement, comme on peut compter sur elle pour continuer la chasse aux embusqués.

Seulement, elle ne pourra continuer cette chasse que s'il est bien entendu pour tous les « poilus » qui sont au front que ces embusqués ne sont qu'une petite minorité, à qui d'ailleurs, si j'en crois certains renseignements précis, l'autorité militaire commence à mener la vie dure.

Quant à vos femmes, priez-les donc de ne pas vous démoraliser avec leurs exagérations sur les embusqués !

Dites-leur gentiment que vous en voyez d'assez dures, dans la boue, dans l'eau, sous la mitraille, sans qu'elles viennent vous donner des douches de ce genre-là, qui sont les plus dangereuses, car, ces douches-là ce n'est pas seulement le corps, c'est le cœur qu'elles vous glacent !

Mardi 19 janvier.

Tout l'effort.

Plus la guerre traîne, plus on se demande de tous côtés si nous faisons tout l'effort nécessaire

pour débarrasser le territoire national et le sol de la Belgique des envahisseurs qui s'y cramponnent.

Quand je dis « nous », je veux dire la nation, car il va de soi que ceux qui sont au front donnent toute leur force et tout leur cœur.

Mais si, avec les forces dont dispose notre généralissime, nous n'arrivons pas à déloger l'ennemi, pourquoi n'augmenterions-nous pas le nombre de nos combattants et de nos armées ?

Les Anglais vont venir, c'est entendu : mais leur arrivée ne sera-t-elle pas contre-balancée par l'arrivée sur le front de nouvelles formations allemandes ?

Comment faire pour en finir plus vite ? C'est la question que tout le monde se pose.

Il va de soi que personne n'a l'outrecuidante prétention de vouloir en remontrer à nos grands chefs militaires. Surtout depuis leur victoire de la Marne, ils jouissent, aussi bien dans la partie civile que dans la partie sous les armes de la nation, de la confiance la plus entière. Et nous nous semblerions grotesques à nous-mêmes si nous nous permettions d'ouvrir la bouche sur les questions de stratégie ou de tactique.

Mais si nous n'entendons goutte aux choses de l'armée, en revanche, nous connaissons peut-être mieux que les militaires de carrière les forces intellectuelles et morales que recèle l'ensemble de la nation, et peut-être sommes-nous exempts de quelques-uns des préjugés inhérents à leur profession, qui les empêchent peut-être à cette heure de tirer de la nation le maximum de ce qu'ils pourraient en tirer.

La grosse objection que font les militaires de carrière à ceux qui, comme nous ici, réclament depuis six mois l'organisation de nouvelles armées, ce n'est pas le manque d'hommes, — il serait trop facile de leur répondre, — ce n'est pas le manque d'équipements, d'armes et de munitions, — obstacle plus grave qu'un administrateur comme Millerand, avec notre maîtrise de la mer, aurait fini par surmonter, — c'est le manque de cadres.

Le manque de cadres!

Le grand Carnot aurait sauté si, dans des circonstances pareilles à celles-ci, on avait songé à lui faire une pareille objection!

Mais, depuis six mois que nous sommes en guerre, les quatre-vingt-quinze pour cent de nos caporaux en savent plus que n'en savaient avant la guerre leurs sergents et leurs adjudants; les sergents et les adjudants sont presque tous plus forts que les sous-lieutenants, les lieutenants et les capitaines du début de la guerre; les neuf dixièmes de nos simples capitaines d'active ont plus appris en six mois de campagne que tous leurs colonels réunis en vingt ans de paix ou de grandes manœuvres.

A part quelques fâcheuses exceptions, dans cette masse de réservistes et de territoriaux qui sont sous les armes, tous ceux qui dans la vie civile ont eu à conduire des hommes, chefs et sous-chefs de rayons dans les magasins, chefs et sous-chefs de bureau, professeurs, instituteurs, curés, secrétaires de syndicats, secrétaires de groupes politiques, contremaîtres, entrepreneurs, sans parler des ingénieurs, con-

ducteurs des ponts et chaussées, de travaux hydrauliques, sont capables, au bout d'un mois de campagne, de faire des sous-lieutenants et des capitaines.

Il n'y a qu'à se baisser, dans nos armées aguerries par six mois de campagne, pour trouver les cadres de nouvelles armées.

Nos grands chefs militaires se sont trop laissé impressionner par l'insuffisance des cadres de certaines formations territoriales au début de cette guerre : mais n'y a-t-il que les officiers de territoriale qui ont été surpris, et un peu déroutés, par les imprévus de cette guerre si nouvelle ? Et les éléments jeunes qui fourmillent à l'heure actuelle, en pleine vigueur physique, ne donneraient-ils pas des chefs autrement dressés ?

Je crains aussi que dans notre état-major on ne juge un peu trop les armées nouvelles qu'il s'agirait de forger, d'après les armées improvisées de la Défense nationale.

Mais quelle comparaison peut-on établir entre les deux situations ?

En 1870, toute notre armée active, tous nos officiers, à part une infime minorité, avaient été pris en deux coups de filet à Sedan et à Metz. Les recrues qu'on appelait n'avaient pour la plupart jamais tenu un fusil. On avait à lutter contre un ennemi à qui ses victoires avaient donné un ascendant moral énorme.

Aujourd'hui, tous ceux qu'on appelle, à l'exception des jeunes classes, ont fait deux, trois et cinq ans de service militaire ; à défaut du 75, les artilleurs ont manié le canon de 90, dont tous

les spécialistes disent le plus grand bien ; il y a au front des armées considérables, ayant depuis le premier jour de la campagne, et surtout depuis la Marne, l'ascendant moral sur l'ennemi. Et dans ces armées du front, nous ne trouverions pas des sous-officiers et officiers jeunes et aguerris pour encadrer les nouvelles formations?

La nation a confiance en ses chefs militaires.

Que nos chefs militaires, de leur côté, fassent donc un peu plus crédit à la nation armée!

Mercredi 20 janvier.

Voix d'eunuques.

Les socialistes des pays neutres tenaient un Congrès dimanche dernier à Copenhague.

Il y avait là représentés les socialistes de Suède, de Norvège, de Danemark et ceux de Hollande.

Il faut que je confesse ma naïveté.

J'avais compté que le premier mot de ces socialistes de quatre petits pays serait pour faire entendre une protestation véhémente contre ceux qui ont voulu étrangler la Serbie, et qui ont violenté abominablement la Belgique.

Les journaux de tous les pays leur parviennent.

Ils ont lu les livres de toutes les couleurs, où tous les documents diplomatiques sont étalés au grand jour, et comme contradictoirement.

Ils ont les pièces à conviction sous les yeux.

Ils savent que la Serbie s'est humiliée après l'ultimatum de l'Autriche, a tout accepté, excepté de laisser les Autrichiens faire la police sur son territoire.

En admettant que la Serbie fût coupable à leurs yeux, ils savent que la Belgique, elle, du moins, était innocente, et qu'elle n'avait rien fait pour être impliquée dans cette boucherie.

Ils connaissent la conception prussienne du chiffon de papier.

A défaut de l'honnêteté la plus élémentaire, leur intérêt à eux, habitants de petits Etats, était d'élever la voix pour flétrir des attentats qui, s'ils sont tolérés en Europe au xxe siècle contre la Serbie et contre la Belgique, se renouvelleront demain aux dépens de leur propre patrie.

Une protestation, ils en ont bien fait une, une protestation unanime même.

Je vous le donne en mille...

Une protestation contre l'arrestation de cinq députés à la Douma russe, qui s'étaient réunis pour rédiger un rapport destiné à la Conférence de Copenhague!

Ainsi, ce qui émeut nos gens, à l'heure actuelle, la seule abomination contre laquelle ils éprouvent le besoin de protester, c'est l'arrestation — regrettable à tous égards, cela va de soi — de cinq députés russes ; mais sur l'étranglement de deux nations : pas un mot! Sur la violation d'un petit pays neutre : silence! Le massacre, l'incendie érigés en système par les terroristes du grand état-major allemand, la

destruction de Louvain : la consigne est de ronfler.

Ça, des neutres!

Ils voient une paille dans l'œil d'un des adversaires, mais la poutre qui est dans l'œil de l'autre, ils feignent de ne pas la voir.

Et ces « camarades », qui n'ont même pas le courage, dans leurs résolutions unanimes, de souffler mot de la violation de la neutralité belge, ont l'aplomb de venir pousser des bêlements pacifiques, et de nous donner des conseils sur les conditions auxquelles nous devrions faire la paix.

La paix, qu'ils nous la fichent en ce moment : c'est tout ce que nous leur demandons.

Nous saurons bien, sans leurs lumières, refaire la nouvelle Europe en la fondant sur le Droit et le respect de toutes les nations, grandes et petites!

Le Droit, le respect des petites nations, est-ce que ça les intéresse, eux!

Quelle autorité auraient-ils pour parler de Droit, dans un Congrès international, alors qu'ils n'ont pas levé le petit doigt, pas fait entendre la plus petite protestation quand le Droit était outragé, souffleté en la personne du peuple belge?

Au prochain Congrès européen où les vainqueurs dicteront leurs conditions, où l'Angleterre libérale, la Belgique démocratique, la France républicaine prendront des mesures pour empêcher que l'Europe ne continue à être une forêt de Bondy, je demande qu'on grave, au fronton de l'édifice où il se tiendra, cette

simple inscription : « Les eunuques n'entrent pas ici ! »

Jeudi 21 janvier.

Tout prévoir !

Non, certes, il ne faut pas s'exagérer notre échec local et partiel de Soissons.

Mais il faut encore moins s'exagérer l'état d'épuisement de notre ennemi.

S'imaginer que les hommes peuvent manquer à l'Allemagne serait se préparer des déceptions dangereuses : quand un pays a fait des enfants pendant quarante-quatre ans, au point que, parti du même chiffre de population que nous en 1870, pour une même superficie de territoire, il a aujourd'hui 28 millions d'habitants de plus que nous, il est un réservoir d'hommes à peu près inépuisable. Personne n'a les moyens de vérifier les chiffres du colonel Repington, qui attribue à l'Allemagne encore actuellement 4 millions d'hommes en réserve : la seule chose qu'on peut affirmer, c'est que ce n'est pas le manque d'hommes qui obligera l'Allemagne à mettre les pouces de si tôt.

Compter absolument sur l'intervention prochaine en notre faveur de l'armée roumaine, de l'armée grecque ou de l'armée italienne, ou de ces trois armées réunies, c'est s'exposer à une autre désillusion. Personnellement, je crois que la neutralité est une position intenable

jusqu'au bout, surtout pour la Grèce et la Roumanie. Je suis sûr — croyez-en mon flair d'historien — que l'Etat austro-hongrois est perdu, perdu sans rémission, et que la Roumanie, la Serbie et l'Italie s'en partageront les dépouilles. Seulement, quand l'intervention roumaine et italienne se produira-t-elle ? En février, à Pâques ou à la Trinité ?

Le blocus? C'est par là que l'Allemagne périra, personne n'en doute. Elle périra le jour où elle sera obligée non de rationner les vivres à ses habitants, mais les obus à son armée. Mais jusqu'à quand pourra-t-elle vivre sur sa graisse, je veux dire sur ses stocks de munitions et sur les nouvelles munitions qu'elle peut confectionner en faisant flèche de tout bois, et en utilisant ses dernières casseroles de cuivre ? C'est ce que personne ne peut dire, absolument personne. On peut être sûr que le génie organisateur et l'esprit d'initiative de ses ingénieurs et de ses chimistes prolongeront sa résistance au delà de tout ce que croient certains optimistes béats de chez nous.

Pour tous ceux qui savent la puissance formidable qu'est l'Allemagne, l'audace de ses conceptions militaires et industrielles, dont le dernier raid de zeppelins en Angleterre peut nous donner un avant-goût, il ne saurait faire l'ombre d'un doute qu'au printemps prochain elle va jeter sur nous de nouvelles armées.

Je ne suis pas sûr même qu'elle attende le printemps pour reprendre l'offensive, et qu'elle ne va pas tenter quelque grand coup contre nous, avant l'arrivée des renforts anglais, peut-

être en faisant revenir de Russie plusieurs de ses corps d'armée.

En août dernier, notre état-major comptait avoir à repousser une armée de 1.200.000 à 1.500.000 hommes au plus : c'est deux ou trois millions d'hommes qui nous sont tombés sur les bras.

En septembre, nous avons arrêté le flot : mais comme, pour poursuivre l'offensive, il faut des troupes nombreuses, des troupes fraîches sans cesse renouvelées, jusqu'à ce qu'un résultat soit atteint, nous avons été essoufflés au bout de 30 à 40 kilomètres, et, chassé de la Marne, l'ennemi a pu se cramponner derrière l'Aisne, où il est depuis quatre mois, sans que nous ayons pu l'entamer sérieusement, ce qui prouve qu'il doit être en nombre.

A-t-on remarqué d'ailleurs que, sur l'Yser, sur l'Aisne, partout où nos communiqués nous parlent de vifs engagements, on nous dit que les Allemands ont la supériorité numérique et qu'ils débouchent encore en masses profondes, comme des fourmis ?

Alors, quoi ? Tout en escomptant l'arrivée des renforts anglais, créons de nouvelles armées, que diable ! puisque nos dépôts regorgent d'hommes et que nous pouvons, avec un effort de bonne volonté, d'audace, et un peu de confiance en la nation armée, leur trouver des cadres parmi les soldats, les sous-officiers et les officiers du front, aguerris par six mois de campagne.

Et en attendant, pour parer à tout mauvais coup du sort, — si improbable qu'il soit, —

renforçons le camp retranché de Paris de tout ce que nous avons de troupes organisées à l'intérieur, de toutes les batteries de siège qui, là-bas, sur les côtes de l'Océan, n'auront jamais à tirer que sur les poissons.

Il vaut mieux prendre des précautions inutiles que de se laisser prendre au dépourvu par les événements.

Songez donc quel effet moral ce serait si nous devions abandonner à l'invasion de nouveaux départements, ne serait-ce que pendant quelques jours ou quelques semaines !

Songez quelle responsabilité ce serait, non pas pour notre état-major seulement, mais pour le ministre de la guerre, pour le gouvernement, pour la commission de l'armée et pour le Parlement républicain tout entier, si, au printemps prochain, — qui va venir vite, — nous devions plier sous le nombre, ou seulement si, faute d'avoir su organiser nos dépôts, d'avoir su utiliser toutes les forces de la nation armée, nous n'étions pas capables de balayer notre sol et celui de la Belgique par une foudroyante offensive !

Vendredi 22 janvier.

Pauvres socialistes italiens !

Pendant que les socialistes danois et scandinaves poussaient leurs bêlements pacifistes à Copenhague, ne songeant, à ce qu'il semble,

que dans l'escalier à protester contre la violation de la neutralité belge, les socialistes italiens poussaient, dans une conférence à Florence, des bêlements analogues en faveur de la neutralité italienne.

Si ces « camarades » s'étaient bornés à nous dire qu'ils étaient partisans de la neutralité parce que la guerre leur semblait une horreur, et qu'ils ne se sentaient pas le cœur, n'y étant pas contraints, d'y pousser leur peuple, nous nous serions inclinés, en les avertissant toutefois que le triomphe du militarisme austro-allemand coûterait à l'Europe — l'Italie comprise — cinquante années d'une nouvelle paix armée, c'est à-dire cinquante années de misères irrémédiables pour les classes laborieuses de partout.

Au lieu de cela, ils ont cru devoir nous sortir la Loi et les Prophètes socialistes, qu'ils ont appris à ânonner à l'école des socialistes allemands.

Les socialistes allemands ont rabâché au monde, depuis cinquante ans, sous le nom de marxisme, que seuls les phénomènes d'ordre économique expliquent toute l'histoire humaine, que seule importe la grande lutte entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas.

En notre argot socialiste, toutes ces belles choses-là se résument en deux mots : « matérialisme historique » et « lutte de classe », qui, prononcés avec gravité, avec des airs profonds et solennels, dispensent les imbéciles de réfléchir.

« Cette guerre nous intéresser, nous, socia-

listes italiens, peuh! La lutte de classe seule nous intéresse : la guerre actuelle, c'est une guerre de capitalistes! »

Pauvres gens!

Ils appartiennent à un pays, l'Italie, qui, il y a soixante-quinze ans, a mis l'Europe à feu et à sang pour se constituer en une nation; ils voient, à deux pas d'eux, l'Allemagne qui a versé des torrents de sang, il y a quarante-quatre ans, pour arriver elle aussi à l'unité nationale, et ils ne voient pas que ce qui nous vaut la grande boucherie actuelle, c'est l'enfantement des seules nations, les nations slaves des Balkans, qui, en Europe, n'ont pas encore pu réaliser leur unité nationale!

Ils ont des yeux, et ils ne voient pas que c'est l'enfantement des nations grecque, serbe, bulgare et roumaine qui, après avoir déchiré tout le XIXe siècle, et jusqu'en 1912, les flancs de la Turquie, déchire en ce moment les flancs de cette Autriche-Hongrie du ventre de qui leurs grand-pères ont dû eux-mêmes arracher, en 1859, leur jeune nation!

Ils ont des yeux et ils ne voient pas que c'est la queue des guerres nationales qui ont ensanglanté l'Europe au XIXe siècle qui ébranle notre pauvre Europe du XXe siècle!

Pourquoi y sommes-nous, nous, Français, sinon parce que la formation de l'unité nationale allemande en 1870-71 nous a laissés le corps et le cœur meurtris, sous la peur plus ou moins fondée d'une nouvelle mutilation, et que, pour nous garantir d'une mutilation nouvelle, nous avons dû nous jeter dans les bras de la Russie,

protectrice née de toutes les petites nations slaves balkaniques, dont l'enfantement est la cause profonde de tous ces malheurs ?

Et pourquoi les Allemands y sont-ils, sinon parce que la peur d'une revanche de la France les a jetés dans l'alliance autrichienne, qui les a happés dans son engrenage, comme nous dans l'engrenage de l'alliance russe ?

Et pourquoi l'Angleterre y est-elle impliquée, elle qui voulait la paix, elle qui a fait l'impossible pour empêcher la guerre, sinon parce que son instinct de conservation depuis qu'elle existe la pousse, à travers les siècles, à se dresser, au nom de l'équilibre européen, contre toute puissance continentale qui, par sa puissance exorbitante, menace la liberté des autres nations européennes ?

Qu'est-ce que le capitalisme a à faire là-dedans ?

Les guerres de nationalités et d'équilibre européen sont bien antérieures à l'avènement du capitalisme moderne !

En réalité, la guerre actuelle a pour cause non le régime capitaliste, mais le lamentable état politique de l'Europe, où des peuples, parce qu'ils sont forts, s'opposent à la réalisation des aspirations nationales les plus légitimes de peuples plus faibles, qui ont le même droit qu'eux à la vie, et où certaines dynasties, soutenues par certaines castes, pour conserver leur prestige, refusent de faire droit à ces aspirations nationales.

Aujourd'hui, tous les démocrates de l'Europe font la guerre pour essayer, sur les ruines des

deux monarchies allemande et autrichienne, de fonder enfin une Europe où toutes les nations, grandes ou petites, seront libres et indépendantes, et où un tribunal international obligatoire, appuyé sur une gendarmerie internationale, empêchera à jamais les guerres fratricides entre Européens.

Aux côtés de la démocratie anglaise, de la démocratie belge, de la démocratie française, nous aurions aimé voir la démocratie italienne sur les champs de bataille où se joue cette grosse partie pour l'avenir de l'Europe et de la démocratie universelle.

Nous aurions aimé la voir à nos côtés dans le grand Congrès international qui jettera les bases de cette Europe nouvelle, qui tâchera de jeter les fondements des Etats-Unis d'Europe.

Mais si, par la veulerie ou l'inintelligence politique des mauvais bergers du socialisme italien, la démocratie italienne n'est pas officiellement représentée à ce Congrès, honte, honte éternelle à ceux qui auront infligé un pareil soufflet à la patrie de Garibaldi !

Samedi 23 janvier.

Canrobert et Pélissier.

Hier, toute notre presse a publié un résumé très probe des opérations du 15 novembre au 15 janvier.

Ce résumé, d'allure officieuse, se termine

par ces deux affirmations catégoriques : « L'offensive allemande est brisée. La défensive allemande le sera à son tour. »

L'offensive allemande est brisée : je le crois, du moins la première offensive, la grande offensive comme en août, avec des forces numériquement écrasantes, admirablement encadrées, supérieurement outillées, s'avançant en trombe, ne doutant de rien. Cette offensive, elle est brisée. Mais ne subirons-nous pas au printemps, et peut-être avant, une deuxième offensive allemande ? Il serait imprudent de ne pas s'attendre à ce second assaut. Il sera infiniment moins formidable que le premier : les troupes qui le tenteront seront de bien plus médiocre qualité, avec des cadres bien inférieurs, un outillage moins au point, des munitions moins à profusion; mais, n'en doutez pas : il y aura une deuxième offensive allemande. Il faut nous y préparer.

La défensive allemande sera brisée à son tour; c'est réglé comme papier à musique; personne n'en doute en France et n'en a jamais douté, oui, mais à une condition : c'est que nous nous préparions à la briser ; qu'au moment de l'offensive foudroyante qui brisera la défensive allemande nous n'ayons pas un million d'hommes à moisir et à se démoraliser dans nos dépôts.

Au temps où, dans les lycées de la République, j'enseignais l'histoire militaire à de futurs saint-cyriens, il me semble leur avoir raconté par le menu une bataille qui présente avec la situation actuelle une ressemblance frappante.

Ça se passait là-bas, en Crimée, en 1854.

On assiégeait Sébastopol.

L'armée anglaise et l'armée française étaient logées dans des terriers ; l'armée italienne, on disait en ce temps-là l'armée piémontaise, vint s'y terrer à son tour. Belle fraternité des armées de toute l'Europe occidentale, que nous reverrons un de ces quatre matins !

En face l'armée russe, brave, tenace — comme est l'armée allemande, — plus sympathique, plus chevaleresque et moins barbare que l'armée actuelle du kaiser, se cramponnait à toutes les aspérités du sol, se logeait dans tous les trous possibles.

De chaque côté on faisait des tranchées, des boyaux, des parallèles.

Les sapeurs passaient leur temps à faire de nouveaux trous et à miner les tranchées ennemies.

Quelles souffrances pour les alliés, qui n'étaient pas habitués à ce climat si rude de la Russie du Sud ! Pour comble de malechance,le choléra ! Tout un hiver à passer ainsi, les jours succédant aux jours,les semaines aux semaines, les mois aux mois !

On grignotait les lignes ennemies : mais c'était si lent, si lent, qu'au printemps on était à peine plus avancé qu'en fin de septembre.

Le maréchal Canrobert commandait l'armée alliée.

Très ménager du sang de ses troupes, il reculait devant la responsabilité d'une offensive qui forcément devait être sanglante.

Et l'éternelle question se posait, que se

posent en tous les temps les hommes de guerre qui assiègent une forteresse qu'on ne peut pas encercler et réduire par la famine — telle la forteresse que l'armée allemande occupe d'Ostende à Altkirch — : « Vaut-il mieux faire tuer utilement 20.000 hommes d'un seul coup en délogeant l'ennemi et en précipitant le dénouement de la guerre, ou bien en faire tuer 40.000 par petits paquets, sans résultat appréciable ? »

Au mois de mai 1855, le maréchal Canrobert, ne pouvant se décider à donner l'assaut, passa le commandement à Pélissier.

Celui-ci accumula, à l'endroit où il voulait passer, des troupes d'élite, et, après un premier échec sanglant, il enleva de vive force les lignes ennemies.

Le général Joffre, c'est Canrobert doublé de Pélissier.

Prudent, temporisateur, économe du sang de ses hommes comme Canrobert, il nous a montré, par son offensive avortée d'août et son offensive réussie de la Marne en septembre, qu'il était capable, à son heure, de pratiquer la méthode chirurgicale à la façon de Pélissier, ce qui est aussi une manière de ménager le sang du soldat.

Il fait le sapeur depuis quatre mois : officier du génie, la Providence l'avait prédestiné de toute éternité à faire ce siège homérique : le siège de 500 kilomètres de lignes ennemies, le siège d'une forteresse qui n'est rien moins que le territoire allemand tout entier !

Ce n'est pas à lui que, moi, simple professeur d'histoire, — révoqué encore, sauf votre res-

pect! — j'apprendrai que, quand il aura bien sapé et bien miné, il faudra donner l'assaut, et ce jour-là avoir sous la main d'énormes effectifs pour garder toutes ses lignes pendant qu'il lancera sur le point choisi par lui, pendant huit jours peut-être, des flots sans cesse renouvelés de troupes fraîches, de troupes de choc.

Mais peut-être n'est-il pas inutile de le rappeler au Parlement, chef suprême de tous les ministres et de tous les généraux, pour qu'il prépare au nouveau Pélissier les armées nouvelles qu'il lui faudra pour enlever d'assaut un bastion qui est autrement colossal que la grande redoute de Malakoff!

Dimanche 24 janvier.

A Sudekum, socialiste du kaiser.

Qu'est-ce que cette histoire de brigands qu'on nous raconte? Vous vous seriez, vous, Sudekum, socialiste du kaiser, qui êtes déjà allé en mission près des eunuques du socialisme italien, vous vous seriez abouché avec un socialiste français, sergent dans l'armée française, prisonnier en Allemagne, et vous l'auriez fait remettre en liberté en le chargeant d'une mission près du Comité directeur du Parti socialiste, dont je suis membre, quoique indigne!

On raconte tellement d'histoires, par le temps qui court, que cette histoire de brigands n'est peut-être qu'un grossier canard.

Pourtant, ça vous ressemble tellement, Sudekum, cette histoire, vous, le Sudekum qui avez accompagné — en tout bien tout honneur — la princesse de Saxe lors de sa première fugue du domicile conjugal, que ce roman feuilleton emprunte à votre nom un cachet de vraisemblance qui m'autorise à vous répondre personnellement, en attendant que la Conférence des Partis socialistes des pays alliés, à Londres, dans quelques semaines, vous réponde plus officiellement.

La paix ? Maintenant? Comme cela ? Quand vos hordes occupent la Pologne, la Belgique et le nord de la France ? Non ! mais, vous ne nous avez pas regardés ! Vous ne croyez peut-être pas que nous allons laisser votre kaiser s'en aller ainsi, en beauté, après avoir fait montre de sa puissance !

C'est cela ! On cambriole ses voisins, on en assassine quelques centaines de mille, on incendie leurs villes, on viole leurs femmes; puis, quand on s'aperçoit qu'on a ameuté en Europe tout ce qui a une conscience, tout ce qui a quelque chose quelque part; qu'on sent monter autour de soi le flot de la haine universelle ; qu'on voit deux murs de plusieurs millions de poitrines se dresser pour vous refouler dans votre tanière ; qu'on est coupé du reste du monde par les flottes de ceux qu'on a cambriolés et assassinés, on viendrait, la bouche en cœur, le rameau d'olivier en main, crier : « Moi, pas capout ! Kamarade ! kamarade ! »

Il n'y aurait pas de raison pour ne pas recommencer dans dix ans, ou pour qu'un autre

gouvernement, encouragé par l'impunité, ne recommence pas dans dix ans.

« Kamarades ! kamarades ! » Il n'y a plus de camarades pour le quart d'heure. Pendant des années, nous vous avons suppliés, si la guerre éclatait sans que nos gouvernements aillent devant le Tribunal de la paix régler leurs différends, de nous engager les uns vis-à-vis des autres à répondre à une déclaration de guerre par la grève générale et l'insurrection de chaque côté de la frontière : vous nous avez ri au nez.

Nous vous avons supplié alors de poser devant la conscience du peuple allemand la question d'Alsace-Lorraine, de régler à l'amiable avec nous cette question douloureuse et dangereuse, pour nous permettre de nous dégager, nous de l'alliance russe qui était une garantie contre une nouvelle mutilation de votre part, vous de l'alliance autrichienne, qui devait fatalement vous amener à un conflit avec la Russie : vous nous avez ri au nez.

Maintenant, le vin est tiré, il faut le boire.

Puisque vous nous avez obligés à prendre un bain de sang, il faut au moins que ça serve à quelque chose.

Il y a dans toute l'Europe, et en particulier dans l'Europe centrale, chez votre allié autrichien, des peuples opprimés par d'autres peuples. Les peuples opprimés, nous les libérerons, sans oublier ni les Alsaciens, cela va de soi, ni les Danois du Sleswig-Holstein, ni les Polonais de Posnanie. Et comme nous ne pouvons libérer les Italiens de Trente et de

Trieste, les Serbes de Croatie et de Bosnie, les Roumains de Bukowine et de Transylvanie, les républicains de Hongrie, les Tchèques de Bohême, et même, malgré l'apparence de paradoxe, préparer la résurrection de la Pologne, qu'en détruisant l'Etat austro-hongrois, vous voudrez bien nous excuser si, avant de déposer les armes, nous faisons disparaître ce monstre contre nature, cette salade de peuples qui est tout, excepté une nation, cette monarchie hybride qui resterait un abcès purulent au cœur de l'Europe du vingtième siècle, comme la Turquie, pour les mêmes raisons, le fut pour l'Europe du dix-neuvième siècle.

Vous nous permettrez bien aussi, avant de déposer les armes, de vous rendre le petit service que vous nous avez rendu en 1871 ?

Allons ! ne faites pas l'étonné ! ne rougissez pas de modestie !

Vous savez bien que c'est vous qui, en prenant notre empereur à Sedan, nous avez aidés à faire la République !

Vous ne voudriez pas que nous poussions l'ingratitude jusqu'à vous laisser affublés de votre pistolet d'empereur et de son kronprinz de fils. Oh ! nous ne vous imposerons pas la République; mais, sans toucher à l'unité nationale allemande qui reste pour nous sacrée, nous administrerons une telle râclée à votre kaiser et à son rejeton, nous démontrerons à votre peuple de façon si éclatante que ces imbéciles couronnés ont conduit l'Allemagne à la ruine et au déshonneur, que c'est votre peuple lui-même qui

vomira ses Hohenzollern et qui proclamera la République allemande!

Ce jour-là, vous n'aurez pas besoin de mendier la paix dans la coulisse, en intriguant près des socialistes français.

Ce sera la démocratie européenne tout entière qui criera à ses gouvernants : « L'Allemagne militariste, féodale et impérialiste est morte ; le peuple allemand s'est réhabilité aux yeux du monde civilisé en étranglant les auteurs responsables de l'assassinat de plusieurs millions d'hommes : Vive l'Allemagne républicaine! »

Lundi 25 janvier.

L'Italie se laissera-t-elle tenter ?

Tous les yeux actuellement se tournent vers Rome.

Sans doute, l'attitude de l'Italie ne peut pas modifier l'issue du grand drame : qu'elle intervienne en faveur des alliés ou qu'elle reste neutre, — personne ne lui a fait une minute en France l'injure de croire qu'elle pouvait marcher avec l'Autriche, la Turquie ou l'Allemagne, — le sort de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie est réglé, et celui de l'Allemagne avec. Il y a dès maintenant du côté des alliés une telle supériorité de forces militaires, navales, financières, économiques, morales, que la victoire des alliés sur les Impériaux ne fait l'ombre d'un doute pour personne.

Seulement, si l'Italie ne peut rien sur l'issue finale du grand duel, elle peut tout sur sa durée.

Qu'elle reste neutre : c'est la guerre se prolongeant peut-être une année encore.

Qu'elle marche à fond et, dans six mois, c'est pour l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie l'écroulement, l'effondrement.

A Berlin, on le sait, et comme les chiffons de papier qu'on appelle des traités d'alliance n'ont jamais gêné les successeurs de Bismarck et de Frédéric II, on est en train, d'accord avec les Hongrois, d'essayer de retenir l'Italie par d'honnêtes propositions dont l'Autriche ferait les frais.

C'est le comte Tisza, le chef du parti nationaliste hongrois, qui semble avoir eu cette idée de génie : faire taire l'Italie en lui donnant une province autrichienne, le Trentin, l'un des deux pays italiens que le vieux François-Joseph conserve encore sous sa coupe.

Voilà la belle cuisine qui se mijote probablement en ce moment à Berlin, où M. de Burian, l'homme de paille de Tisza, confère en ce moment avec le dernier des Hohenzollern.

Qui sait? Le bien d'autrui coûte si peu cher que Prussiens et Hongrois seraient parfaitement capables d'offrir l'autre province autrichienne : le pays de Trieste.

L'offre est tentante, même réduite au Trentin.

Mettez-vous pour un instant à la place du gouvernement italien.

Recevoir sans tirer un coup de fusil ce morceau de terre italienne si convoitée depuis 1859!

Calmer l'opinion publique italienne, si profondément antiautrichienne, en lui jetant un pareil os à ronger !

Eviter à une grande nation aussi civilisée que l'Italie les horreurs de la grande guerre, qui désole presque le reste de l'Europe!

Des hommes bien embarrassés, c'est le président du conseil italien, M. Salandra, ses collègues du ministère, et, dans la coulisse, M. Giolitti, sans compter le petit-fils du Victor-Emmanuel de 1859!

Et si, après avoir par quelques pourboires obtenu la neutralité italienne, l'Allemagne et l'Autriche allaient être victorieuses, est-ce qu'elles laisseraient à l'Italie Trieste, l'objet des convoitises allemandes sur l'Adriatique, et même Trente ?

Et si, épuisées, elles les lui laissaient provisoirement, ne serait-ce pas la guerre entre l'Italie et l'Autriche avant dix ans ?

Et la Roumanie, la petite sœur latine pour qui l'Italie a une tendresse maternelle. qu'est-ce qu'elle devient, elle, dans cette combinaison ? N'est-ce pas sur son dos qu'elle se ferait, cette combinaison, sur le dos des 4 millions de Roumains que les Hongrois tiennent sous leurs bottes en Transylvanie, et qu'ils ne songent pas à rendre à la Roumanie ?

Et que deviendrait après un tel lâchage des Roumains tout l'avenir italien dans les Balkans, où l'Italie est attendue, espérée, comme une protectrice éventuelle, non seulement par les Roumains, mais par les Bulgares et les Grecs ?

Et si les démocrates, qui sont légion en Italie,

allaient se fâcher qu'on sauvât l'Autriche-Hongrie, dont la seule existence est un soufflet à la grande idée des nationalités d'où est sortie l'Italie moderne ?

Et s'ils allaient s'indigner de voir l'Italie laisser échapper l'occasion de graver son nom sur le fronton de la nouvelle Europe, que rêvait Mazzini en 1848, et qui s'élabore en ce moment sur les champs de bataille de Pologne, de Belgique et de France !

Et si, déçue dans les plus généreuses de ses aspirations, l'Italie libérale, démocratique et républicaine, l'Italie de Garibaldi allait rendre responsable la monarchie elle-même de l'avortement de ses grands espoirs et de ses vastes pensées !

Mardi 26 janvier.

L'épine bulgare.

Ghenadieff par-ci, Ghenadieff par-là.

On ne voit plus que ce nom-là dans les journaux, et le bon public se demande quelle peut bien être l'importance de ce personnage, qui n'est même pas ministre de son pays, et dont le voyage à Rome fait tant de bruit en ce moment.

Pas grosse, la Bulgarie, dont cet homme d'Etat est le porte-parole plus ou moins officiel : à peine cinq millions d'habitants ; et, tout de même, c'est une belle épine que les alliés ont là au pied.

Comment est-elle allée se loger dans notre pied, cette épine ?

Voici :

Les Bulgares sont de braves paysans, un peu rudes, qui ont été avalés tout vivants, il y a quelque cinq cents ans, par les Turcs, comme le furent d'ailleurs les autres peuples des Balkans : Grecs, Serbes et Roumains.

Sous la domination turque, tous ces peuples restèrent groupés autour de leurs évêques, et continuèrent à parler chacun leur idiome national.

Au dix-neuvième siècle, l'idée leur vint aux uns et aux autres de vouloir reconquérir leur indépendance.

Ils y parvinrent, aidés puissamment par le gouvernement russe, qui les aimait comme des peuples slaves et de bons chrétiens, et peut-être aussi comme de futurs clients.

Le dernier peuple des Balkans affranchi par les Russes, ce fut la Bulgarie.

C'est la dernière née des nations d'Europe, la Benjamine.

Elle a vu le jour en l'an de grâce 1878 seulement, et sa naissance coûta cher à la Russie, qui dut l'arracher au prix d'une guerre sanglante aux griffes de ses oppresseurs turcs.

C'est la marotte des mères, sous prétexte qu'elles leur ont donné le jour, de traiter leurs enfants comme des morveux, même quand il leur a poussé de la barbe au menton.

La Russie ne prit pas trop au sérieux cette enfant qui lui devait la vie ; elle voulut la faire marcher droit, à la baguette. Les précepteurs

russes qu'elle donna à l'enfant pour faire son éducation étaient des généraux un peu rudes.

L'enfant, qui avait du sang dans les veines, se cabra. Il y avait à peine dix ans que la Bulgarie était libre que les mécontents se groupèrent derrière un ancien étudiant bulgare qui avait fait ses études en Russie. Il se nommait Stamboulof. Les stamboulovistes, ce sont les Bulgares qui, à tort ou à raison, ont peur que la protectrice russe ne veuille les faire marcher un peu trop au doigt et à l'œil.

Malheureusement, dans les Balkans, quand on est mal avec la Russie, l'Autriche vous serre immédiatement sur son cœur, et vice versa : si bien que le parti stambouloviste passe pour être la créature de l'Autriche.

Un jour vint où il sembla que les petits peuples balkaniques entrevirent que le meilleur moyen pour eux de s'affranchir à la fois de la tutelle de Pétrograd et de celle de Vienne, était de cesser de se disputer entre eux, et de se réconcilier : car, naturellement, à peine affranchis des Turcs, ces petits peuples chrétiens n'avaient rien trouvé de mieux que de s'entre-déchirer.

En 1912, Bulgares, Grecs et Serbes se réconcilièrent sur le dos des Turcs.

On se partagea à l'avance en famille les dépouilles de l'homme malade, du moins son héritage d'Europe.

Les Serbes prendraient l'Albanie ; les Bulgares, la Thrace avec Andrinople et la Macédoine; les Grecs, la Thessalie et Salonique.

Ce furent les Bulgares, qui sont de rudes

soldats, qui firent le plus gros du travail : on se rappelle leur marche foudroyante jusqu'aux lignes de Tchataldja, aux portes de Constantinople.

La Turquie demanda la paix. On allait partager les dépouilles. Coup de théâtre : l'Autriche refuse de laisser les Serbes prendre leur morceau : l'Albanie.

Alors, les Serbes et les Grecs s'entendent pour imposer aux Bulgares une nouvelle distribution des territoires turcs. D'après cette nouvelle distribution, les Serbes, ne pouvant avoir l'Albanie, auraient la Macédoine.

La Macédoine ! Enlever la Macédoine aux Bulgares ! La Macédoine qui est surtout peuplée de Bulgares ! La Macédoine, à laquelle les Bulgares tiennent mille fois plus qu'à la Thrace ! La Macédoine qu'ils considèrent comme la chair de leur chair ! Car la Macédoine, entre nous, est foncièrement bulgare.

Ils virent rouge.

Leurs généraux virent rouge.

Malgré l'épuisement de leurs armées, celles-ci se jetèrent sur l'armée serbe, pour la plus grande joie de l'Autriche.

Ce fut un désastre, d'autant plus grave que les Roumains, prenant parti pour les Serbes, arrachèrent à la Bulgarie un territoire à son goût, peuplé de 300.000 Bulgares authentiques, pendant que les Turcs leur reprenaient Andrinople, en Thrace. Le traité de Bucarest, en 1913, laissa la pauvre Bulgarie sur le flanc, épuisée par deux guerres, pendant que tous ses voisins s'arrondissaient.

On devine ce que doit être son état d'âme, sa rage contre Serbes, Grecs et Roumains.

Si elle n'écoutait que ses ressentiments, elle se jetterait sur la Serbie et lui arracherait la Macédoine.

Mais marcher contre la Serbie, c'est s'allier avec la Turquie, l'ennemi héréditaire ! C'est s'exposer à voir la Roumanie et la Grèce lui retomber sur les bras ! C'est surtout entrer en guerre contre la Russie, sa bienfaitrice, une bienfaitrice dont la colère serait terrible et qui ne lui pardonnerait pas une si noire ingratitude ! Un suicide, quoi !

Alors, que faire ?

Obtenir de l'intervention bienveillante de l'Italie que la Roumanie lui rende les 300.000 Bulgares qu'elle lui a pris l'an dernier ; que la Serbie lui rende la Macédoine bulgare ; que la Grèce lui donne sur la Méditerranée le port de Cavalla, — elle qui a tant de ports sur la mer Egée, — le port de Cavalla, dont la banlieue est bulgare, sinon le port, pour qu'elle ait, elle aussi, un débouché sur la Méditerranée.

Si c'est là ce que M. Ghenadieff est allé demander à Rome, vraiment on éprouve un étonnement : c'est qu'il ait eu besoin d'aller faire le voyage de Rome, et que la Triple-Entente n'ait pas spontanément fait droit à des réclamations dont la justice crève les yeux de tous les juges impartiaux.

Quand on songe qu'après la victoire commune la Serbie, agrandie de tous les territoires serbes de l'Autriche-Hongrie, verra sa population passer de 4 millions à 10 millions ; que la Rou-

manie passera de 7 millions à 13 millions d'habitants ; que la Grèce peut espérer une augmentation analogue ; et que la Bulgarie aura, en tout et pour tout, même si elle obtenait tout ce qu'elle réclame, 6 millions d'habitants, on se demande ce qu'attendent les gouvernements serbe, roumain et grec pour faire à si bon compte un marché qui rétablirait définitivement la paix balkanique.

On se demande ce qu'ils attendent pour rendre à la Triple-Entente, qui a tant fait pour eux, le service de lui arracher du pied cette douloureuse épine !

Mercredi 27 janvier.

Armées nouvelles.

Notre ministre de la guerre est allé faire un petit voyage en Angleterre. Il a inspecté les nouvelles formations de l'armée anglaise.

Belle leçon, grande leçon que vient de nous donner là la libre Angleterre. Notre ministre de la guerre l'a sûrement comprise.

En six mois, dans un pays où jusqu'ici il n'y avait d'armée que les troupes d'un corps expéditionnaire pareil à notre armée coloniale, le Parlement anglais et son ministère de la guerre ont trouvé moyen d'organiser six armées de trois corps chacune, soit dix-huit corps d'armée.

Dix-huit corps d'armée !

Tout était à créer : matériel, munitions, soldats, officiers. Ils ont tout créé.

Et nous ?

Combien de corps d'armée nouveaux avons-nous créés, nous, chez qui tout le monde a passé par la caserne, nous chez qui les soldats exercés ne manquent pas ?

Oui, je sais, on me répondra : ce ne sont pas les soldats qui nous manquent, mais le matériel et les munitions et les cadres.

Le matériel et les munitions ? Mais, en six mois, on en fabrique, et si on ne peut en fabriquer, quand on a la fortune de la France et son crédit, quand on est maître de la mer, on s'en procure au dehors.

Quant aux cadres, plus j'y réfléchis, plus j'en parle autour de moi, moins je comprends qu'on soit embarrassé pour en trouver.

A la suite de mon dernier article, d'anciens marins, qui ont fait cinq ans dans les équipages de la flotte, m'écrivent qu'ils sont sur toutes les côtes des milliers et des milliers de gens débrouillards, disciplinés, qui du jour au lendemain feraient d'admirables sous-officiers.

Toutes nos administrations civiles regorgent de jeunes sous-officiers que des retraités remplaceraient très suffisamment pendant la période de la guerre, et qui constitueraient les cadres de nouvelles formations.

Tous ceux qui, dans la vie civile, ont commandé des hommes, qui ont eu des responsabilités, sont capables, en quelques semaines, d'administrer et de commander une section ou une compagnie.

Les officiers de la Révolution et du Premier Empire, est-ce qu'ils étaient tous bacheliers ?

Qu'est-ce qu'il faudrait pour que ces cadres soient constitués, pour que dans chaque ville se constituent, avec les hommes qui foisonnent dans les dépôts, des régiments nouveaux, qu'on grouperait en brigades, en divisions et en corps d'armée ?

Il faudrait que chaque corps d'armée du front, chaque division, chaque brigade, chaque régiment, voulussent bien détacher, pour constituer ces formations nouvelles, quelques officiers de l'active, jeunes, que l'on bombarderait pour la durée de la guerre au grade supérieur.

Il les faut jeunes : pour ces régiments nouveaux, je ne voudrais pas de colonels de plus de trente à trente-cinq ans. Tant pis pour les règlements, pour la paperasserie administrative, pour les tableaux d'avancement ! Eh bien ! quoi ! Les généraux de la Révolution avaient souvent de vingt-cinq à vingt-huit ans.

Il les faut jeunes, mais surtout il les faut confiants en l'intelligence de la nation, confiants en notre peuple, qui est la plus belle race de soldats qu'il y ait jamais eue sous la calotte des cieux. Des chefs qui n'en soient pas à croire qu'il faille trois ans, deux ans, ni même un an, pour apprendre à un homme à tirer, à faire des trous et à marcher ; des chefs qui, en temps de guerre, dans les dépôts, ne passent pas leur temps à vous faire faire, pendant des heures et des heures, des « à droite par quatre ! », des « à gauche alignement ! », et d'autres chinoiseries presque aussi grotesques que le pas de parade prussien.

Oh ! je le sais, pour obtenir des chefs de corps et des chefs d'unités du front qu'ils nous donnent, pour créer des armées nouvelles, quelques jeunes officiers d'active, il faudra la croix et la bannière.

C'est humain, d'ailleurs.

Les chefs militaires comme les chefs civils sont tous les mêmes : quand ils ont dans leur service quelqu'un qui fait leur affaire, plutôt que de s'en séparer ils aimeraient mieux se laisser arracher un œil.

C'est au ministre de la guerre et au Parlement qui, eux, doivent voir non pas l'intérêt ou les commodités de tel ou tel chef en particulier, mais l'intérêt général de toute l'armée et de toute la nation, de bousculer un peu les vieilles habitudes et les vieux préjugés.

Or, l'intérêt certain, évident, de l'armée et de la nation, c'est que nous ayons de nouvelles armées.

Et le seul et unique moyen pour nous d'avoir de nouvelles armées, c'est que le front donne pour les formations nouvelles quelques-uns de ses plus jeunes chefs, et qu'il comble les vides par des promotions faites parmi les « poilus » qui se battent depuis six mois.

Vous avez hâte de chasser l'envahisseur ? Vous avez hâte que la guerre finisse ?

Qu'attendez-vous pour créer de nouvelles armées ?

Jeudi 28 janvier.

Le pot-aux-roses.

Quand j'ai lu que mon ex-camarade Sudekum, député socialiste de Nuremberg, devenu socialiste du kaiser, avait essayé de suborner un prisonnier français et l'envoyait en France en émissaire près des socialistes français pour les amener à faire de la propagande pour la paix, je ne pus m'empêcher de fredonner :

> Je voudrais bien savoir
> Quel était ce jeune homme,
> Si c'est un grand seigneur
> Et comment il se nomme.

J'aime mieux vous en faire l'aveu tout de suite : j'ai cru à un coup monté de notre police ou de notre Sûreté générale, pour discréditer les quelques gogos bien intentionnés qui, dans certains milieux où l'on se croit avancé parce qu'on vit dans la lune, bêlent leur amour de la paix jusque dans les urinoirs publics. Pauvre police ! Pauvre Sûreté générale ! Elles qui m'ont fourni si souvent gratuitement des escortes fidèles dans mes voyages de la Santé à Clairvaux, ou de Clairvaux à la Conciergerie ! Je rougis d'avoir pu un seul instant les soupçonner !

Donc, ayant lu l'histoire de Sudekum et du sous-officier français, je m'adressai séance tenante cette courte harangue : « Mon ami, si tu n'es pas le dernier des journalistes, dans quarante-huit heures tu auras tiré cette louche affaire au clair. »

Quarante-huit heures après, j'étais en tête-à-

tête avec le sous-officier français, un sous-officier authentique, un Parisien déluré, dégourdi, vingt-huit ans, très sympathique d'aspect, de son métier ouvrier mécanicien. Il n'est pas membre du Parti, ni même syndiqué. Rien d'étrange : dans la Seine, sur 150.000 électeurs socialistes, il n'y a que 10.000 inscrits dans les cadres du Parti. Il est de ces socialistes qui viennent à toutes nos manifestations, au Père-Lachaise à chaque anniversaire de la Commune, au Pré-Saint-Gervais, et qui connaissent les hommes et les choses du Parti parfois mieux que nos militants.

— Bon ! bon ! vous voilà prisonnier. Passons. Je vous ai écouté avec émotion. Vous êtes un brave à trois poils ; d'ailleurs, on ne donne pas une citation à l'ordre du jour et des galons de sergent à un poilu ordinaire. Après. Qui vous a fait ces honnêtes propositions ?

— Un lieutenant, le lieutenant von G..., fils du commandant du 3e corps bavarois, un lieutenant qui m'a dit avoir été attaché à l'ambassade à Paris, et qui parle d'ailleurs le français mieux que moi. En causant, quand je lui ai dit que j'étais socialiste, il m'a longuement expliqué que la France était perdue — ça se passait le 3 janvier — et que, par patriotisme et par humanité, les socialistes français devraient bien pousser leur pays à faire la paix. Après m'avoir tâté sur toutes les coutures pendant plusieurs jours, il m'expliqua que si je voulais m'entremettre pour cette bonne œuvre, on me relâcherait avec de faux passeports. Bien que j'aie de la répugnance à paraître « moucharder » même

des ennemis, je n'ai pas dit non, pour les voir venir. J'ai fait la bête et j'ai demandé à voir des socialistes allemands connus.

— Ce n'était pas bête.

— Le lieutenant von G... me dit : « J'allais vous le proposer. » Le lendemain nous partions pour Metz où, dans un hôtel de la ville, on me nippa des pieds à la tête. Tenez, c'est ce costume-ci que je porte : on a enlevé la marque du magasin.

— Où ces braves gens vous firent-ils coucher ?

— En prison, où je fus bien traité ; on m'apporta mes repas d'un hôtel voisin. Là, je reçus la visite de plusieurs collègues du lieutenant von G..., dont un commandant gaffeur, qui me parla de mettre des affiches à Paris et d'y provoquer des émeutes. Le lieutenant von G... a senti la gaffe et m'a expliqué gentiment qu'il s'agissait d'une mission diplomatique plus délicate. Dimanche, il y a huit jours, il m'a fait sortir et m'a présenté à Sudekum.

— Ah ! ce cher Sudekum ! Comment est-il fait, le Sudekum qu'on vous a amené ?

— Un homme frisant la cinquantaine ; très grisonnant ; haut en couleur ; assez solide ; parlant avec de grands gestes, et avec une chaleur communicative qui, je l'avoue, parfois me troubla.

— Ça ressemble assez à mon Sudekum. Que vous a dit ce cher frère en socialisme ?

— De une heure à sept heures, en me montrant la ville, il m'a dit tout ce que vous pouvez deviner : que nous étions le jouet de l'An-

gleterre ; que ce n'était pas chic de voir une République s'allier avec le tsar ; qu'au printemps on laisserait un rideau de troupes devant les Russes et qu'on écraserait la France ; qu'en Allemagne on aimait les Français ; qu'on évacuerait leur territoire et la Belgique ; qu'on ferait ensuite alliance contre l'Angleterre ; que l'Allemagne avait besoin d'une France forte contre l'Angleterre et contre le slavisme ; qu'il fallait que les socialistes français se lèvent, exigent la paix, à la fois pour sauver la France d'un désastre certain, et l'humanité de nouvelles boucheries.

— Ah ! ce bon apôtre ! Et qu'est-ce que vous avez répondu ?

— J'ai discuté point par point tout ce qu'il m'a dit : je lui ai dit notamment que, sans la Russie, depuis vingt ans, ils nous auraient pris une nouvelle Alsace-Lorraine, et que nous serions une deuxième Pologne. Je lui ai dit que nous ne lâchions pas nos alliés en pleine bataille. Je lui ait dit que si le militarisme allemand n'était pas écrasé, ce seraient les armements à perpétuité en Europe. Mais j'ai fini, pour jouer mon rôle jusqu'au bout, par lui dire que j'acceptais d'être le missionnaire de la paix. Il m'a alors demandé à quels socialistes connus je comptais m'adresser. Je lui ai dit : Colly. Il n'a rien dit. Puis j'ai dit : « Hervé ». Alors il a sauté et il m'a dit : « Ah ! non ! pas celui-là ! C'est le dernier auquel il faudrait vous adresser. S'il est mal luné, il n'ira pas par quatre chemins : il vous fera coffrer sans hésiter ! »

— Ce cher Sudekum, il n'a pas digéré mon discours du Congrès de Stuttgart, quand j'ai sorti à Bebel et à la social-démocratie quelques vérités, dans une fameuse séance qu'il présidait !

— Ensuite, je lui ai demandé si je ne pourrais pas voir quelques autres socialistes allemands. Il m'a dit : « Qui ? » J'ai répondu : « Liebknecht. » « Liebknecht, mais c'est un fou ! », m'a-t-il répondu. « Rosa Luxembourg, alors. » « Rosa Luxembourg ? Mais elle est encore plus folle ! Personne ne la prend au sérieux ici, pas plus que Liebknecht. »

— Ce cher Sudekum !

— Il m'a remis, à sept heures, en mains du lieutenant von G..., qui m'a emmené à Mayence et à Francfort, où il m'a fait constater que ce n'étaient pas les soldats qui manquaient.

— Lui avez-vous demandé si, avec le blocus de l'Allemagne, ils auraient longtemps des munitions pour en donner à leurs hommes ?

— Non, mais je l'ai pensé.

« Après m'avoir mené au cinéma pour me faire constater que le public ne conspuait pas les films où il y avait des soldats français, il m'a conduit à la frontière suisse, non sans m'avoir donné deux passeports, l'un au nom d'un Belge, l'autre au nom d'un Lorrain, et m'avoir fait donner ma parole de ne plus porter les armes contre l'Allemagne. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'ils m'avaient photographié et mensuré à Metz.

« Rendu en Suisse, je me suis précipité au consulat français, ne me souciant pas, moi, sol-

dat français, d'être trouvé avec de faux papiers délivrés par les Boches. Ce n'est pas de ma faute si une indiscrétion a été commise, je ne sais par qui, et si les journaux m'ont brûlé.

— Oui, c'est dommage! Car j'aurais ainsi pu faire marcher cet imbécile de Sudekum jusqu'au bout, lui et son kaiser!

« N'empêche, mon cher ami, que vous avez rendu un grand service à la nation, deux même.

« Le premier, c'est de lui avoir appris que le kaiser et son état-major sont aux abois, puisqu'ils en sont réduits à de telles machinations pour nous détacher de la coalition.

« Le second, c'est de l'avoir mise en garde contre les prêcheurs de paix, et d'avoir mis en garde certains prècheurs de paix eux-mêmes contre leurs propres prédications.

« Il y a forcément, en ce moment, après six mois de guerre, des hommes de cœur, très honnêtes, nullement soupçonnables de complicité avec l'état-major allemand, mais qui vivent un peu dans les nuées et dans la lune. Ils n'ont pas encore compris ce que comprend le Parti socialiste tout entier : que conclure la paix avant d'avoir écrasé le militarisme allemand, c'est un crime contre l'humanité, un crime contre les jeunes générations à qui nous devons de refaire une Europe nouvelle où ils pourront vivre en paix, sans être à chaque instant menacés d'être conduits à la boucherie par un imbécile couronné. Grâce à vous, petit sergent, ces hommes, qui ne sont ni des traîtres ni des imbéciles, comprendront que prêcher la paix en ce moment c'est involontaire-

ment se faire les complices du kaiser et des hobereaux prussiens, et ils se rentreront eux-mêmes dans la gorge leurs appels à la pitié et à l'humanité! »

Vendredi 29 janvier.

Le vrai rôle du Parlement.

Voyons, est-ce que les élus de la nation, maintenant que la vie parlementaire a heureusement repris son cours, ne vont pas avoir le courage de dire carrément que le poste des parlementaires les plus jeunes n'est pas à la tranchée ou dans les casernes, mais qu'il est à leur banc au Parlement, ou dans les commissions parlementaires ?

En août, les parlementaires mobilisables ont fait un geste dont le pays leur sait gré : ils sont partis au feu.

Ils y ont fait tous leur devoir comme de simples électeurs; quelques-uns s'y sont couverts de gloire; d'autres y ont laissé leur peau.

Personne ne doute de leur courage.

Mais vraiment ils se trompent s'ils s'imaginent que le pays leur saura gré, maintenant que le Parlement est rentré, de le servir comme simples soldats, comme sous-officiers et comme officiers, quand il leur a confié la mission spéciale de contrôler tous les services publics.

Des hommes pour se battre, on en a de

reste ; qu'on aille faire un tour dans les dépôts, pour voir !

Des hommes qualifiés pour faire la guerre aux abus, surveiller le fonctionnement de toute la machine administrative, civile et militaire, on en manque malheureusement depuis six mois.

Nous sommes en France deux ou trois douzaines de journalistes qui depuis le début de la guerre nous faisons les échos de l'opinion publique, signalons les abus, fouettons de notre mieux l'activité des ministres et des bureaux.

Mais un coup de ciseaux de la Censure peut trop facilement nous faire taire.

Souvent aussi nous nous taisons pour ne pas, à une heure aussi tragique où tout le monde a tant besoin de confiance, jeter la démoralisation dans notre peuple impressionnable qui a une tendance trop naturelle à généraliser les critiques.

Quelle que soit la bonne volonté d'un journal, il lui faudrait d'ailleurs être monté comme un véritable ministère pour contrôler les abus qu'on lui signale avant de les dénoncer au public, ou de les signaler en particulier aux ministres intéressés.

En somme, en temps de guerre, si le Parlement ne fonctionne pas sérieusement, c'est une ou deux douzaines de journalistes qui sont le seul contrepoids à la dictature des ministres et des bureaux.

Vraiment, c'est insuffisant.

Le contrôle par la presse devrait venir

s'ajouter à celui du Parlement; mais le vrai contrôle, le contrôle efficace, seul le Parlement a le moyen de l'exercer.

Mais comment le Parlement exercerait-il ce contrôle-là si les plus jeunes de ses membres, qui sont souvent les plus actifs, sont dans la tranchée ou dans une caserne, comme simples soldats, sous-officiers ou officiers?

Et quelle autorité voulez-vous qu'ils aient, entre deux séjours dans la tranchée ou à la caserne, où ils dépendent de tant de chefs, pour contrôler par exemple le ministre de la guerre et les bureaux militaires dont ils dépendent?

Comment veut-on, d'autre part, qu'un parlementaire fasse sérieusement son métier de soldat et celui de représentant du peuple? M. le général Pédoya, qui est président de la commission de l'armée à la Chambre, peut-il sérieusement cumuler ses écrasantes fonctions avec celles de gouverneur de la place de Grenoble?

Service sanitaire, service de l'intendance, organisation des dépôts, formation de nouvelles armées, doivent-ils être laissés, quelle que soit notre confiance dans le ministre de la guerre et dans sa puissance de travail, à la discrétion de la seule administration militaire?

Dans ces questions vitales, est-ce un Parlement mutilé de tous ses éléments les plus jeunes, ou dont les éléments les plus jeunes sont soumis à l'autorité militaire, qui peut se prononcer librement, souverainement?

Si le contrôle parlementaire est indispen-

sable en temps de paix, où les citoyens ont quelques moyens de protester contre les abus, il est mille fois plus indispensable en temps de guerre, où les citoyens sous les armes sont condamnés à l'obéissance passive, et où les autres vivent sous le régime de l'état de siège et de la Censure.

C'est la Convention qui était dans la vérité républicaine lorsque, non contente de préparer dans ses commissions les grandes lois civiles et sociales qui devaient renouveler la face de la France, elle envoyait ses représentants en mission, inspecter les armées et les services publics, pour savoir si tout fonctionnait conformément à l'intérêt de la République.

De quel précieux secours pourraient être pour le ministre de la guerre les deux commissions de l'armée du Sénat et la Chambre si ses délégués — il ne s'agit point évidemment de caravanes parlementaires — pouvaient aller soit au front, soit dans les ambulances, soit dans les arsenaux, soit dans les casernes, faire des visites inopinées?

On a honte vraiment d'avoir à exprimer des vérités si élémentaires.

En mai dernier, le peuple français a choisi, bien ou mal, six cents députés : ce sont ses hommes de confiance.

En eux et dans les sénateurs réside la souveraineté nationale ; c'est d'eux que les ministres tiennent leur autorité; le président de la République, la plus haute magistrature de l'Etat; le généralissime, le pouvoir redoutable qu'il exerce en ce moment au nom de la France.

Que vous le vouliez ou non, c'est cela, la République !

Samedi 30 janvier.

Lettre à mon cadet.

Je suis bien content, mon cher artilleur, de savoir que tout le monde autour de toi a le moral « supérieur », comme tu dis. Ça ne m'étonne pas de tes coloniaux, qui ont roulé leur bosse dans toutes les parties du monde. Heureusement que vous êtes des coloniaux dans ce coin-là où ça chauffe si dur !

Ne va pas t'imaginer que les simples « biffins » ne tiennent pas leur bout ; un régiment qui a l'air d'avoir le moral pas mauvais, c'est mon ancien régiment, et celui de notre Benjamin, le 19e de ligne : pas plus tard que ce soir, je viens de voir à l'*Officiel* qu'il est mis tout entier à l'ordre du jour de l'armée. Si on prend les myopes au conseil de revision, ce mois-ci, je demande à retourner au 19e, ça me rajeunira de vingt ans. Pour être mieux reçu, en arrivant, je publie ses hauts faits dans mon journal. La rue de Siam, à Brest, ne sera pas assez large pour le recevoir, quand il reviendra couvert de lauriers.

C'est une merveille que le moral soit resté si bon — j'en ai des échos de tous les côtés — sur toute la ligne, après les quatre mois horribles que vous venez de tirer dans la boue et dans l'eau.

Prenez-vous toutes les précautions pour le conserver intact jusqu'au bout, ce moral, vous, les officiers ? En général, on vous trouve très bien : le corps des officiers de l'active a vraiment une bonne presse. Mais, d'après quelques lettres un peu amères qui me sont tombées sous les yeux, et que les femmes de mobilisés viennent me montrer de temps à autre, j'ai l'impression qu'il y a encore, par-ci par-là, des erreurs et des froissements qu'on pourrait éviter.

Veille-t-on toujours assez à ne pas garder trop longtemps les mêmes dans les tranchées ? Au repos, ne les énerve-t-on pas quelquefois, ou ne les tracasse-t-on pas un peu par une discipline un peu tatillonne qui ressemble un peu trop à celle de la caserne ? Des femmes que je vois dans mes bureaux me demandent si on ne pourrait pas donner un peu de permissions à leurs maris qui font campagne, par roulement, pour leur permettre de venir se refaire huit jours en famille. Evidemment, ces pauvres femmes ne voient pas toutes les difficultés qu'une pareille mesure comporterait au point de vue militaire ; mais, sans aller si loin, y a-t-il des considérations d'ordre militaire qui empêcheraient de ramener une huitaine de jours les régiments, à tour de rôle, se reposer un peu en arrière de la ligne de feu, loin du bruit énervant de la canonnade, assez loin pour que les femmes puissent venir embrasser leurs époux ?

Les Anglais et les Américains, gens très pratiques, ont, dans l'industrie, établi depuis

longtemps les plus courtes journées de travail ; ils ont expérimenté que les forces de la machine humaine ont une limite ; qu'on travaille mieux et plus vite quand elle n'est pas surmenée. A la veille du grand coup de chien de la campagne de printemps, ne croyez-vous pas, vous autres, les militaires, qu'il serait bon, — au point de vue militaire, — de faire souffler un peu la bête avant le dernier coup de collier ?

Je ne suis pas sûr non plus que l'on fasse toujours assez attention à ne pas froisser les hommes. Tu connais mieux que moi les militaires et leur mentalité. Je connais mieux que toi la mentalité des civils — n'oublie pas, mon cher cadet, que les militaires du front ne sont pour la plupart que des civils en uniforme.

Vous avez actuellement sous vos ordres toutes les classes de la société, toutes les professions ; des hommes qui, même appartenant aux classes les moins instruites, sont souvent des esprits assez cultivés et assez pénétrants. Ce ne sont pas non plus des gamins de vingt ans, comme les recrues habituelles, mais des hommes faits, habitués à juger et à jauger les gens autrement que sur le nombre des galons.

Tu te rends compte sans peine qu'avec une troupe ainsi composée, un redoublement de tact et de doigté s'impose dans le commandement ; presque tous vous vous en rendez compte, je le sais ; mais l'armée gagnerait encore en cohésion morale si vous inculquiez cette notion élémentaire à ceux de vos collègues, et à ceux de vos sous-officiers qui ne la possèdent pas suffisamment.

N'empêche que nous nous rendons compte que même les meilleurs des officiers comme des soldats doivent avoir des moments d'énervement et d'humeur avec la vie que vous menez.

Nous-mêmes, qui sommes au loin, nous sentons par moment l'énervement nous gagner, et nous ne nous résignons à vous voir endurer toutes ces souffrances et toutes ces horreurs qu'en nous répétant que nous avons tout fait pour éloigner de vous ce calice ; qu'en nous répétant surtout que, cette fois, c'est la dernière guerre, la dernière, et que nos gosses, ni les gosses de nos ennemis, ne verront plus ces abominations, quand ils seront grands.

Cette idée que nous faisons la guerre à la guerre, tu ne saurais croire le chemin qu'elle fait dans toutes les classes de la nation et dans tous les partis ; la guerre que faisaient nos aînés en 1792, c'était la guerre de la liberté, et c'est parce qu'ils l'ont faite que la France rencontre depuis un siècle tant de sympathies dans le monde entier, dans toute la partie éclairée de l'humanité.

Vous autres, c'est la guerre de la Paix que vous faites.

C'est pour cela que les plus enragés pacifistes et les plus enragés antimilitaristes d'antan sont aujourd'hui les plus ardents partisans de la guerre à outrance.

Et tu ne saurais croire combien aussi nous nous sentons pleins de confiance dans l'avenir du pays depuis que la victoire nous a caressés de son aile ; dans le commerce, dans l'industrie, nous apportions depuis quarante-quatre ans

une âme de vaincus ; tu verras si demain nous n'y apporterons pas une âme de conquérants.

Jusque dans nos Congrès internationaux, nous apportions, nous autres, socialistes français, je te l'ai dit souvent, cette mentalité de gens qui avaient reçu un coup de pied au cul en 1870 ; quand je ruais dans les brancards, je faisais presque scandale ; tu vas voir si, après l'écrasement complet du militarisme prussien, nous allons ramener la démocratie européenne, des bas-fonds matérialistes où la social-démocratie allemande l'avait fait dégringoler, vers les cimes du socialisme idéaliste où le génie latin l'avait élevée, aux environs de 1848.

Haut les cœurs ! mon cher cadet : avec votre sang, dans vos ateliers de mort, c'est de la vie que vous créez !

Dimanche 31 janvier.

Dans la bonne voie.

Le rapport d'allure officieuse qui relate les opérations de la dernière huitaine est très rassurant.

Il indique dans notre commandement une telle tranquillité d'esprit, une telle certitude de vaincre, que vraiment, en le lisant, les plus pessimistes se sentiront le cœur réchauffé.

L'opinion publique, à laquelle s'adresse ce coup de clairon, apprendra avec un plaisir tout particulier que les armées alliés « se renforcent

constamment en effectifs, en cadres, en matériel, et que leur puissance offensive augmente tous les jours ». Elle a envie de répondre : « Continuez, vous êtes dans la bonne voie ! »

Le gouvernement veut-il faire plus de plaisir encore à l'opinion publique et la rassurer plus complètement ?

Qu'il lui annonce donc clairement, en bon français, qu'il a décidé la formation d'une ou de plusieurs armées nouvelles !

Que voulez-vous ! Depuis quelques semaines, tous nos journaux sont pleins des chiffres et des affirmations du colonel Repington qui prétend que les Allemands ont 3 ou 4 millions d'hommes en réserve. Peut-être le colonel anglais se trompe-t-il, malgré la haute compétence qu'on lui reconnaît généralement en matière militaire ? Peut-être enfle-t-il un peu ses chiffres pour mettre la puce à l'oreille de ses compatriotes et, qui sait ? peut-être espère-t-il faire avaler au peuple anglais, qui n'a jusqu'ici que des armées d'engagés volontaires, la conscription et le service obligatoire comme sur le continent ? Peut-être enfin, ses chiffres, si exacts qu'ils soient, ne prouvent-ils pas grand'-chose, pour la bonne raison que l'Allemagne peut, par suite du blocus, sans manquer d'hommes, manquer de munitions ?

Le public, qui est optimiste, mais dont l'optisme est raisonné, ne peut se défendre de cette question : « Oui ! Mais si le colonel Repington tout de même disait vrai ! Et si, malgré le blocus, les Allemands, qui sont de grands chimistes, de grands industriels et des gens métho-

diques et organisateurs, étaient capables, un de ces jours, de jeter sur notre front encore un million ou deux de troupes de seconde qualité, mais de troupes fraîches? Et si, avant l'arrivée des renforts anglais, ils faisaient une tentative avec des renforts pour nous crever notre ligne? »

Dans les sphères gouvernementales et officielles, on se trompe si on s'imagine que l'on s'impatiente de voir nos poilus rester dans leurs tranchées, et le général Joffre attendre son moment pour prendre l'offensive!

Non! Ce dont on s'impatiente, c'est de savoir que l'ennemi est, depuis quatre mois, à 80 kilomètres de Paris; que, faute de renforts, on a subi l'échec de Crouy-Soissons; et que, pendant ce temps-là, il y a dans les dépôts des centaines de milliers d'hommes dont le seul rôle est d'attendre qu'on les appelle par petits paquets pour aller boucher les trous sur le front.

Vraiment, est-ce qu'on ne pourrait pas se contenter d'avoir dans les dépôts une quantité raisonnable de ces bouche-trous, et, avec les autres, constituer des régiments qu'on grouperait en brigades, en divisions, en corps d'armée, de façon à constituer sous les murs de la capitale une nouvelle armée de Paris?

Les armées du front seraient donc perdues si l'on y prélevait quelques centaines d'officiers jeunes pour donner quelques chefs aguerris aux nouvelles formations?

Parmi les sous-officiers, les jeunes officiers qui resteraient au front, serait-il donc si malin

de trouver des remplaçants à ceux qui seraient envoyés à l'arrière, dans les nouvelles formations ?

Est-ce qu'en une grande bataille le front ne perdrait pas plus d'officiers que ceux qu'on lui enlèverait par un prélèvement mesuré, en vue de la formation de nouvelles armées ? Et pourtant il faudrait bien les remplacer, ceux qui tomberaient? Pourquoi serait-il impossible de remplacer ceux qu'on retirerait volontairement, pour le bon motif ?

Le Sénat vient de renommer sa Commission de l'armée, et celle-ci de réélire comme président M. de Freycinet, qui fut un des collaborateurs de Gambetta : on assure que M. de Freycinet, malgré son grand âge, a conservé un peu de la flamme qui animait l'organisateur des armées de la Défense nationale il y a quarante-quatre ans.

Avec un administrateur et un travailleur comme Millerand au ministère de la Guerre, l'âme de Gambetta dans nos Commissions de l'armée, ce serait vraiment jouer de malheur si, en quelques semaines, nous n'avions pas sous les murs de la capitale une nouvelle armée de Paris.

Si le colonel Repington s'est trompé, tant mieux : elle ne servira pas à la défense de Paris.

Mais, une fois formée, elle ne sera peut-être pas inutile pour le siège de Metz ou de Strasbourg, ou pour celui de Cologne ou de Mayence.

TABLE DES MATIERES

Table des Gravures

Quelques opinions sur cet ouvrage

Très occupé en ce moment, je ne voulais que parcourir votre livre. Mais comme votre préfacier, très intéressé par vos premières pages, j'ai continué ; et je vous ai lu tout entier. Vous vous êtes tiré, avec tact et délicatesse, de toutes les difficultés du sujet, et l'on ne peut que vous féliciter.

GABRIEL COMPAYRÉ,
Inspecteur Général de l'Enseignement, Membre de l'Institut.
(*Lettre à l'auteur lors de la 1re édition.*)

Ce livre témoigne d'un rare courage. Il s'applique en effet à *réaliser* — et jusqu'au bout, sans réserve ni faux-fuyants — ce programme d'éducation que tant d'hommes de notre génération ont adopté, mais pour l'oublier à l'heure de l'exécution. — L'oublier ? non, c'est trop dire ; mais pourquoi nier que, à beaucoup d'entre nous, le cœur a manqué quand il a fallu mettre les points sur les *i* à nos gentils petits bonshommes ou à nos candides fillettes sur ces questions graves et délicates de la génération.

Devant ces yeux clairs, nous n'avons pas pu. Et pourtant, c'est bien certain, il faudrait. Ici le « doit-on le dire » n'est pas douteux, et ce n'est pas nous, médecins, qui le contesterons.

L'auteur de ce livre a, sur la plupart des points, résolu très ingénieusement le problème à l'aide de dialogues et donné vraiment un guide pratique que des parents pourront suivre à la lettre. Ces dialogues qui surviennent presque toujours à l'occasion des spectacles de la nature, nous les retrouverons presque identiquement chez nous ou bien nous pourrons les provoquer et nous n'aurons pour nos réponses qu'à suivre les indications de M. G. Bessède.

(*La Revue Médico-Sociale.*)

Je vous félicite de votre livre, où j'ai retrouvé, amplifiées, approfondies, exprimées avec un rare bonheur et une si heureuse intensité de vie, les idées qui me sont chères et que j'ai effleurées, en dix ans, dans *Vénus*. *Sésame*, *Les Révélées*...

MICHEL CORDAY.

Faut-il, ne faut-il pas répondre aux enfants qu'ils se font par l'oreille ? Doit-on leur apprendre ou leur laisser ignorer les choses de la génération ? De graves personnages, académiciens, législateurs, savants et moralistes, se sont assemblés en congrès pour étudier ce problème. Il semble bien que, par leur influence, des principes d'éducation sexuelle vont être introduits dans la pédagogie. M. G. Bessède approuve cette initiative et la seconde en ce volume, où il montre comment il convient d'enseigner aux enfants une aussi délicate matière. J'approuve M. G. Bessède.

(*Le Journal.*) PAUL REBOUX.

Tous les parents et éducateurs voudront lire ce livre, qui leur apporte un système complet pour renseigner les jeunes gens, *avec tout le tact désirable*, sur la génération, les maladies vénériennes, l'hygiène et la responsabilité sexuelles.

(*L'Humanité.*)

Là où je pouvais m'attendre à trouver un ouvrage d'anatomie plus ou moins original, ou la répétition de choses déjà dites, j'ai rencontré une œuvre absolument nouvelle, d'une haute portée morale et sociale, qui résout l'un des problèmes d'éducation les plus délicats, les plus difficiles et dont la solution est d'une importance suprême, surtout pour le prolétariat.

Pour atteindre son but, l'auteur met en scène une famille de deux enfants : un garçon que l'on suit depuis trois ans jusqu'à l'âge d'homme ; une fille, depuis sa naissance jusqu'à son mariage. Les parents, à l'esprit droit bien équilibré, sont les initiateurs ; et ils s'acquittent de cette tâche dans une série d'instructions, graduées avec une habileté de bon aloi, mais où domine constamment le souci d'exposer la vérité sans réticence ; ils y arrivent en montrant un tact qui écarte, qui anéantit même toute évocation d'imaginations malsaines, et en faisant ressortir sans cesse l'idée de responsabilité, vis-à-vis de soi-même et d'autrui.

C.-A. LAISANT,
Docteur ès sciences, ancien examinateur à l'Ecole Polytechnique.

Ces questions préoccupent beaucoup, après de longs siècles de funeste oubli, le monde des médecins et des éducateurs. Mais un ouvrage pratique restait à écrire. M. Bessède, qui osa le premier se charger d'une aussi délicate mission, s'en est acquitté d'une façon tout à fait remarquable. Son *Initiation Sexuelle* apporte aux parents, toujours embarrassés en ces matières, un guide clair, complet, ingénieux, qui permettra de dire, avec le plus grand tact, toute la vérité aux jeunes gens.

Le spectacle de la vie quotidienne fournit les thèmes de l'initiation, et rien n'est plus attrayant que la façon dont elle est conduite jusqu'à la fin.

Bulletin de l'Union des Instituteurs et Institutrices de la Seine.

PARIS. — IMPRIMERIE A. QUIGNON, 16, RUE ALPHONSE-DAUDET.

